

1944

LES DOSSIERS NOIRS D'UNE CERTAINE RESISTANCE



TRAJECTOIRES
DU
FASCISME ROUGE.

1944

Les dossiers noirs d'une certaine Résistance

... TRAJECTOIRES DU FASCISME ROUGE ...

Ce dossier a été réalisé par le Groupe PUIG ANTICH de la Fédération Anarchiste de Perpignan, et des libertaires. Les personnes qui ont participé: Estève BALLESTER, Martine BOURV, Marcel GELIS, Charles LANGAND, Henri MELICH, Edward SARBONI, Carolina BENITO, Amapola GRACIA et Dominique GREIN.



Photo de couverture:

1-M.GONZALEZ 2-V.VONILLA 3-P.PEREZ 4-J.YVANEZ

*assassinés par les staliniens le 5-11-44
à Monfort-sur-Boulzanne.*

Edition du C.E.S.

Supplément à "Infos et analyses libertaires"
B.P. 233 66002 PERPIGNAN CEDEX

PREFACE

Quand nous avons décidé de réaliser ce dossier sur la résistance et la libération, dans les Pyrénées Orientales et les départements voisins, et plus spécialement sur les exactions commises par les staliniens au détriment de nos compagnons libertaires, il nous a semblé important et opportun d'éviter tout esprit, ou toute intention polémique. Bien sûr, c'est quasiment une gageure que de tenter d'avancer sur de telles bases, quand on sait que cette période (1939-1945) est elle-même porteuse de nombreuses contradictions tant dans les attitudes que dans les faits.

Cette tranche de notre histoire, qui a fourni matière à tant de volumes, témoignages, articles, films et oeuvres diverses, suscite un certain respect envers les combattants anti-fascistes, et plus généralement, envers ceux qui sont tombés sous la botte nazie.

Ce respect ne doit pas toutefois nous amener à taire certaines "conduites" qui ont à cette époque marqué du sceau de la dictature et/ou de la manipulation, en un mot de la honte une partie de ceux qui ont lutté pour libérer le pays du fascisme.

Pour cela, nous nous devons de rappeler un certain nombre de faits importants (internationaux, nationaux, régionaux) qui facilitent la compréhension des événements que nous relatons, événements survenus à la libération et à la période qui a suivi.

La révolution russe, l'Ukraine, Cronstadt, la création de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T) qui faisait contre-poids à l'Internationale Syndicale Rouge (I.S.R), la révolution espagnole, l'exode des espagnols vers le France, le pacte germano-soviétique, la guerre,

l'attitude des anarchistes et des communistes face à la guerre, la tentative de faire reparaitre l'Humanité sous l'occupation, la lettre de Billoux à Pétain, l'entrée en guerre de la Russie en 1941, la création de l'Union Nationale Espagnole (U.N.E) et de l'Alliance Démocratique Espagnole (A.D.E), au plan syndical le manifeste des douze la réunion de Perreux etc... autant d'évènements importants qui expliquent à bien des égards les agissements des staliniens...

Les sources diverses qui ont alimenté notre travail coulent toutes dans une même direction pour venir grossir le fleuve de la vérité historique.

Témoignages de résistants anarchistes, travaux d'historiens concernant la période, oeuvres écrites récemment par des staliniens ayant connu cette époque (Lillon, Terriel-Magna, Lecoeur, Daix, Desanti...) aujourd'hui en dis-grâce, journaux et tracts du moment, documents divers provenant tant du côté libertaire que du côté stalinien. Voilà notre matériau...

Nous nous sommes fait une obligation de dire très haut ce que beaucoup ont longtemps pensé tout bas. Du haut de ce dossier, quarante années nous séparent de de l'action et du courage des résistants et résistantes qui ont refusé de collaborer avec la "bête immonde": le nazisme.

Quarante années nous séparent aussi des crapuleries, magouilles et assassinats nombreux commis par des "seconds couteaux" à la solde des bureaucrates staliniens. dans l'ombre de la libération, pour asseoir de manière définitive et incontestée l'emprise du communisme étatique-autoritaire sur les mouvements ouvriers occidentaux.

Ce dossier réalisé collectivement, à l'initiative du groupe PUIG ANTICH de la Fédération anarchiste, n'a pas la prétention d'épuiser le sujet pour ce qui concerne les exactions des staliniens des années quarante mais il a celle d'ouvrir le débat - avec un éclairage nouveau - sur l'influence et les agissements du communisme officiel dans le mouvement ouvrier contemporain.

Perpignan, juin 1984.

**Les avertissements
de
*l'Histoire....***



En avril 1917, Voline et Trotski, tous deux à New-York, se rencontrent dans une imprimerie. Voline prophétise la conquête du pouvoir par les marxistes de gauche et conclut: "...et alors, gare à nous autres, anarchistes! Vous commencerez à nous persécuter dès que votre pouvoir sera consolidé. Et vous finirez par nous fusiller comme des perdrix..."

Et Trotski réplique:

"Allons, allons, camarade, vous êtes des fantaisistes têtus et incorrigibles. Voyons, qu'est-ce qui nous sépare actuellement? Une petite question de méthode tout à fait secondaire. Comme nous, vous êtes révolutionnaires. Comme vous nous sommes anarchistes en fin de compte. Seulement, vous, vous voulez instaurer votre anarchisme tout de suite sans transition ni préparation. Tandis que nous, les marxistes, nous ne croyons pas possible de sauter d'un bond dans le royaume libertaire. Nous prévoyons une période transitoire au cours de laquelle le terrain pour la société anarchiste sera déblayé et défriché à l'aide d'un pouvoir politique anti-bourgeois: la dictature du prolétariat exercée par le parti prolétarien au pouvoir. En somme, il ne s'agit que d'une différence de nuance, sans plus..." (1).

En décembre 1918, Voline est arrêté en Ukraine et les autorités en avisent Trotski par télégramme. La réponse est immédiate et peu nuancée: "FUSILLER IMMEDIATEMENT-TROTSKI" Grâce à la "sentimentalité déplacée des autorités locales" (dixit Trotski), Voline échappe à son sort. Il est comme cela des nuances fâcheuses.

Cette anecdote, rapportée par Voline, illustre très fidèlement les relations des anarchistes et des communistes et d'une manière plus générale les relations des bolcheviks avec les composantes révolutionnaires non ralliées. Des naifs ont pu croire un temps qu'il s'agissait de bavures, de dérapages, mais la similitude des pseudo-révolutions marxistes "réussies" ici et là dans le monde réduit cette hypothèse à sa quintessence: un acte de foi pour marxiste illuminé. Comme dit l'humoriste: une fois c'est un acci-

(1) dans "la révolution inconnue" de Voline, édition "cercle du nouveau livre de l'histoire".

dent, deux fois une coïncidence, dix fois, une habitude. Le pourquoi de cette fatalité était déjà analysé par Bakounine, il tient lieu de formule: c'est le pouvoir qui transforme les hommes et non les hommes qui transforment le pouvoir. Et avant même d'atteindre ce pouvoir corrosif les hommes sont transformés par les moyens qu'ils utilisent pour le conquérir. Surtout, comme dans le cas des bolcheviks, quand la seule éthique est l'efficacité, quand on ne recule ni devant le mensonge, ni devant l'intimidation, ni devant le meurtre. A ce point qu'entre communistes et fascistes, ce n'est plus qu'une question de nuance. Question: A quoi vous font penser les défilés du 1er mai sur la Place rouge?

Il s'est passé bien des choses dans la Russie d'après 1917, bien des choses que nous ignorons ou connaissons mal. Cependant, parmi tous ces événements, deux sont éclairés par des témoignages et des documents: le massacre de Cronstadt et la guerilla maknovienne.

CRONSTADT

Cronstadt fut le fer de lance de la révolution de 1917: d'abord par sa proximité du centre du pouvoir politique, ensuite par la présence parmi les marins de nombreux ouvriers politiquement "avancés". Dès le début, cette petite ville (50.000 habitants) fut un forum extraordinaire où toutes les idées étaient largement débattues, où peu à peu des mesures concrètes transformaient sans heurts la vie sociale.

Le conflit avec le pouvoir bolchevik était inévitable. Le premier heurt tourna à l'avantage du gouvernement qui prononça la dissolution de la flotte, afin d'en reconstruire une nouvelle plus soumise, par réengagements individuels. Les marins furent contraints de plier par un échange au ravitaillement.

Toutefois, quand en février 1921, les ouvriers de Petrograd se soulevèrent, avant d'être réprimés militairement, Cronstadt réagit et adopta une résolution votée par la majorité de la garnison, et approuvée par un conseil de 16.000 citoyens. En voici le texte:

"après avoir entendu les rapports des représentants envoyés à Petrograd par la réunion générale des équipages, pour y examiner la situation, l'assemblée décide qu'il faut:

Étant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans,

1° procéder immédiatement à la réélection des soviets au moyen du vote secret. La campagne électorale parmi les ouvriers et les paysans devra se dérouler en pleine liberté de parole et d'action.

2° établir la liberté de parole et de presse pour tous les ouvriers et paysans, pour les anarchistes et pour les socialistes de gauche.

3° accorder la liberté de réunion aux syndicats, aux organisations paysannes.

4° convoquer en dehors des partis politiques une conférence des ouvriers, soldats rouges et marins de Petrograd de Cronstadt et de la province de Petrograd pour le 10 mars 1921 au plus tard.

5° élargir tous les prisonniers politiques socialistes et aussi tous les ouvriers, paysans, soldats rouges, marins emprisonnés à la suite des mouvements ouvriers et paysans

6° établir une commission aux fins d'examiner les cas de ceux qui se trouvent dans les prisons et les camps de concentration.

7° abolir les "offices politiques" car aucun parti politique ne doit avoir de privilèges pour la propagande de ses idées, ni recevoir de l'état des moyens pécuniaires dans ce but. Il faut instituer à leur place des commissions d'éducation et de culture, élues dans chaque localité et financées par le gouvernement.

8° abolir immédiatement tous les barrages.

9° uniformiser les rations pour tous les travailleurs, excepté pour ceux qui exercent des professions dangereuses pour la santé.

10° abolir les détachements communistes de choc dans toutes les unités de l'armée; de même pour la garde communiste dans les fabriques et usines. En cas de besoin, ces corps de garde pourront être désignés dans l'armée par les compagnies et dans les usines et fabriques par les ouvriers eux-mêmes.

11° donner aux paysans la pleine liberté d'action en ce

qui concerne leurs terres et aussi le droit de posséder du bétail, à condition qu'ils s'acquittent de leurs tâches eux-mêmes, c'est à dire sans avoir recours au travail salarié.

12° désigner une commission ambulante de contrôle.
13° autoriser le libre exercice de l'artisanat, sans emploi d'un travail salarié.

14° nous demandons à toutes les unités de l'armée et aussi aux camarades "koursanti" militaires de se joindre à notre résolution.

15° nous exigeons que toutes nos résolutions soient largement publiées par la presse.

La résolution est adoptée à l'unanimité par la réunion des équipages de l'escadre. Deux personnes se sont abstenues".

Evidemment, Lenine, Trotski et Cie ne pouvaient admettre cette mise en cause de leur pouvoir et ils déversèrent leurs attaques haineuses contre "la conspiration des gardes blancs". L'insulte a toujours avantageusement suppléé une argumentation défailante. Nous renvoyons les lecteurs intéressés à "la révolution inconnue" de Voline: ils y trouveront un parallèle accablant pour les bolcheviks entre les textes de Cronstadt et ceux des gouvernants. Finalement, Trotski lança ses troupes à l'assaut de la ville, des troupes menées par des officiers de l'ancien régime, (commandant en chef: Toukhatchevski) La ville, durant toute la durée du siège ne fit aucun mal aux communistes qu'elle abritait, mais cela n'empêcha pas une boucherie digne de la commune de Paris. Suprême ironie: le 18 mars 1921, le gouvernement bolchevik fêtait le cinquante-naire de la commune de Paris alors que les derniers révoltés de Cronstadt étaient pourchassés comme du gibier dans les rues.

Trotski restera le "Gallifet de Cronstadt" mais il serait absurde d'en faire un bouc émissaire: il était sur ce point en plein accord avec Lenine et aucun des autres leaders bolcheviks ne protesta. Que la machine se soit plus tard retournée contre eux ne peut en aucun cas les absoudre. Tous les martyrs ne sont pas recommandables: que croyez-vous qu'aurait fait Trotski s'il était sorti vain de son match contre Staline, Zinoviev et Kamenev?

MAKNO

Nestor Makno naquit dans une famille de paysans pauvres en Ukraine. Garçon de ferme révolté contre les patrons exploiters et brutaux, il épanouit sa conscience politique dans la révolution de 1905 (il a alors 17ans). Mais en 1908, les autorités tzaristes le condamnèrent à mort pour association anarchiste et participation à des actions terroristes. Sa jeunesse lui valut une commutation de peine et il fut interné à Moscou, constamment aux fers pour sa révolte permanente. L'insurrection de mars 1917 le libéra et il regagna son Ukraine natale (Goulaï-Polé) Il y participa aux actes révolutionnaires comme président du soviet local (en particulier, le partage égalitaire de la terre).

Après le traité de Brest-Litowsk, l'Ukraine est occupée par les austro-allemands. Une première tentative de résistance menée par Makno échoua, mais après un bref voyage à Moscou (rencontre avec des militants anarchistes et Kropotkine, puis courte entrevue avec Lenine), il organisa un bataillon révolutionnaire à double vocation: politique (propagande, aide à l'organisation autonome des paysans) et militaire (guerilla). Son succès fut foudroyant: par ses opérations rapides et imprévues, par sa pratique révolutionnaire, en quelques semaines, il entra dans la légende.

Il se développa ainsi un étonnant espace de liberté sans ingérence de pouvoirs centralisateurs. Il faut dire que l'imbroglio ukrainien se prêta à cette expérience précaire sans cesse remise en cause par le hasard des armes. Après la chute (fin 1918) du pouvoir réactionnaire et pro allemand de l'hetman, on trouvait en présence, outre les bandes de brigands, les maknovistes, les nationalistes libéraux de Petlioura, l'armée rouge (revenue après le retrait allemand) puis successivement, les armées tzaristes de Denikine et de Wrangel.

Cette guerre d'Ukraine révéla tout de suite l'absence de scrupules des autorités communistes. L'incapacité de l'armée rouge la contraignait à chercher l'alliance avec les groupes de Makno mais cette alliance sera dénoncée chaque fois que ce dernier remportera un succès sur les blancs. Quitte à renouer plus tard et fournir un chiche soutien

logistique aux bataillons paysans.

On vit même les bolcheviks évacuer l'Ukraine devant l'avance d'un Denikine. Mais s'ils pouvaient envisager d'abandonner une province à la botte d'une baderne tzariste, ils refusaient que les idées libertaires y circulent. En novembre 1920, Makno écrasait définitivement la dernière armée blanche, celle de Wrangel et tout était prêt pour le dernier acte de cette guerre.

Les autorités bolcheviks préparaient en secret la liquidation des révolutionnaires maknovistes un peu trop confiants et elles déclenchèrent une série de trahisons et de guet-apens contre leurs alliés. Makno s'échappa cette fois encore et, avec une poignée d'irréductibles continua de se battre jusqu'au 28 août 1921. A cette date, couvert de blessures, il passa la frontière en compagnie d'une bande d'éclopés: les rescapés de l'épopée paysanne en Ukraine. Ils apportaient en Occident un témoignage sur le jeune régime soviétique que bien peu consentiront à entendre. De même que les "historiens" communistes feront de Cronstadt un bastion de la réaction, ils qualifieront, quand ils en parleront, les paysans maknovistes de bandes de brigands et accorderont aux détachements de l'armée rouge toute la gloire des victoires sur Denikine et Wrangel.

Quant aux historiens bourgeois, ils suivront volontiers leurs collègues staliniens, trop contents d'enterrer la sédition anarchiste. Et merci à toi grand méchant Staline qui a doublement étouffé les velléités révolutionnaires du prolétariat mondial en embrigadant les uns et en rendant suspect le mot même de socialisme aux autres.

1924: LA GRANGE AUX BELLES

Nous reproduisons ci-après deux versions différentes d'un même évènement: le meeting tragique qui eut lieu à la salle de la Grange aux Belles le 11 janvier 1924. Une version est de Philippe Robrieux, dans son livre "Histoire intérieure du Parti communiste", l'autre est de May Picqueray, dans son livre "May la réfractaire". A la lecture de ces deux récits, chacun sera à même de se forger une juste opinion.

Philippe Robrieux, "les bolcheviks à la française": *"En fait, héritiers d'une très vieille tradition cégétiste de méfiance vis-à-vis des politiques qu'ils s'efforcent de faire revivre à leur profit, ulcérés d'avoir été tout récemment écrasés à Bourges, lors du dernier congrès de la C.G.T.U, les anarchistes sont, de plus, puissamment motivés par l'arrivée de Makno. Figure déjà légendaire de la guerre civile, le chef libertaire ukrainien contribue en effet fortement à faire connaître en France le point de vue anarchiste sur l'écrasement des révolutionnaires non bolcheviques d'Ukraine ou de Kronstadt. C'est lui qui inspire ces lignes du "libertaire" de la veille, évoquant les "cris" et les "gémissements qui inondent le pays tout entier parsemé de camps de concentration et de prisons soviétiques". Jusque là, le mouvement vivait sur une image floue, flottante, et longtemps même plutôt favorable de la "Russie soviétiste". Makno lui redonne son indépendance à l'égard de l'U.R.S.S, et le conduit même à adopter une position hostile aux bolcheviks.*

A 20h45, Ilbert, secrétaire de la fédération de la Seine, ouvre le meeting du Parti. Assisté de Salle, du comité directeur, et de Méran, Baptiste, du Secours rouge international, en assure la présidence effective. Au début, l'affrontement ne dépasse pas les limites du chahut de rigueur dans les réunions contradictoires. Barthe, militant responsable du syndicat des terrassiers, demande et obtient la parole. Dans le bruit et au milieu des réactions les plus diverses, d'emblée, le Parti communiste est durement mis en cause. Puis Baptiste donne la parole à Marthe Bigot, institutrice révoquée pour son action militante et responsable très en vue du Parti.

Celle-ci ayant prononcé le mot de syndicalisme, un anar-

chiste crie: "le syndicalisme ne vous regarde pas". (selon le "libertaire" du 12 janvier, il aurait crié: "Vive le syndicalisme!"). Mais nous nous en tenons, sur ce point, au témoignage d'André Ferrat). Aussitôt, un gigantesque tumulte se déclare et la bagarre s'engage. Dans la salle archicomble, la confusion est totale. Marthe Bigot veut continuer. Se regroupant sur la gauche de la tribune, les anarchistes les plus déterminés s'emparent d'une rangée de chaises et dressent une barricade. Soudain, la mêlée cesse aussi vite qu'elle a commencé. Cachin apparaît à la tribune... Huées et applaudissements frénétiques s'entremêlent. Etouffés de fureur, les anarchistes qui voient en lui le type même du "politicien de carrière" et du "non syndicable" par excellence, ressentent sa présence comme un défi et le clament. Les communistes s'indignent. La bagarre reprend. Monté sur un banc brisé, Boudoux, libertaire du syndicat des charpentiers en fer, lance un appel au calme. Résultat atteint...partiellement. Treint remplace Cachin à la tribune. Ce même Treint qui a violemment attaqué et défié les anarchistes dans "l'Humanité" de la veille. Aussitôt, le "capitaine" est pris à partie, des coups de sifflet et des: "A bas l'armée!" indignés fusent à l'adresse de l'ancien officier. Ce dernier veut répliquer: "Oui, avec vous, à bas l'armée du capital, mais les ouvriers ont le droit de se défendre". Les libertaires hurlent de plus belle. Alors Treint éclate: "vous nous accusez d'être des dictateurs, les véritables dictateurs sont ceux qui sabotent cette réunion", et, tourné vers les disciples de Makno, il répète, martelant les mots: "Dictateurs, dictateurs!" Piqués au vif, furieux, les anarchistes lancent sur la tribune les projectiles les plus divers. Parmi eux, on dénombre encore des ouvriers, dont ces gars du bâtiment, costauds, coléreux et batailleurs qui vont bientôt passer de l'anarchie au communisme. Il ne leur en faut pas plus pour monter à l'assaut de la tribune. Les militants communistes sont débordés. Déjà les premiers anarchistes s'agrippent à la tribune pour y grimper; vont-ils s'en emparer et prendre ainsi le contrôle du meeting? Pour le Parti, ce serait une défaite sans précédent et c'est impensable! Aussi, le "capitaine Treint", qui en a vu d'autres, prend sa décision en quelques secondes. Calmement, il se lève et, comme à la manœuvre, commande à la dizaine de tireurs du service d'or-

dre menés par Beaugrand: "En joue!" Sur l'escalier qui commande l'accès à la tribune, les canons des revolvers émergent: "Feu!" La fusillade crépite. A côté du jeune communiste André Ferrat, Boudoux, la gorge trouée, s'affaisse, tandis qu'une flaque de sang apparaît. La panique gagne la salle: on se lève précipitamment, on se bouscule. Ici, on veut se dégager; là, on cherche à s'enfuir; les sièges métalliques étant liés les uns aux autres, des rangées entières basculent; coincés, entraînés, des sympathisants de tous bords et des militants, dont Ferrat, tombent à la renverse. Accroissant encore l'affolement, des femmes s'évanouissent. Sur la tribune, assisté par Cachin, Treint s'efforce de dominer le tumulte. Les deux dirigeants crient: "les communistes, restez!" On ne les écoute pas. La salle se vide. Le triste meeting était commencé depuis une heure, quand, comme le dira "l'Humanité" du lendemain le sang commença à rougir "le plancher de cette salle où tant de prolétaires s'assemblèrent, fraternellement unis". Dans les quarante-huit heures, parce que le service d'ordre a tiré dans le tas, à l'aveuglette, c'est le triste bilan: deux morts, un ajusteur mécanicien revendiqué par les communistes, Nicolas Clos, et un militant syndicaliste anarchiste, Poncet, plombier-couvreur, ainsi que de nombreux blessés de toutes tendances".

May Picqueray:

"la lutte entre les "bolchos" et les anarcho-syndicalistes bat son plein. Ce 11 janvier 1924, il y a un meeting à la Grange-aux-Belles. Sonia dort sagement... je vais y aller en curieuse, en voisine. On doit y traiter de l'anarcho-syndicalisme.

A l'entrée, je rencontre Bernard, secrétaire du syndicat des gantiers. Il porte son grand chapeau noir et sa cape. Il n'est plus tout jeune, la soixantaine? Impossible de le dire. A la tribune, le "capitaine" Treint déverse sa bile et attaque violemment les anarcho-syndicalistes. Tout à coup, une voix s'élève, venant du fond de la salle près de l'estrade, une voix qu'on connaît bien...

"Vive l'anarcho-syndicalisme!"

suivie presque aussitôt d'un appel au secours: "A moi, les copains!"

C'est Boudoux, un militant du SUB. Les jeunes gardes qui

protègent l'estrade lui tombent dessus à bras raccourcis. Suivie de Bernard, je fonce vers le lieu de la bagarre, bousculant ceux qui se trouvent sur notre passage. Nous nous retrouvons une quinzaine de camarades dans ce coin, et arrivons à dégager Boudoux. Avec les sièges des premiers rangs, dont nous avons chassé les occupants, nous faisons une barricade, et nous nous battons par-dessus, contre les jeunes gardes armés de matraques. Je suis venue les mains vides; j'enlève ma ceinture de cuir, l'enroule autour de mon poignet et prend place dans la bagarre. Près de moi, un grand gars vêtu de velours côtelé, portant casquette, joue des poings. J'aperçois Lecoin, Chevalier, d'autres visages connus.

Tout à coup, la voix de Treint ordonne aux jeunes gardes d'arrêter le combat.

"Arrêtez, cela suffit!"

Les jeunes gardes s'écartent et, du podium, les balles partent et nous sifflent aux oreilles.

Dans la salle, c'est la panique, les gens fuient vers la sortie, ou se piétinent, les sièges sont brisés, les vitres aussi. Ce n'est pas beau à voir...

Dans notre coin, nous nous comptons. Une quinzaine environ. Certains copains sont allongés sur le sol. Tout à coup, Poncet, que nous appelions "le plombier", s'écroule près de moi, le long du mur (insoumis, il vivait sous un nom d'emprunt, et je n'ai connu son véritable nom qu'après sa mort).

Je lui tapote la joue, croyant à un malaise.

"Mais May, je suis touché..."

Je ne vois rien. J'ouvre sa veste; au-dessus de la ceinture, le sang coule... il a deux balles dans le ventre. Puis il tombe sur le côté. On le transporte vite au dispensaire qui se trouve dans la cour et, devant la gravité de son état on appelle l'ambulance de l'hôpital Saint Louis, qui se trouve à deux pas. Il mourra dans la nuit. Clot, ce grand garçon à casquette qui se trouvait près de moi pendant la bagarre, s'était élancé vers la tribune d'où partaient les coups de feu. Arrivé au pied de celle-ci, il s'écroule à son tour, tué d'une balle tirée de haut en bas, qui lui traverse la casquette et le crâne. Son corps sera enlevé par la police un peu plus tard. D'autres camarades sont blessés. Charlot, le concierge de la salle C.G.T, de l'avenue Mathurin-Moreau, ancien char-

pentier en fer, qui boîte déjà à la suite d'un accident du travail, a une balle dans la cuisse.

On évacue les blessés et ça discute dur sur ce qui vient de se passer.

A la faveur de la bousculade, et leur forfait accompli, T. et ses acolytes avaient quitté la salle. Celle-ci fut mise sous séquestre par la police accourue, Commissaire en tête.

Le lendemain, l'"Humanité" raconte les faits à sa façon et accuse les anarcho-syndicalistes d'être venus en force pour saboter la réunion et d'avoir utilisé contre eux des armes à feu. Malheureusement pour eux, on ne trouve de traces de balles que dans le coin où s'étaient regroupés nos camarades, d'après les résultats de l'enquête, et toutes à hauteur d'hommes.

Nous sommes convoqués à quelques-uns à la P.J. (on essaie de me faire dire le nom ou les noms de ceux qui ont tiré. Et pour cela, tous les arguments sont employés). Ce n'est pas mon rôle de dénoncer qui que ce soit. Que le ou les coupables se dénoncent. Qu'ils aient le courage, ou que la police dont c'est le travail, les démasque. Il n'y a jamais eu d'arrestation, ni d'inculpation...

Je rencontrais un des tireurs presque chaque jour et le traitais d'assassin. Il ne bronchait pas, mais est-ce le remords? Il me semblait que ses cheveux blanchissaient... Les bolcheviks n'assassinent pas qu'en Russie!

Comble de cynisme, un délégué du P.C alla trouver la famille Clot, présenta la chose à sa façon et le P.C fit à Clot de magnifiques funérailles..après l'avoir assassiné! Il fallait bien sauver la face!"



MAI 37: SEMAINE SANGLANTE A BARCELONE

Depuis des mois, une guerre sourde était menée à coups de communiqués, de manoeuvres et d'intrigues. cela laissait supposer que quelque chose allait arriver, surtout qu'à Barcelone, à l'époque, tout le monde était armé jusqu'aux dents.

L'événement surprit néanmoins la plupart des gens, dans sa brutalité.

Par-delà les passions exacerbées, il s'agissait d'un problème de fond: les uns - républicains, socialistes et staliniens - désirant installer la république démocratique et parlementaire (en cela, semblable à celle du régime antérieur au 19 juillet), les autres - les anarcho-sindicalistes de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T) et les communistes dissidents du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P.O.U.M) - revendiquant une république socialiste, prenant ses sources dans les masses, étant la seule solution pour faire barrage au fascisme. D'un côté la collaboration de classes, de l'autre la lutte authentique des travailleurs.

La querelle intérieure se doublait d'une "querelle" à l'extérieur: la France et l'Angleterre voyaient d'un mauvais oeil la possibilité pour des forces révolutionnaires de remporter une quelconque victoire. Quant à la Russie, le problème est toujours d'actualité: une véritable révolution socialiste est un danger pour son hégémonie. De plus, un mouvement ouvrier dont le contrôle lui échappe compromet sérieusement son autorité.

Ajoutons à tout cela le jeu de l'équilibre des forces politiques en Europe: le trio France-Angleterre-Russie est prêt à jouer son rôle, d'accord au moins sur un point: éliminer le plus vite possible les protagonistes gênants. L'interdiction des organes de la C.N.T à Madrid, à Valence et à Bilbao, les assassinats de militants syndicalistes à Madrid, perpétrés sous la direction du communiste Cazorla délégué à l'ordre public à la Junte de Défense de Madrid, et à Murcie, où fonctionnait une véritable Tcheka, l'arrestation du comité régional de la C.N.T à Bilbao l'envoi de la garde d'assaut contre les anarchistes à Puig Cerda, les campagnes insidieuses contre la C.N.T en Catalogne... autant d'événements annonciateurs de la semaine sanglante.

Depuis les derniers jours d'avril, des groupes armés avaient investis la ville, fouillant les passants et tentant des opérations de force. La C.N.T multiplie ses consignes: que personne ne se laisse désarmer!

Le 3 mai vers 15 heures, d'importantes forces de gardes civils et de gardes d'assaut investissent armes au poing la centrale téléphonique de Barcelone.

Ce point stratégique était gardé depuis le 19 juillet par des milices de la C.N.T. L'assaut fut commandé directement par Rodriguez Salas, membre du parti stalinien et commissaire à l'ordre public.

La provocation n'atteint pas son but: les gardes furent repoussés vers le rez-de-chaussée et des miliciens se postèrent sur les toits des maisons voisines.

La réponse ne se fit pas attendre: une heure ne s'était pas écoulée que les militants de la Fédération Ibérique Anarchiste (F.A.I) faisaient leur apparition. Les balles fusaient tandis que les passants se hâtaient de rentrer chez eux.

Les ouvriers de la C.N.T et ceux de l'Union Générale des Travailleurs (U.G.T) cessèrent le travail et sortirent les armes. Des barricades furent dressées un peu partout. Plus tard, la presse communiste les qualifia de "provocateurs" et d'"hitleriens".

Paseo de Gracia, les staliniens de la maison Carlo Marx tirèrent sur le syndicat anarchiste du bois, dont le local se trouvait un peu plus loin.

Vasquez et Vidiella, l'un de la C.N.T, l'autre de l'U.G.T appuyés par les ministres anarchistes Garcia Oliver et Federica Montseny, lancèrent un appel pour que les massacres cessent. Malgré l'appui accordé à la police par les partis républicains et les staliniens, les anarchistes restaient maîtres de la rue. Le comité régional de la C.N.T renvoya au front les divisions en route pour défendre Barcelone.

Après des combats très durs et très meurtriers, désorientés par les directives d'apaisement, les ouvriers abandonnèrent la lutte le 7 mai. Beaucoup de compagnons étaient tombés sous les balles dans les combats, mais aussi sous les coups des staliniens.

Citons le secrétaire du front de la jeunesse révolutionnaire, Alfredo Martinez, militant des jeunes libéraux, enlevé dans la nuit du 6 mai quand il revenait du

comité régional et disparu.

Les douze membres des jeunesses libertaires de Barcelone, dont les cadavres criblés d'entailles ont été retrouvés dans la nuit du 8 mai sur la route de Sardona-Ripollet. "Solidaredad Obrera" du 11 mai donne une série de détails sur l'autopsie de Berneri, dont le cadavre fut découvert avec celui de Barbieri, dans la nuit du 5 au 6 mai, tous deux assassinés par des communistes aux ordres de Ercoli alias Togliatti, et de la Guépéou. (2)

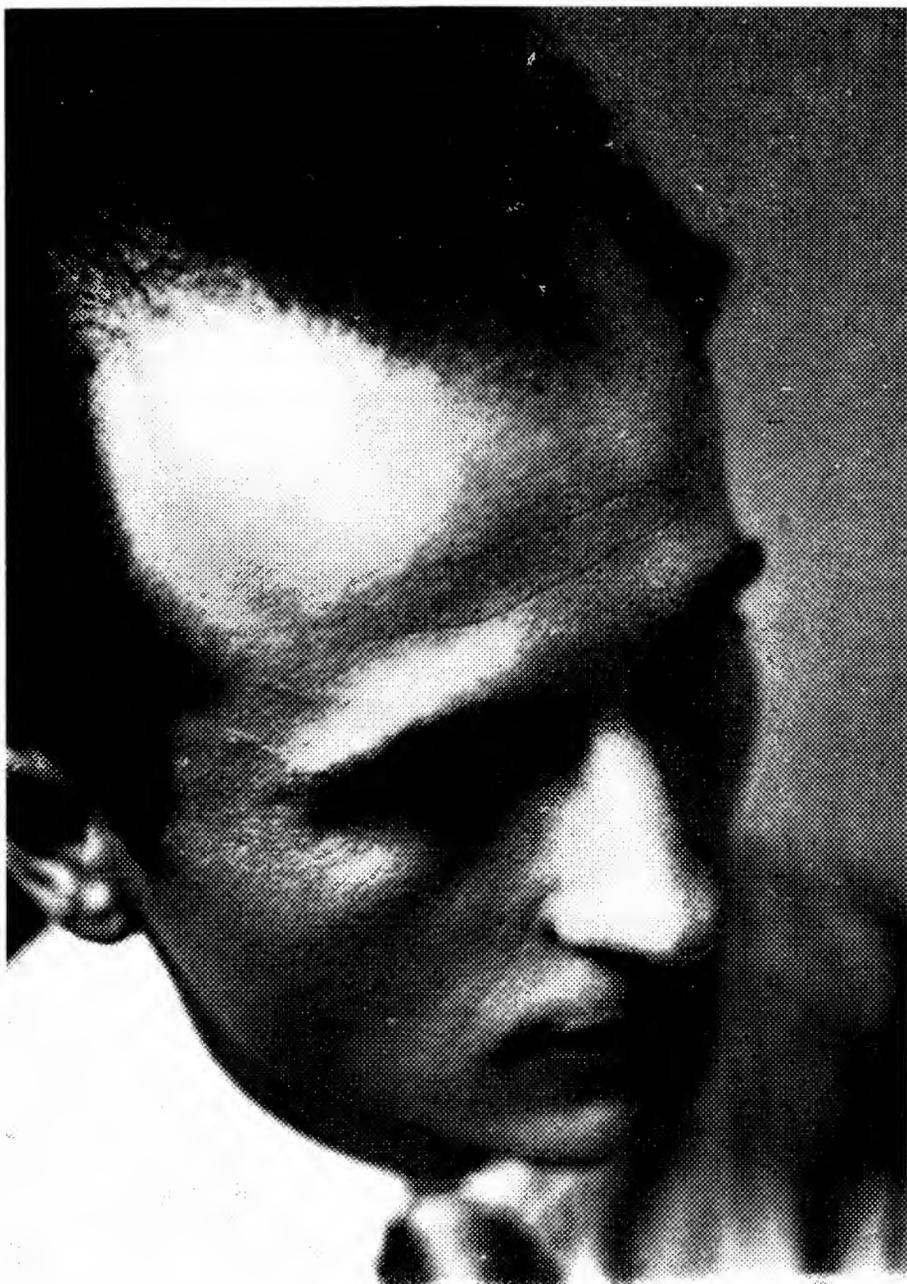
L'autopsie précise que Camillo Berneri a été massacré presque à bout portant, prouvant ainsi matériellement que l'assassinat a été exécuté froidement, dans quelque local isolé où ses tortionnaires étaient certains de ne pas être dérangés dans leur besogne.

Le solde de ces journées est lourd: 400 morts, plus d'un millier de blessés. Si le complot ourdi par Ovsénko avec la complicité du président Companys et des partis républicains en vue de l'écrasement de la CNT-FAI avait échoué, il avait eu au moins ce résultat de "mater" la Catalogne révolutionnaire.

Les staliniens, qui, durant toute la lutte, s'étaient contentés de rester dans leurs édifices en se cachant courageusement derrière les gardes d'assaut, pouvaient être contents.

Hélas, ils n'allaient pas se contenter de cela.

(2) dans "guerre de classes en Espagne" - Camillo Berneri
Edition Spartacus.



Camillo BERNERI - assassiné en mai 1937 par les communistes à Barcelone.



MAI 1947 - EVENEMENTS DE BARCELONE - cadavres de jeunes libertaires assassinés par la répression communiste, abandonnés dans le cimetière de Sans.

ETE 1937: LA COLONNE LISTER CONTRE LES COLLECTIVITES EN ARAGON.

Quoi, une société sans classe, sans autorité, sans Etat?? Et tout ça basé sur le principe du fédéralisme? Ca va pas, non?

Pourtant, en Espagne, pendant près de trois ans, plus de 60% des terres ont été cultivées sans *terratenientes*, dans les usines, les ateliers, les services publics, les ouvriers et les ouvrières ont assuré la production sans patron ni Etat. Et cela malgré une guerre civile qui causa un million de morts, malgré une farouche hostilité des partis politiques qui, assoiffés de pouvoir, ne facilitaient pas les choses.

En effet, de vastes campagnes d'intoxication furent menées, surtout par les staliniens, contre les acquis de la révolution espagnole. Les collectivités en furent souvent la cible, preuve à l'appui ce premier congrès des Travailleurs de la Terre, organisé par l'U.G.T. catalane le 23 janvier 1937, où le principal intervenant était Victor COLOME, dirigeant communiste. La banderole qui décorait la tribune annonçait: "*MENOS ENSAYOS COLECTIVISTAS Y MAS PRODUCTOS*", soit: *moins d'expériences collectivistes et plus de production*, slogan qui donnait déjà un avant-goût du contenu du congrès. Pendant des mois, des communiqués et des discours furent prononcés recommandant aux paysans de ne pas entrer dans les collectivités, poussant les petits propriétaires à les combattre par tous les moyens. A cette époque-là, la division *Macia-Company's* agressa, déjà, certaines collectivités en Aragon.

Vicente URIBE, le ministre communiste de l'agriculture, organisa la Fédération Paysanne du Levant dans laquelle entrèrent en masse tous les défenseurs de la propriété privée du sol. Staliniens et fascistes s'y côtoyaient cordialement. Avec la fameuse consigne "*ANTES QUE NADA, GANAR LA GUERRA*", *avant tout, gagner la guerre*, le Parti communiste condamnait dans sa propagande les collectivités. C'est dans cette atmosphère que fut prononcé le 11 août 1937, le décret de dissolution du Conseil d'Aragon, structure qui avait pour but de coordonner les échanges entre collectivités.

Nous reproduisons un extrait significatif du décret:

"Les nécessités morales et matérielles de la guerre exigent impérativement la centralisation de l'autorité de l'Etat afin qu'elle puisse s'exercer avec unité. La dispersion du pouvoir a handicapé plus d'une fois l'efficacité d'intervention qui, bien qu'administrative, a aussi de profondes répercussions sur l'évolution de la guerre. La région aragonaise capable des plus hautes contributions humaines et économiques à la cause républicaine, souffre plus que toute autre région, des défauts de la dispersion de l'autorité, qui est un danger pour les intérêts généraux et idéologiques.

Le Conseil d'Aragon, malgré tous ses efforts, n'a pas réussi à remédier à ce malaise. Alors que tout le reste de l'Espagne a opté pour une nouvelle discipline faite de responsabilité et d'efficacité, de laquelle n'est pas écarté le sacrifice, l'Aragon persévère en marge de ce courant centralisateur, auquel nous devons en partie la victoire qui nous est promise.

Le gouvernement (...) en accord avec le Conseil des ministres décrète:

ARTICLE I: le Conseil d'Aragon est déclaré dissout, ainsi que le poste de délégué du Conseil en question (...) en conséquence, Joaquim ASCASO et les conseillers qui font partie de l'organisme cité, cesseront d'assumer leur responsabilité de délégués.

ARTICLE II: les territoires des provinces aragonaises affectés à l'autorité de la République tombent sous la juridiction d'un Gouverneur Général d'Aragon désigné par le gouvernement avec les facultés que la législation en cours attribue aux gouverneurs civils".

Suite à la publication de ce décret, le ministre de la défense envoya à Caspe la 11^o division dirigée par le Colonel LISTER, secondée par la 27^o division baptisée CARLOS MARX et par la 30^o division.

Les forces militaires communistes, à l'image des conquistadores, occupèrent militairement les villages, prirent d'assaut les locaux de la C.N.T., de la F.A.I. et des J.J.L.L. (Jeunesses Libertaires) et détruisirent sur leur passage un grand nombre de collectivités. Certains soldats de ces divisions pensaient se trouver en territoire ennemi.

A Caspe, de nombreuses arrestations eurent lieu, entre autres les rédacteurs du journal du Conseil "NUEVO ARAGON". Le journal fut interdit et remplacé par "EL DIA", d'obédience communiste.

A Alcaniz, la 11^o division saccagea le local du Comité Régional de la Confédération d'Aragon. Les personnes présentes furent arrêtées et détenues pendant plusieurs jours dans un lieu clandestin, interrogées par un certain Capitaine TORRES, elles furent menacées de mort. Grâce à la mobilisation active du Comité National C.N.T., on évita le pire.

A Alcolea de Cinca, le Conseil municipal (nouvelle appellation du Comité) qui gérait la collectivité fut arrêté. Dans ce village, il y avait une maison qui hébergeait les vieillards et les infirmes venus des villages évacués. Ils en furent expulsés manu militari. Les staliniens s'approprièrent des locaux de la C.N.T. et de la F.A.I.

Si les divisions communistes ne rencontrèrent pas beaucoup de résistance, puisque les hommes et les armes étaient au front en train de se battre contre les fascistes, elles ne reçurent pas non plus un accueil chaleureux. A Muniesa, après avoir détruit la collectivité, les staliniens tentèrent d'organiser un meeting, mais celui-ci fut annulé faute de public!

A Angues, la nuit du 12 août, ce fut la 133^o brigade mixte mixte (30^o division) qui opéra. La tactique employée par cette brigade fut des plus douteuses. Ils s'approchèrent du village dans l'obscurité, les feux des camions éteints armés de mitrailleuses et déployés militairement comme pour attaquer une position ennemie.

Ils prirent d'assaut le local de la C.N.T., saisirent une radio, une machine à écrire, détruisirent la bibliothèque et arrêtèrent le Conseil municipal, formé de cinq militants cénétistes. En partant, ils pillèrent les stocks de la collectivité en emportant des sacs de sucre et de café ainsi que de nombreuses volailles.

A Calenda, visite de la 30^o division dirigée par le capitaine OULANSKY.

A Barbastro, au Mas de las matas, à Valderrobres, à Montalban, un peu partout, les collectivités subirent des perquisitions et arrestations.

A Alcorisa, un matin la collectivité se réveilla dans la stupeur en constatant la présence de tanks sur la place du village. C'était la colonne *LISTER*. Lorsque des femmes s'approchèrent pour leur indiquer que le front, c'était bien plus loin, derrière la colline, et que ces tanks conviendraient mieux là-bas, les hommes de *LISTER* rétorquèrent: "*VENIMOS A BUSCAR A ESTOS FACISTAS DE LA C.N.I.*" Soit: *Nous venons chercher ces fascistes de la C.N.T.*

En octobre 1937, lors d'un Plenum national des paysans à Valence, la délégation du Comité Régional d'Aragon déclara dans un rapport: "(...) plus de 600 membres des collectivités ont été emprisonnés. Le gouvernement a nommé des commissions qui se sont emparées des magasins de vivres. (...) les terres, les bêtes de trait, les instruments aratoires ont été rendus aux membres des familles fascistes ou aux fascistes que la révolution avait respectés (...) la récolte a été distribuée de la même façon, ainsi que les animaux élevés par les collectivités. Un grand nombre de porcheries collectives, d'écuries, d'étables, de granges a été détruit. Dans certains villages, on a même pris aux paysans jusqu'aux semences, les terres auront été labourées pour rien (...)"

De telles répressions ont naturellement porté leurs fruits. En dépit de cela, presque partout, les collectivités se reformèrent mais elles furent loin d'atteindre leur dynamisme antérieur.

Accords de Munich
Pacte *HITLER-STALINE*
Entrée en guerre de l'URSS



LES ACCORDS DE MUNICH

Sans revenir trop loin en arrière, il est cependant indispensable de décrire la vie politique française d'avant guerre, jusqu'à la date de la signature des accords de Munich.

En 1934, en même temps que se succèdent différents gouvernements de droite (Doumergue, Flandrin, Laval), les "croix de feu" du colonel de la Roque deviennent de plus en plus menaçants.

La situation économique est mauvaise. C'est l'année du "suicide" et de ce qu'on appellera le scandale Stavisky. Si le front populaire est encore loin, le 27 juillet 1934 le Parti communiste et la SFIO signent un pacte d'unité d'action et Maurice Thorez en octobre parle de "rassemblement populaire contre le fascisme".

Les rencontres entre les partis de gauche se multiplient pour aboutir en janvier 1936 à un programme d'union pour une action concertée.

Le 3 mai 1936, le front populaire remporte les élections. Le gouvernement Blum est investi à la Chambre des députés au mois de juin par une forte majorité. Cependant, les communistes, tout en le soutenant, ne participent pas au gouvernement. Ils préfèrent "l'action" et surtout le contrôle des masses populaires par l'intermédiaire des syndicats.

L'histoire est un éternel recommencement, dont les répétitions sont oubliées au fur et à mesure qu'elles se succèdent. Les grèves de 36 portaient bien plus que la semaine de 40 heures et les congés payés. L'élan révolutionnaire fut brisé, puis canalisé par des syndicats- déjà - bureau - cratiques: la C.G.T tendait- déjà - à se confondre avec le Parti communiste. Et pour reprendre une phrase de Daniel Guérin, "les Blum, les Thorez, les Jouhaux, chacun à sa façon et tous ensemble ont désarmé la classe ouvrière".(3)

Le gouvernement du front populaire à direction socialiste n'était pas le gouvernement des travailleurs. Le grand capital ne s'y est pas trompé et les attaques financières se multiplièrent, destinées à faire vaciller, puis tomber ce fragile gouvernement qui n'avait qu'une idée: "appriivoiser" le milieu de la finance.

Après avoir perdu la bataille contre le sénat, qui lui refuse les pleins pouvoirs financiers, Blum démissionne le 21 juin 1937. Mais il accepte le poste de vice-président du Conseil dans le nouveau gouvernement constitué par Camille Chautemps.

Quand, en décembre, les mesures anti-sociales portent atteinte à l'une des principales conquêtes de juin 36, la semaine de 40 heures, le mouvement populaire bat son plein. Le gouvernement utilise la force, et cela donne prétexte aux socialistes de la S.F.I.O pour quitter le gouvernement en janvier 1938. Seulement, le 13 mars de la même année Léon Blum, appelé par le président, se prête à une nouvelle mascarade et constitue un nouveau ministère. Pendant que les gouvernements socialistes se succèdent, et se ressemblent, les grèves tenues par les communistes se succèdent, et se ressemblent. Le nouveau soulèvement ne connaîtra pas un autre sort que celui qui lui avait déjà été réservé en juin 36, et qui lui sera réservé en mai 68: son avortement et la solution parlementaire. Pour la seconde fois, le 8 avril 1938, le sénat refuse au gouvernement Blum les pleins pouvoirs financiers. Le 9, au conseil national S.F.I.O, Léon Blum convient qu'il aurait pu les lui imposer mais qu'il y avait renoncé "parce que les forces les plus actives et les plus agressives n'auraient pas été dans cette crise entre les mains du parti

(3) "Front populaire, révolution manquée" - Edition Maspéro, textes à l'appui.

et de la C.G.T".(4)

La conséquence immédiate de ce "renversement" est la prise de pouvoir par Daladier, alors ministre de la défense nationale, le "radical" Daladier qui s'empressera de retirer aux travailleurs les acquis de 1936. En même temps que la course aux mesures anti-sociales, la course à la guerre allait commencer.

L'Espagne et l'Allemagne sont aux premières loges de la scène internationale.

Hitler, au pouvoir depuis la fin janvier 1933, manifeste en 1938 un désir d'hégémonie de plus en plus pressant. Son idée principale est d'annuler par la force les effets du traité de Versailles.

En mars 1938, les armées allemandes envahissent l'Autriche. Après ce coup de force, Hitler compte annexer de la même manière le territoire des Sudètes, situé au nord de la Bohême, en Tchécoslovaquie et habité par la minorité allemande de ce pays.

Le 12 septembre 1938, Hitler proclame au cours du discours de clôture du parti nazi à Nuremberg, que si les Sudètes font appel à l'Allemagne, le Reich est prêt à leur venir en aide.

Entre le 15 et le 29 septembre, les peuples européens vivent dans l'angoisse de la déclaration de guerre. En France, les réservistes sont mobilisés.

Le 29 septembre 1938, Chamberlain, pour la Grande Bretagne Daladier pour la France, rencontrent à Munich Hitler pour l'Allemagne et Mussolini pour l'Italie. Ils accordent à Hitler le rattachement des Sudètes au Reich allemand.

LA POSITION DES COMMUNISTES

Charles Tillon, de retour de Prague où, en compagnie de Croizat, Dutilleul et Guitton, il avait été dépêché par la direction du Parti communiste auprès du comité central du Parti communiste tchèque, témoigne ainsi :

"la III^e république, en reniant son accord avec Prague, n'allait plus vivre que de trahison...Munich est devenu

[4] *"Front populaire, révolution manquée"*.

depuis synonyme d'abdication, de trahison, de duperie, d'imbécillité".(5)

Gabriel Peri, le 4 octobre, à la Chambre de députés, s'exprime ainsi:

"Ne baptisez pas cela du nom de paix...vous avez signé la défaite sur le corps mutilé d'un peuple libre".

La position officielle des communistes sur les accords de Munich est qu'ils "ils ne sont rien d'autre qu'une mise en place du dispositif qui conduira à la deuxième guerre mondiale. Ils constituent une reconnaissance de l'hégémonie du fascisme allemand en Europe...le vrai tournant de la politique européenne et mondiale ne sera pas le pacte germano-soviétique signé un an plus tard: c'est Munich. Car le pacte de Munich constitue dans les faits, le rejet de l'alliance franco-soviétique. Tenant l'URSS en dehors du règlement intervenu, il la désigne comme la victime possible des ambitions hégémoniques allemandes".(souligné par nous).(6)

Ainsi, alors que la menace de guerre mondiale plane, les communistes ne veulent voir dans Munich que l'isolement dans lequel est placée la chère patrie soviétique. (si en mars 1933, on pouvait lire dans les Isvezitia: "L'U.R.S.S est le seul pays qui n'a pas de sentiments hostiles envers l'Allemagne, quelle que soit la forme, et la composition du gouvernement de ce pays"(7), la signature en novembre 1936 entre l'Allemagne et le Japon d'un pacte anti-Komintern amorçait la dégradation des rapports germano-soviétiques, qui étaient au plus mal au moment de Munich).

Donc, les staliniens français, brusquement, se mettent à insulter Daladier, qu'ils avaient, pour le moins, contribué à hisser au pouvoir. Jusqu'en août 1939, ils ne cesseront pas d'appeler à la mobilisation contre le fascisme, pour la seule et unique raison qu'il menace l'U.R.S.S.

(5) "On chantait rouge" - Charles Tillon - Edition Laffont

(6) "Sur le Parti. 39-40" - Francis Crémieux et Jacques Estager - Edition Temps Actuels.

(7) "Révolution et contre-révolution en catalogue" - Carlos Semprun-Maura - Edition Mame.

Peut-on rappeler sans sourire un discours de Maurice Thorez, prononcé devant la Chambre en mars 1935: "l'hitlérisme est l'enfant maudit de la politique de contrainte que la France a fait peser sur les travailleurs d'Allemagne...les communistes ne croient pas au mensonge de la défense nationale...le meilleur moyen de défendre ce pays, sous le régime d'oppression capitaliste qu'il subit, c'est de lutter contre les profiteurs, contre les impérialistes qui veulent le jeter à nouveau dans une affreuse guerre...nous ne permettrons pas qu'on entraîne la classe ouvrière dans une guerre dite de défense de la démocratie contre le fascisme".

En mars 1935, Thorez vilipendait les fauteurs de guerre. En septembre 1938, ce sont les fauteurs de paix qui sont cloués au pilori.

Le 19 mars 1939, Thorez déclarera à la Mutualité: "de même que les dictateurs réalisent leurs mauvais coups en parlant de la paix, de même les capitulations et les trahisons dans les pays démocratiques se couvrent hypocritement du masque de la paix".

Laissons pour finir sur ce point la parole à Louis Lecoin "les bolchevistes ont le don indiscutable de savoir bernier les gens. Et pendant plusieurs années, avant 1939, où la guerre n'eut pas de fomentateurs plus zélés, ils se donneront des figures d'archanges de la paix. Sous le prétexte de se débarrasser de l'hitlérisme, ils créeront ici la psychose de la guerre". (8)

FACE A LA GUERRE LES REVOLUTIONNAIRES

Au moment de la "paix" de Munich, le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (9) "exhorte les travailleurs à ne pas se laisser hypnotiser par l'idée paralysante de la fatalité de la guerre. Il n'est pas vrai qu'il n'y ait plus rien à faire. Tout peut encore être fait. Il n'est pas trop tard.

(8) "Le cours d'une vie" .

(9) Le P.S.O.P est issu d'une scission au sein de la S.F.I.O en juin 1938. Il ne vivra que jusqu'à la fin 1939.

Nous leur conseillons de lier la lutte contre la guerre à l'action revendicative: il y a en effet une étroite connexion entre les deux questions. A partir du moment où l'on accepte la défense nationale, où l'on veut rivaliser avec les dictatures fascistes sur le plan de la préparation intensive de la guerre, on est amené inévitablement à demander aux travailleurs de sacrifier toutes les conquêtes sociales sur l'autel de la patrie...le mot d'ordre immédiat que nos militants doivent répandre inlassablement dans les masses et notamment dans les organisations syndicales, c'est: grève générale d'avertissement de 24 heures".(10)

Bien que rejetant guerre impérialiste et paix fasciste, le P.S.O.P a très peur de se voir relégué au rang des pacifistes bourgeois, des munichois.

En ce qui concerne la position des libertaires face à Munich, nous nous référons à Louis Lecoin qui fut toute sa vie un défenseur inconditionnel de la paix. A cause de cela, il connut les prisons de tous les gouvernements. Au travers des positions que Lecoin prit pendant cette période, on retrouve un volet de la position des libertaires sur le problème de la guerre. Aucun régime ne vaut qu'on fasse la guerre pour tenter de le sauver. Si tous les peuples du monde appliquaient cette simple vérité, les "Nations" se dégonfleraient comme des baudruches. Il ne resterait pour aller se battre que les Hitler, les Staline les Churchill, les De Gaulle etc...

Face à la guerre, en 1938, Lecoin préfère un "Munich de paix à un Munich de guerre". Mais il ajoute aussitôt: "assurément, j'eusse préféré que la paix fût conquise de haute lutte sur les forces du mal par un prolétariat éclairé. Je n'étais pas dupe du "pacifisme" des gouvernants qui nous dispensaient la paix de Munich, mais je les préférerais jouant ce rôle plutôt que le rôle contraire".(11) (souligné par nous).

Le journal "Le Libertaire" pendant les événements de Munich, publie sous la plume de Lecoin et Nicolas Faucier un texte dont nous extrayons les passages suivants:

(10) "Front populaire, révolution manquée".

(11) "Le cours d'une vie".

"Notre S.I.A (12) qui se consacre à la défense de l'homme ... ne pouvait demeurer insensible devant les événements préparés en vue de l'extermination de tous les hommes.

Nous avons retenu la grande salle de la Mutualité afin d'y projeter demain vendredi, des films d'un puissant réalisme; films qui vous auraient amenés à haïr plus encore le fascisme qui, en Espagne, a juré la mort de tout esprit libre, et s'emploie à y détruire tout ce qui ressemble à des réalisations sociales.

Mais la guerre mondiale est à nos portes... nous n'avons pas hésité à transformer la soirée de vendredi en une manifestation contre la guerre qui revient...

La mobilisation serait-elle ordonnée, la guerre aurait elle commencé son oeuvre de mort, que nous ne concevions pas que l'on dise "amen" sur son passage et que les efforts de chacun consistent seulement à essayer de tirer son épingle du jeu.

Nous sommes des pacifistes de la première heure et nous resterons les pacifistes de la dernière heure. Ayant maudit la guerre toute notre vie, nous ne céderons point d'un pas devant elle aujourd'hui !

... vous recommander de rester en contact avec la masse, la classe ouvrière. Il n'est pas possible qu'elle fasse si bon marché de son existence et s'offre bêtement en holocauste. Avec elle, vous pouvez toujours espérer faire rebrousser chemin au fléau." (11)

Pour ces lignes, Lecoin et Faucier seront poursuivis. C'est donc une position qui exècre TOUT régime impérialiste. Entre deux nations, il n'y a pas de choix à faire. Le seul choix de la classe ouvrière est celui de la solidarité internationale.

Les libertaires ne confondent pas la guerre nationaliste et patriotique pour laquelle les états font s'entretuer les peuples avec la révolte armée qu'une classe ouvrière est amenée à conduire pour se libérer de ses chaînes ou pour combattre une idéologie dominatrice.

Les armes, oui, si elles sont tournées contre les états et leurs représentants.

(12) Solidarité Internationale Antifasciste, créée pendant la guerre d'Espagne.

Contrairement à celle du P.S.O.P., la position des libéraux ne craint pas d'être confondue avec celle des munichois. La paix de Munich n'a rien à voir avec l'anti-militarisme. La preuve en est la déclaration de guerre programmée un an plus tard par ceux-là même qui se vantaient d'avoir signé la paix à Munich.

PACTE GERMANO-SOVIETIQUE

A partir de décembre 1938, divers entretiens diplomatiques témoignent de la volonté de rapprochement Allemagne-U.R.S.S. .

Cependant, c'est Staline lui même qui fixe le tournant : le 10 mars 1939, au congrès du Parti Communiste, il déclare publiquement qu'Hitler n'a aucune vue sur l'Ukraine soviétique, que ces calomnies sont lancées par des agents franco-anglais et américains dans le but de jeter l'une contre l'autre l'Allemagne et l'U.R.S.S. Ce discours est, à n'en pas douter, un appel aux dirigeants hitlériens qui signifie que Staline est prêt à chercher un accord avec l'Allemagne. A la fin du même mois, une déclaration franco-anglaise annonce l'assistance mutuelle avec la Pologne.

Entre mars et juillet 1939, c'est la préparation diplomatique du pacte germano-soviétique. (nous n'entrons pas dans les détails de ces contacts pris régulièrement entre Von Ribbentrop -ministre des affaires étrangères allemand- et Molotov -le même version russe, par l'intermédiaire le plus souvent des ambassadeurs ou des chargés d'affaires. Ils sont prouvés par les documents découverts par les Alliés dans les archives de la Wilhemstrasse et ceux présentés au procès de Nuremberg, le tout très largement publié. Le livre " Deux ans d'alliance germano-soviétique" d'Amilcare ROSSI est largement documenté à ce sujet).

La période " pré-pacte " sera prolixe en déclarations de bonnes intentions Allemagne-U.R.S.S., venant surtout de l'U.R.S.S.

Par exemple, le 17 avril 1939, l'ambassadeur soviétique déclare au secrétaire d'état allemand que *"les relations entre les deux pays pourront encore s'améliorer, que les différends de l'Allemagne avec les démocraties occi-*

dentales ne seront pas exploitées." (13)

La mi-avril, c'est aussi le début des négociations entre Londres, Paris et Moscou sur l'initiative de l'Angleterre. On voit dans quelle ambiance ! On peut dire que dès le premier jour, les négociations sont vouées à l'échec, Staline ne s'intéressant absolument pas à la sécurité collective mais uniquement au sort des relations de son pays avec l'Allemagne.

Autre date: le 15 juin, à Berlin, Asthakov (chargé d'affaires russe) déclare à Draganov (ministre de Bulgarie) "*si l'Allemagne déclare qu'elle n'a pas l'intention d'attaquer l'Union Soviétique, ou si elle conclut avec elle un pacte de non agression, l'Union Soviétique renoncerait vraiment à conclure un traité avec l'Angleterre.*" (14)

Ce même jour à Moscou, Molotov reçoit la France et l'Angleterre. Sans résultats évidemment.

Pour le pacte de non-agression, les deux pays auraient pu aboutir tout de suite. Mais il y avait la question plus épineuse de partage des zones d'intérêt.

C'est dans ce sens que le 2 avril 1939, Ribbentrop avait déclaré à Asthakov qu'il y avait de la place pour l'Allemagne et l'U.R.S.S. dans la Baltique et que l'Allemagne était prête à un accord avec la Russie sur le sort de la Pologne. (15)

Donc , le 12 août, quand les chefs militaires russes reçoivent à Moscou une délégation militaire française et anglaise, le rapprochement politique entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne est déjà réglé.

Ceci remet les pendules à l'heure en ce qui concerne la tentative des communistes de vouloir faire croire que "*le 19 août, alors que les pourparlers tripartites sont dans l'impasse, Staline n'a pris encore aucune décision.*" (16)

Le 21 août, les négociations sont liquidées et le 23 , Ribbentrop et Molotov, en présence de Staline et d'Hitler, signent le pacte germano-soviétique. Staline conclut la

(13) (14) (15) dans "Deux ans d'alliance germano-soviétique" - A. ROSSI - Librairie Fayard .

(16) dans " Sur le Parti - 39-40 " .

soirée par cette phrase " Je sais combien la nation allemande aime son Führer. J'aime donc boire à sa santé" (17)

Deux clauses importantes figurent au pacte :

- ne pas participer à un groupement de puissances dirigé contre l'autre partie

- le pacte entre en vigueur dès sa signature, sans attendre d'être ratifié par les gouvernements : Hitler a donc les mains libres pour attaquer la Pologne. Un protocole secret est signé dans la nuit du 23 au 24. Il assure à la Russie le contrôle de la Finlande, l'Estonie et la Lettonie, partage la Pologne en deux parties et laisse en suspens la question du maintien d'un état polonais indépendant.

Hitler attaque la Pologne le 1er septembre et le 3 septembre 1939, c'est la déclaration de guerre France-Angleterre à l'Allemagne.

Ribbentrop invite alors le gouvernement soviétique à faire entrer ses troupes en Pologne pour occuper le territoire que lui avait réservé le protocole secret. Le 4 septembre, la réponse de Molotov arrive : c'est trop tôt. La Russie doit avoir l'air de défendre un territoire attaqué pour se protéger elle même d'une avancée allemande.

C'est en effet la thèse défendue par la propagande de l'I.C.

Citons le télégramme du 10 septembre de Von Shulenberg après sa conversation avec Molotov : " le gouvernement soviétique entend saisir l'occasion de la nouvelle avance des troupes allemandes pour déclarer que la Pologne est en train de se disloquer et qu'en conséquence, l'Union Soviétique doit venir en aide aux Ukrainiens et Biélorussiens "menacés" par l'Allemagne. Cet argument tend à rendre plausible aux yeux des masses l'intervention soviétique et en même temps à éviter de donner de l'U.R.S.S. l'apparence d'un agresseur".

Le 14 septembre, Molotov explique à Shulenberg que l'U.R.S.S. ne peut pas intervenir avant que Varsovie ne soit tombée, à cause de la justification politique. Aussi demande-t-il à être informé aussi exactement que possible

(17) "Deux ans d'alliance germano-soviétique".

du moment où l'on pourrait escompter la prise de Varsovie.

Sur la base des informations militaires fournies par l'Allemagne à l'U.R.S.S. cette dernière intervient en Pologne le 17 septembre 1939.

Le communiqué commun du 19 septembre 1939 ne fera pas mention de "la libération des frères ukrainiens", l'Allemagne ne l'ayant pas accepté. Cela fut pourtant utilisé par la propagande de l'I.C.

" Tandis que dans les pays occidentaux, on attendait ce qui arriverait quand les troupes allemandes et les troupes soviétiques se trouveraient face à face sur le territoire de l'est polonais, la relève de la Wehrmacht par l'armée rouge s'achevait sans incidents". (18)

EN FRANCE , LES REACTIONS

LES NON STALINIENS

Dans le P.S.O.P., à partir de septembre 38, se dessine deux tendances : les pacifistes inconditionnels qui refusent -à juste titre- de voir une issue révolutionnaire à la guerre qui pointe et les autres qui acceptent l'idée que, la guerre étant trop proche, il faut se préparer à l'affrontement. Ils ont la naïveté de croire qu'un état de guerre n'empêche pas les relations internationales du mouvement ouvrier.

Leur idée est que si l'effondrement du capitalisme se produit, à la fin de la guerre, il *"serait international. Seule une nouvelle Internationale serait capable d'orienter les masses enfin réveillées"*. (19)

A son premier congrès de mai 39, le P.S.O.P. ne peut trancher son attitude en cas de guerre. Les votes se partagent en trois tendances : à l'image de René Modiano, ceux qui acceptent - après la *"paix immédiate"*-l'éventualité de *"l'invasion, de la dictature, dans la paix établie prélude à une lutte anti-fasciste civile et clandestine"*; avec Michel Collinet, ceux qui appellent *"le prolétariat*

(18) *"Deux ans d'alliance germano-soviétique"*.

(19) *"Front populaire, révolution manquée"*.

à la lutte, non seulement contre sa propre bourgeoisie, mais contre un ennemi extérieur : le fascisme" et enfin ceux qui, comme Daniel GUERIN, défend "une position inter-nationaliste et défaitiste révolutionnaire".(20)

Louis LECOIN, lui s'emploie à la rédaction du tract "paix immédiate" qu'il distribue au "10ième jour de la guerre".(21)

Quelques mois auparavant, le centre de liaison contre la guerre avait publié un ultime appel que Lecoin reproduit en partie et dont nous proposons les extraits suivants:

" Nous condamnons la guerre comme conséquence d'un régime économique et social qui crée la misère dans l'abondance, qui livre à la recherche du profit, à l'âpre compétition et à la corruption des trusts le sort et l'existence même de millions d'êtres humains dont, en tout pays, les intérêts sont identiques (...) de quoi s'agit-il? Il s'agit pour les deux blocs adverses: États pourvus et États non pourvus, de se disputer le contrôle des routes impériales Djibouti, Suez, Gibraltar, Tanger...

Il s'agit de prépondérance économique dans les Balkans - qui sera maître des marchés bulgare, grec, yougoslave, roumain?

(...) Il s'agit donc de querelles qui ne seront jamais les nôtres".

Quand au tract "Paix immédiate" Lecoin lui-même - qui avait pour l'essentiel contribué à sa rédaction - avoue qu'il "ne cassait rien. Il réclamait l'essentiel".

Retenons-en la phrase "Que les armées, laissant la parole à la raison, déposent donc les armes".

Cet appel sera largement critiqué par toutes les franges de la gauche française. Il est tenu pour irresponsable, naïf, irréaliste etc...

Pourtant, au travers de ce texte qui "ne cassait rien", transparaissent le refus de la guerre impérialiste, le refus de la paix fasciste et le refus de TOUTES LES ARMEES.

Mais le combat antimilitariste n'était pas de mise en 1939. La guerre, pour Lecoin comme pour beaucoup d'autres

(20) "Front populaire, révolution manquée".

(21) "Le cours d'une vie".

exceptés les staliniens, menace à l'issue de la signature du pacte germano-soviétique. Il voulut croire que les peuples ne s'y seraient pas laissés entraîner. Ce fut cela sans doute, sa "naïveté". Lecoin ne s'est pas attaché à bavarder sur le problème de savoir si l'Etat hitlérien était plus fautif que l'Etat stalinien. Ou réciproquement. Pour lui, la question des états était définitivement réglée: des "blocs adverses", qui se disputent une "prépondérance", des "contrôles", des "marchés". L'Etat par essence, est porteur de la notion de conflit. Lecoin fut arrêté le 29 septembre 1939. Il restera emprisonné jusqu'à la fin août 41 et reviendra malade d'Algérie, où il avait été transféré.

LES STALINIENS

Si l'on se rappelle la dénonciation du pacifisme contenue dans le discours de Thorez le 19 mars 1939, on appréciera d'autant mieux la position du P.C.F parue dans l'"Humanité" du 25 août: *"l'U.R.S.S vient de rendre un inoubliable service à la cause de la paix, à la sécurité des peuples et de la France en particulier"*.

Ainsi, ce qui était en septembre 1938 à Munich une trahison infâme, devient en août 1939 à Moscou un inoubliable service. Du seul fait qu l'U.R.S.S, non impliquée en 1938 est partenaire active en 1939.

Cependant, au lendemain de la signature du pacte, les communistes ne savent pas encore que l'U.R.S.S envahira la Pologne le 17 septembre.

Le 25 août, dans "Ce soir", Aragon écrit en guise d'éditorial: *"Si la France se porte au secours d'un état victime d'une agression par le jeu de ses traités propres (la Pologne, par exemple), nécessairement, l'U.R.S.S aidera la France. (...) (le pacte) ne comporte aucun marchandage sur le dos d'un troisième état"*.

Le Parti communiste catalan sera lui aussi immédiatement dans la ligne. "Le travailleur catalan" du 26 août 1939 acclame le pacte.

En fait, la première réaction des communistes est de donner raison à l'U.R.S.S (réflexe conditionné, dirions-nous) sans comprendre ce que Staline manigançait, en se ménageant quand même une porte de sortie (allusion à la dé-

fense de la Pologne). Hélas, là encore, ils font fausse route et ils devront, une fois de plus rectifier leur position. Ils resteront ainsi deux mois dans le flou. jusqu'à ce que les directives de l'I.C soient acheminées par courrier humain.

Molotov, dans son discours du 31 août 1939 au conseil suprême des soviets, donnera le ton de la nouvelle propagande communiste (22):

- la guerre idéologique entre démocraties occidentales et fascisme est insensée, absurde.
- une Allemagne forte est la condition indispensable de la paix en Europe.
- les responsables de la guerre sont l'Angleterre et la France si elles ne se prêtent pas à ce nouveau Munich.

En réalité - de l'aveu même des communistes "officiels" - "le pacte germano-soviétique surprend tout autant les représentants de l'I.C. que les dirigeants nationaux des partis".(23)

"Peri parlera "d'orage", d'autres de "coup de tonnerre", de "pavé sur la tête", Monmousseau croit que le texte est un faux".(24)

Jules FOURRIER - qui démissionnera du P.C. le 19 septembre après l'entrée des russes en Pologne - témoigne avoir rencontré Thorez, Cachin, Duclos et Guitton dans le bureau du groupe parlementaire à la Chambre. Les trois premiers furent incapables de donner des explications: "si Staline a fait ça, il a ses raisons".(25)

Parmi les plus surpris, hésitant encore à sortir du virage amorcé, le groupe de Gabriel PERI vote le 2 septembre les crédits militaires.

Dans un numéro clandestin des "Cahiers du bolchevisme"

(22) l'essentiel de ce discours est contenu dans un tract imprimé en Allemagne, lancé sur la France par des avions allemands. (source: B.E.I.P.I).

(23) "Sur le Parti - 39-40".

(24) (25) "Les hérétiques du P.C.F." - Pierre DAIX - Edition Robert LAFFONT.

(organe théorique du P.C.F., 17^e année, 2^e semestre-janvier 1940), ils seront dénoncés pour leurs "lourdes fautes" et accusés d'avoir des "tendances opportunistes et légalistes".(26)

Quarante ans après, cela n'empêche pas les communistes d'affirmer stoïquement que *"la même ligne sous-tend toutes les démarches du P.C.: du soutien sans défaillance à la république espagnole au refus de Munich, de l'action pour un accord tripartite avec l'U.R.S.S. en automne 39 au vote des crédits de guerre le 2 septembre"*(27)

En fait, les communistes sont sauvés deux fois par la bêtise du gouvernement Daladier.

La première fois, le 25 août, quand l'"Humanité" et "Ce soir" sont interdits: le P.C.F. devient une victime et peut placer le débat sur un autre terrain que celui de devoir justifier l'attitude de l'U.R.S.S.

Ce qui fera dire à Pierre DAIX: *"C'est un service inespéré que lui rend le gouvernement Daladier"*.

La deuxième fois, le 26 septembre, quand le gouvernement interdit le Parti: il est *"délivré d'avoir à transmettre à froid et publiquement les nouveaux ordres de Moscou"*, pour citer à nouveau Pierre DAIX.

Son prestige en France est ainsi sauvegardé.

LES DROLES DE LETTRES

Nous avons retenu, pour illustrer l'attitude des communistes à partir de la signature du pacte Hitler-Staline:

- la lettre du premier octobre 1939
- la lettre du 26 juin 1940
- la lettre du 19 juillet 1940

Nous ne développerons pas les événements historiques qui se déroulent aux mêmes dates, car tel n'est pas l'objet du livre. Citons cependant, pour référence, la proposition de paix qu'Hitler fit au monde le 6 octobre 1939; l'offensive allemande contre la France le 10 mai 1940, justifiée

(26) source: B.E.I.P.I.

(27) "Sur le Parti -39-40".

dans "La pravda" du 16 mai; les premiers tiraillements sérieux entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. au sujet de la Bukovine revendiquée par l'U.R.S.S. mais ne figurant pas au pacte, en juin 1940; l'entrée des allemands dans Paris le 14 juin 1940; la signature d'un pacte tripartite le 27 septembre 1940 (Allemagne, Italie et Japon se partagent les grandes zones d'influence) excluant l'U.R.S.S. - Staline se verra proposer par Hitler son intégration au pacte le 13 octobre 1940. Il subordonne son adhésion à des conditions économiques et stratégiques en faveur de l'U.R.S.S. Les intérêts qui paraissaient conciliables en août 1939 sont maintenant opposés -; le franchissement des frontières russes par les troupes allemandes le 22 juin 1941 et Staline qui déclare le 3 juillet: *"la guerre nous a été imposée"*.(28)

Ce sera l'occasion pour le P.C.F. d'un nouveau virage à 180°.

Citons également sans les développer les tribulations des parlementaires communistes: la "désertion" début octobre 39 de Maurice THOREZ qui avait rejoint son unité un peu prématurément; son interview au "Daily Worker" du 3 novembre: *"si j'ai déserté, c'est parcequ'il fallait assumer envers et contre tout la direction du Parti"*, mais la grande masse des militants communistes doit continuer sa besogne sur place!; le coup d'éclat du Parti communiste le 30 novembre 1939, jour de la rentrée parlementaire: Florimond BONTE reçoit l'ordre de sortir de la clandestinité et de se rendre à la Chambre des députés y faire un discours, il est évidemment expulsé puis arrêté, il rejoint les 34 députés communistes déjà incarcérés à la Santé.

Si nous avons choisi d'extraire de la période août 39-juin 41 les trois lettres comme événements significatifs, c'est qu'elles représentent les attitudes opportunistes des communistes et qu'elles sont des documents irréfutables. C'est aussi pour régler leur compte, au moins par écrit, aux thèses officielles qui feront remonter la lutte armée du P.C.F. à l'automne 1940: Pierre VILLON en

(28) *"Deux ans d'alliance germano-soviétique"*.

1977, déclare sereinement dans l'"Humanité-dimanche":
"Mais, avancement de nombreux historiens, d'août 39 au 22 juin 41, les communistes n'ont rien fait contre Hitler? C'est en effet un des dogmes de l'histoire telle que la bourgeoisie voudrait l'avoir écrite!"

N'en déplaise à MM. Pierre VILLON, Georges MARCHAIS, qui il n'y a pas si longtemps, nous fit la comédie de l'homme blessé accusé injustement d'avoir servi les allemands pendant la résistance, Francis CREMIEUX et Jacques ESTAGER et tant d'autres qui réécrivent l'histoire du P.C.F. et, au travers elle, l'Histoire à leur façon, les faits contre-disent les déclarations.

" A la libération, le P.C.F. aura beau jeu de tout truquer de se présenter comme patriote anti-hitlérien quand il était défaitiste, résistant en juillet 40 quand ses députés emprisonnés, François BILLoux en tête, écrivaient au Maréchal PETAIN "peut-être essaie-t-on de les représenter, eux les seuls vrais partisans de la paix, comme les partisans de la guerre. Eux les seuls vrais partisans de l'indépendance de la France et de la fraternité des peuples, comme agents de l'Allemagne". Il parlait des députés communistes, au moment où les troupes allemandes occupaient la France!" (29)

LA LETTRE DU 1^{er} OCTOBRE 1939

Condamnés à l'illégalité, les communistes peuvent néanmoins continuer de s'exprimer au travers de leurs députés constitués le 28 septembre en Groupe Ouvrier et Paysan (dont Arthur RAMETTE est le président et Florimond BONTE le secrétaire).

Le 1^{er} octobre, au nom du G.O.P., RAMETTE et BONTE envoient au Président HERRIOT une lettre qui place les communistes dans une attitude d'hostilité à la guerre.

En voici l'intégralité:

"Monsieur le Président,

La France va se trouver incessamment en présence de propositions de paix.

A la seule pensée que la paix prochaine pourrait être possible, une immense espérance soulève le peuple de notre pays qu'angoisse la perspective d'une guerre longue et cruelle, d'une guerre qui ensevelirait les trésors de la

(29) *"Les hérétiques du P.C.F."*

culture humaine sous des monceaux de ruine et coûterait la vie à des millions d'hommes, de femmes et d'enfants confondus dans le massacre.

A peine a-t-on parlé de ces propositions de paix dues aux initiatives diplomatiques de l'U.R.S.S. qu'une presse dirigée a répondu avec ensemble: non!

Est-il possible que des journalistes ne détenant aucun mandat de la nation puissent froidement trancher en faveur de la continuation de la guerre jusqu'au bout? Est-il possible que des propositions de paix puissent être rejetées avant même que d'être connues et sans que la représentation nationale souveraine ait été consultée? Nous ne le pensons pas quant à nous, et nous vous demandons, en tant que président de la Chambre d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour demander:

1° que le parlement soit appelé à délibérer en séance en séance publique sur le problème de la paix.
2° que les parlementaires aux armées puissent prendre part aux délibérations sur cette question capitale dont dépend la vie ou la mort de millions de français. Chaque français veut la paix, car il sent qu'une guerre de longue durée serait terrible pour notre pays et compromettrait à la fois son avenir et ses libertés démocratiques. Il faut absolument empêcher que l'on puisse rejeter à priori les propositions de paix et nous conduire par cela même à l'aventure et aux pires catastrophes. Nous voulons de toutes nos forces une paix juste et durable et nous pensons qu'on peut l'obtenir rapidement car en face des fauteurs de guerre impérialistes et de l'Allemagne hitlérienne en proie à des contradictions internes, il y a la puissance de l'Union Soviétique qui peut permettre la réalisation d'une politique de sécurité collective susceptible d'assurer la paix et de sauvegarder l'indépendance de la France.

Voilà pourquoi nous avons conscience de servir les intérêts de notre pays en demandant que les propositions de paix qui vont être faites à la France soient examinées avec la volonté d'établir au plus vite la paix juste, loyale et durable que, du fond de leur coeur, souhaitent tous nos citoyens".

Selon Pierre DAIX, le texte de cette lettre est calculé pour accroître la répression du gouvernement. Il indique

qu'elle souleva à sa lecture par BONTE, en réunion clandestine, les protestations de ceux qui l'avait écoutée, sauf DUCLOS et RAMETTE.

Charles TILLON témoigne ainsi:

"...j'appris avec stupeur que BONTE et RAMETTE, ce dernier membre du B.P., étaient passés en Belgique avec d'autres et qu'une réunion avait eu lieu avec les services de l'IC et Maurice THOREZ mobilisé à Chauny. Ils avaient fait remettre au 1er octobre, une lettre au Président HERRIOT au nom des 21 députés restés fidèles au groupe communiste transformé en "Groupe Ouvrier et Paysan", au lendemain de la dissolution du P.C. Cette lettre révélait qu'en vue d'une initiative diplomatique de paix qu'allait prendre l'Union Soviétique, ils demandaient en notre nom, à HERRIOT, que la Chambre se réunisse pour discuter de ces propositions de paix! Je jugeai que cette démarche nous rabaissait dans la position de courtiers de la diplomatie soviétique de STALINE au moment où la dissolution du P.C. nous isolait encore plus de nos bases".(30)

Cette lettre est inspirée de la déclaration commune germano-soviétique rendue publique le 29 septembre 39 qui marque le départ de la campagne en faveur de la paix. "Staline ne s'est pas contenté d'une adhésion de pure forme à la campagne hitlérienne de paix. Il aurait pu se borner à prêter son concours officiel, par les voix diplomatiques. Or, il est allé bien plus loin, car il a engagé tout l'appareil et tous les partis de l'Internationale Communiste dans cette campagne. Les accords de Moscou du 28 septembre ne l'y obligeaient pas. Cependant, dès la fin de septembre, sans perdre une minute, les P.C. de tous les pays, par les moyens légaux ou clandestins, ou par les deux à deux à la fois, se sont mis en branle pour préparer un terrain favorable aux propositions de paix qu'HITLER allait faire, et qu'il fit en effet, le 6 octobre dans son discours de Dantzig".(31)

La preuve? Le témoignage d'Arthur RAMETTE, pris aux sources: (cette lettre). "devait s'inspirer du message de

(30) "On chantait rouge" - Charles TILLON - Editions Robert Laffont

(31) "Deux ans d'alliance germano-soviétique".

Dimitrov, mais l'adapter aux réalités françaises. Clément était d'ailleurs le premier à recommander cette adaptation des analyses fondamentales de l'Internationale Communiste aux conditions de chaque pays". (32)

Etonnant, non?

LA LETTRE DU 26 JUIN 1940

Il s'agit de la lettre signée de Maurice TREAND et Jean CATELAS, tous deux membres du Comité Central du P.C.F. Elle demande aux autorités allemandes l'autorisation de faire reparaître l'"Humanité".

A ce sujet, beaucoup d'encre a déjà coulé et la thèse officielle défend comme elle peut cette intervention qu'elle ne peut nier.

" Les intentions de ces camarades étaient bonnes, mais ce fut une erreur" (33)

Elle en rejette néanmoins la responsabilité sur la personne de Maître FOISSIN qui aurait rédigé SEUL la lettre, pour la porter SEUL à Otto ABETZ.

En 1984, les communistes n'hésitent pas à affirmer que la tentative de réparation de l'"Humanité" ne fut, ni plus ni moins, "qu'une manœuvre allemande, doublée d'une provocation nazie". C.Q.F.D.

Cependant, " comme THOREZ à Moscou, DUCLOS, FRACHON et CLEMENT avaient connaissance du danger grave que représentait la tentative allemande de compromettre le Parti". (34)

ALORS?

Alors, c'est ce pauvre Maurice TREAND qui avait cette idée en tête. Malheureusement, "il n'a pas réussi, comme il en avait mission, à mettre les allemands devant le fait accompli de faire ressortir l'"Humanité".

Le 18 juin, c'est Denise GINOLLIN qui servira de (bouc) émissaire en allant au service de la presse de la Kommandantur voir le Lieutenant WEBER.

En pleines négociations, le 20 juin, Denise GINOLLIN, Maurice TREAND, Jeanne SCHRODT et Valentine ROUX sont arrêtés par la police française. (jusqu'en juin 41, les communistes sont dans une position très inconfortable:

pourchassés par Vichy, ils ne luttent pas contre les allemands, alliés de l'U.R.S.S.).

Le 25, sur intervention allemande, ils sont libérés et, à l'issue d'un entretien le 26 avec Otto ABETZ, en compagnie de leur avocat FOISSIN, ils promettent, selon FOISSIN de remettre un plan de travail. La lettre est rédigée le soir même et portée le 27 par FOISSIN.

Nous en publions les extraits suivants:

" L'Humanité , publiée par nous, se fixerait pour tâche, d'oeuvrer au redressement économique du pays (...) en s'efforçant de développer l'effort de production dans tous les domaines (...)

(...) de dénoncer les agissements de l'impérialisme Britannique qui veulent entraîner les colonies françaises dans la guerre (...)

(...) défendre la conclusion d'un pacte d'amitié franco-russe qui serait le complément du pacte germano-soviétique et ainsi créerait les conditions d'une paix durable.

+ demande de libération des députés communistes emprisonnés

+ rétablissement dans leur fonctions des élus déchus qui ont, envers et contre tous défendu le pacte germano-soviétique."

signé : Jean CATELAS, du Comité Central du Parti Communiste Français et Maurice TREAND, du Comité Central du Parti Communiste Français.

Les communistes expliquent que TREAND, manoeuvré par les allemands, via ABETZ et WEBER, a cru à la réalité du "fait accompli". Que FOISSIN évoluant soudain politiquement, crut à une négociation politique et qu'il poussa ses camarades dans ce sens. Voilà comment une position collaborationiste, prise par les plus hauts cadres du Parti, devient, quand besoin est, de braves intentions innocentes et naïves de quelques camarades.

L'objet de la manoeuvre allemande aurait été le suivant: les allemands auraient pensé qu'il leur aurait été profitable d'avoir les communistes de leur côté.

Reste à savoir pourquoi soudainement, alors qu'ils étaient parvenus à leurs fins, ils abandonnèrent le projet en refusant la parution?

LA LETTRE DU 19 JUILLET 1940

La lettre du 1er octobre 1939 ne fut pas appréciée par le gouvernement. Accusés de vouloir reconstituer une organisation dissoute, les députés communistes sont arrêtés. Incarcérés, ils sont condamnés le 3 avril 1940 à 5 ans de prison, sauf quelques-uns, mutilés de guerre.

Du fond de sa cellule, il vient à l'idée de François BILLOUX d'écrire à PETAIN au nom de ses camarades emprisonnés afin qu'on les accepte comme témoins à charge au procès de Riom, où comparaitront BLUM, DALADIER, REYNAUD MANDEL, GAMELIN...

L'Allemagne attendait de ce procès que fut proclamée la seule culpabilité de la France sur la question du déclenchement de la guerre.

BILLOUX choisit donc de diriger ses attaques contre les socialistes et ses "infâmes chefs" plutôt que contre Vichy.

"Toutes ces crapules sont directement et immédiatement responsables de la guerre impérialiste". (dixit Maurice THOREZ, discours du 10 juillet 1939).

Les extraits de la lettre du communiste BILLOUX au Maréchal PETAIN, "chef de l'Etat français" présentés ci-après en disent long sur l'état d'esprit qui régnait dans les rangs de l'état-major communiste en juillet 1940: (...)

"Nous étions les seuls à nous dresser contre la guerre, nous étions les seuls pour la paix.

C'était pour mieux préparer la guerre impérialiste que le gouvernement français avait renforcé la répression communiste (...)

Certains osent se présenter maintenant comme des hommes de paix. Parmi eux, il y a ceux qui se sont tus jusqu'à la débâcle (...)

(...) nous nous refusons à nous faire les complices de cette énorme duperie qui consiste dans chaque pays à les rejeter sur les gouvernements ennemis. Il y en a chez nous en premier, l'ex-gouvernement et son chef Daladier qui a dirigé l'état contre le peuple et dans l'intérêt d'une minorité de gros possédants (...)

(...) Daladier, dont les responsabilités dans la guerre sont écrasantes et qui a introduit dans notre pays des méthodes de réaction et de terreur (...) Un tel gouver-

nement ne représente pas le pays. Il ne peut se maintenir que par la dictature (...)

Pourtant, il y avait et il y a encore une politique d'indépendance française à faire, cette politique qui a conservé la paix à l'Union Soviétique (...)

Etant donné que rien n'a été publié sur les débats en huis clos de notre procès où nous avons dénoncé les véritables auteurs de guerre, je demande à être entendu comme tous mes amis en qualité de témoin par la Cour suprême de Riom".(35)

Un véritable morceau d'anthologie...

Pour le député communiste BILLoux, en juillet 1940, le "gouvernement Daladier ne peut se maintenir que par la dictature". En juin 1940, la dictature nazie avait investie Paris. En août 1939, la dictature soviétique s'était associée à la première et avait, elle aussi, investi certains territoires. Entre la dictature Daladier et la dictature HITLER-STALINE, le choix de BILLoux était fait, au moins jusqu'en juin 41, et avec lui, les DUCLOS, THOREZ, CACHIN, MARTY, ARAGON, RAMETTE, FRACHON, TREAND, BONTE, GUYOT, CATELAS, VERMEERSCH, DESRUMEAUX, DALLIDET... Le 2 décembre 1947, François BILLoux aura beau jeu d'essayer de se justifier lors d'une séance à l'Assemblée Nationale. Il y expliquera que, s'il avait demandé au nom de ses camarades à témoigner au procès de Riom, "ce n'était pas pour faire plaisir à PETAIN, mais pour montrer que si PETAIN avait pu perpétrer son forfait, c'était parce que DALADIER et REYNAUD avaient trahi la France"...

C.Q.F.D?

Autant que l'annonce de la signature du pacte germano-soviétique, l'annonce du franchissement des frontières russes par les troupes allemandes, le 22 juin 1941, stupéfie le monde, STALINE en premier.

"Nous ne pouvions imaginer alors que Staline l'avait respecté" (le pacte) "au point que, joué par son partenaire, il serait le plus stupidement surpris de tous les soviétiques, en apprenant qu'HITLER agressait son empire! Nous

(35) "Socialisme et bolchevisme en France" - Charles ALLIGIER - Edition Spartacus.

n'aurions jamais pu admettre qu'il ait pu miser sur le pacte avec HITLER jusqu'à en perdre la raison. Jusqu'à ordonner à ses généraux, par TIMOCHENKO: "Voulez-vous dire à PAVLOV (commandant en chef du district militaire de l'Ouest) que le camarade STALINE a interdit de faire donner l'artillerie contre les allemands". Se voulant infaillible jusqu'à nier l'évidence, STALINE croyait encore au milieu d'un désastre, qu'il s'agissait d'un malentendu!" (36)

Et, pas gênés, les communistes français exécutèrent d'un parfait mouvement d'ensemble, leur second virage à 180°, sans dérapier.

"Même si, ici et là, des positions différentes de celles de la direction furent prises par des cadres communistes, il fallut le 22 juin 1941 pour que "les impérialistes anglais et allemands" ne soient pas renvoyés dos à dos et que les "agents de la City" deviennent "les patriotes de Londres".(37)

On trouve dans la presse communiste à partir du 2 juin 41 les termes "d'alliés" et non plus "d'impérialistes", la "Grande U.R.S.S." attaquée par les "opresseurs de la France" etc, etc...

Ce qui fera dire à Louis LECOIN, non sans une certaine colère: "je reproche aux communistes français un patriotisme de circonstance, qui les fit ricaner lorsque les armées allemandes envahirent la France à la fin du printemps 40, et rugir lorsque les mêmes soldats pénétrèrent en Russie au cours de l'été 41"(38)

Même si certains cadres communistes désobéirent à la ligne de Moscou après 39, entre-autres: Charles TILLON ("on ne peut pas lutter contre Vichy et composer avec les occupants! Ma résolution fut vite prise, rien ne m'en ferait changé. Seule, la pratique de la clandestinité rendait la lutte anti-fasciste possible"(39)), même si cer-

(36) "On chantait rouge"

(37) "Le croqué-rave libertaire" - Eugène HUG et Pierre RIGOULOT - Edition les Presses d'aujourd'hui.

(38) "Le cours d'une vie"

(39) "On chantait rouge"

tains cadres communistes tombèrent sous les balles nazies après 41, et avec eux beaucoup de militants communistes, cela ne permet pas au Parti communiste en 1984 de se parer de la couronne de martyr, après avoir passé sous silence certains événements et transformé certains autres.

S'il convient de se souvenir des combattants contre le fascisme, il faut remettre à sa place l'appareil le plus mystificateur de la classe ouvrière. Ce parti qui, dans l'"Humanité" du mercredi 27 juin 1945, s'auto-intitule *"le Parti de la clairvoyance et du courage patriotique"*.

TOUS CONTRE L'AGRESSEUR

par ARAGON

TANDIS que sont prises des « mesures de sécurité », que les antimunichois que nous sommes, partisans de la fermeté aujourd'hui comme hier, ne peuvent qu'approuver, la signature du pacte de non-agression germano-soviétique soulève dans de nombreux journaux un vacarme qui n'a rien à voir avec le sang-froid de la France.

Avant d'examiner le détail des faits, il est bon de rappeler deux choses essentielles, parce que nos confrères aveuglés par la passion partisans antihitlériques et antimunichois risquent de les déformer, de les fausser par derrière les clamours de ces derniers jours, qui manquent un peu trop de dignité.

LE PREMIER FAIT EST CELUI-CI : IL EXISTE ENTRE LA FRANCE ET LA POLOGNE UN TRAITE D'ASSISTANCE MUTUELLE. C'est-à-dire que si la Pologne est victime d'une agression, la France doit venir à son aide. Et tout bon Français qui ne veut pas voir se répéter la honte de Munich, et l'abandon de nos alliés de Tchécoslovaquie, souhaites comme nous que la France tienne ses engagements internationaux.

DEUXIEME FAIT : IL EXISTE ENTRE LA FRANCE ET L'U.R.S.S. UN TRAITE D'ASSISTANCE MUTUELLE. Et si la France se porte au secours d'un Etat victime d'une agression par le jeu de ses traités propres (la Pologne par exemple), NÉCESSAIREMENT L'U.R.S.S. AIDERA LA FRANCE.

AUCUN PACTE DE NON-AGRESSION NE PEUT EMPECHER CELA.

L'efficacité de l'aide de l'U.R.S.S. à la France soutenant la Pologne victime d'une agression dépend seulement du fait que la Pologne acceptera ou n'acceptera pas cette aide ; jusqu'à aujourd'hui la Pologne proclame qu'elle n'en veut pas. Une dépêche de l'agence officielle PAT le confirme ce matin. C'est à la France qu'il revenait et revient encore de persuader nos amis polonais d'accepter l'aide de l'U.R.S.S.

Ceci est, sans doute, absolument clair.

On cherche, se basant sur le texte du pacte signé hier, à obscurcir ces données. Le pacte en question ne comporte aucun dénoûement du traité d'assistance mutuelle franco-soviétique. Il ne règle que les rapports en vue de maintenir la paix entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., il ne comporte aucun marchandage sur le dos d'un troisième Etat. C'est, comme on l'a dit, un pacte de non-agression et non pas de prime à l'agression. Il ne suppose pas l'abandon de la Pologne victime d'une agression. Il signifie, par contre, que si le Japon attaque l'U.R.S.S., l'Allemagne s'engage à ne pas le soutenir.

Ce dernier point, qui confirme l'effondrement du pacte antimunichois, comme beaucoup de nos confrères le répètent après nous, présente pour les Français un avantage considérable, comme pour tous les pays qui ont des possessions en Extrême-Orient. Il consomme l'isolement de l'agresseur extrême-oriental, le Japon, et, par là, renforce les positions de l'Empire français en Indochine et dans les concessions chinoises.

Où est dans tout ceci la fameuse « volte-face » des Soviets, la « trahison » de Staline, qu'inventent des journaux qui semblent le soutenir surtout de redorer le blason de M. Hitler, dans le moment où celui-ci voit s'éroder son système d'alliance en échange d'un simple engagement de non-agression ? La politique extérieure de l'U.R.S.S., cent fois définie et toujours identique, comporte à la fois les rapports de bon voisinage et les accords commerciaux avec tous les pays pour le maintien de la paix et l'aide aux nations victimes d'une agression qui luttent pour leur indépendance.

Cette politique a été réaffirmée en mars au XVIII^e congrès du parti bolchevik par MM. Staline et Molotov. Fin mai, au Soviet suprême de l'U.R.S.S., M. Molotov, avait annoncé publiquement, et alors ni l'Angleterre ni la France n'avaient protesté, l'existence des pourparlers germano-soviétiques.

Les gouvernements français et anglais n'en ont pas moins poursuivi les pourparlers avec l'U.R.S.S. et envoyé des militaires à Moscou. Il n'y aurait-il « volte-face » qu'à interrompre aujourd'hui les pourparlers engagés. Il n'en est d'ailleurs, nous affirmons, pas question. Il faut donc aboutir et signer. Il faut donc constituer le Front de la paix.

Ici, des commentateurs élèvent la voix : ils affirment, contrairement à tous les témoignages officiels et officieux de Paris, Londres et Moscou, que l'article 4 du pacte germano-soviétique :

« Aucune des deux parties contractantes ne participera à un groupement de puissances dirigé directement ou indirectement contre l'autre partie »

rend impossible l'alliance anglo-franco-soviétique. Ils font, ce disant, le jeu de M. Hitler. Car, depuis quand l'alliance tripartite était-elle dirigée (directement ou indirectement) contre qui que ce soit ? C'est la doctrine constante des gouvernements anglais et français qu'il n'en est rien, que cette alliance ne vise à l'enfermement de personne, qu'elle a pour but le maintien des frontières existantes et de la paix. L'interpréter autrement, c'est parler comme M. Hitler, c'est donner argument à M. Hitler.

Et le veut-il répéter et réaffirmer que rien n'est changé, que le plus grand danger pour la paix est le danger hitlérien, que la lutte contre l'hitlérisme menée depuis toujours par les antimunichois que nous sommes, et qui n'avons pas noué d'idylle avec M. Hitler sur le corps mutilé de la Tchécoslovaquie, que la lutte contre l'hitlérisme nous paraît toujours devoir être menée sans merci. Et que nous espérons que si demain la France, victime d'une agression, ou se portant conformément à ses engagements internationaux au secours d'un pays attaqué, doit prouver par les armes qu'elle reste fidèle à sa haute mission de liberté et de paix dans le monde, tous les Français, vous m'entendez bien ? tous les Français comme nous, même ceux que quelques-uns avaient trompés en variant M. Hitler et son régime de gendarme de l'Europe contre le bolchevisme, feront leur devoir de patriotes pour le rétablissement du droit international.

Et il ne fait aucun doute à mes yeux qu'en pareil cas, le pays qui a défini l'agresseur », le pays de la sécurité collective et de l'assistance, l'U.R.S.S., pénera, comme il péce aujourd'hui malgré l'aveuglement de tant de gens !) pénera de toutes ses forces pour la cause des peuples luttant pour leur indépendance, comme elle le fait à l'heure qu'il est, seule et sans grandes clamours, pour la République poussière de Moncalie.

Comme l'U.R.S.S. a été seule à soutenir l'Espagne républicaine jusqu'à la dernière minute. Comme elle a été seule jusqu'à la dernière minute, M. Benès l'a déclaré, à soutenir la Tchécoslovaquie que les ambassadeurs de France et d'Angleterre pressaient de capituler.

Et si on veut poursuivre vraiment la lutte contre l'hitlérisme, avec l'appui entier des antihitlériens convaincus, il n'y a pas à hésiter ; que les gouvernements français et anglais alignent à Moscou le pacte de la paix.

« Tous contre l'agresseur ».

Est-ce assez clair ?

P. S. — L'intérim de Pierre Brossette croit bon de déclarer que mon article d'hier est « de la démençe ». Il se trouve qu'au même instant que l'Action Française a, après des menaces de mort à mon égard, loué à cause de ses attaques contre moi, et la sagesse de Brossette ! Ce n'est vraiment pas pour moi que le suis triste de cette coïncidence.

Moscou montre la voie de la PAIX !

L'U.R.S.S. vient de signer un traité de commerce très avantageux pour elle avec l'Allemagne et celle-ci s'apprête à signer avec l'Union Soviétique un pacte de non-agression.

CELA SIGNIFIE....

- Que la politique de fermeté de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (U.R.S.S.) A FAIT CAPITULER HITLER !
- Que le fameux "pacte d'acier anti-kommintern" est MIS EN PIÈCES par la volonté puissante de Moscou !
- Que la lâcheté, les compromissions, les capitulations aggravent et augmentent les dangers de guerre, alors que la fermeté les éloigne.

L'U. R. S. S. a fait **reculer** Hitler parce qu'elle ne s'est jamais compromise, qu'elle n'a jamais capitulé. Ce n'est pas elle qui est allée à Munich ! Et, Von Ribbentrop prenant l'avion pour Moscou, est **contraint** d'aller signer un pacte par lequel Hitler s'engage à ne pas agresser l'U. R. S. S.

Moscou nous montre la voie de la PAIX !

L'U.R.S.S. n'a jamais trahi, ni "encerclé", ni agressé qui que ce soit. Elle a été calme, **MAIS ENERGIQUE** ! Le Japon en sait quelque chose !

Français,

Nous voulons la Paix. Elle ne s'obtient pas par des suicides à la Munichoise. La preuve en est maintenant faite ! Répudiez toutes manœuvres et campagnes d'affolement. Soyez calmes !

AVEC L'U. R. S. S., L'ANGLETERRE ET LA FRANCE DOIVENT SERRER LES RANGS !

Et maintenant, que nos Ministres aillent vite à Moscou signer le Pacte Anglo-Franco-Soviétique !

Cinq mois ont déjà été perdus PAR LA FAUTE DES NEGOCIATEURS FRANCO-ANGLAIS !

Exigez que l'on signe, ET VITE.

L'U. R. S. S avec nous et

la Paix est sauvée !

- Adhères à l'Association française des Amis de l'Union Soviétique / Promotion du Front de la Paix
- Tous les mois lisez "Russe d'aujourd'hui" le numéro 1 fr. 25
- Lecteur de ce tract : Aidez notre action pour la Paix en envoyant nous 8 fr. 25 timbres poste vous recevrez 100 tracts de ce tracté que vous pourrez diffuser dans votre entourage /g/ M^{lle} Suzanne Cagé, 24 rue des Augustins Lille-Nord

21482-1111

Tract publié par la section de Lille des amis de l'Union Soviétique. 23 août 1939.

L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS (S.P.I.C.)

N° 38 - 10 AVRIL 1940

NE JETEZ PAS CE JOURNAL ! FAITES-LE CIRCULER !

IL FAUT ARRÊTER LE MASSACRE !

A l'heure présente, des milliers d'hommes se font tuer sur les forteresses flottantes le long des rives de Scandinavie.

C'est pour la domination des mines de fer de Suède qu'ils donnent leur vie !

Le vœu le plus cher des impérialistes de Paris et de Londres est exaucé, enfin, d'autres pays sont entraînés dans la guerre.

Engagés dans une lutte pour l'hégémonie sur l'Europe et pour la possession des colonies, les deux blocs impérialistes rivaux passeront demain à d'autres violations de la neutralité des petits états, à de nouvelles agressions. Ils rêvent d'entraîner dans la guerre, les Balkans, le Moyen Orient, la Belgique et la Hollande.

Des milliers d'autres Français qui vivaient honnêtement du fruit de leur travail, qui n'ont pas participé aux bénéfices d'une quelconque "Banque d'Indochine" doublés pendant la deuxième moitié de 1939, qui ne s'enrichissent pas quand une bataille rapporte des milliards de francs aux munitionnaires, seront sacrifiés pour la possession du pétrole roumain ou de l'embouchure du Rhin.

A la lumière des événements actuels, devant les hécatombes qui se préparent, combien clairvoyante apparaît la politique stalinienne de paix ! Par ses accords pacifiques avec les pays baltes, celui imposé à la Finlande par la force des armes, et contre la volonté des impérialistes franco-anglais, elle a érigé une digue aux frontières nordiques du pays du socialisme, le protégeant contre les provocations de ceux qui voulaient l'entraîner, lui aussi, dans leur guerre ! Combien sage paraît aujourd'hui la politique de notre Parti, quand il demandait au début d'Octobre, dans la lettre à Herriot, que le Parlement examine sérieusement les possibilités de paix qui pouvaient se présenter !

Aujourd'hui, les brigands impérialistes se sont engagés dans une lutte où ils sont prêts à sacrifier autant qu'il faudra la jeunesse de leurs pays.

En France comme en Allemagne, les peuples sentent que ce ne sont pas leurs intérêts mais ceux de leurs maîtres qui sont en jeu. En France comme en Allemagne, les communistes proclament cette vérité et appellent les masses ouvrières à se dresser contre leur propre impérialisme.

IL FAUT ARRÊTER LE MASSACRE ! Il sera arrêté lorsque le gouvernement des 200 familles sera chassé du pouvoir et remplacé par un gouvernement des ouvriers et des paysans !

SOLDATS ET MARINS, OUVRIERS ET PAYSANS, FRANCS ET NÈGRES, qui tremblez pour la vie du mari ou du fils, autour du drapeau rouge du Parti Communiste, rassemblez-vous pour arrêter les fauteurs de guerre avant qu'ils n'aient pu perpétrer de nouveaux crimes, vouer à la mort des générations entières !

L'ENNEMI EST DANS NOTRE PROPRE PAYS !

L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU
PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS (S.F.I.C.)

17 JUIN 1940 - N° 55 -

Fondateur : Jean JAURES.

Rédacteur en chef de 1926 à 37 : P. VAILLANT COUTURIER

NE JETEZ PAS CE JOURNAL ! FAITES-LE CIRCULER !

*Proletaires de tous les pays
unissez-vous !
Proletarier aller linder, vereinigt euch !*

Pour la Paix aux Ententes avec l'U.R.S.S.

La situation militaire
Après l'occupation de Paris la situation militaire s'est encore aggravée.

En Normandie, l'armée allemande est arrivée à l'ouest d'Evreux.

Au sud de Paris elle semble se rapprocher de la Loire, tandis que la colonne qui avait pris Reims a progressé jusqu'à Sens et Troyes, d'une part -probablement pour envelopper l'armée en retraite au sud de Paris et au-delà de Chaumont jusqu'à Gray d'autre part. Cette avancée derrière les Vosges menace dangereusement toute la ligne Maginot d'encercllement, d'autant plus que les allemands ont refusé à traverser le Rhin, près de Colmar et de percer la ligne près de la Sarre.

Après l'entrée en guerre de Mussolini

Les armées italiennes ont occupé quelques localités le long de la frontière. De part et d'autre des bombardements ont eu lieu (Toulon, la Corse, Gênes, etc.,)

Mais l'événement le plus significatif est le fait que Franco, ce grand ami du ministre fasciste Ybarnégaray, a fait occuper par les troupes espagnoles le port international de Tanger, portant ainsi un premier coup aux intérêts des impérialistes anglo-français. C'est probable-

ment pour les remercier de l'aide indirecte qu'ils lui ont fournie pendant la guerre d'Espagne en faisant étrangler la République par la prétendue "non-intervention" de leur larbin Léon Blum!

Lloyd George vient de déclarer dans un article que si on n'avait pas fait la "non-intervention" ce serait aujourd'hui 1 Million de défenseurs de la démocratie qui garderaient l'entrée de la Méditerranée au lieu d'un million de fascistes. Mr. Lloyd George ne comprend donc pas que la Cité de Londres et les 200 Familles et leurs Chamberlain, Daladier et Blum préféreraient voir installés en Espagne des fascistes défenseurs du capital, plutôt que des vrais démocrates, défenseurs des intérêts populaires et amis du pays des Soviets.

Du nouveau à l'Est
L'Union Soviétique a adressé le 14 Juin un ultimatum à la Lithuanie qui expirait le 15 au matin. De quoi s'agissait-il? Des soldats rouges, des garnisons soviétiques, en territoire lithuanien avaient été enlevés et torturés par la police lithuanienne qui voulait leur soutirer des renseignements militaires. Certains avaient pu s'enfuir, d'autres n'ont
(suite page 2)

La grave situation de PARIS

Le gouvernement des 200 Familles, comme pour calmer sa mauvaise conscience, fait annoncer par sa Radio que le ravitaillement de Paris est assuré.

Les ménagères qui font le marché ne sont pas de cet avis et elles rendent responsables de cet état de choses les pouvoirs publics qui ont fait évacuer d'office des villages entiers de la grande banlieue au nord-Ouest de Paris, forçant les paysans d'abandonner leur bétail, leurs volailles, leurs champs et leurs jardins, alors que toute cette contrée fut occupée sans combat. Maintenant les mamans ne peuvent plus trouver de lait frais pour les bébés. Il n'y a plus ni fruits, ni légumes verts et même les pommes de terre sont devenues rares.

Mais le scandale le plus monstrueux c'est l'évacuation de toutes les Caisses publiques. Les allocations de chômage, celles aux femmes de mobilisés, celles aux veuves de guerre ne sont plus payées.

Les petits épargnants eux-mêmes, qui avaient mis quelques milliers de francs à la Caisse d'Epargne sont aujourd'hui condamnés à la famine.
(suite page 2)

L'Humanité du 17 juin 1940 - après la prise de Paris, la population est invitée à manifester en faveur de l'armistice. A remarquer: le titre en allemand, ce que n'osera jamais aucun journal collaborationniste.

*Les affaires dans le Parti
La Résistance
Contributions des
Libertaires*

En entamant ce chapitre, notre intention n'est pas de traiter dans le détail les problèmes de la résistance et de la période de la libération dans leur totalité. De nombreux ouvrages existent déjà sur ces questions. Il est évident que notre contribution à l'oeuvre déjà fort importante d'explications, voire de compréhension des événements qui ont secoué la France et le monde entre 1939 et 1945, tend à emprunter des voies nouvelles, souvent inexplorées. Le but que nous nous sommes fixés recouvre avant tout la volonté d'apporter des éléments complémentaires, souvent inédits dans le cadre des éléments d'histoire qui sont à l'heure actuelle en notre possession. A partir d'une telle démarche, notre choix, s'il ne peut être considéré comme empreint de subjectivité, nous conduit à privilégier certains faits qui apportent un éclairage nouveau (et cru à la fois) sur une des périodes les plus troubles de notre histoire.

Mais en vérité, quels sont ces faits?

Nous pouvons les ranger d'emblée en deux catégories. D'une part, ceux qui intéressent les attitudes personnelles et organisationnelles après l'invasion allemande de juin 1940. Ces faits, même si nous les abordons de manière superficielle, expliquent abondamment les trajectoires des individus, groupes et mouvements pendant la résistance et introduisent parfaitement les événements qui eurent lieu à la libération.

D'autre part, la relation historique que nous avons eu de ces mêmes faits, passée au crible des idéologies diverses

et notamment celle réductrice et falsificatrice du communisme totalitaire.

Tout d'abord, il nous paraît utile de préciser quelques dates à partir de juin 1940:

- 3 juin Bombardement allemand de Paris
- 4 juin Chute de la poche de Dunkerque
- 5 juin Remaniement ministériel: De Gaulle rentre au gouvernement, comme sous-secrétaire d'état à la guerre.
- 10 juin L'Italie déclare la guerre à la France et à l'Angleterre.
- 12 juin PETAIN et WEYGAND proposent au Conseil des ministres de demander l'armistice.
- 13 juin Le gouvernement est transféré à Bordeaux. Paris est déclarée ville ouverte.
- 14 juin Entrée des troupes allemandes à Paris.
- 15 juin De Gaulle est envoyé en mission à Londres.
- 16 juin Démission du gouvernement Paul REYNAUD. Formation d'un gouvernement PETAIN, WEYGAND à la défense.
- 17 juin PETAIN annonce à la radio la demande d'armistice et invite les soldats à cesser les combats.
- 18 juin Appel du Général DE GAULLE.
- 21 juin PETAIN accepte les conditions allemandes.
- 22 juin A Rethondes, la France et l'Allemagne signent l'armistice.
- 25 juin Signature d'une armistice entre la France et l'Italie.
- 30 juin Le siège du gouvernement est transféré à Clermont Ferrand.
- 2 juillet Le gouvernement est transféré à Vichy.
- 4 juillet PETAIN rompt les relations diplomatiques avec l'Angleterre.
- 10 juillet Le parlement réuni à Vichy, vote les pleins pouvoirs à PETAIN.
- 2 aout Le Général DE GAULLE est condamné à mort par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand.

Dans cette chronologie, il est bon d'intégrer trois déclarations de portées diverses, émanant toutes du Parti communiste.

- Déclaration du P.C.F. du 13 juin 1940 (datée du 13 juin 1940, car Francis CREMIEUX et Jacques ESTAGER précisent

que cette déclaration n'a été rendue publique qu'en ... juillet 1940, dans la revue "The communist international N° 7" rédigée en anglais. (40))

- tract en forme d'appel, daté du 17 juin 1940, rédigé par TILLON, alors à Bordeaux et signé le Parti communiste (41)

- le manifeste de Bordeaux, daté du 18 juillet 1940 et signé par le P.C.F. (42)

Ces textes émanant d'une même source (le P.C.F.), s'excluent mutuellement. L'explication est fort simple: à partir de la signature du pacte germano-soviétique et après l'entrée en guerre de la France et de l'Angleterre contre l'Allemagne nazie, le Parti communiste est un parti bicéphale. Le polycentrisme qui s'y installe dès septembre 1939 va permettre aux communistes (volontairement ou non) de jouer sur plusieurs tableaux à la fois. Il servira à posteriori à gommer, voire à justifier les pires errements de la direction stalinienne.

Il est intéressant de noter que le Parti veut apparaître aux yeux des français comme le premier parti résistant, sinon le seul. Il fera tout ce qui est en son pouvoir (falsifications historiques, mensonges, dénonciations, délations, liquidations) pour essayer de faire oublier qu'il a été le représentant officiel en France du pacte HITLER-STALINE .

L'appel du 13 juin (...avant DE GAULLE) qui aurait été rédigé par DUCLOS et THOREZ - certains ont rajouté: "depuis le sol français"- l'a été en réalité de Moscou, depuis la demeure des THOREZ.

Cet appel qui, à son origine "ne renferme aucun appel à la résistance" est paru dans le fameux numéro du 10 juillet 1940 de l'"Humanité". Pour Pierre TERUEL-MANIA, il ne fait aucun doute que la "*direction antidata un texte apocryphe, un faux grossier, qui dans le Parti a officiellement valeur d'évangile...*" et elle le fit en 1945. (43)

(40) "Sur le parti, 39-40"

(41) (42) " On chantait rouge"

(43) dans "de LENINE au panzer-communisme" -Pierre TERUEL MANIA - Edition François Maspéro

de la même manière, TILLON, alors en zone occupée, reçoit après le 15 août de la propagande écrite du Parti, par l'intermédiaire de Madeleine PASSAUT: trois numéros de l'"Humanité" et un paquet de tracts. Il nous révèle alors: "je me mis à lire fébrilement (...) un manifeste intitulé "Peuple de France", fait au nom du Comité Central, signé Maurice THOREZ et Jacques DUCLOS. Je m'attendais à trouver un appel à la résistance contre le fascisme germano-français issu de l'armistice. Mais ce "Peuple de France" ne reprenait que des appréciations de l'Internationale Communiste contre les "responsables de la guerre impérialiste" et de la défaite, et contre leurs successeurs à Vichy, une dénonciation de la constitution à Vichy du ministère formé par PETAIN le 13 juillet 40. Mais rien contre le fascisme hitlérien. Ce manifeste justifiait la politique du P.C. à propos du pacte germano-soviétique en demandant aux occupants et à Vichy de rétablir la liberté de la presse communiste et de remettre "la France au travail"".(44)

Pierre DAIX nous confirme les témoignages cités précédemment: "la rupture produite par le pacte germano-soviétique, les déchirements provoqués par la campagne de défaitisme, la dissolution du P.C.F. créent des conditions idéales de discontinuité entre le Parti communiste qui renaît dans la résistance et la S.F.I.C. Le P.C.F. fait remonter sa lutte armée à l'automne 40 quand il ne cesse de traiter jusqu'en 41 DE GAULLE d'agent de la finance anglaise (...) en dépit des efforts de Charles TILLON et d'autres combattants, l'histoire de la résistance populaire en France demeure pleine de zones d'ombres dont les moindres ne sont pas celles qui touchent à l'Insurrection nationale et aux débuts de la Libération".(45)

Quant à Auguste LECOEUR, il nous renseigne sur l'Organisation spéciale: "l'O.S. fut créée dès les premiers jours de l'occupation allemande. Elle était constituée de petits groupes d'hommes résolus, spécialisés dans la récupération des fonds, du ravitaillement, la protection de militants et l'élimination des "traîtres". Quelques-uns de ces groupes s'étant livrés à des actes de gangstérisme carac-

(44) "On chantait rouge".

(45) "Les Hérétiques du P.C.F."

térisé, c'est ainsi que naquirent en lieu et place de l'O.S. les groupes T.P. (travail particulier). En juin 1941 l'U.R.S.S. entre en guerre à son tour. Les groupes T.P. reçoivent alors la consigne de participer à des actions directes contre l'occupant (...) la décision fut prise, en décembre 1941, de placer la lettre F devant T.P. (Francs tireurs et partisans) qui devinrent dans le courant de l'année 42, les F.T.P.F. (F.T.P...français)". (46)

Il est bien évident que ces témoignages de première importance sont marqués du sceau de l'authenticité et, les gens qui les produisent peuvent se prévaloir d'une parfaite connaissance du sujet, leur sujet: le Parti communiste et les politiques qu'il a suivies, cernés au plus près.

- Pierre TERUEL-MANIA, membre du P.C.F. durant plus de vingt ans, a assumé des responsabilités pendant la période de la résistance - dirigeant régional - et dans l'organisation communiste du camp de Buchenwald où il fut déporté.

- Charles TILLON a eu des responsabilités très importantes dans le Parti au niveau national. Pendant la guerre civile espagnole et durant la résistance. Il fut à l'origine de la création des F.T.P.F. Il fut ministre communiste de l'Air en 1945.

- Pierre DAIX, intellectuel communiste, au Parti pendant la résistance, il fut déporté. Il assura par la suite la direction de "La nouvelle critique" et "les lettres françaises".

- Auguste LECOEUR adhère au Parti en 1927, à l'âge de 16 ans. Il combat en Espagne dans les brigades internationales - il y commande un bataillon de la XIV^e brigade - et pendant l'occupation, il organise du 27 mai au 10 juin 41 une grève des mineurs du Nord et du Pas-de-calais. En 1942 il est coopté à la direction nationale du Parti auprès de DUCLOS, FRACHON et TILLON. De 1945 à 1950, il est membre du Comité Central, du Bureau politique et du secrétariat.

(46) "Le P.C.F.: continuité dans le changement" - Auguste LECOEUR - Edition Robert LAFFONT.

Des communistes ont, il est vrai, résisté dès la première heure. En cela, ils ont rejoint les premiers résistants peu nombreux, qui venaient de tous les horizons de l'anti-fascisme: socialistes, syndicalistes, gaullistes, trotskystes, anarchistes, chrétiens etc... des hommes et des femmes qui n'étaient pas prêts à admettre les crimes nazis et le joug de Vichy.

Chez beaucoup de ces résistants, de manière diffuse, la lutte qui se prépare est une lutte totale pour se libérer de la tutelle de l'hitlérisme, de toutes les combinaisons politiciennes réductrices et aliénantes.

le Parti communiste en tant que tel n'entre dans la résistance qu'après l'invasion de l'U.R.S.S. par les troupes allemandes.

La dualité, voire l'opposition, entre un communisme "national" - désarçonné par le pacte HITLER-STALINE de 39, anti-hitlérien en 40 et dès cette date, favorable à la résistance aux côtés des autres opposants du fascisme sur le sol français - et le communisme "officiel" - qui demande la réparation de l'"Humanité" aux autorités allemandes, qui n'appelle pas à la résistance - va entraîner des vagues de liquidations politiques, dans les rangs mêmes du P.C.F.

C'est l'O.S. qui s'en chargera dès 1939.

A PARTIR DE 1939 LES AFFAIRES DANS LE PARTI

Ces affaires ont été révélées par TERUEL-MANIA, puis reprises par d'autres auteurs. (47)

L'AFFAIRE DESIRE

Georges DESIRE avait dirigé le Parti en Seine-inférieure (aujourd'hui, Seine maritime). Il fut contraint comme beaucoup d'autres (entre autres, son camarade PICAN) de vivre dans la clandestinité dès 1940. A ce moment-là, il fut appelé dans la région parisienne par la direction du Parti (DUCLOS, FRACHON). C'est vers la fin 1941 que le

(47) "De LENINE au Panzer-communisme".

Parti, en réalité, les "responsables", fut mis en garde contre G.DESIRE, dénoncé comme "agent de la gestapo". *"cela signifiait très clairement, que, s'il cherchait auprès de nous quelque contact, notre devoir était de l'abattre, comme avait été abattu GITTON"*.

C'est l'interprétation qu'en fait TERUEL-MANIA. Et comme il connaissait intimement DESIRE, il en fut atterré. Pour lui, il était impossible de concevoir la trahison de DESIRE, tellement celui-ci s'identifiait au Parti. TERUEL MANIA se souvint alors, qu'en 1938, *"des bruits avaient courus...que sa soeur était acquise au trotskysme - à l'hitléro-trotskysme, comme on disait alors - qui prouvaient que Georges, dans le Parti, n'avait pas que des amis"*.

Peu de temps avant d'être assassiné, DESIRE fut nommé responsable inter-régional. Cette promotion, attribuée par DUCLOS et FRACHON, fit penser à TERUEL-MANIA que les accusations portées contre DESIRE n'étaient plus fondées. DESIRE fut pourtant attaqué une première fois dans Paris, au bois de Boulogne, par des inconnus et il en réchappa après avoir alerté des passants. Cette attaque fut interprétée par DESIRE et ses proches camarades, comme une erreur à porter au compte d'individus qui avaient été imprégnés par la campagne d'odieuses calomnies.

Mais l'ordre d'assassinat de Georges DESIRE fut donné le 14 mars 1942 et trois exécutants furent désignés. DESIRE devait être abattu comme "agent de la gestapo". TERUEL MANIA poursuit son récit de la manière suivante : *"le 16 mars, un agent de DUCLOS-FRACHON informa Georges qu'il devait rencontrer le lendemain un membre de la direction nationale dans une "cache" appartenant au Parti (le responsable national "aux cadres" s'appelait TREAND). Le lendemain donc, 17 mars 1942, Georges se rendit dans la villa de Chatou dont la direction nationale et trois ou quatre responsables peut-être seuls connaissaient l'adresse, bien que, pour respecter les règles de sécurité, DUCLOS et FRACHON seuls eussent dû la connaître. C'était le guet-apens. A peine Georges eut-il pénétré dans la villa qu'il fut abattu. La nuit venue, son corps fut jeté dans la Seine et il repose aujourd'hui dans un cimetière proche.*

Sur ce drame et à propos de faits que la direction ne peut pas contester, quelle est la thèse, quelles sont les

explications de cette direction? Dans ses récentes "mémoires", Jacques DUCLOS évoque, après d'autres responsables inter-régionaux (je cite): 'le malheureux DESIRE qui, injustement soupçonné d'être à l'origine des chutes, tombe sous les coups de ses frères de combat, victime d'une de ces erreurs que rien ne peut racheter'. Et DUCLOS ajoute 'je connaissais bien ce camarade courageux qui ne méritait pas un destin si cruel et qui a donné sa vie pour la cause de la Libération de la France et pour le communisme'".

Après avoir cité DUCLOS, TERUEL-MANIA remarque que "selon son habitude, J.DUCLOS avoue, puis escamote, sa propre responsabilité.(...) Qui a ordonné l'exécution? (...) DUCLOS là-dessus se dérobe. Une erreur, dit-il. L'explication est courte; Car enfin, un responsable inter-régional ne pouvait être exécuté que sur l'ordre ou au moins avec l'accord de la direction, c'est à dire entre autres, de DUCLOS".

L'épilogue de cette affaire réside dans le fait que TERUEL-MANIA mena un combat de tous les instants, après son retour de Buchenwald, pour que son camarade DESIRE soit réhabilité, et que l'on désigne les responsables. Il rencontra les pires difficultés dans le Parti et connut un certain isolement. Mais la direction ne pouvant envisager d'exclure sans réels motifs un déporté de la résistance, se dirigea vers une autre formule.

Elle fit voter la réhabilitation de DESIRE en 1952 par le bureau fédéral de Petit-Quevilly sans véritable discussion. Et TERUEL-MANIA d'ajouter: "par un coup de baguette magique, le traître se transformait en héros. Exécuté par le Parti, Georges à présent était mort pour le Parti, et même s'était sacrifié pour lui!"

L'AFFAIRE PERI

Tout comme TILLON, Gabriel PERI, ainsi que quelques autres responsables ont lancé des mots d'ordre diamétralement opposés à ceux de la direction du P.C.F.

Quand le 4 juillet 40, l'"Humanité" clandestine imprimait "le peuple de France veut la paix. Il demande d'énergiques mesures contre ceux qui, par ordre de l'Angleterre impérialiste, voudraient entraîner à nouveau les français dans

la guerre", de Bordeaux, TILLON avec d'autres militants proclamaient: "la lutte nécessaire contre le fascisme hitlérien" et dans le même temps PERI lançait ce cri d'indignation: "non, le nazisme n'est pas le socialisme!"

Ces prises de position aux antipodes annonçait la lutte sourde qui allait se dérouler entre deux thèses non réconciliables. Lutte qui ne se termina pas avec la guerre. Car lorsque THOREZ rentra en France en novembre 1944, il affirma vouloir reprendre le Parti en mains...C'est ce qu'il fit! Ceux qui en eurent à pâtir, des communistes résistants authentiques - TILLON, CALONNE, PRENANT, CHAINTRON, GUINGOUIN etc... - qui portaient ombrage à un secrétaire général "planqué" et à une direction aux "velléités collaboratrices".

Toutes les exclusions qui vont suivre apparaissent comme des vengeances, des règlements de comptes personnels, dans un parti où les DUCLOS et les THOREZ ont bien des choses à se rapprocher.

Mais, revenons-en à notre propos initial. TERUEL-MANIA nous cite l'ouvrage d'un stalinien de service "l'histoire du Parti dans la résistance" d'où il tire: "le 16 décembre 1941, Gabriel PERI, arrêté en vertu d'un mandat d'amener de 1939 pour infraction au décret d'interdiction du P.C.F est livré par Vichy aux hitlériens qui le fusillèrent au Mont Valerien". Et TERUEL-MANIA dit: "s'il est vrai que Vichy a livré PERI aux hitlériens, le texte de nos DUCLOS oublie de préciser dans quelles conditions PERI a été arrêté par Vichy".

PERI fut arrêté chez André CHAINTRON, alors qu'il avait un rendez-vous important avec un représentant de la Direction du P.C.

La police fut avertie par "Armand" (pseudonyme de Herman BERTELE), adjoint du responsable des cadres: TREAND. Celui qui est intervenu auprès des autorités allemandes pour la réparation de l'Humanité et, qui est apparu dans l'affaire DEZIRE.

Là-encore, comme dans l'affaire DEZIRE, PERI est attiré dans un guet-apens. Là aussi la Direction va invoquer une "erreur". Mais selon TERUEL-MANIA: "la 'qualité' de TREAND dirigeant responsable sous l'autorité directe de J.DUCLOS, et le fait qu'il ne pouvait prendre d'initiative qui ne fût approuvée par DUCLOS, démontrent qu'il s'agissait d'une machination mûrement préméditée au som-

met et que DUCLOS et Cie en avait au moins connaissance".

PERI, il est bon de le rappeler avait dès le début pris position, tout comme TILLON du reste, contre le pacte germano-russe, c'est à dire contre les directives staliniennes de J.DUCLOS.

Bien plus tard, en le couvrant de fleurs, ARAGON, le poète stalinien de service, glorifiera le courage du symbole PERI: "et s'il était à refaire, je referais ce chemin", tout en entourant d'un étrange silence officiel l'homme PERI, son oeuvre, la véritable leçon de sa vie et son martyr.

Dans son livre paru en 1971, TERUEL-MANIA pose des questions probablement encore d'actualité de nos jours: "où sont les monuments? Où sont passées ces sommes?" Faisant allusion aux collectes réalisées pour édifier des monuments PERI à Paris et Argenteuil. Et il poursuit: "Pourquoi n'a-t-on pas tiré au clair les conditions de sa dénonciation? (...) Pourquoi la fraction "dirigeante" (rajouté par nous) tient-elle à ce que le Parti ignore où est située la sépulture de Gabriel PERI?"

Autant de questions restées, semble-t-il, sans réponse... Pierre TERUEL-MANIA ouvre le débat, ou du moins il tente de le faire, sur une autre question en forme de proposition: "(le Parti) devra étudier dans quelles conditions exactes sont morts des camarades comme le colonel FABIEN ou comment CAMPHIN, par exemple s'est "suicidé". Dans quelles conditions également le groupe Valmy, chargé de missions "spéciales" et obéissant aux ordres de la fraction stalinienne, a liquidé DELOBELLE, ancien membre du C.C., SOUPE, ex-maire de Montreuil, Albert CLEMENT, ex directeur de "Vie Ouvrière" (...) Si dans une période de paix, les staliniens ne pouvaient que se livrer à un assassinat moral (ex: Marty), s'ils ne peuvent à présent, leurs dents usées, qu'anathémiser (ex: Garaudy). Les périodes de troubles - occupation allemande, guerre d'Espagne - ont révélé que les méthodes staliniennes d'élimination physique sont, hélas, exportables!"

Pierre DAIX témoigne lui aussi d'un certain nombre d'affaires qui ont secoué le P.C.F.(48)

(48) "Les hérétiques du P.C.F."

Citons d'abord le cas des communistes "nationaux". Jules FOURRIER, déporté comme Pierre DAIX à Mathausen, lui écrivit à propos de la période 1939: "nous recevions de tous les côtés des injures, des calomnies, en particulier du Parti communiste: 'vendu à la City' était le mot d'ordre à la mode, 'agent de HITLER', 'hitlero-trotskyiste'... J'ai démissionné du Parti le 19 septembre, après l'entrée des troupes soviétiques en Pologne (...) beaucoup de militants quittaient le Parti sur la pointe des pieds, en se retirant purement et simplement, des militants de toutes dimensions. J'en ai rencontré partout qui étaient dans ce cas. A Aubusson, je te dirai même qu'une bonne dizaine de ceux qui étaient avec moi dans la résistance n'étaient pas d'accord avec le pacte HITLER-STALINE et surtout avec la position de THOREZ..."

NIZAN lui-même se trouvera à un moment donné en butte à la vindicte stalinienne. Lui qui s'oppose au pacte HITLER STALINE, se voit cloué au pilori par THOREZ dans un article publié en mars 1940 dans le journal de l'Internationale "Die Welt". Ce journal servait de bulletin de directives aux hiérarchies du P.C. THOREZ écrivait alors: "le 25 août, jour de l'interdiction de l'"Humanité", le traître SAUSSOT tenta de mener à bien une provocation grossière qui fut immédiatement neutralisée. Il proposa au groupe parlementaire l'envoi d'une délégation à l'ambassade de l'Union Soviétique pour 'poser quelques questions'. Cet agent du 'munichois' BONNET voulait par ce moyen procurer du matériel à la campagne calomnieuse menée par la réaction contre les soi-disant (SIC) rapports du Parti communiste et de l'ambassade de l'U.R.S.S. Sa manoeuvre traîtresse fut immédiatement percée à jour par le groupe parlementaire et stigmatisée comme il se doit. Deux jours plus tard, l'indicateur de police NIZAN propageait sous le couvert d'un "plan" de collaboration avec les feuilles bourgeoises pour pallier l'interdiction légale qui frappait la presse communiste, l'idée d'un "communisme national", c'est à dire communisme en parole et nationalisme en fait".

Et Pierre DAIX s'interroge très justement: "quelle aurait été le sort de NIZAN, s'il avait réchappé à Dunkerque, après cette dénonciation du sommet comme 'indicateur de police?' Il est infiniment douteux que les circonstances

de la clandestinité lui eussent permis de s'expliquer et une telle accusation valait à l'époque quelques balles dans la peau. VASSART, au reste, se tirera de justesse d'un attentat à la Libération..."

Malgré la mort de NIZAN au front, les protestations d'écrivains réputés en 1947 (BRETON, LEIRIS, MAURIAC, PAULHAN, SARTRE...) et la demande de sa femme, la diffamation ne s'arrêta pas et l'"Humanité", en affirmant que NIZAN avait quitté le P.C., en rajouta même: "traître à son parti, il a été du même coup traître à la France, en aidant par ses déclarations publiques (?) les DALADIER et les BONNET contre lesquels il écrivait la veille, et tous les agents de la cinquième colonne à mener leur politique criminelle. Peut-on croire que cette attitude ne prolongeait pas une activité antérieure?"

Peut-on aller plus loin dans l'abjection? Seuls les staliniens le savent...

Mais poursuivons...

Almicare ROSSI (dit TASCA) nous renseigne sur les députés qui avaient rompu avec le P.C. et qui avaient pris à la Chambre le nom de "Groupe d'union Populaire Française". Ce groupe était formé de Paul LOUBRADOU, NICOD, FOURRIER, SAUSSOT, VALLAT, DEWEZ, PILLOT, DAUL, JARDON, FOUCHARD... La trajectoire de ces hommes nous montrent de manière indiscutable quelle fut la valeur des accusations portées contre eux par les staliniens défenseurs du pacte. DEWEZ, PIGINNIER et FOURRIER ont été déportés en Allemagne. GAYMAN, NICOD, FOUCHARD, JARDON, SAUSSOT et VASSART prirent une part très active à la résistance. VALAT et PILLOT furent emprisonnés par les allemands plusieurs fois. NAILE s'est suicidé lors de l'entrée des troupes hitlériennes à Paris. BENENSON est mort dans un camp en Allemagne. HONEL a été déporté en vertu des lois raciales et LANGUMIER a fait partie d'un réseau de résistance. Ce sont ces hommes qui ont trahi aux yeux des moscou-taires!

"Marcel CACHIN oubliera de nommer Roger BENENSON dans son discours en qualité de doyen d'âge à l'assemblée nationale, parmi les députés morts pour la France (...) Mais puisqu'il a trahi en janvier 40". Les guillemets qui encadrent le mot trahi marquent à n'en pas douter le dégoût qu'éprouvait ROSSI à la simple pensée que des

hommes comme CACHIN pouvaient se permettre de salir la mémoire de résistants authentiques.(49)

Mais déjà en 1940, l'"Humanité" clandestine n'avait-elle pas donné toute sa mesure à cette vaste entreprise de délation? Délation qui a touché des hommes qui, dès le 17 mai 1940 ont publié un manifeste dans lequel ils demandaient à tous de se "dresser aux côtés des nations qui mènent le nécessaire combat contre l'hitlérisme". ROSSI souligne que "le Parti essaie de les souiller moralement avant de les détruire physiquement. Mais la suppression physique est voulue et elle sera poursuivie, non sans succès, pendant des années. L'"Humanité" du 8 août proclame la chasse aux traîtres en spécifiant qu'il s'agit de ceux qui ont signé le manifeste de l'Union Populaire Française lu à la radio le 1er mai 1940".

Ainsi les communistes qui ont tenté une démarche auprès des autorités allemandes pour obtenir le "droit" de faire réparaître légalement l'"Humanité" et la presse communiste s'estiment accrédités pour juger et régler le compte de ceux qui se sont dissociés d'une politique d'abandon pour résister dès 1940 contre l'occupant nazi. Pierre DAIX, citant ROSSI confirme que les "exemples fournis par ce dernier n'ont jamais été contestés depuis 1951 par le P.C.F."

ROSSI qui écrit: "les dissidents étaient des adversaires, les pires adversaires: le Parti en a poursuivi l'élimination quelle qu'ait été leur attitude sous l'occupation. Il en a massacré un certain nombre malgré leur participation à la résistance: Léon PIGINNIER rentré de sa déportation en Allemagne, Cyprien QUINET et Fernand VALAT, sortis de prison, Charles BOURNETON, membre d'un réseau de Clermont Ferrand, beaucoup d'autres ont été liquidés à la faveur des troubles de la Libération sans qu'on put articuler contre eux le moindre grief, sinon celui de s'être prononcés contre le défaitisme du Parti en 1939-1940". Pierre DAIX termine le chapitre intitulé "la discipline du secret" par une apparente prise en compte des thèses avancées dans "l'histoire du P.C.F." rédigés par des oppo-

(49) "Les communistes français pendant le drôle de guerre" - A. ROSSI.

sants du bulletin "UNIR" (dont TERUEL-MANIA). Il écrit: "le testament de CATELAS existe encore, mais plus pour longtemps. FRIED (CLEMENT) a été assassiné en 1943 dans sa planque de Bruxelles et sa mort paraîtra aussi louche que l'arrestation de PERI. On l'impute généralement aux services secrets soviétiques. VASSART, qui a réchappé d'un attentat, est un des rares à l'époque à oser dénoncer le P.C.F."(50)

Charles TILLON revient lui aussi sur le drame vécu par Jean CATELAS: "...qui donc nous a menti à propos de ceux qui avait obéi à STALINE et à DUCLOS dans l'affaire de l'"Humanité" en attendant à la conscience de Jean CATELAS guillotiné à la prison de la Santé?"

En effet, en octobre 1940, Jean CATELAS fut arrêté. Il fut guillotiné un an plus tard, le 26 septembre 1941. Il avait réussi à faire passer des notes destinées à un camarade, député d'Amiens. Ces notes relataient les démarches effectuées en 40 pour la réparation de l'"Humanité" auprès des nazis, ses bourreaux. Et TILLON d'ajouter: "la conscience de CATELAS exigeait que la critique des directives de l'I.C. soit faite un jour devant le Parti dans son intérêt. quand elle allait devenir possible. Le dépositaire de ces notes fut mis en demeure par Maurice THOREZ lui-même (sous peine d'exclusion comme titiste) de les lui remettre".

A l'occasion du procès que TILLON lui-même, et MARTY eurent à subir devant le Parti dans les années cinquante, il nous livre le nom de BEYER, son propre beau-frère, chez qui il rencontra MARTY en juin 51. Et dans un renvoi en note, il écrit: "BEYER savait qui était chargé de liquider GUINGOUIN en zone sud".

GUINGOUIN réussit à passer au travers, mais il fut exclu en 1953. Dans un numéro de l'"Indépendant"(51) de l'époque, il est fait mention des "menaces qui pèseraient sur lui".

TILLON vient ensuite à parler du terrible épisode de la mort de René CAMPHIN, découvert asphyxié le 6 mars 1954 à 8H30, dans une chambre exigüe et froide de la rue du Faubourg du temple à Paris. René CAMPHIN devait témoigner

(50) "Les hérétiques du P.C.F"

(51) "L'Indépendant": quotidien des Pyrénées Orientales.

le 5 mars devant le C.C. du P.C. au cours d'une commission d'enquête effectuée par le Parti contre Auguste LECOEUR. TILLON dit: "René CAMPHIN est ulcéré de voir LECOEUR mis en cause par MAUVAIS (...) il quitte la séance le 5 mars en prétextant un malaise". Et il précise que la pièce qu'habite CAMPHIN "n'est chauffée que par un radiateur à gaz dont le compteur s'ouvre et se ferme dans l'escalier de l'immeuble (...) au matin du 6 mars 1954, on attendait CAMPHIN au comité central. Un délégué du secrétariat, Roger ROUCAUTE, trouvera René CAMPHIN, député du Pas-de-calais, mort asphyxié. Un colonel BAUDOIN (52), qu'aucune épreuve ne fit jamais reculer, se suicide-t-il? L'utilisation des moyens de terreur employés par ceux dont on a partagé l'idéal serait donc plus insupportable, au point de perdre la tête, que les formes de la terreur hitlérienne éprouvée par CAMPHIN? Alors, une mort accidentelle... un coup de vent assassin (le thème de la police), qui passe sous la porte d'une chambre de pauvre et souffle la petite flamme, aussi simplement qu'on peut fermer un robinet dans un escalier ouvert sur la rue... le témoin de tous les combats de la résistance et de l'Insurrection de Paris, prendra place sur la liste des militants morts inexplicablement. CAMPHIN, lui, n'avait ouvert sa porte à personne... ni son âme".

Pour terminer sur le chapitre des affaires internes du P.C., nous emprunterons une fois de plus à TILLON qui nous relate la triste fin de Julien LAHAUT, secrétaire et fondateur du P.C. belge.

"le 6 juillet 40, le député Julien LAHAUT (...) préoccupé de faire rentrer au pays ses compatriotes réfugiés en France, obtient de REEDER (chef des services spécialisés du parti nazi pour ce rapatriement) l'autorisation de se rendre dans le Midi de la France pour ramener les belges au travail (1)".

Le renvoi à la note explique que le 1er juillet 40 (à la même date), l'"Humanité" clandestine de Paris écrivait "contre les saboteurs de la reprise du travail qu'il faut mettre hors d'état de nuire".

Et TILLON poursuit: "de retour, il tient des meetings pu-

(52) grade et nom de CAMPHIN dans la résistance.

blics, usant de son titre de député communiste jusqu'au jour où Hitler attaquera l'U.R.S.S. Le 22 juin 41, il sera arrêté. Pour qui donc cet homme devint-il embarrassant? En 1956, Julien LAHAUT sera "mystérieusement assassiné par un inconnu(2)".

Cette seconde note détaille l'événement. Julien LAHAUT fut exécuté comme l'avait été CLEMENT en 1943, à Bruxelles en ouvrant sa porte à un "inconnu".

Cette note précise: CLEMENT, alias FRIED, tchèque, fut mis en cause comme "trotzkiste ennemi du peuple" dans les sombres procès de 1952. (53)

Dans le livre écrit par François CREMIEUX et Jacques ESTAGER, "Sur le Parti communiste, 1939-1940", on trouve une note biographique sur Eugen FRIED, qui laisse entendre que celui-ci aurait été assassiné par les nazis. Mais alors, pourquoi ne l'auraient-ils pas fait parler avant de l'abattre? Il détenait des secrets très importants concernant l'I.C. et les P.C. européens. Les assassins "ont ignoré l'identité et le rôle de leur victime", nous dit-on. L'explication paraît un peu courte, quand on nous dit par ailleurs que ces mêmes assassins sont spécialement venus de Berlin et que, comme le précise TILLON, en 1952, les communistes staliniens traiteront FRIED de "trotzkiste ennemi du peuple".

Mais, de cela, CREMIEUX et ESTAGER ne soufflent mot. Peut être l'ignoraient-ils?...

VOILA SI BESOIN ETAIT, DES FAITS, CONNUS POUR CERTAINS (FORT PEU PROBABLEMENT) INCONNUS POUR LE PLUS GRAND NOMBRE, QUI DONNENT LA COMPLETE MESURE DES AGISSEMENTS DES DIRIGEANTS STALINIENS. EN MEME TEMPS, ILS NOUS PROUVENT QUE LES FRONTIERES DU CYNISME PEUVENT ETRE REPOUSSEES TRES LOIN, QUAND ON VOIT L'UTILISATION QUE LE PARTI FAIT DE CERTAINES PERSONNALITES QU'IL A CONTRIBUE, LUI-MEME, A FAIRE DISPARAITRE...

(53) toutes les citations de Charles TILLON sont tirées de son livre "On chantait rouge".

LA RESISTANCE LIBERTAIRE

Les anarchistes, les syndicalistes, les révolutionnaires en général, luttèrent contre l'envahisseur nazi avec les moyens qu'ils avaient à leur disposition.

May PICQUERAY raconte les péripéties de la résistance à Paris et à Toulouse, où des compagnons libertaires s'étaient regroupés.

Fernand RUDE (54) explique qu'"après la guerre de 39-40, qui brisa l'unité syndicale, et l'occupation de la plus grande partie du sol français, Lyon devint la capitale de la résistance. Dans cette ville où une élite intellectuelle réfugiée de la zone Nord conjugue ses efforts avec ceux d'éléments locaux, des organisations se constituent dès 1941: Libération, Combat, Franc-Tireur, dont la première surtout cherche à se lier au mouvement ouvrier. Sur ce terrain fertile, la presse clandestine s'épanouit. En mars 1942, vient y prendre rang un petit journal ouvrier: "L'insurgé", organe socialiste de libération prolétarienne, qui porte en épigraphe la devise des canuts lyonnais

"Vivre en travaillant ou mourir en combattant." Avec "L'insurgé" qui, en 1943 subit durement les coups de la répression, fusionneront "Le peuple syndicaliste", fondé par les militants de la C.G.T. et plus tard "Libérer et fédérer". A côté d'autres journaux clandestins à fort tirage où s'expriment les grandes tendances de la C.G.T. ou de la C.F.T.C., ces modestes petites feuilles où l'on appelle à la "libre fédération des nations libérées du fascisme" sont comme une résurgence du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, fortement teinté de fédéralisme proudhonien".

il faut citer par ailleurs que des numéros clandestins du "Lien", organe des membres de la Fédération Anarchiste, circulèrent pendant l'occupation ainsi que des tracts de la "résistance libertaire" ou des feuilles "syndicalistes révolutionnaires".

(54) "Le mouvement ouvrier à Lyon" - Fernand RUDE - Ed. Federop.

Cette activité libertaire dans la résistance se trouvait amplifiée par l'immense contribution du Mouvement Libertaire Espagnol en exil (M.L.E.). Celui-ci lutta en masses au travers de groupes autonomes, dans les groupes du M.U.R. (Mouvement Unifié de la Résistance), avec les F.T.P.F., les F.F.I. (Forces Françaises de l'Intérieur), Avec à l'appui des documents de l'époque, en intégrant les témoignages de compagnons qui ont vécu ces événements il prouve le haut degré de combativité des anarchistes dans les maquis du sud de la France.

Les relations qui ont existé à partir de 1944 (avant la Libération) entre les autorités de la résistance fran- (F.F.I. et autres) dans le sud de la France et des représentants du M.L.E. sont là pour témoigner de la vivacité de cette forte présence de nos compagnons anarchistes dans les combats menés contre le fascisme hitlérien. dans les maquis aux côtés des résistants français. La C.N.T. espagnole s'est reconstituée en France à partir de 1941. José BERRUEZO nous fait revivre la longue et exaltante période de reconstruction de l'anarchosyndicalisme espagnol sur le sol français.(55)

Federica MONTSENY décrit les activités de résistance d'un certain nombre de ces compagnons. Individuellement ou en groupes, ils ont traversé cette période tragique en continuant la lutte commencée quatre ans plus tôt contre le fascisme international et ses alliés.(56)

Une des figures légendaires de cette résistance est à n'en pas douter Francisco PONZAN (VIDAL), anarchiste espagnol qui organisa les groupes de passeurs parmi les plus connus. Il fera passer plusieurs centaines de personnes de l'autre côté des Pyrénées (vers le Portugal, notamment).

Après l'occupation de la zone libre, la répression s'intensifiant, PONZAN sera appréhendé en octobre 1942. Il s'évadera mais sera repris et condamné une première fois, puis une seconde (en tout, dix-sept mois de prison). Il aurait dû être libéré avant août 44, car sa peine avait été purgée. Mais la gestapo le récupérera des mains du

(55) dans "Contribucion a la historia de la C.N.T. de España en el exilio" - José BERRUEZO - Ed. Mexicanos Unidos.

(56) dans "Pasion y muerte" - Federica MONTSENY - Edition Espoir.

sinistre commissaire MARTY de la ville de Toulouse. Peu de jours avant la libération de la ville rose, le 17 août il sera exécuté avec 53 résistants français et espagnols dans une forêt près de Buzet-sur-Tarn. L'activité de l'exil espagnol à partir de l'occupation allemande jusqu'à l'été 44 sera riche en événements.

José BORRAS relate certains faits qui nous intéressent à plus d'un titre.(57)

Ces faits concernent tout d'abord la création de l'Union Nationale Espagnole (U.N.E.), exactement le 7 novembre, dans une réunion connue dans l'exil espagnol sous le nom de "Conférence de Grenoble".

Pour BORRAS, cette réunion "a été célébrée sans aucun doute possible à Toulouse".

C'est le Parti communiste espagnol qui fut l'instigateur de la création de l'U.N.E. Il fut dit que l'U.N.E. était composée de tous les secteurs de l'exil. En fait, le seul mouvement réellement organisé dans l'U.N.E. fut le P.C.E. les autres membres étaient présents à titre personnel, jamais au titre des organisations.

En remontant dans le temps, c'est de Moscou, le 22 septembre 42, que le bureau politique du P.C.E. lançait un appel à la constitution d'un "gouvernement d'union nationale allant de la C.N.T. aux secteurs les plus conservateurs (non phalangistes)".

En réalité, l'U.N.E. au niveau des organisations, ne groupa jamais que le P.C.E. et les forces les plus réactionnaires, notamment la C.E.D.A. de Gil ROBLES(58)... de sinistre mémoire pour les mineurs des Asturies qui, en 1934 eurent à subir la répression de ce "démocrate" à la sauce stalinienne.

En 1943, apparaît "Reconquista de España", organe de l'U.N.E. En septembre de la même année se constitue la "Junta Suprême d'Union Nationale" en Espagne avec les mêmes participants qu'en France.

Parallèlement à Mexico, se formait le 20 novembre 1943 la "Junta Espagnole de Libération". Cette alliance démocra-

(57) dans "Políticas de los españoles exilados" - José BORRAS - Edition Ruedo Iberico.

(58) Conférence Espagnole des Droites Autonomes.

tique fut formée autour des forces républicaines et socialistes. La C.N.T., l'U.G.T. et le M.L.E., qui représentaient la grande masse de l'antifascisme espagnol, étaient exclus du sein de ce regroupement.

En France, les contacts entre les organisations antifascistes englobèrent les mêmes organisations qu'au Mexique mais avec l'apport des syndicats C.N.T. et U.G.T. ainsi que celui du M.L.E.

Le 9 septembre 1944 se constituait à Toulouse le comité de relations des forces démocratiques espagnoles. Cette constitution fut aussitôt rendue officielle auprès des autorités françaises.

Dans sa déclaration, le comité: 1° rendait hommage au courage admirable des forces de libération et au gouvernement provisoire de la République française, 2° déclarait qu'il n'était représenté dans aucune autre entité étrangère aux organisations indiquées (allusion à l'U.N.E. plus qu'évidente), 3° recommandait à ses affiliés d'entrer en contact uniquement avec leurs organisations représentatives.

Il ajoutait que, malgré l'enthousiasme né de la coopération lors de la lutte armée contre les régimes totalitaires, les adhérents à ces organisations ne devaient en aucun cas, s'immiscer dans la politique intérieure française (là encore, l'allusion aux pratiques communistes est très claire).

Le 23 octobre 1944, à Toulouse, se constituait la J.E.L., comité de France, avec les mêmes objectifs que la J.E.L. de Mexico.

En France, les forces syndicales (C.N.T.-U.G.T.) et le M.L.E. non seulement y étaient représentés, mais en fait en étaient l'élément moteur.

Pour le mouvement libertaire et la C.N.T., les signataires furent: Bernardo MERINO, Manuel CHECA, Juan Manuel MOLINA Paulino MALSAND et Francisco SENNER. Pour l'U.G.T.: Pascual TOMAS, Paulino G. BELTRAN et Arsenio JIMENO. La gauche républicaine, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (P.S.O.E) l'Union Républicaine et le Parti Républicain Fédéral étant les autres signataires.

La J.E.L. dans cette période, passa selon l'expression de BORRAS *"la moitié de son énergie (...) dans le combat contre l'autre bloc de l'exil"*. Il est vrai que l'autre bloc

(l'U.N.E. communiste) se targuait d'avoir seule la reconnaissance et le soutien des autorités françaises. Il n'est pas moins vrai que le P.C.F., introduit dans tous les rouages administratifs et militaires à la Libération, favorisait de manière scandaleuse cette prétention à l'hégémonie de son homologue espagnol sur l'ensemble de l'exil.

C'est dans ce climat que les communistes espagnols, et quelquefois français, ont commis des crimes odieux contre des individus et par les individus, contre les mouvements pour la simple raison qu'ils ne pensaient pas comme eux et qu'ils le revendiquaient.

Les autorités françaises furent alertées rapidement par les responsables de la J.E.L. et des organisations visées (C.N.T., U.G.T., F.A.I., P.S.O.E., P.O.U.M.).

Les agissements des communistes furent dénoncés dans les colonnes de certains journaux de l'époque. Ceci n'empêcha pas les communistes de continuer (et cela dure encore de nos jours) à salir la mémoire de nos compagnons anarchistes morts sur le sol français ou sur le sol espagnol dans le combat contre le fascisme.

Les témoignages qui suivent montrent à l'évidence que dans cette période, le fascisme rouge a rejoint le fascisme brun.

ULTIMA HORA

Sopitas últimas noticias
expuestas, se descomponen
al meditarlas, parece in-
minente. Con sólo el arma-
mento, afirman a demás na-
dela suficientemente que
través para hacerse
definitivamente.

EXILIO

ULTIMA ZONDA

Tampoco la nota de finiti-
vamente sus relaciones di-
plomáticas con Alemania.
La declaración de guerra,
entre ambos países se in-
minente, Europa entera se
levantó contra el Imperio
alemán.

Editado Por la Regional nº 3 afecta a la Confederacion Nacional del Trabajo de Espana

Numero 1

3 Agosto 1944

Precio : 2 fr.

VIGENCIA ACTUAL

En una mirada rápida a nuestros últimos
cien años, aparece este momento, el presente,
como el más propicio y singular para sentar
posiciones. Froláyas, en el mundo de los
griegos, sentó la afirmación categorica de que,
« el hombre es la medida de todas las cosas ».
Si adoptamos pues, el axioma, caremos en la
cuenta de que las cosas vivimos a crearlas bajo
el punto singular de la capacidad del hombre.
Y en esta tarea aplicaremos, acoplándonos a
la creencia realidad presente, todas nuestras
actividades, para ofrecer, al mundo la parte
esencial de nuestra creación constructiva,
como hombres y como colectividad que aspira
a un lugar preeminente en las tareas re-
constructivas de la moderna civilización.

Publicamos EXILIO, para todos los
españoles. Queremos que sea el aliento espe-
ranzador y positivo de todos cuantos sufrimos
idénticos sufrimientos en nuestra guerra civil
de España, primero, y luego en el adverso
exilio. Ofrecemos, nuestra calor y nuestro
aliento, para seguir la marcha juntos, todos
juntos hacia la meta de nuestra liberación.

Apareceremos en estos momentos cruciales,
en que el camino está sembrado de espinas.
Nada ni nadie nos arredra nunca en el mismo.
Y apesar de las dificultades presentes, apa-
recemos por que todos los movimientos políti-
cos sociales contemporáneos, han tenido
siempre un organo periodístico de expresion.
Y nosotros, no podiamos omitir tan impor-
tante detalle y con todas nuestras responsabi-
lidades del momento, queremos orientar —
como españoles — situar nuestra vision
politica y social a la faz del mundo, porque
pensamos y en nuestros corazones palpita
la angustia del destino historico de España.

LOS RUSOS AVANZAN

Los rusos, quienes, dejando atrás centenares y
centenares de kilo metros, las tropas rusas, se han si-
tuado en el corazón de la tan odiada Polonia. Buen
trabajo.

Peró, ¿ qué es lo que va a ocurrir finalmente con esta-
nación que todo su anhelo radica en independizarse de
tutelas extranas?

Atengámonos a los acontecimientos.

UNA SEMANA
DE GUERRA

Mientras el canon, en los frentes,
sigue entonando su trágica voz de
muerte, nosotros, quienes soportamos
idéntica suerte en la cruenta guerra
que el fascismo nos hizo en España,
sincronizamos tensamente nuestra
vidal compás de las hondas.

Recogemos, y sin mezclar en
detalles forjamos ideas y concertamos
criterios siguiendo la marcha aca-
elerada de los acontecimientos.

Nos hablan que Hitler ha sido
aumentado. No se reconocian detalles
al efecto. Y todo parece un bluff de
gran estilo americano. Posiblemente
asi sea en vista — es un decir —
de su dramática caída.

Lo cierto es que la guerra contin-
ua, y dentro las presuntas grandes
posibilidades de terminarla no la
termina.

Porque, si verdaderamente Hitler
ha sido aumentado, es que el descom-
pacto nava en Alemania. Y si esto
existe, ¿ porque no aprovechar la
conyuntura para apilar el destino
definitivamente? Aquí radica la in-
cognita. En francés, diríamos que
drive de guerr.

Como continuación a semejante
estado de cosas y para forjarse una
próxima idea sobre la moral ex-
tente en el campo alemán, debemos
senalar tan sim temate la desorga-
nización que todos estos hechos —
aumentado a Hitler, avance inconten-
tible de los rusos, bombardeos aéreos,
ofensivas liberadoras de Europa, por
los anglo-americanos, etc. — han
producido en sus filas.

De Burdeos, nos sensala que en
todo el litoral del Atlántico, los traba-
jos de fortificación han sido suspen-
didos. Que la famosa organización Todt
y sus « voluntarios » obreros, se
pasan los días tumbados a la barba,
que todo va perdiendo el ritmo in-
tensivo y que nada al medio son
casaca de restabierre.

Así y que lo que se espera es,
el derumbamiento total y definitivo
de semejante armatoste aser.

Resurgimiento

Renacer, resurgir; he ahí
dos frases, dos verbos que
compendian y resumen todo
el proceso historico de la
Confederacion Nacional del
Trabajo de España.

Todos los que intentaron
hacer desaparecer el orga-
nismo sindical más vital
que en España ha existido,
encontráronse al final de-
fraudados en su empeño:
la C. N. T. renació, después
de cada período represivo,
con más vitalidad con más
potencia organica. A las
persecuciones policíacas,
— a los encarcelamientos en
masa, en contradicción con
el espíritu de las leyes y la
Constitución del país, a las
torturas, a la violencia de-
sentrenada de lo que vulgar-
mente se llama gentes de
orden contesto nuestra or-
ganización redoblando su
propaganda, apretando sus
cuadros de defensa, unifi-
cando el pensamiento y la
acción de sus militantes en
un esfuerzo común de-
frente las oleadas de violen-
cias inusitadas y de odioso
reprimidos salio siem-
pre; siempre triunfante
Renacio Resurgio.

El fenomeno de antano
se produce o reproduce
nuevamente. Después del
hundimiento de la Republi-
ca, que otra vez — esta de ver-
dad — había instaurado legalmente
por medio del sufragio, que
más que hundimiento fué
entrega de España al fascis-
mo, provocada por las
fuerzas reaccionarias, por
las gentes de Hitler, parecia
que otra vez — esta de ver-
dad — nuestra organización
iba a desaparecer definiti-
vamente. Y he aquí que ha
bastado el esfuerzo de un
pundado de hombres para
que toda la militancia exi-
lida en Francia, en un
ejemplo magnifico de soli-
daridad y responsabilidad:

"EXILIO" - organe confédéral paraissant sous la résistance.
(regional N°3 de la C.N.T.).

L'INSURGÉ

Liberté, Egalité, Mort aux tyrans.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.

Convention 1792

Les Canuts de Lyon 1830

ORGANE DE LIBÉRATION OUVRIÈRE ET PAYSANNE

Pourquoi l'Insurgé

Parce que nous nous insurgons contre toutes les puissances d'oppression, quelles qu'elles soient; nazisme, fascisme, église, capitalisme et que nous sommes résolus à opérer la transformation radicale et révolutionnaire de la société pourrie, vivante de la guerre et de la misère des classes prolétariennes, en une société socialiste où le bonheur ne sera pas un privilège, où la misère une fatalité.



A Vichy

Le gouvernement actuel est un gouvernement mercenaire, Pétain un vaniteux impuissant, les chiffres parlent; Impôts pour 1942 salaires et traitements 6 milliards, Bénéfices commerciaux 3 milliards; Agriculture 60 millions; 1 Quels sont les éternels dupes ?

La Légion

Attention, camarades ouvriers, à la Gestapo française qui est la légion, partout elle infiltre ses policiers, dans les usines, dans les transports, soyez prudents car ces gens là sont des délateurs à la solde de Vichy et des hitlériens.

La Charte du Travail

C'est une duperie, un immense bobard que Vichy n'appliquera jamais, elle est tout simplement la baguette du chef d'orchestre, car voyez-vous ouvriers, il faut vous faire prendre patience, et comme dit le proverbe, on n'attrape pas les mouches avec du vinaigre. Nous reviendrons plus longuement sur la charte, les salaires, et le coût de la vie dans un prochain numéro.

Le procès de Riom

On juge à Riom, paraît-il les responsables de la guerre! Ou sont les responsables? Pour nous prolétaires les responsables sont les capitalistes, qui, comme disait Jaurès,

portent en eux la guerre comme la nuée porte l'orage, les vrais responsables de la défaite sont ceux qui au Grand Conseil de Guerre se sont opposés au prolongement de la ligne Maginot jusqu'à la mer du Nord; Pétain a été un de ceux-là; d'ailleurs le vrai but de la guerre était la revanche de 36, reprendre aux ouvriers, tous les avantages acquis, l'Eglise également voulait de nouveau régner.

Pour cela il fallait être battus, nous avons été vendus et le gouvernement Pétain s'est imposé au peuple avec l'appui des mitrailleuses allemandes; vous avez compris où sont les responsables? A qui le crime profite-t-il! Mais patience c'est nous qui jugerons!

Le Ravitaillement

La Préfecture du Rhône est le plus grand centre du marché noir de la région, d'ailleurs bien représenté par la triplette, «Ang li, Gerlier, Villiers».

Un trafiquant M. . . . d'une commune de la Loire pris au moment où il transportait des denrées contingentes, a été relâché aussitôt après avoir révélé pour le compte de qui il travaillait.

Des tonnes de pommes de terre ont gelées par la faute des pouvoirs publics chez un grossiste de la Guillotière, distribuées elles n'auraient pas gelé chez nous.

A Miribel, la viande ne manque pas, ce sont les tickets qui manquent comme partout d'ailleurs, et on la laisse pourrir plutôt que d'augmenter les rations, une grande quantité de viande avariée a été saisie dans les boucheries de Montluel. Ménagères, multipliez vos démarches

Travailleur notre combat est ton combat

Les Tracts
de la "RÉSISTANCE LIBÉTAIRE"

Avec le Peuple de la Résistance ? Oui!
Avec les Politiciens de la Résistance ? Non!

L'AUTRE LIBÉRATION

La première libération, CELLE QUI CONDITIONNAIT TOUTES LES AUTRES, c'était la libération de la Gestapo, la libération de la Brute hitlérienne et fasciste, celle à laquelle ont œuvré tous les militants ouvriers, tous les révolutionnaires dignes de ce nom, cette libération acquise tout n'est pas terminée !

Libéré du soudard et du tortionnaire hitlérien, il nous reste à réaliser la libération totale du monde du travail QUI NE PEUT ÊTRE QUE L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES. - "Le petit fonctionnaire au salaire insuffisant, et sous-alimenté, n'est pas libre. - L'ouvrier resté esclave de la condition prolétarienne n'est pas libre.

L'enfant manquant de lait, ses parents manquant de pain, nos vieux et nos chômeurs, n'ont que la liberté de crever de faim, pendant que les riches les puissants, les capitalistes ont brioche viande et beurre à volonté. - Or nous n'avons pas lutté pour restaurer le privilège et le profit capitaliste, nous avons lutté pour nous libérer de notre condition l'asservis et d'exploités. Certes nous avons brisé le climat de servitude instauré par Vichy et nous le devons en grande partie, au forces de la Résistance populaire. Mais les forces bourgeoises et politiciennes s'opposent comme hier à l'abolition du salariat, à la chute du capitalisme, à l'émancipation du travail. Elle s'opposent à l'autre libération, à NOTRE VRAIE LIBÉRATION.

Nous voyons et nous souffrons toujours les mêmes injustices, des mêmes iniquités. Aux uns les taudis, aux autres les palais. Aux uns les privations, et aux autres les avantages du marché noir. D'un côté ceux qui maigrissent, de l'autre ceux qui s'engraissent. Nous voulons que cela cesse !

Puisque la lutte contre les trusts est un trompe l'œil, puisque les scandales du marché noir continuent. Puisque l'opération ~~provoque~~ reste à faire. Puisque la vie économique du pays reste placée sous le signe de la terre d'empignone au profit des cyniques et des puissants. Puisque l'État est dans l'impossibilité de mettre un terme à l'augmentation sans cesse croissante du coût de la vie. Puisqu'il s'avère incapable d'assurer à chacun son droit à une existence décente et normale. Puisque les promesses des politiciens de la Résistance sont, une fois de plus, des promesses de politiciens s'est-à-dire mensonges et duperies. Puisque les augures de partis freinent l'action révolutionnaire à grands coups de discours. Puisque s'affirme une fois de plus, la faillite de l'ordre capitaliste, NOUS DÉNONÇONS LE CAPITALISME ET LES ENDORMEUS COMPLICES DE L'ÉGLISE ET DE LA POLITIQUE COMME LES ENNEMIS RÉELS DE NOTRE LIBÉRATION.

C'est en les combattant que nous fonderons une société meilleure qui permettra une civilisation véritable ou chaque travailleur pourra satisfaire équitablement à ses besoins. Nous ne voulons plus de l'exploitation du plus grand nombre par quelques privilégiés. Nous voulons la transformations complète de la société actuelle par la socialisation de tous les moyens de production, de répartition et d'échange, par l'organisation de l'activité économique par les producteurs, techniciens et ouvriers. NOUS VOULONS REMPLACER LE NÉFASTE GOUVERNEMENT POLITIQUE DES HOMMES PAR UNE RATIONNELLE ADMINISTRATION DES CHOSES CONFIEE AUX Syndicats ET AUX COMMUNES, CELLULES DE BASE DE LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN.

Tel est notre programme et c'est par sa réalisation de ce programme SEUL, que syndicalistes, libertaires, révolutionnaires, nous construirons un monde libre et fraternel.

MANUELS et INTELLECTUELS, PAYSANS et OUVRIERS de tous métiers
EN NOUS LIBÉRANT NOUS LIBÉRONS L'HUMANITÉ,

Lisez - Reproduisez - Faites circuler le présent tract.
Constituer vos groupes de la Résistance Libertaire.

Manifeste des Groupes Libertaires à tendance Anarcho-Syndicaliste

POUR UNE PAIX SOCIALE ENTIERE

Un régime odieux prend fin. Nous sommes sur le chemin de la PAIX. Les bombes, les canons, la mitraille vont faire silence. Il faut que ce soit à jamais.

Il faut que la dure leçon de ces cinq années de guerre porte ses fruits.

Méditons longuement, profondément sur les larmes de nos morts, méditons sur nos blessures, sur nos misères, sur nos ruines.

Pensons au bien-être que les milliards d'êtres occupés à la guerre auraient pu apporter à la PAIX.

L'Humanité doit se préoccuper dès aujourd'hui, de faire naître des cendres encore humides, du passé et du présent, une ÈRE NOUVELLE.

Une ère de PAIX SOCIALE où le bonheur de chaque individu soit caractérisé par une constante amélioration de son matériel et moral.

Est-ce possible ?

Oui, si nous voulons rompre avec les errements passés.

Il ne faut plus que les peuples confient à des malfaiteurs, des arrivistes, des fous ou des criminels le soin de les conduire les yeux fermés.

Il faut au contraire que la classe qui travaille, qui produit, participe pratiquement et activement aux destinées du pays et par cela même à celles de l'Humanité toute entière.

Les travailleurs raisonnables et conscients de leur devoir d'hommes, doivent s'entendre sur des points précis visant l'économie d'un pays; cette économie qui est en définitive la base de la vie sociale.

C'est au sein de l'organisation syndicale que cette entente peut et doit se faire.

Le but à atteindre n'est point la prédominance d'une idée, d'une classe, d'un parti, d'un clan, d'un bureau mais, pour tous, d'une rationnelle et méthodique organisation de vie.

Seuls les syndicats peuvent créer cette ambiance de concorde sociale.

Au travail donc :
Instaurons une paix dans tous les domaines en supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme ainsi que son assujettissement à des lois tyranniques

Fidèles au passé syndicaliste de la C. G. T., à l'œuvre de ses pionniers, les VALLA, FELLAINA, POUCHÉ, GIFFUÈLLES, VYETOT, nous entendons poursuivre leur action révolutionnaire.

Nous définissons succinctement notre position dans la lutte à mener :

— Indépendance et autonomie absolue du mouvement syndicaliste vis-à-vis des partis politiques.

— Liberté de parole, de réunions, d'écrits, pour tout ce qui concerne l'organisation économique du pays et de la PAIX.

— Remise entre les mains des travailleurs des moyens de production.

— Remise aux mains de l'organisation syndicale de la direction économique intérieure et extérieure du pays.

— Création des coopératives de production et de distribution.

— Disparition des banques et du principe d'intérêt et de toutes les obligations financières.

— Gratuité de l'enseignement.

— Mise sur pied d'un plan d'urbanisme.

— Conditions nouvelles de vie et de travail de la femme et de l'enfant.

Nous demandons aussi à la C. G. T. la révision de ses statuts en vue de permettre à tous ceux qui vivent du seul produit de leur travail professions libérales ou indépendantes : savants, intellectuels, artistes et artisans, etc.), de rejoindre les rangs de la C. G. T.

Nous croyons exprimer ici, les revendications de tous les syndicalistes ainsi que tous les hommes qui luttent ardemment pour voir l'Humanité conquérir le bien-être, la liberté et la PAIX.

Tout travailleur manuel et intellectuel détermine toute la vie d'une Société. Il doit en être conscient et en conséquence être maître de la direction de son travail ainsi que de son produit.

Dès aujourd'hui, les travailleurs doivent se grouper dans les syndicats de la C. G. T. former bloc pour préparer la Société de demain, ce demain qui sera très proche si nous le voulons tous, avec enthousiasme, courage et volonté.

Vive la LIBERTÉ, la SOLIDARITÉ, et que la PAIX règne enfin pour toujours.

Les Groupes libertaires à tendance Anarcho-Syndicaliste de la Région Toulousaine.

Appel aux Syndicalistes Révolutionnaires

L'Union Syndicale Condition Essentielle de Salut

Nul ne contestera que nous vivons en ce moment des heures capitales pour le monde en général, et pour les travailleurs en particulier.

Elles exigent de tous autant de compréhension que de courage. Nous devons être à la hauteur de notre tâche : **savoir comprendre, agir, et réaliser.**

Il est certain, absolument certain, que la première chose à faire pour les travailleurs de tous les pays, est la réalisation, aussi rapidement que possible, de l'unité syndicale.

Le premier devoir des travailleurs de tous les pays, et particulièrement de France, consiste donc à réunir en un **faisceau puissant, compact, homogène**, toutes les forces de la production : main-d'œuvre, technique et science : tout ce qui concourt à la production, à son acheminement et à sa distribution, à la vie morale, intellectuelle et sociale du Pays ; ouvriers, artisans, paysans, professions libérales, pour en faire une force invincible capable de prendre en mains, au fur et à mesure des possibilités, la direction de la vie économique administrative et sociale du pays.

Cela ne sera, en France, que si la C.G.T. est vraiment **l'âme du Pays**, que si l'Internationale est susceptible de jouer le même rôle dans le monde.

Telles sont les raisons qui nous poussent aujourd'hui à nous adresser à vous, chers camarades français et, aussi, à vous, amis des autres pays, qui résidez momentanément en France pour vous demander de faire, tous, **l'Unité Syndicale**, complète, totale, absolue, qui nous donnera dans ce pays une seule **Centrale Syndicale** : la C.G.T. : dans le monde une seule Internationale dont peu importe le titre.

Ce que nous voulons :

1. — **Une C. G. T.** complètement indépendante de tous les partis comme de tout Gouvernement, libre de son action, maîtresse de tous ses actes, totalement autonome dans son organisation, sa propagande et son activité. **Une C.G.T.**, où selon Proudhon, se conjuguera harmonieusement la **liberté**, pour dire et écrire ce que chacun aura juste, et la **discipline** indispensable à l'action et à la réalisation du programme. **Une C.G.T.** dressera pour poursuivre ses buts immédiats.

Travailleurs :

Le présent et l'avenir vous appartiennent. Ils seront ce que vous les ferez. Vous ne retrouverez peut-être jamais une occasion aussi favorable. Vous ne la laisserez pas passer ? Vous adhérerez à la C.G.T. et vous forgerez de vos mains, avec tous vos camarades l'instrument de votre émancipation et de votre salut.

Agén, le 15 Septembre 1944.

Les Syndicalistes révolutionnaires
anciens adhérents à la C.G.T.S.R.

DANS "LA VERITE", ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, journal trotskyste clandestin sous l'occupation nazie. N°28, 20 janvier 1942.

"Les nouvelles que nous recevons de la zone, dite libre, concordent pour signaler que le gouvernement de Vichy y fait régner une véritable terreur blanche.

A la féroce répression contre les communistes, trotskystes, anarchistes s'ajoute la répression contre les syndicalistes qui veulent rester indépendants.

On signalait, il y a quelques jours, l'arrestation de JOUHAUX aujourd'hui, c'est au tour des dirigeants du syndicat du bâtiment de Lyon d'être emprisonnés, sous l'inculpation grotesque de propagande "anarcho-communiste". En réalité, Vichy veut museler tous ceux qui refusent d'entrer au service du gouvernement en ne se laissant pas embrigader sous ses ordres, pour la Charte du Travail.

LES TRAVAILLEURS IMPOSERONT LA LIBERATION DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES: COMMUNISTES, TROTSKYSTES, SYNDICALISTES ETC...ILS S'ORGANISERONT POUR QUE VICHY DESSERRE SES GRIFFES".

On peut noter que les anarchistes emprisonnés n'attirent pas la solidarité ...c'est une omission de taille!

EXTRAIT D'"ESPOIR-C.N.T." N°917 - SEPTEMBRE 1980

"...En juin 1980, lors de l'inauguration d'une exposition sur Louise MICHEL, Gaston DEFERRE, maire de la ville, parlant des anarchistes déclara "...qu'il en avait connu quelques-uns d'entre-eux à Marseille et que, durant la guerre, il en connut "d'excellents", parmi lesquels un anarchiste de Toulouse, qui collaborait à la presse clandestine (...) C'était les frères LYON (...) ce fut un "bon patriote" qui mourut fusillé par les allemands."

Et la rédactrice de l'article, Pepita CARPENA, d'ajouter, à juste titre: "notre maire confond lutte anti-fasciste et liberté avec patriotisme".



*Témoignages et documents
contre les menaces et les
crimes des staliniens*

Pyénées - Orientales

TEMOIGNAGE DE JOSE MOLINA - ARLES-SUR-TECH ET PRATS-DE-MOLLO.

"A l'époque, j'étais secrétaire de la "comarcal" C.N.T. Le 29 juin 1944, les allemands ont arrêtés MOLI (communiste) et l'ont fusillé. Ce dernier faisait partie du groupe où j'étais moi-même, avec Florencio GARCIA et Juan. Je ne connais pas d'autre nom à Juan mais je sais qu'il travaillait chez AGUSTI à Arles-sur-Tech.

Quand les allemands ont arrêtés MOLI, nous décidâmes, pour quelques jours au moins, de "prendre le large". Je suis parti à Perpignan et quand j'ai vu que les allemands n'étaient pas venus chez moi, je suis rentré à Arles. Florencio et Juan étaient partis au maquis. Florencio s'est intégré au groupe de résistants de Velmanya mais Juan n'a pas voulu le suivre. Avec deux autres compagnons il organisa un groupe indépendant. Cependant, les deux autres étaient très jeunes et les familles réussirent à les ramener au village. C'était autour du 14 juillet. Les maquisards sont descendus les 27 et 28 août 1944 et c'est à son retour du maquis que Florencio me raconta cela. Il me dit que Juan avait été assassiné "aux Quatre-vents" dans le massif du Canigou.

La preuve n'a jamais été faite que les communistes avaient assassiné Juan. Cependant, c'est Juan, libertaire, qui refusa de s'intégrer au maquis de Velmanya, communiste. Qui pouvait bien savoir où le trouver après le 14 juillet?

Un autre compagnon fut abattu à Prats-de-Mollo. Selon ce que m'a raconté ROGELIO, ce compagnon avait été envoyé en "mission" en Espagne. Au moment de passer la frontière, il rencontra un groupe d'anciens maquisards qui faisaient office de garde-frontières. C'était en septembre 1944, donc après la Libération. Ces anciens maquisards étaient unis au groupe communiste de Prats, le "soi-disant" groupe résistant de Prats, car en réalité, il n'avait pas fait grand-chose.

Interrogé et accusé d'être un phalangiste au service des allemands, le compagnon se défendit violemment...

Si ma mémoire ne me trahit pas, me dit ROGELIO, il a dit à peu près ceci:

- Phalangiste, moi? Plutôt vous...Votre communisme défend l'Etat ainsi que les privilèges des dirigeants. A la façon du Tzar ou de notre dictateur espagnol. Pour arriver à vos fins, vous faites alliance avec n'importe qui...avec HITLER, pour massacrer la Pologne...votre STALINE est assis sur une pyramide de cadavres...

Il fut abattu sur place sans autre forme de procès, par les "vaillants" ex-maquisards.

Un an ou deux plus tard, je me souviens que son cas était signalé dans la presse de la C.N.T."

José MOLINA

TEMOIGNAGE DE EULALIO ESTEBAN - PERPIGNAN.

"L'U.N.E. fut organisée à l'initiative du P.C.E. Ces aspirations étaient très ambitieuses. Elle prétendait imposer sa volonté à tous les secteurs politiques de l'exil, même la formation d'un "gouvernement d'Union Nationale et de Libération de la Patrie".

En France, vu la procédure éthiquement parlant de l'U.N.E les socialistes, dans leur congrès de septembre 41, la condamnèrent et demandèrent à leurs affiliés de quitter l'U.N.E. 6.000 adhérents étaient représentés à ce congrès. Toutes les organisations anti-fascistes désavouèrent l'U.N.E. qui prétendait représenter tous les secteurs. Cette dernière fut constituée officiellement - de source communiste et sans garantie aucune quant à la date - vers la fin de novembre 1941, lors de la "Conférence de Grenoble", bien qu'elle se déroulât à Toulouse.

Beaucoup de gens mettent en doute le fait que cette conférence ait eu lieu.

Les guerrilleros de l'U.N.E. ont effectué principalement deux attaques à travers les Pyrénées en 1944. Les 3 et 7 octobre du côté de la province de Navarre (entre Valcortos et Puerto de Arlas),

Les 17 et 18 octobre en Catalogne (Val d'Aran). Ayant participé à l'attaque contre Satardu (Lerida), rappelons les camarades Antonio GIL BARRI de Huesca, José COBARREIS CALVO, de Osso de Cinca, tous deux des Jeunesses Libertaires.

Beaucoup d'autres sont tombés et j'ai oublié leurs noms. Ceci pour dire que les combattants n'étaient pas seulement des communistes. Toute la jeunesse exilée, pleine d'enthousiasme, combattit dans les rangs de l'U.N.E. avec l'idée de poursuivre la lutte contre le fascisme. (...) L'U.N.E. en France, était organisée militairement. Les postes de gradés étaient occupés par des gens du Parti. Les "non inscrits" qui parvenaient aux postes de responsabilité, étaient liquidés.

Quant à la libération de la France, les espagnols furent nombreux à participer au combat. A Perpignan, bon nombre de camarades de la C.N.T., organisés en petits groupes ont pris part au combat. Les guerrilleros de l'U.N.E. étaient absents: lorsqu'ils arrivèrent de la région de Prades, Perpignan était déjà libérée. Cette libération eut lieu le 19 août 1944. Ce jour, les allemands et les miliciens pétainistes furent délogés de la citadelle de Perpignan par des groupes de combattants hétérogènes, parmi lesquels grand nombre de cénétistes de cette ville.

Ainsi, le bâtiment de la poste, et quelques heures auparavant, l'ancien hôpital militaire, rue Foch, la caserne des milices, où il se produisit un fait divers curieux: dans l'après-midi du 18, quelques hommes donnèrent l'assaut à cette caserne. Les miliciens prirent la fuite, laissant les armes sur place. Fouillant dans le tas, un perpignanais du quartier Saint-Mathieu trouva un pistolet et, en le manipulant, il fit partir un coup de feu. La balle ricocha sur une pierre ...il fut le premier blessé de la libération de Perpignan!

Parmi les combattants qui prirent d'assaut cette caserne, il y avait un groupe de quatre militants de la C.N.T.: E.FERNANDEZ, C.MARTI, NAVARRO (beau-frère de MARTI) et J.GAVA, jeune camarade de FERNANDEZ. Ces quatre camarades plus un gardien de la paix (VAILS était, me semble-t-il, son nom) s'armèrent et transportèrent des armes depuis un quartier situé derrière le Palais des Rois de Majorque, jusqu'à un local se trouvant rue de l'hospital, près de

la caserne, d'où sortirent les premiers hommes armés. Un sous-officier montra comment il fallait utiliser les grenades. Au matin du 19, ce groupe de cinq, plus un civil attaqua la poste où il y avait un groupe d'allemands. Ceux-ci s'enfuirent, laissant un mort. Un prisonnier fut capturé par les compagnons de la C.N.T. FERNANDEZ et NAVARRO. (...) Je crois sincèrement que la libération du département est dû principalement au fait que les allemands se sont retirés, et qu'au cours de ce retrait, ils furent attaqués par des groupes d'horizon divers.

Les groupes de l'U.N.E. ont essayé de liquider physiquement et moralement autant de libertaires que possible. Ils ne doivent pas s'octroyer une gloire qui ne leur appartient pas. Si leur participation au combat est certaine, d'autres qu'eux, issus d'organisations d'exilés différentes, ont combattu autant qu'eux, sinon plus. Ils ne doivent pas s'approprier la gloire des autres pour enrichir la leur.

Parmi les espagnols non affiliés à l'U.N.E., je citerai les participants du groupe de PONZAN, ancien de la division DURUTTI. Tout comme Francisco PONZAN, qui fut torturé puis fusillé par les allemands, les hommes qui agirent avec lui étaient de la C.N.T.

Un autre compagnon, MOLINA, qui depuis Arles-sur-Tech, prit l'initiative sans solliciter nulle aide, d'établir un passage sur la région de mollo. il sauva ainsi beaucoup de gens.

Si l'on devait résumer en chiffres la participation des réfugiés espagnols dans la résistance française, on dirait approximativement 25.000.

Tous ces combattants étaient-ils de l'U.N.E., communiste? Non. Pour illustrer mon affirmation, je citerai le décret du gouvernement provisoire de la république française en date du 25 août 1944 relatif aux forces espagnoles intégrées dans les F.F.I.:

ARTICLE I: les seules forces espagnoles qui se sont rattachées à l'intérieur des F.F.I. sont celles de l'Agrupacion de Guerrilleros de l'Unidad Nacional Española".

ARTICLE II: toutes les forces espagnoles qui ne font pas partie de l'agrupacion seront désarmées et démobilisées. A cette époque, il y avait des ministres communistes dans le gouvernement provisoire...

Parmi eux, TILLON...
Bizarre, non?"

Eulalio ESTEBAN

TEMOIGNAGE DE MIGUEL QUINTANA. LODEVE.

"Pendant l'occupation, j'étais aux environs de Lodève avec le groupe de Manuel SERRANO. Son nom dans la clandestinité était MOLINER. Nous faisons partie des groupes F.F.I. Nous étions intégrés au maquis de Kouffra. Le chef du groupe français était VOUZELAND (dans la clandestinité: VALDEMIR). Bien que les français fussent présents, c'était les espagnols qui opéraient le plus souvent.

Les plus anciens du groupe SERRANO étaient Juanito DERIUS et FABREGAT, tous deux de la C.N.T. (le premier avait le grade de capitaine), Vicente, Salvador et Eugenio, du P.C.E., et d'autres libertaires: Jaime, Anton, FACCINI, MASONS, ROCA etc... et d'autres encore dont les noms m'échappent aujourd'hui.

Du côté de Clermont-l'Hérault, il y avait un groupe qui se réclamait de l'U.N.E. et dont le chef était CARRIERA. Celui qui le représentait à Lodève était CABRERA. Ce dernier m'avait raconté qu'en Espagne, il avait été Lieutenant ou sergent de la garde d'assaut (son père, garde civil, avait été exécuté à la révolution de 1936).

A cette époque, je travaillais à côté de Lodève, à Saint-Jean de-la-Blaquière. Le maire socialiste avait démissionné car il était en désaccord avec la politique de collaboration. Je fus réquisitionné pour travailler chez le nouveau maire. Des désaccords me conduisirent à le quitter et il fit alors circuler sur mon compte des propos me qualifiant "d'indésirable". Il écrivit une lettre au Commandant LENOIR. Je restais un certain temps à Clermont-l'Hérault mais un jour les gendarmes vinrent me chercher.

Je fus conduit dans un camp disciplinaire de travail à Gignac. Une majorité des internés étaient juifs, il y avait aussi des compagnons espagnols.

Nous avons organisé une grève, consécutivement à des mauvaises conditions de vie au camp.

En novembre 1942, au moment de l'occupation de la zone libre par les allemands, je me trouvais à Amiane. Nous fûmes conduits à Clermont-l'Hérault. Là, nous fûmes regroupés et enfermés dans une église désaffectée. Etant donné que je ne voulais pas me porter volontaire pour travailler pour les alle-

mands, je profitai de la première occasion pour m'enfuir. Je me retrouvais donc dans une semi-clandestinité. Je n'avais plus de cartes d'alimentation et je me retrouvais coincé. Alors je me suis présenté au bureau du commandant LENOIR, de la 143^e compagnie des travailleurs étrangers. J'ai appris bien plus tard que dans ce bureau, la majorité des gens était communiste.

Après une altercation avec le commandant, ce dernier me confirma que j'étais recherché, et je fus conduit en camion à Agde. On m'amena au bureau de placement allemand et celui qui m'accompagnait leur déclara: "on vous amène le déserteur".

Pendant un certain temps, j'ai travaillé dans une compagnie de fortification (organisation TODT). Etant donné que je travaillais aux explosifs, avec d'autres compagnons, nous en avons profité pour "mettre de côté".

Avec ce matériel, des compagnons ont fait sauté un pont à Vias, sur la ligne de chemin de fer, près d'Agde. Cet attentat a été perpétré le 1er mai 1943, alors que le Maréchal ROMMEL se repliait d'Afrique du Nord et qu'un train bondé de matériel se trouvait en gare de Béziers.

A la suite de cet attentat, certain que j'allais être arrêté, je suis parti retrouver la résistance. Je pris contact avec le groupe SERRANO. En même temps, je travaillais dans un bois du côté de La Valette. Il y avait beaucoup d'espagnols, de tous bords politiques mais les libertaires étaient les plus nombreux.

Nous avons fait plusieurs actions dans les environs de Lodève. Après la Libération de Montpellier, que nous eûmes fait prisonnière la garnison de Lodève, nous arrivâmes à Montpellier. Notre camion, un G.M.C. de la révolution espagnole, était garé au milieu de l'esplanade et nous dormions là, refusant d'aller à la caserne. Cette situation dura trois ou quatre jours.

A notre retour de Montpellier sur Lodève, SERRANO nous donna l'ordre de rejoindre l'U.N.E. Lui, restait avec une partie de son groupe à Lodève. La majorité du groupe s'opposa à cette intégration "forcée". Le groupe espagnol discutait les ordres avant de les exécuter: nous ne sommes pas allés au campement de l'U.N.E.

Après cela, nous partîmes à Sète en mission. Là, nous fûmes intégrés au groupe F.T.P.F. du Commandant LISSOIRE. C'est à cette époque qu'un allemand qui avait eu des rela-

tions avec une réfugiée espagnole et qui était désireux de rejoindre la résistance avec sa compagne, fut interné à Lodève. Sa compagne se présenta à la "Brasserie alsacienne" de Sète, pour y rencontrer SERRANO afin que celui-ci intervienne en faveur de l'allemand interné.

La Brasserie était le siège, ou plutôt un des sièges, des forces de la résistance, F.F.I., F.T.P.F. ainsi que l'U.N.E. Nous étions absents et quand nous nous sommes présentés à la porte de l'établissement, nous avons vu la réfugiée espagnole en train de se faire "tondre".

Nous avons reçu ça comme une provocation des communistes et SERRANO retint un geste d'énervement de ma part: j'étais armé et prêt à me servir de mon arme!

Pendant ce temps à Lodève, une campagne de dénigrement organisée par les communistes espagnols de l'U.N.E. tentait de nous faire passer pour des voleurs et nous présentait comme des résistants uniquement motivés par le profit. Ceci était absolument faux: nous étions pauvres mais dignes. A peu près à la même époque, j'appris par un camarade qui avait probablement ses entrées à l'U.N.E. que deux agents communistes avaient été chargés de me liquider.

La détermination qui m'habitait de ne pas me laisser influencer me sauva certainement la vie. En effet, je lui avais répondu: "je les attends de pied ferme".

Pour ce qui me concerne, voilà ce que je sais, ce que j'ai vécu.

Je peux rajouter qu'en 1947, entre Olette et Fontpédrouse (dans les Pyrénées Orientales), et dans un coin où l'U.N.E. avait établi son campement, on découvrit le cadavre d'un compagnon qui avait été assassiné et enterré. Il portait à la main gauche une bague avec l'insigne F.A.I."

Miguel QUINTANA

TEMOIGNAGE DE MANUEL RODRIGUEZ, DIT "ROLDAN"
BEZIERS.

"A la fin de l'année 1944, j'étais secrétaire de la Junte Espagnole de Libération.

L'importance du mouvement libertaire à Béziers, et la présence de celui-ci dans la résistance, ont été deux éléments qui ont très largement contribué à faire échec aux tentatives éventuelles des communistes. Même les communistes français n'eurent pas de prépondérance sur le mouvement libertaire local.

Après la Libération, pendant l'année 1945, trois manifestations illustrent ce que je viens de dire.

Au mois d'avril, à l'occasion de la commémoration du 14^e anniversaire de l'avènement de la république espagnole (1931), un meeting organisé par la J.E.L. eut lieu au cinéma "Variétés". Je le présidais et les intervenants furent: Manuel CHUECA pour le M.L.E., Arsenio JIMENEZ pour l'U.G.T. et Martin FECED pour les républicains. Une très nombreuse affluence assista à ce meeting. Au mois de mai, une manifestation est organisée contre le consulat d'Espagne. Les communistes interviennent pour que le défilé se fasse derrière leur banderole. Les compagnons refusèrent et le cortège se déroula sous les deux banderoles, l'une communiste et l'autre de la C.N.T. Alors que sous la banderole communiste, il y avait peu de monde, la banderole de la C.N.T. regroupa un grand nombre de travailleurs et de compagnons.

Au mois d'août 1945, le maire de Béziers invita pour la commémoration du premier anniversaire de la Libération le groupe Cabrol

Ce groupe, appelé Cabrol du nom de son commandant, était composé pendant l'occupation d'un très grand nombre de résistants libertaires espagnols. C'est lui qui prit d'assaut la mairie de Béziers à la libération. Pour revenir à l'anniversaire, de nombreux anarchistes ayant participé à la résistance y étaient présents.

Je sais que dans d'autres régions, de nombreux compagnons libertaires ont disparu: notamment dans la région de Cahors et Montauban (Lot). Parmi ces compagnons disparus, probablement liquidés, ma compagne se souvient de MANA".

Manuel RODRIGUEZ



14 avril 1945 - Meeting pour la commémoration du 14^e anniversaire de l'avènement de la République Espagnole.



Août 1945 - Commémoration du 1er anniversaire de la Libération - de gauche à droite: VALLS, BERNAT, FORTUN, BUISSAN, MARTIN, FIGUERES, TERRES, SERRA, QIJEROL, MORENO, CRESPO, SERRA.

TEMOIGNAGE DE FRANCISCO SUBIRATS ET JOSE ARISO
ARIEGE.

Ces deux compagnons nous ont raconté l'épisode tragique de la ferme où furent assassinés tous les membres d'une même famille. Quarante années après, les mémoires ont du mal à s'ouvrir. De nos conversations avec eux, et aussi des lectures des différents documents en notre possession (la lettre du 4 novembre 1944 que la J.E.L. envoya aux autorités françaises, la lettre du mouvement libertaire au P.C.E. et les livres écrits à ce sujet), nous avons déduit qu'il existait deux drames dans deux fermes différentes. Ceci nous fut confirmé lors de notre second entretien avec Francisco SUBIRATS. Il se souvient que la ferme en question avait été brûlée avec tous ses habitants à l'intérieur, tous membres de la famille SOLER, ex-concierge de la C.N.T. à Barcelone.

José ARISO, lui, fut le premier témoin auditif du drame concernant l'autre ferme:

"Vers la fin du mois de mai - pour mémoire, quelques jours auparavant s'était tenu un plenum de la C.N.T. à Saint-Girons - les communistes assassinèrent toute une famille dans une ferme située sur la route de Foix qui mène à St-Girons.

Dans cette ferme, les compagnons, tous anarchistes espagnols, fêtaient la naissance d'un enfant des habitants de la ferme en compagnie d'amis. Il y avait en tout six adultes et deux enfants. A un moment, dans la nuit, ils entendirent du bruit dehors. Dans un premier temps, ils crurent à la gestapo. Les compagnons qui habitaient la ferme travaillaient avec la résistance. Tendant l'oreille, ils saisirent des mots en espagnol. Rassurés, ils ouvrirent la porte. Il s'agissait d'espagnols de l'U.N.E., communistes.

Ils discutèrent un peu et les communistes furent finalement invités au repas. La conversation fut amenée par les communistes sur le problème de la résistance, de la sécurité et de la possession d'armes. Ils demandèrent aux compagnons s'ils détenaient des armes. Devant les réponses

évasives, ils demandèrent s'ils connaissaient le maniement des armes. Ils se mirent à sortir les leurs et à les manipuler. Soudain, la lumière fut éteinte et les communistes mitraillèrent la pièce à l'aveuglette.

Deux compagnons se trouvaient adossés à un rebord de fenêtre. La fenêtre était ouverte et ils eurent le réflexe de basculer dehors.

L'un d'eux était blessé à la jambe. Le second, ROYO, de ZARAGOZA, le cacha quelque part dans un lieu sûr et il partit chercher de l'aide. Il eut le temps de voir la ferme en feu.

Il arriva chez moi à pied, à Mirepoix, ce qui représentait une distance de quarante kilomètres. Il me raconta les faits et repartit en déclarant qu'il allait se venger.

La compagne de ROYO, ses deux enfants, ainsi que ses compagnons assassinés par les communistes reposent au cimetière de La Bastide.

Je me souviens que le fils d'une des victimes, SOLER, s'est rendu sur la tombe de son père, fin 1944-début 1945, armé d'un revolver. Tirant en l'air, il a crié: je te vengerai!"

José ARISO
Francisco SUBIRATS

TEMOIGNAGE DE JOSE ARISO - ARIEGE.

"Pendant la libération, Francisco ALBERICH, un compagnon fut arrêté par la police de PETAIN puis libéré, car aucune charge n'avait pu être retenue contre lui.

Des communistes de l'U.N.E. lui rendirent visite chez lui, où il vivait avec sa compagne Mercedes MIRALLES, elle aussi libertaire. Ils habitaient à Lavelanet. Les communistes demandèrent à ALBERICH de descendre. Sa compagne, trouvant cela anormal, l'exprima et ils lui demandèrent de les suivre, elle aussi.

Leurs corps furent découverts le jour suivant, tous deux assassinés.

A l'époque, CUBELLS, de la C.N.T. était dans l'organisation de l'U.N.E. Lors d'une réunion de la C.N.T., il indiqua aux compagnons présents qu'il était au courant de cet assassinat, qu'il avait essayé en vain de les faire préve-

nir.

Plus tard, il fut exclu de la C.N.T., malgré ses pleurs, trop tardives.

BELMONTE, un compagnon de la C.N.T., voulait former un maquis de compagnons à Mirepoix. Il était responsable de l'exploitation du bois à Manses. C'est grâce à cela qu'il put fournir à un très grand nombre de camarades (espagnols de la C.N.T. notamment) l'occasion de les cacher pour éviter la réquisition allemande. Les réfractaires au S.T.O. trouvaient dans les bois qu'il "gérait" un refuge sûr.

Avec le compagnon MOLINA, ils avaient tenu tête à l'U.N.E qui voulait mettre la main sur leur organisation. Ils furent arrêtés par les communistes de l'U.N.E. et liquidés entre Lavelanet et Varilhes.

J'ai moi-même échappé à une tentative d'assassinat. Cela débuta à Mirepoix, où j'habitais: un camion de l'U.N.E. passa afin de "ramasser" tous les espagnols qui y résidaient. Ce camion devait les conduire à Foix, au siège de l'U.N.E., pour les enrôler.

Je pris la parole pour m'opposer à cette manoeuvre. Les compagnons de la C.N.T., nombreux en la circonstance, refusèrent de monter dans le camion.

Les guerrilleros de l'U.N.E. n'acceptaient pas qu'on leur fît opposition: ils m'attendaient cachés dans des bosquets près de l'Hers, à côté de Manses. Je rentrai du travail à bicyclette lorsque j'entendis des voix en espagnol. Aussitôt, je me jetai de côté avec mon vélo dans le fossé et courut dans l'autre sens. Les paroles que j'avais pu saisir étaient: "le voilà, c'est lui!"

Dans la région, on n'entendit plus parler d'exactions communistes après que des compagnons de la C.N.T. (entre autres, El Abicinio) soient allés au Quartier Général de l'U.N.E., excédés qu'ils étaient du grand nombre de compagnons tombés sous les balles communistes.

La décision farouche de faire cesser toutes les exactions et assassinats des staliniens de l'U.N.E., ainsi que la volonté d'éliminer les responsables de l'U.N.E. si les choses continuaient, a sans aucun doute stopper les crimes odieux.

Je terminerai en citant ce meeting qui devait avoir lieu

à Pamiers, après la Libération. Il était organisé par la C.N.T. avec l'U.G.T. et la J.E.L. Les communistes réussirent à le faire interdire.

Tous les moyens leur étaient bons pour empêcher qu'on s'exprime en-dehors de leur organisation".

José ARISO

TEMOIGNAGE D'UMBERTO MARZOCCHI - ARIEGE

Sollicité par nous lors de nos recherches de témoignages, Umberto MARZOCCHI nous fit la réponse que nous retranscrivons ci-après.

Après avoir activement participé à la guerre d'Espagne dans les brigades internationales, il s'intégra aux maquis français. Il lutta dans le maquis de la Cruzette, en Ariège, puis constitua le maquis "Bidon-5".

Il s'employa à la Libération à prendre tous les contacts avec les militants italiens anti-fascistes en vue de la constitution d'un Comité Local Italien, dans la région de Tarascon-sur-Ariège.

Pendant longtemps, il fut secrétaire de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (I.F.A.).

"...Pour ce qui concerne ma participation au mouvement de la résistance française par les F.F.I. du département de l'Ariège (Saint-Girons, Rimont, Pamiers, Camp du Vernet jusqu'à Tarbes), lorsqu'il se présenta l'occasion de former les maquis, les premiers à les constituer furent les communistes. Sachant que nous avions combattu en Espagne, ils nous proposèrent plusieurs fois de les rejoindre. Avec les camarades espagnols de Saint-Girons, nous refusions et, d'accord avec les socialistes de Toulouse, nous avons formé le maquis "Bidon-5". La présence dans le maquis des socialistes était nécessaire pour recevoir les parachutages des américains (armes et tout le nécessaire au maquis).

A quarante années de distance, il m'est difficile de me

rappeler les exactions commises par les communistes, mais il y en a une qui occupa la chronique libertaire de l'époque: il s'agit d'un camarade anarchiste massacré par les communistes (je crois avec toute sa famille) dans une localité dont je ne me rappelle pas le nom... Après la Libération d'août 1944, nous - Gaston LEVAL, MIRANDE et moi-même - avons effectué une tournée organisée par la S.I.A., dont le secrétaire était Gregorio OLLIVAN. J'ai ensuite participé aux activités et congrès de la C.N.T.-F.A.I. jusqu'à ma rentrée en Italie, en octobre 1945".

Umberto MARZOCCHI

Le nommé Marzocchi Umberto

Date d'entrée 7-8-1944

né le 10-10-1900

Grade Combattant

fils de et de

(Signature du titulaire)

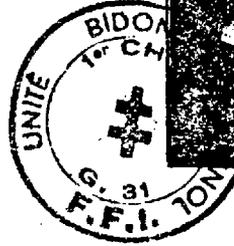
Domicilié à S. Girons (Ariège)

Etat civil Marie

Profession Comptable

OBSERVATIONS

Est un membre régulier du Mouvement de Libération Espagnol ~~HHHHHH~~ A. D. F. ~~HHHHHH~~ luttant pour la Libération de la France dans les F. F. I.



TEMOIGNAGE DE BENITO SANCHEZ - CORREZE

"J'ai participé aux maquis français sous le nom de RAMON. A Neuvic, j'étais dans un maquis de l'U.N.E. avec PEPITO, dont le responsable était CONESSA.

A Clergoux, après, j'étais dans un maquis F.T.P. commandé par des communistes français: GEORGES ET "DIX-DE-DER". J'avais la responsabilité de la compagnie Gabriel PERI. Vers le mois de février 1943, j'étais dans le groupe PEPITO (U.N.E.). J'étais entré dans la résistance un mois auparavant.

Un communiste du maquis, en désaccord avec les autres, était tenu en surveillance.

Un autre communiste, José, qui avait la fonction de "commissaire du peuple" me demanda ma veste pour se rendre un soir au village. Le lendemain, quand il me la rendit, je trouvais au fond de la poche un papier sur lequel était rédigé un rapport. Il concernait celui qui était placé sous surveillance et le condamnait à mort pour la raison qu'"il démoralisait les troupes en tenant des propos contre l'U.N.E."

Or, j'avais remarqué que ce gars ne disait jamais rien. Lorsque CONESSA arriva, je lui montrai le papier en présence de PEPITO. Je les obligeai à admettre que ce type ne pouvait pas avoir tenu des propos malveillants car il était vraiment très réservé.

Ils furent obligés d'être d'accord. J'ai plus réagi contre l'injustice que par sympathie avec l'accusé, qui était un des leurs.

Il fut laissé tranquille et disparut deux jours plus tard. Je ne le revis plus jamais.

Les communistes ont essayé de me supprimer trois fois. Les deux premières fois, à l'occasion d'attaques régulières du maquis, la troisième par le truchement d'un coup monté et d'un simulacre de justice.

Je dois la vie à la méfiance qui m'habitait et qui me maintenait sur mes gardes.

C'était quand j'étais au maquis F.T.P. commandés par les français GEORGES et "DIX-DE-DER". Le maquis était français mais nous étions quand même environ quatre-vingts Espagnols.

Entre le 20 et le 22 juin 1944, nous avons attaqué Corrèze ville. A l'occasion d'une mission, il avait été convenu que ma compagnie se rende en avant. Sur la nationale 89, on arrivait au croisement et on a commencé à être mitraillé. Croyant à une attaque allemande, on se planque et on commence à mitrailler à notre tour. On a fait des morts et des blessés. Alors, ils se sont écriés: "Ne tirez pas, nous sommes des maquis!"

Ils avaient été placés là par les mêmes chefs qui nous avaient envoyé en avant. Le seul qui le savait, était le responsable du détachement, celui qui s'est mis à crier de ne plus tirer.

La seconde fois, au début juillet 1944, les chefs du maquis m'ont envoyé en embuscade avec toute la compagnie. Les allemands devaient arriver. Mais le camion que nous devions prendre ne démarrait pas. Je trouve cette panne bizarre et je demande au chauffeur (un polonais) de réparer tout de suite. Il était livide et ne pouvait plus faire un pas. Je compris alors ce qui nous attendait plus loin: il était au courant et avait mis le camion en panne de peur d'y passer. Nous ne sommes pas partis. Plus tard, j'appris qu'il avait été fusillé par les communistes du maquis.

La troisième fois, vers le mois d'août 1944, les communistes me demandèrent d'occuper le poste de présidence des Jeunesses communistes, dans la Corrèze. J'ai naturellement refusé.

A partir de là, ils ont monté une machination contre moi. Ils m'ont accusé d'avoir volé, arme au poing, avec mes deux frères, chez un couple d'instituteurs au village de Puy-Mahaut. Ils disaient qu'un certain Ramon les avait volés.

Sur ce prétexte, ils nous arrêtèrent tous les trois, mes deux frères et moi. Nous étions menacés de mort pour ce vol. Nous sommes quand même libérés, sous la pression des copains du bataillon. Ceux de la C.N.T., mais aussi les

socialistes disaient: "s'ils sont coupables, soit, vous les punissez. Mais il faut des preuves contrôlables". Les habitants des villages alentour firent pression eux aussi car ils nous estimaient et pensaient sans doute qu'on ne méritait pas la mort.

Cependant, je demandais une commission d'enquête pour l'affaire dont nous avions été accusés.

J'étais tranquille: je n'avais jamais volé ni même jamais mis les pieds au village en question.

Nous nous rendîmes donc sur les lieux avec des militants communistes, les chefs ayant refusé de nous accompagner, sans doute connaissaient-ils déjà l'issue de l'expédition. Je demande aux instituteurs si leur voleur était un dénommé RAMON. Ils me disent que oui. Je leur demande alors s'ils se sentaient capables de le reconnaître. Ils me répondirent "oui". Je leur dis "RAMON, c'est moi. Vous ai-je volé?"... Bien sûr, ils me répondirent "non". Nous quittâmes le village, libres de toute accusation. J'appris plus tard que GERARD, un des chefs communistes, avait pris ma défense, avant qu'ils ne m'arrêtent. Ils le supprimèrent, probablement pour l'empêcher de parler. J'avais rejoint, après cet épisode, le maquis espagnol qui m'avait accueilli au début.

Il y avait un espagnol dans ce groupe de l'U.N.E. qui représentait soi-disant la C.N.T. Cependant, il n'était pas un très bon orateur. Les communistes me demandèrent de représenter la C.N.T. Je leur proposai alors de conditionner ma réponse à l'acceptation des copains du barrage de l'Aigle, organisé par les copains de la C.N.T. (au nombre de trois-cents). Ils ont refusé et ne m'ont plus jamais reparlé de ça.

Je sais aussi que fin mars-début avril 1944, des militants ont été accusés d'être des agents de la division AZUL. Il y avait quatre militants C.N.T., deux socialistes et un républicain. Ils ont été fusillés à Neuvic. Le responsable de ces exécutions était CONESSA.

Ceci, je l'ai appris bien plus tard".

Benito SANCHEZ

17^e RÉGION MILITAIRE

ÉTAT-MAJOR RÉGIONAL

1^{er} Bureau

Subdivision de

Unité 316 ESPAGNOLE

N^o 289/IRE

ATTESTATION DE PRÉSENCE



Commissaire de Régularisation des Matricules
situation présentée à la Préfecture de
Guilhem, le 10 juillet 1944

Je soussigné **ELIOTTE Jougé**

Commandant de l'Unité **Régionale**

certifie que **M. QUICHERON GARCIA**

né le **23/12/1914**

à **Bayonne**

a été présent dans mon Unité du

1^{er} Août 1944 à **30 Août 1944** au **3^e Bataillon - Corréze**
du **4^e Régiment 1944** au **3^e Octobre 1944** au **Service Supplémentaire**
du **26 Régiment 1944** au **Service Supplémentaire**

au **Service**

L'intéressé a déclaré se retirer

Il est après prendre tel passeport de circulation

à la date du **18 Octobre 1944** à **Bayonne**

Le **2^e Bataillon** de **Bayonne**

(Signature)

(1) Indiquer l'unité

(2) Adresse à comparer avec département, commune, etc.

1944

TEMOIGNAGE DE BLANCA ET NEGRO - TARN

"Les événements que nous racontons ont eu lieu à Cordes dans le Tarn en 1944.

Une vaste campagne prenant alibi l'Union, la libération de l'Espagne, fut déclenchée par les communistes afin de recruter un maximum de monde. Leur tactique était la suivante: ils se présentaient dans les champs, sur les lieux mêmes de travail en disant que l'unité avait été faite, qu'il était temps d'aller libérer l'Espagne, qu'une armée s'était constituée à cet effet...

Mais en réalité, il n'y avait que les dirigeants de cette armée, il leur manquait les soldats! Ce genre de recrutement a eu lieu ainsi du côté de Gaillac, Carmaux, Cordes. Ils arrivaient dans les campagnes avec des camions et repartaient en emportant des gens, qu'ils avaient on ne sait trop comment convaincus, et cela surtout dans les milieux U.G.T. Nous connaissons le cas de jeunes gens qui n'ont même pas pris la peine de passer chez eux prendre leurs affaires personnelles. Tous les moyens étaient bons: pour convaincre les copains, ils déclaraient avoir l'accord de militants connus comme Federica MONTSÉNY, Germinal ESGLEAS, Severino CAMPOS etc... argumentation qui n'avait d'impact que sur certains individus isolés, mais pas sur nous qui étions en contact avec ces derniers, et assez bien organisés. Nous savions que tout cela n'était que mensonge. Un jour, un certain PASCUAL, leader local de l'U.N.E. souhaita une entrevue avec NAVARRO et lui proposa l'administration de l'U.N.E. au niveau départemental et le grade de capitaine. Il refusa. Et de plus, nous mettions en garde les copains, ce qui nous valut la hargne des gens de l'U.N.E. et du P.C. Voyant que nous résistions, ils revinrent à la charge. Et un beau jour, un gars mandaté d'Albi arriva, prétendant amener les témoignages de Federica et d'autres. Les témoignages en question étaient des documents tous aussi bidons les uns que les autres, signés par des comités fantômes. Il apportait notamment un faux "SOLIDARIDAD OBRERA" et un texte signé

C.N.T.-U.N.E. "Llamamiento a la razon".

Sans doute y avait-il parmi eux quelques individus isolés paumés, peu nombreux qui appartenaient à la C.N.T. mais ils n'étaient en aucune façon mandatés pour parler au nom de l'organisation.

L'incident qui est arrivé à notre copain aragonais Antonio QUILES représente bien l'état d'esprit dans lequel l'U.N.E. recrutait. Un jour, QUILES rencontre un réfugié espagnol qui militait à l'U.N.E et, sachant son amitié et sa confiance pour NAVARRO, il lui fit croire que ce dernier avait son accord. QUILES, troublé, hésitant, signa le document, c'était une espèce de contrat militaire où la personne s'engageait dans les rangs de l'U.N.E. Par la suite, en discutant avec NAVARRO, il se rendit compte de la supercherie, et très en colère, il alla trouver le gars qu'il avait si bien trompé et lui dit: "tu me rends immédiatement le document que tu m'as fait signé, mais pas seulement le mien, aussi tous les documents que ce jour-là, devant moi, les gens ont signés". Le militant de l'U.N.E. voulait bien lui rendre le sien, mais pas les autres. Ce à quoi QUILES rétorqua: "O me das todos los papeles o te como todos los higados". (tu me rends tous les papiers ou je te bouffes le foie).

Si tous les contacts sont partis ce jour-là à la poubelle cette anecdote est restée gravée dans nos mémoires. Un soir, à Cordes, nous mangions tranquillement quand un copain adhérent à la C.N.T., arriva tout paniqué et effrayé et s'adressant à NAVARRO, lui dit: "Sauves-toi, enfuis-toi!" On lui demande d'expliquer les raisons de son agitation. Il se trouve que le nouvel arrivant avait une cave en-dessous d'un lieu que fréquentaient les communistes. et ce soir-là, il alla chercher quelque chose dans sa cave et surprit des bribes de conversation qui venait du local où était réunie l'U.N.E. Il y était beaucoup question de soi-disant traitres, et il fut prononcé à cette réunion trois condamnations à mort. Il s'agissait de Pascual BAILO de San Garen de Huesca, Angel GIL de Madrid, qui s'il a échappé à la peine de mort de l'U.N.E. n'a pas pu échapper à celle de Franco (il est mort garroté en 1946 en Espagne) et NAVARRO de Cordes. Un représentant du département du Tarn était présent mais ce jury était constitué pour la plupart par des communistes du coin dont le fameux PASCUAL, cité tout à

l'heure, une certaine Maria, communiste catalane et aussi par un représentant de l'U.G.T. et même par un copain, MAIRAL, du syndicat des tramways à Barcelone. Ce dernier avait sûrement été influencé par son futur beau-fils Pablito, qui lui, était communiste et présent bien sûr à cet étrange procès. Petite assemblée qui leur permit de dire par la suite que toutes les organisations étaient présentes.

Il se trouve qu'à ce moment-là, NAVARRO travaillait comme cordonnier dans une usine à chaussures, tout comme Pablito (actuellement domicilié à Buenos-Aires). Et un jour, NAVARRO ne tenant plus sur sa place, l'interpelle en disant: "dis-donc, Pablito, c'est quand mon tour?" Ce à quoi Pablito répond: "de quoi parles-tu?" Et NAVARRO de continuer: "tu sais bien, vous nous avez condamné à mort. Eh bien, on s'impatiente, nous, on attend". Pablito répliqua: "fais pas le malin, tu sais bien qu'avec toute l'organisation derrière toi, on peut rien te faire". Cette réponse fut très importante pour nous tous car elle nous confirmait que cette réunion avait vraiment eu lieu et que cette sentence avait été prononcée.

N'ayant pas le courage d'assumer eux-mêmes ce verdict, ils avaient donné l'ordre à deux allemands qui avaient déserté l'armée d'occupation et étaient passés dans le maquis, de nous exécuter en tant que traîtres à la cause fasciste.

Mais les deux hommes, connaissant nos activités, ne purent pas obéir à cet ordre, et un jour, eux-mêmes, effondrés, nous avouèrent l'ordre qu'ils avaient reçu. Ce fut la troisième fois que nous eumes la confirmation de cette sordide sentence.

Nous pouvons prouver et apporter des détails supplémentaires si cela s'avère nécessaire, à propos de tout ce que nous affirmons dans ce témoignage".

BLANCA y NEGRO

El Comité Local de Confederales de Union Nacional en Toulouse a los Companeros y a todos los Refugiados Españoles

C.N.T. U.I.E.

LLAMAMIENTO A LA RAZON

¡COMPANEROS!

Con la claridad que a los hombres que pertenecemos a la U. N. E. caracteriza, los comunistas que pertenecemos a la Unión Nacional Española, nos dirigimos a los trabajadores todos y de un modo especial a los confederales, para que de una vez se despejen los equívocos que se emplean como medios de propaganda para confundirlos.

Por que estamos en Unión Nacional Española?

Estamos en Unión Nacional porque los hombres de la U. N. E. siempre estuvieron en los momentos difíciles que el pueblo trabajador español y en sus pueblos de sangrarlos y jamas se desvirtuaron en el camino a discurrir su gran gravia o levas las consecuencias, que su destino se abretra.

"En el día de hoy una de esas". Nosotros decimos que se. Y decimos mas. Hay que ir de prisa para salvar la única posible de la resolutiva a que está sometido el pueblo trabajador español y al mismo tiempo a que la Confederación Nacional del Trabajo de España se mantenga en su puesto de lucha.

Nosotros, siempre fuimos defensores decididos de la unión de los trabajadores intelectuales o manuales, la historia de nuestras luchas lo demuestra y nadie bien documentado puede negar la lucha única de España. *Decimos desvirtuado que no parte haber fuerza capaz de enfrentarse con la unión de todos los españoles trabajadores.* Así, pues, no está equivocada la propaganda que se ha hecho y se hace en pro de la unión.

Los Confederales que estamos en Unión Nacional seguimos fieles a los principios de la U. N. E. y creemos está en el deber al ir en estos momentos históricos, unidos a todos los organismos compuestos por auténticos trabajadores y por españoles leales.

de torturas y con cualquier organismo que estuviere dispuesto a luchar por la libertad del pueblo oprimido? Democristianos tenemos en la huelga general de 1937, en el congreso de Montevideo de 1936, llamado Complot de la Noche de San Juan, en el glorioso Movimiento de 1938 conocido por sublevación de Jaen, etc. También tenemos dentro de nuestra gala de 1936, el ejemplo de los bravos luchadores del País Vasco unidos desde los cañales hasta los libertarios, para ser traste durante 15 meses al fascismo internacional Español, dicen algunos. Esperar, ¿esperar a qué? Los pronunciamientos a guisa de conciencia que es lo que el pueblo español y muy especialmente los presos "nuestros presos" los perseguidos que pueden hora tras hora en su triste situación de Martínez de la Llerena, esperar el momento en que la bestia falangista llame a su oída para aseanarles. Es preciso acabar con esa orgánica de los que carecen de libertad. ¿Esperar? ¿Esperar discutiendo en una mesa de café o en una secretaría de un Centro, es muy cómodo. Mientras tanto, nuestros gloriosos guerrilleros están en las montañas sufriendo las inclemencias del tiempo sin otro pensamiento que el de lograr cuanto antes la libertad para todos los españoles.

En todas partes y en todos los pueblos subyugados, amigos todos, los hombres de pensamiento libre se lanzan a la lucha sin esperar a que el vecino los libre, movidos en que con el apoyo de los Ejércitos aliados se conseguira asegurar definitivamente la libertad del mundo.

Compañeros Confederales, amigos españoles. Nosotros somos entre todos los pueblos, el pueblo que menos tiene que esperar de los otros por las características que en nuestro conflicto se dan. Debo años de combates llenos en el corazón de España algunos de los que pasar libre y octuplados, en actualidad y misma una gran parte del pueblo español, ocho años lle-

Esperad, trabajadores que no osáis con nosotros, y observad los momentos críticos por los que estamos. Haced un examen de conciencia y ¿cuáles corazon y pensad que el otro lado de la hay todo un pueblo escarmentado y agotado por frimientos y torturas causados por el tirano y su Falange.

El Comité Local de Confederales de Toulouse es para que ingreséis en nuestra Agrupación en Nacional, donde sin hacer dejación de los prime confederales lucharemos al lado de nuestros hermanos de la U. G. T., *¡Caribos* políticos burocratas y nuestros hermanos confederados que tan alto han puesto su bandera y el de España, en todos los frentes de batalla dispuestos a seguir demostrando lo que somos capaces de hacer para salvar a nuestro pueblo de las garras del falangismo.

Compañeros españoles! Refugiados todos!

Este Comité os llama, este Comité os dice que no os dejéis llevar por equívocos ni por equivocadas falax de razon, como son las que afirman que los que estamos en U. N. E. vamos unidos a la derechas españolas. Nosotros tenemos que afirmar que las similitudes en los principios e ideales libertarios debemos respetar el pensamiento y la inteligencia de todos los ciudadanos siempre que ellos nos reconozcan el derecho de pensar como pensamos.

Pues bien. Si hoy los derechos españoles han reconocido su error de haber luchado contra las libertades del pueblo y se disponen a enfrentarse con la tiranía falangista. Por que somos a reclutar su colaboración en beneficio del pueblo español que necesita recuperar su independencia. ¿Acaso es la primera vez que la Confederación Nacional del Trabajo colabore con los

van sufriendo muchos de nuestros presos. ¿Esperar Esperar a que nos envíen al extranjero cuatro militares políticos españoles para entrar en España con la tarjeta de invitación para que los visitas de la policía española a nuestros domicilios sean propicias. Los Confederales de U. N. E. queremos colgar en España con la frente alta y serena, demostración de nuestra conciencia plena de moral y ser nosotros los que podamos la oculta personal que no tenga ni a haber esas condiciones.

Por eso decimos: No hay que esperar. Nuestra Gaita esta en marcha. Jamas la Confederación Nacional del Trabajo de España fue condescendiente. Siempre se juó los mejores valores en todas las batallas por la libertad. Hoy, unos cuantos equivocados, intentan desvirtuar de su camino recto y humano, para que sean los comunistas de U. N. E. para hacerla caminar por su verdadera ruta.

El Comité Local de Tolosa, anima a Unión Nacional Española a seguir el camino emprendido en bien de la libertad de España. Todos unidos saldremos con seguridad que nos hemos propuesto. No hay que esperar. Los momentos son críticos, cada día que pasa mas víctimas se producen. Acordémosnos de los españoles que son fusilados cada día; de los que se pudren en las cárceles, del falangismo, de los Guerrilleros que están en las montañas y de esa masa de seres humanos desaharrados y hambrientos que camulan por las calles españolas, sufriendo inhumanas e inmorales causadas por los señorios Chulos del fascismo.

Refugiados españoles. Compañeros Confederales. Ingresad en la Agrupación de Confederales dentro de Unión Nacional. ¡Asíudad a Unión Nacional Española a enseñar sus potencias ilias.

Unagión todos para salvar la libertad de España!

Toulouse 20 octubre de 1944.

Por el Comité Local de la C. N. E. en Unión Nacional. El Secretario.

F. E.

SOLIDARIDAD OBRERA

Renunciamos a todo menos a la victoria. — DURRUTI

ORGANO DE LA AGRUPACION DE CENETISTAS DE UNION NACIONAL

Dirección : 7, Grand-Rond (Boulingrin)
TOULOUSE

FUNDADO EN LA CLANDESTINIDAD

N 17 — 6 OCTUBRE 1934
Precio : 2 fr.



Con el mismo ímpetu, con el mismo coraje, los Españoles que lucharon el día 27 en su patria, han luchado sobre su Francia. El mismo espíritu de bravura indomita y la misma resolución de burlar el sistema se halla donde se halla.

ATENCIÓN A LOS DERROTISTAS DE AYER, ABANDONISTAS DE HOY

Esro no se con quien lenga su condon. Limpia aunque se postura del momento sea asistatista.

Esto se va con las personas honestas que han llevado con dignidad el martirio pese a que hoy se hallen metidos en su torre de marfil, en espera de que el caso nuestro se resuelva por sí solo.

Esto no va por los que honradamente opinan que es el momento de manos cruzadas.

Pero sí va — lo advertimos con energía — por los derrotistas de ayer y abandonistas de hoy que pretender tapar su cobardía, mordiendo alevosamente en la conducta clara

PALABRAS DE JULIA ALVAREZ en el Pleno de la A. C. U. N.

« Salud camaradas: Hermanos cenetistas: Solo poco, pero solo todo. Hoy, comete un delito de alta traición quien intenta destilar en estos momentos históricos. Vosotros, cenetistas, habéis glorificado a la C. N. T.; vosotros, un grupo de cenetistas llamando durante tres días a la puerta de vuestros hermanos. Tenéis la cabeza serena y la mano dura contra el enemigo del proletariado. Libertad a España. Los guerrilleros españoles de Unión Nacional volverán los cañones de sus armas hacia Francia para controlar el paso de los del! DEJAD HACER!

« Como se ha hecho nuestra unión? ¡Combatiendo en el «maquis»! ¡Sufriendo en la cárcel y en el campo de concentración, y en los autos de tortura de la Gestapo, y hoy, es ya abiertamente, con el fusil en la mano que combate U. N. hasta llegar a Madrid, al corazón de España.

¡Camaradas! Desagresivos socialistas han pisoteado sus principios revolucionarios.

Cuando llegaron a Francia, Diputados y Dirigentes se quedaron en su casa, comiendo y burlando a la salud del S. E. E. E. y del J. A. E. E. y a costa del dolor del sufrido rogado español, y hoy, cuando la lucha decisiva, y esos hombres lo han desbordado todo en un magnífico gesto que dignificará la Liberación de España, los mata la bandera de la esclavitud. Por eso los llamo TRAIADORES DE ALTA TRAICION.

Nos han cerrado las puertas los que no quieren combatir, para hacer malos estatutos a los días sucesos. Pues bien, nosotros, echados del Congreso Socialista venimos a vosotros para, si es necesario, sin ideas pero con manos, liberar a España.

Los engañados, y los «atentistas», son los primeros obedi-

EDITORIAL

Posiciones firmes y Posiciones falsas



ESTAMOS en la Línea de Moscú. Si * y que * En la línea que nos pusimos varios anarcos-comunistas desde que los rusos conmovieron todas las capas sociales de mundo y aniquilaron por torpes e inútiles todas las tentativas revolucionarias concienzudas hasta entonces.

* En la línea de Moscú, con orgullo de estar en ella. No tenemos inconveniente en confesarlo.

En la línea que ha salvado a la Humanidad de un retroceso de siglos.

En la línea que ha evitado retroceder a los tiempos de trogloditismo.

En la línea, en fin, que ha sabido dar cuenta de los caudales que probaron sus bombas de agua líquida sobre la ciudad barcelonesa y bombardearon con su escuadra, Almería.

De los que pasaron sus pasivos vomitando metralla por todos los cielos que había hombres defendiéndose de la traición agresión del franquismo.

En la línea del pueblo que ha sacrificado por millones de hijos, para que todos los demás pueblos gozen de libertad.

* Lo decís como impostura de quienes no siendo comunistas estamos en Unión Nacional?

* Y qué pecado puede haber en estar con ellos? Para los cenetistas, ponemos por caso, existe uno tan solo: * Para no hemos sabido despojarnos de rencores añejos. Ellos sí, puesto que nos llaman a todos a la Unión. Y muchos cenetistas entendiendo que debemos unos y otros, — Todos — olvidar rivalidades que den lugar a luchas entre hermanos, estamos con ellos en Unión Nacional, donde también están republicanos, socialistas, jóvenes y viejos libertarios, jóvenes cristianos y las representaciones de Alianza Catalana, vascos y gallegos. En definitiva, cuantos queremos una alianza rotunda entre todos los antifascistas.

* Es mejor eso que seguir separados? * Quién se atreve a desmentirlo? Entre una postura de conciliación y otra de renunciar y odio? quien que sea sensato puede pronunciarse por la última?

Se ha abusado del tópico, en la clandestinidad, de que Unión Nacional era el Partido Comunista, ni más ni menos pero Unión Nacional sale de la clandestinidad y puede demostrar lo contrario. * Además añadir: Si lo creáis solo, por que no habéis arduido a su llamamiento para daros el gusto de compartir con él su admirable obra?

También se ha dicho que Unión Nacional era un bluff mas al verla aparecer con esa organización militar formidable y esos cuadros civiles destacados y enlazados por to la partes; al verla marchar de acuerdo con la Resistencia francesa y colaborar unida a los mandos ingles, y americanos, y cambiar el viento. Unión Nacional se mete en cosas que a

Aveyron

TEMOIGNAGE D'ANTOINE TELLEZ - AVEYRON

"En raison de circonstances qui ne permettaient pas le choix, j'appartenais à l'U.N.E. (dans mon groupe, il y avait dix-sept autres anarchistes, tous à titre personnel, sans aucune représentation d'organisation).

Mon groupe était la IX^e brigade des Force Françaises Intérieures (département de l'Aveyron).

La seule chose dont je me souviens, c'est un "projet" d'exécution qui a échoué justement parce que j'étais là. C'était à la fin octobre, début novembre 1944. Après l'insensée expédition du Val d'Aran, qui devait être le point de départ d'un "soulèvement général du peuple espagnol contre Franco", nous étions en cantonnement à Saint-Girons (Ariège), où nous pansions nos plaies car nous avons eu pas mal de morts et de blessés. Dans une réunion de l'état major de l'unité (tous espagnols) à laquelle j'assistais en tant qu'officier, ils ont décidé d'envoyer un commando à Decazeville (Aveyron) en expédition "punitif" contre le Comité Régional de la C.N.T., dont le secrétaire était Angel ARANSAEZ. Je me suis dépêché d'envoyer un ami à Decazeville pour les mettre en garde du danger qu'ils couraient et l'affaire n'a pas eu de suites. Je ne sais même pas si le commando est parti pour accomplir sa mission car moi-même et les autres dix-sept compagnons, nous avons abandonné aussitôt l'unité. Peut-être qu'ARANSÆZ a d'autres détails à vous fournir car j'ai entendu dire qu'avant cela, deux ou trois militants anarchistes avaient été assassinés par l'U.N.E. Mais, il est bien certain qu'on ne peut pas porter des accusations par des "ouï-dire" ou des "je crois".

Quand je suis parti de l'U.N.E. j'ai dirigé mes pas vers Toulouse car j'avais toujours maintenu contact avec le Comité National de la C.N.T. et ils m'attendaient. C'est donc à la capitale du Languedoc qu'un commando de trois hommes est allé me chercher, et m'a trouvé, pour m'amener et, soi-disant me faire passer en conseil de guerre. Mais comme je connaissais d'avance le dénouement et que j'étais sur mes gardes, je les ai reçus avec la main tendue, mais avec un pistolet au bout. Ils ont rebroussé chemin. Par la suite, j'ai reçu plusieurs menaces de mort, mais, comme vous pouvez le constater, je suis bien vivant".

Antoine TELLEZ

TEMOIGNAGE D'ANGEL ARANSAEZ - AVEYRON

"il paraît évident que les attitudes de l'UNION NACIONAL n'étaient que la continuité des intentions et pratiques du Parti communiste espagnol pendant la guerre d'Espagne et qui auront pour aboutissement ce qu'on a appelé "les événements de mai 37 en Catalogne".

Des raisons matérielles et des désirs de survie, firent que l'Aveyron fut très vite sollicité par un nombre important de réfugiés espagnols, qui accourent sur les chantiers des mines, des barrages et des hauts-fourneaux. Très tôt, les réfugiés cénétistes se regroupent (environ trois cents militants).

La déroute de l'armée française face au teuton nazi stimula la nécessité de consolider ce regroupement. plus tôt que ce que les fascistes italo-allemands et espagnols pouvaient penser, la résistance contre l'envahisseur, menaçant ses arrière-gardes, s'organisa et l'on remarquait parmi ces résistants la présence d'anti-fascistes espagnols. Le Parti communiste français, informé par ses acolytes espagnols tenta de diriger, contrôler toute présence espagnole dans la résistance. C'est à ses fins que fut créée l'UNION NACIONAL, appareil de "confusionnisme" sans égal, profitant surtout de l'enthousiasme généreux des réfugiés espagnols, qui ne se résignaient pas après la bataille perdue d'avril 1939.

L'expérience, la cruelle expérience nous rendait méfiants envers tout ce qui était revendiqué par le Parti communiste. Ce parti nous harcelait sans trêve, prétendant notre incorporation à son appareil de domination l'UNION NACIONAL. Je fus sollicité pour participer à la Conférence de Grenoble, qui d'ailleurs n'eut pas lieu à Grenoble. Après une discussion avec les compagnons, on décida d'y assister et je fus désigné comme délégué à cette Conférence. Mais, victime d'un accident de travail sur le chantier de la mine, je fus hospitalisé à Rodez. Les compagnons délèguèrent une autre personne, mais le moment venu...les déplacements avec les documents apocryphes se firent de plus en plus risqués...la gestapo et les nombreux collaborateurs français étant en alerte, le compagnon ENTRENA ne se présenta pas au rendez-vous. Il resta chez lui et la C.N.T. perdit l'opportunité de s'expliquer face à l'U.N.E.

Le P.C. informé de la force du groupement cénétiste en Aveyron, continuait de nous faire des pressions. Il nous envoyait sans cesse des délégués, même parfois des cénétistes qui s'étaient laissés séduire par leurs propositions obstinées.

l'un d'eux, je me souviens bien, était l'ex-administrateur de "C.N.T." à MADRID, Carlos DIAZ, asturien, que nous connaissions tous très bien et à qui nous manifestâmes nos craintes et nos points de vue divergents de ceux de l'UNION NACIONAL, entre autres les contacts qu'elle avait pris avec LERROUX et Gil ROBLES.

Nous étions déjà en contact avec les F.F.I. par l'intermédiaire du bataillon cénétiste du cantal, représenté par le compagnon GERMAN. Nous tentâmes à plusieurs reprises en Aveyron, d'entrer en contact avec les F.F.I. et toujours, nous rencontrâmes l'opposition du P.C. français, des dirigeants F.T.P., qui acceptaient bien notre recrutement dans la résistance aveyronnaise, mais à condition d'être représentés par l'UNION NACIONAL.

Le groupe de travailleurs N° 412, dirigé par un ingénieur militaire français, arriva à Decazeville. Tous les réfugiés espagnols du département furent incorporés. Dans ce groupe de travailleurs, se trouvait comme "capitaine espagnol", traducteur du commandant français, notre compagnon RODRIGUEZ BARROSO. Ce compagnon dévoué à la C.N.T eu

un comportement exemplaire envers et pour tous les anti-fascistes espagnols. Lors de son incorporation, il subit de grandes pressions du P.C. auxquelles il résista avec fermeté, ce qui plus tard, lui coûtera la vie. Ce que je dis, je le fais avec une rigueur historique et je suis prêt à le démontrer avec précision. BARROSO aida, sauva bien des situations très compromises. Certains communistes espagnols en furent même les bénéficiaires: parmi eux, JUNCO, TORRES, QUINTIAN, SALINAS. Parmi ceux-ci se trouve peut-être l'instigateur du crime commis plus tard. Comme nous savions que l'UNION NACIONAL était disposée à "liquider" BARROSO, nous convoquâmes de façon urgente le Parti communiste et d'autres collectifs anti-fascistes espagnols, devant lesquels nous dénonçâmes de tels agissements, les mettant en garde, sachant que des "liquidations" avaient eu lieu dans d'autres endroits (personnellement, j'ai appris que cinquante-six victimes sont tombées sous la "justice" de l'UNION NACIONAL). De nombreuses réunions furent consacrées à ce problème. J'étais en réunion avec les compagnons du bataillon de la C.N.T. du Cantal, lorsque tard dans la nuit, j'appris par un compagnon responsable de liaison (José GARCIA) la séquestration de BARROSO ainsi que l'inquiétude de tous les compagnons de Decazeville qui se sentaient, à juste titre menacés, puisque le commandant F.F.I. lui-même, avait déclaré que "c'était bien lui qui avait fourni les armes pour punir les TRAITRES comme BARROSO".

Avec GERMAN et d'autres compagnons, nous sentîmes la nécessité d'une riposte immédiate: stopper les assassinats et permettre un repli maximum de nos hommes vers le Canal. J'entrepris mon retour à Decazeville, en évitant sur les routes les divers contrôles des allemands, des gendarmes et des collaborateurs. Arrivés à Decazeville, informés des derniers événements et afin de sauver la vie de BARROSO, nous décidâmes une entrevue avec le commandant F.F.I. siégeant à Decazeville et représentant l'autorité militaire dans cette zone. Mandaté, avec le compagnon Juan LOPEZ, je dénonçais la séquestration et le probable assassinat de BARROSO. Le commandant DE GOY (nom de guerre VALZERGUES) répéta en ma présence: "pas d'objection à faire sur les représailles contre les traîtres". J'exposais à ce commandant, excellente personne et digne repré-

sentant de l'armée française, mon engagement au sein des F.F.I., signé par le "colonel CHEVAL", chef d'état major de l'Auvergne. Je lui expliquais en détail la conduite des différentes composantes du camp républicain durant la guerre civile espagnole. Je l'informais des attitudes, en France, de l'UNION NACIONAL. Je certifiais que nous, les réfugiés, nous assumions la conduite de BARROSO. Le dialogue fut tel que le commandant en personne, ordonna à l'intendance de nous donner du tabac!!! et quelques victuailles pour les enfants. Il est facile d'imaginer l'impression des compagnons qui attendaient anxieusement le résultat de cette entrevue lorsqu'ils nous vîmes arriver chargés de deux sacs, l'un de tabac, l'autre de gourmandises pour les enfants. Imaginez l'émotion des compagnons! Lors de cette entrevue, nous fûmes invités par l'état-major de l'Auvergne ainsi que par le commandant VALZERGUES, à assister à une réunion de toutes les forces de résistants en Aveyron qui devait avoir lieu prochainement. Mais tout cela ne sauva pas la vie de notre compagnon BARROSO, qui fut sans doute assassiné immédiatement après avoir été enlevé.

Je me souviens bien, suite à la scission de la C.N.T. en octobre-novembre 1945, j'eus l'occasion de bavarder cordialement avec le compagnon Juan LOPEZ, dont j'ai parlé précédemment, qui m'apprit que des restes humains avaient été retrouvés, qui ne pouvaient être que ceux du compagnon BARROSO...que mon souvenir aille à sa compagne Simone et à leur fille qui, ayant survécu à cette tragédie, n'oublieront pas pour autant le vil bras qui assassina leur être cher!

MAIS LES CHÔSES N'EN RESTERENT PAS LÀ. L'offensive des communistes envers la C.N.T. continuait, et celle-ci toujours aussi généreuse, débordante de solidarité, facilitait et collaborait à la réorganisation du P.S.O.E. et de l'U.G.T., même des républicains.

A tous, nous leur offrions les pages de nos organes et de nos liaisons clandestines. La conséquence de tout ceci fut qu'une fois Decazeville libérée, un meeting (que je présidai) fut organisé, le 15 octobre 1944. Ricardo GASSET Pascual TOMAS, Rodolfo LLOPIS et deux autres pour la C.N.T., dont l'un était CARRENO (le "Bilbaino"), y furent invités. Pascual TOMAS était déjà intervenu dans une autre réunion d'union anti-franquiste à Toulouse, organisée

par la C.N.T.

A la fin du meeting de Decazeville, le bataillon de guerrilleros C.N.T. du Cantal participa à un défilé militaire et rendit hommage au commandant de la place, et ce dernier félicita le bataillon pour son comportement.

Plus tard, le commandant VALZERGUES, qui avait envoyé un observateur au meeting, invita tous les participants à partager sa table au restaurant, pour rendre hommage au comportement des "Forces syndicales Espagnoles de la C.N.T. en Aveyron". Ceci anima d'autant plus le mépris des communistes envers nous.

La réunion de TOUTES les forces et les groupes de résistants d'Aveyron eut lieu présidée par le "colonel CHEVAL". Ce dernier, s'adressant à notre délégation, nous proposa de choisir "le groupe auquel nous souhaitions joindre nos forces et notre participation". Mandaté par mes compagnons, je lui demandais: "que représentez-vous, mon colonel?". Celui-ci répondit sans hésitation: "l'armée française au travers des F.F.I." Et je lui répondis: "eh bien à vos ordres, mon colonel". Nous étions ainsi incorporés dans les forces représentatives de l'armée française à Decazeville.

L'UNION NACIONAL présente à la réunion, ainsi que les F.T.P., le M.U.R. et d'autres, enregistrèrent notre décision, l'U.N.E et les F.T.P. ne cachèrent pas leur désapprobation. Nous apprîmes que le P.C. et l'U.N.E préparaient de nouvelles repréailles contre nous. Parmi nos informateurs se trouvaient notre compagnon TELLEZ. Ils nous envoyèrent un provocateur, se revendiquant cénétiste et ayant participé à la Division DURRUTI pendant la guerre. Il nous offrit des armes. Ils voulaient nous accuser de détentions d'armes NECESSAIRES POUR FAIRE FACE A L'ENVAHISSEUR ALLEMAND!

Nous refusâmes l'offre.

Le 17 octobre 1944, suite à une réunion, nous décidâmes d'arrêter la concentration des compagnons et familles, craignant une attaque de ceux de l'U.N.E. Pendant la nuit les informations que nous reçûmes nous apprirent "qu'en cas d'arrestations, elles seraient faites par les F.T.P." Ceci nous obligea à revoir la situation.

De plus, nous avons adopté des accords que nous devions exprimer le lendemain au pleno Régional N°2 à Perpignan, auquel j'étais désigné comme délégué.

Quelque heures après, alors que nous étions tous chez nous, il devait être deux heures du matin, une quinzaine de guerrilleros F.T.P. armés jusqu'aux dents, firent irruption chez le compagnon Saturnino ARANSAEZ. Ce compagnon mon propre père, fut emporté dans un autobus avec mon frère Floreal et le compagnon Juan LOPEZ, qui était resté dormir chez mes parents, vu l'heure tardive de la réunion. Ensuite, ils enfoncèrent d'un grand coup de pied la porte de ma maison, où je dormais avec ma compagne et notre fillette Vida. La gestapo n'avait rien à envier de leurs brutalités. Ils m'ordonnèrent de m'habiller pour "m'emmener faire un tour dans la nature". Il était déjà trois heures et demie du matin lorsque, stationnés sur la place Decazes, nous entendîmes sept coups de feu. Il se trouvait que les vaillants guerrilleros étaient en train de forcer la porte du domicile du compagnon socialiste, Juan ALVAREZ RAMOS, originaire de Barruelo, Palencia. Celui-ci se voyant cerné, et n'ignorant pas les agissements de l'UNION NACIONAL en d'autres lieux de France, profita de l'occasion pour sauter par la fenêtre d'un troisième étage. Par chance, les coups de feu ne l'atteignirent pas. Avec cinq autres compagnons, les yeux bandés, nous fûmes transférés en autobus pendant une heure, par des routes sinueuses, dans un lieu lugubre et désert dans la montagne. On nous ôta le bandeau des yeux et nous nous retrouvâmes tous les neuf, adossés au mur d'une maison. Face à nous, un important nombre de guerrilleros armés de mitraillettes. Le commandant des F.T.P. appelé HENRI, s'exclama: "que ARANSAEZ avance d'un pas". Ce que mon père fit aussitôt. Le commandant rectifia "qu'il n'était pas question de cet ARANSAEZ, mais d'un autre". Je fis alors un pas en avant et, escorté par deux guerrilleros, je fus conduit dans son bureau. Le commandant m'interrogea. Dans ce bureau, il y avait plusieurs guerrilleros, parmi eux, un lieutenant, que je connaissais en tant que communiste espagnol. Le commandant commença son interrogatoire ainsi: "pourquoi faites-vous partie de la 5° colonne internationale?" Ce à quoi je répondis: "s'il vous plaît, si - mal informé par l'UNION NACIONAL et le PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL - vous avez l'intention de nous exécuter, faites-le, mais ne nous traitez pas de 5° colonne, ni de fascistes". (de cet interrogatoire, de l'information qu'on en fit alors, il doit rester des traces, à l'ex-secrétariat inter

continental, aujourd'hui appelé Régionale à l'extérieur, mais aussi aux archives des environs de Rodez, Villefranche-de-Rouergue, Séverac-le-château et Espalion). Le commandant était curieux de connaître notre attitude pendant la guerre d'Espagne ainsi qu'à notre arrivée en France, en tant que réfugiés. Il disait avoir des preuves de notre appartenance à la 5^e colonne internationale et aux fascistes. Il était étonné des conversations que nous avions avec le directeur gérant des mines et usines de la compagnie F.D., qui était le neveu de M. Paul RAMADIER. Il ne comprenait pas non plus notre adhésion aux F.F.I. Convaincu que le même sort que celui de certains anti-fascistes espagnols en France nous attendait, j'essayais de garder mon sang-froid et de répondre clairement. Je fis remarquer que "ses" informations provenaient surtout du P.C. espagnol. Le commandant changea peu à peu d'attitude. Je lui dis aussi que la mitrailleuse trouvée chez mon père était comptabilisée par le commandant VALZERGUES et que c'était M. CAYROL, secrétaire de la C.G.T. à Decazeville qui me l'avait donnée alors que ce dernier fuyait l'arrivée des allemands et que, moi, je me proposais pour défendre cette ville.

Le commandant HENRI, contrarié, grommela des paroles à l'encontre de M. CAYROL. Finalement, HENRI me fit des excuses et ordonna qu'on nous servent un déjeuner. Il appela le compagnon JIMENEZ, qui, après un bref interrogatoire, avait déclaré avoir été le chef d'une unité d'artillerie pendant la guerre d'Espagne et avait tenu des propos proches des miens.

Sur ce, le commandant HENRI suspendit les interrogatoires. A partir de là, les guerrilleros F.T.P., pour la plupart espagnols, après avoir été coléreux et autoritaires, se firent sympathiques, voire solidaires, mais nous restâmes réservés...

Peu de temps après, on m'appela de nouveau au bureau du commandant, qui me reçut très mal à l'aise. Il me donna du papier et une plume et me dit: "je vais vous dicter une lettre destinée à vos compagnons et à vos familles". Cette lettre était la suivante:

"Cher compagnon GERVAS et amis,

"Par la présente, je vous communique en mon nom et en ce-

vement blessé et qu'il lui présente ses excuses. Le lieutenant le salua militairement et "au nom de son unité de guerrilleros ainsi qu'en son propre nom", il présenta à Juan ALVAREZ RAMOS des excuses.

De bon matin, le jour précédent était apparu dans les rues dans les mines et aux portes des usines, un manifeste qui parlait des détenus comme des "membres de la 5^o colonne internationale etc..."

Celui-ci avait pour but de justifier l'action dirigée selon les ordres du commandant HENRI. La curiosité de ce commandant, la mobilisation des compatriotes et des compagnons de Decazeville, la force de caractère et la conviction des sequestrés, firent échouer les objectifs criminels de l'UNION NACIONAL.

Ces événements eurent beaucoup d'échos... M. NOGUES, membre de la Chambre consultative du gouvernement du général DE GAULLE, dénonça les faits et protesta énergiquement. A la suite de quoi, le Président de la Chambre, Vincent AURIOL intervint auprès du général DE GAULLE, demandant que de tels actes prennent fin.

Je répète que, selon mes informations, le nombre des victimes de l'UNION NACIONAL parmi ses propres compatriotes, qui s'étaient opposés à sa ligne, se chiffre à CINQUANTE SIX assassinats.

Raconter à nouveau ces faits peut produire mécontentement et honte, mais cela est nécessaire POUR QU'ILS NE SE RE-PRODUISENT PAS.

BARROSO est mort pour la liberté, tué par ceux-là même qui se revendiquait d'elle.

Nous, les dix acteurs de cette séquestration, possédons une trajectoire que beaucoup de chefs de l'UNION NACIONAL souhaiteraient avoir pour eux-mêmes.

Ils profitèrent de la séquestration pour s'approprier nos archives et d'autres biens, collectifs et personnels. Cela nous fut rendu à l'exception de certaines choses, parmi lesquelles - selon mes souvenirs - un stylographe, de mon frère Floreal, qui lui avait été offert par un officier de l'armée britannique échoué en zone girondine (il put passer en Espagne grâce à l'aide de mon frère et d'autres compagnons de la région de Bordeaux).

Lorsque, dans des réunions représentatives de la C.N.T.

lui de mes compagnons, que jusqu'à nouvel ordre, nous sommes interrogés, nous ne sommes pas mal traités. Tout au contraire, nous sommes traités avec respect et considération et souhaitons que soit prouvées d'un moment à l'autre une fois de plus, nos convictions d'anti-fascistes espagnols et frères des anti-fascistes français.

"Gardez votre calme, justice sera faite puisque nous sommes parmi les hommes justes.

"On nous communique que, dans le cas d'une grève ou d'une manifestation de protestation en notre faveur, nous serions fusillés sur le champ.

"De votre attitude sereine, dépend notre vie.

"Etreintes à tous et baisers aux femmes et aux enfants.
Signé: A.ARANSAEZ. 17-10-44"

Cette lettre fut portée à Decazeville par le commandant HENRI en personne. Il fut chahuté par tous les réfugiés espagnols et surtout par ceux qui, comme ma compagne et d'autres, le reconnurent comme étant celui qui avait dirigé l'opération ce matin-là.

Le commandant fut impressionné par la mobilisation de ceux qui le chahutèrent, par leur résolution et la confirmation qu'ils avaient déclaré la grève et manifesté leur protestation devant les autorités civiles et militaires du département. Il fut convenu avec les seconds, sur ordre de leur chef le colonel JOURNET, "que si les séquestrés n'étaient pas immédiatement remis en liberté, le dit colonel enverrait un bataillon nous chercher, avec tous les moyens en sa possession".

A cette action, se joignirent tous les réfugiés espagnols de l'Aveyron et des départements limitrophes.

Le commandant HENRI revint et ordonna devant moi que l'on nous traite bien, en m'assurant que le lendemain, nous serions remis en liberté (délai maximum qui avait été négocié avec les autorités et les compagnons et amis réfugiés).

Le lendemain 18, le commandant HENRI ordonna à un de ces lieutenants qu'on nous libère et nous transporte dans l'autobus à Decazeville. Une multitude de compatriotes nous y attendait. Le lieutenant me demanda ce que je voulais faire. Je lui ordonnai de nous conduire à l'hôpital, où avait été admis le compagnon Juan ALVAREZ RAMOS, griè-

en Aveyron, ces faits furent décrits, j'eus l'idée de garder des copies, pour mes archives personnelles. Copies dont je dispose, comme l'original de la lettre dictée par le commandant HENRI.

Rien ne peut justifier que l'on impose ses idéaux aux autres. Celui qui pense et agit ainsi, n' a pas de place parmi ceux qui luttent pour la liberté".

Angel ARANSAEZ

TEMOIGNAGE DE BRIGITTO AYORA ET FRANCISCO RECHE AVEYRON

"Après être passés par les camps d'Argeles et de Setfonds nous nous sommes retrouvés mineurs dans le bassin houiller de Decazeville.

Chaque semaine, nous tenions une réunion du comité et nous avons très rapidement eu de profondes divergences avec l'U.N.E.

Un jour de 1943, vers midi, nous avons appris que les camions de l'U.N.E. tenaient les différents carrefours de la ville. Ils réquisitionnaient tous les jeunes qu'ils trouvaient afin de les enrôler dans le maquis de Noailhac d'obédience communiste. Lorsqu'on s'est rendu compte de cette situation, on a aussitôt dressé une table face à la gendarmerie de la ville et délivré des sauf-conduits à tour de bras pour le maquis de Figeac, où oeuvraient de nombreux compagnons. Nombre de bénéficiaires de notre "détournement" n'ont pas rejoint Figeac mais la détention de notre laissez-passer leur a évité la réquisition de l'U.N.E.

Dans le deuxième semestre de 1944, les relations avec les communistes se dégradèrent à un point tel que des exactions irréversibles furent commises envers les opposants à la ligne P.C.-U.N.E.

Francisco RODRIGUEZ BARROSO, né à Séville, était alors capitaine dans le 43° groupe de travailleurs espagnols, cantonné à Capdenac. Il travaillait néanmoins à Decazeville où il enregistrait les entrées et les sorties des

travailleurs employés à ce haut-fourneau surnommé "travaux forcés" tant le labeur y était pénible. Le 13 septembre 1944, il fut enlevé chez lui par des membres présumés de l'U.N.E. plus personne ne devait jamais le revoir! Quelque temps plus tard, à Laguiole, dans le nord de l'Aveyron, un cadavre enfoui sous un tas de pierres fut découvert. Jamais officiellement identifié, les différents compagnons ont la conviction profonde qu'il s'agissait bien du corps de leur infortuné camarade.

Un autre fait se produisit à la mi-octobre 1944. Il témoigne bien des procédés pour le moins suspects de l'U.N.E. et de ceux qui la cautionnèrent.

Vers le 15 octobre de cette année-là, après une réunion du comité C.N.T., d'autres personnes furent à leur tour enlevées. Il s'agissait de: Dionisio et Roberto JIMENEZ, Angel ARANSAEZ et son père, UROZ et son père, Juan LOPEZ. Au total, sept personnes qui furent détenues par les maquisards F.T.P. appuyant des guerrilleros espagnols. Transportés par camion bâché, ils auraient été sequestrés dans une grande demeure du côté de Marcillac.

La même nuit, au même moment, un groupe se présenta rue Cayrade, au domicile de Juan ALVAREZ, secrétaire du P.S.O.E. dans le but évident de l'enlever lui aussi. Profitant d'un moment d'inattention, ALVAREZ, à moitié dévêtu s'échappa par une fenêtre. Après une série de bonds périlleux, au cours desquels il se fractura deux côtes, après avoir essuyé une rafale de mitraillette, qui ne l'atteignit pas, il parvint à se réfugier chez un dénommé ESPINA, lui aussi militant du P.S.O.E.

Dans la journée, les amis des "disparus", inquiets, se rendirent auprès du commandant VALZERGUES (F.F.I.) afin de lui expliquer la situation. VALZERGUES déclara alors: "J'ai donné des armes et de la nourriture à des membres de l'U.N.E., sur leur demande, ceux-ci ayant déclaré en avoir besoin pour anéantir la F.A.I."!!!

Des contacts furent aussi pris avec "CHEVAL" qui supervisait les opérations F.F.I. de la région AUVERGNI. VALZERGUES, apparemment trompé et sincère, nous remis alors huit mitraillettes STEN. Des démarches furent entreprises par une délégation de la JUNTA auprès de la troupe stationnée à Rodez. Un groupe de militaires vint d'ailleurs à Decazeville afin d'y résoudre le problème. On nous de-

manda de restituer les huit STEN. Après nous être présentés au Quartier Général de la milice patriotique, et avoir flairé des "coups bas", nous rendîmes les huit armes à l'armée. Dans le même temps, en relation avec ces faits une grève fut lancée aux houillères, largement suivie.

Simultanément à cet arrêt de travail, les communistes diffusèrent un tract des plus hargneux qui appelait quasiment à l'élimination physique des "provocateurs anarchistes". On peut dire que, pour une fois, ils mettaient leurs dires en pratique.

Suite à toute cette agitation créée autour de cette affaire, nos compagnons furent relâchés sans plus de dommages".

Brigitto AYORA
Francisco RECHE

Fortunados compañeros Jirón y demás amigos.

1) Por la presente comunico en mi nombre y en el del resto de compañeros, que hasta ahora estubo en situación de interrogatorio, que hasta el presente nadie nos ha maltratado y si todo lo contrario; somos tratados con todo respeto y consideración y esperamos que de un momento a otro se comparezca una vez una nuestra posición de antifascista, con todos y hermanos en ideología de C. un antifascista Jirón.

2) Temo calma que justicia para hechos que entre los que son futuros.

3) No comencé al mundo que en caso que se declare una huelga o se haga una manifestación de protesta contra el poder de C. Comrades Jirón, hermanos familia lo inmediatamente. De vuestra actividad nunca depende nuestra vida

Atte a todos y Jirón a las impres

4 años

HENRI

17-10-44



Saboteurs de la Production

Après la libération de la plus grande partie du territoire français, notre Parti Communiste qui a été un des principaux artisans de la victoire s'est adressé à tous les travailleurs manuels et intellectuels, des usines et des campagnes. Il leur a dit, comme l'a aussi affirmé le Général de Gaulle : **la guerre n'est pas finie.**

Il faut gagner la guerre et écraser le fascisme Hitlerien.

Et, pour nous mineurs, le devoir est clair.

Il faut tirer du charbon. Il faut produire au maximum.

Or c'est ce moment que choisissent une poignée de provocateurs anarquistes pour déclencher un mouvement sous un prétexte fallacieux.

Lorsque les mineurs patriotes sabotent la production destinée à Vichy ou aux Boches les mêmes individus travaillaient très consciencieusement.

Lorsque nous luttons pour la victoire des Nations Unies, les individus affirmaient qu'ils préféraient voir Hitler victorieux plutôt que Staline.

Ces gens là appartiennent à la 5^{ème} colonne Internationale.

Ils sabotent l'union des patriotes espagnols contre Hitler et Franco.

Ils sabotent l'ancien patriote Roger contre les oppresseurs de la France.

Ils tentent de saboter la production de charbon au moment où toutes les organisations patriotes de France, en tête desquelles se place notre parti, appellent tous les travailleurs à un effort accrus.

Nous arrêchons le masque de ces aventuriers et nous demandons :

Qui les protège ? Qui les soutient ? Qui leur fournit des armes ? des fonds ?

C'est la 5^{ème} colonne de France.

Tous les contemptifs de la liberté, des démocraties se rejoignent.

Les patriotes français ne toléreront pas ces provocations.

Ils débusquent les aventuriers anarquistes et demandent que ces individus soient mis hors d'état de nuire.

Ils appellent tous les mineurs patriotes et antihitleriens à augmenter leurs efforts pour une production accrue,

Pour une victoire rapide et décisive,

Pour la libération et la renaissance de la France.

Le Parti Communiste Français
(Section de Decazeville)

TEMOIGNAGE D'HENRI MELICH - AUDE

"C'était à Narbonne, la Libération venait juste de se faire. Avec "TAMBOR", nous revenions d'une garde, l'arme à la bretelle. Nous fûmes attirés par des affiches de l'U.N.E. (sur fond tricolore du drapeau républicain espagnol) qui annonçait un grand meeting au cinéma "Família".

Nous avons pensé "tiens, les espagnols ont fait l'union?" Sans réfléchir plus longtemps, nous nous sommes dirigés vers le lieu du meeting. Devant l'entrée, deux civils, nous voyant armés, nous interpellèrent: "Où allez-vous ainsi?"

"Eh bien, nous sommes de réfugiés espagnols, nous aussi et nous venons tout simplement au meeting".

Je ne sais pas ce qu'ils ont dû penser, mais l'un d'eux s'est dirigé vers le fond de la salle pour parler aux organisateurs. La salle était aux trois-quarts pleine. Parmi l'assistance, jeune en majorité, on voyait surtout des fils de résidents espagnols (non réfugiés politiques). L'orateur était un dénommé FIGUERAS...Celui-ci déclara: "Nous devons prendre en exemple ces jeunes qui ont combattu dans le maquis français et qui n'hésitent pas aujourd'hui à partir pour libérer l'Espagne". Il parlait de "TAMBOR" et de moi-même.

On nous fit grimper sur l'estrade, et la salle entière nous applaudit avec force. Nous étions gagnés par un vague sentiment de fierté. C'est à cette occasion que j'ai connu Pepito JOVER. Le lendemain, nous fûmes une quinzaine à partir pour Camurac. Nous fîmes le voyage dans une camionnette, avec à nos côtés un chargement de mousquetons

italiens, sans munitions, des armes que le lieutenant MICHEL nous avait données en guise de "prime de démobili-

sation".

Nous passâmes par Quillan. J'aurais bien aimé voir mes parents mais il n'y eut pas d'arrêt...

A notre arrivée à Camurac, une des premières personnes que j'eus le plaisir de rencontrer fut Ramon MIALET. Celui-ci m'accueillit à bras ouverts car une grande amitié nous unissait. Depuis 1942, nous n'avions pas eu la chance de nous revoir. "Tu sais qui est là..." me dit-il "José ABAD de Villefort, Luis BUXEDA et Angel. Mais attention, celui-là ne joue pas franc-jeu: il "fayotte" toujours avec l'état-major, c'est un planqué..." puis il ajouta "tu sais, hier, j'étais à Quillan, j'y ai rencontré PALAU ainsi que ton père".

Peu après, nous fûmes appelés au poste de commandement. on nous posa les quelques questions d'usage et d'autres.. peut-être plus indiscrettes...

"Nom, prénom, âge, as-tu de la famille en France, marié ou célibataire, a quel parti étais-tu en Espagne, et ton père?" etc...etc...

Le fait d'avoir été au maquis Jean ROBERT de Salvezines m'exempta de tir et d'entraînement. Néanmoins, je fus retenu avec d'autres jeunes du maquis de la "montagne noire" pour suivre un stage, au cantonnement de Camurac. Celui-ci a duré une dizaine de jours...c'est à ce moment-là que mon père est venu me voir. Il insista pour que j'obtienne une permission afin d'aller rendre visite à ma mère qui, disait-il "était très fatiguée".

J'ai donc demandé une permission au commandant MATEO.

"Bien sûr" m'a-t-il répondu "mais attend la fin du stage dans deux jours".

Dans la cour intérieure du cantonnement, il y avait un couple retenu sous la surveillance de deux gardiens.

L'homme était de grande taille et semblait avoir environ 30 à 40 ans. La femme, petite, brune, assez belle, probablement plus jeune. J'ai demandé à MIALET qui ils étaient. Il n'en était pas sûr, mais il avait entendu dire qu'ils étaient "des agents de Franco".

Le lendemain matin, nous avons été convoqués au poste de commandement. En m'y rendant, j'ai rencontré MIALET, qui me prit par le bras, et me fit savoir qu'"après le repas du midi, il me parlerait de choses urgentes...et graves". Je le sentis nerveux.

Arrivé dans le bureau, je me trouvai en présence du commandant MATEO, de José ABAD et d'une troisième personne que je voyais pour la première fois.

Le commandant me déclara: "un groupe part en mission aujourd'hui même. Nous t'avons choisi, parce qu'étant catalan, tu seras utile dans la région où vous vous rendez". Il me présenta la personne que je ne connaissais pas. "Voici le capitaine LABELA. Tu seras son "asesor" et José ABAD sera votre agent de liaison".

On me remit des chaussures neuves, une mitrailleuse STEN, quatre chargeurs et plusieurs boîtes de munitions, ainsi qu'une dizaine de paquets de cigarettes et des rations de nourriture pour deux jours.

Le temps de faire mon paquetage, et nous sommes partis en camion. Je fus heureux de voir que PEPITO était de l'expédition. Au total, nous étions vingt-cinq hommes. A part une douzaine d'anciens maquisards, les autres étaient des jeunes qui partaient en mission pour la première fois. J'ai pensé au rendez-vous avec MIALET, mais tout ayant été si rapide, je ne pus l'avertir de mon départ.

Nous avons passé la nuit à Formiguères. Le lendemain nous repartîmes jusqu'à Valcebollère, petit village sur la gauche de Bourg-Madame, tout près de la frontière.

Juan FERNANDEZ, "El Chato", nous attendait. C'était un homme aux traits grossiers et à l'allure antipathique. Je l'avais déjà vu à Camurac. Il nous accompagna tout près de la frontière et nous indiqua le chemin à suivre. Puis il rebroussa chemin. Nous continuâmes seuls à grimper à travers la forêt.

Peu avant d'arriver à la crête, nous fîmes une halte pour prendre un repas léger. Là, nous attendîmes la nuit avant de pénétrer en Espagne. D'après ce que m'avait dit le capitaine, nous devions éviter tout accrochage avec la garde civile. Près de Ripoll, nous avons rendez-vous avec un berger. Celui-ci devait nous fournir des renseignements et après, commencerait véritablement notre première mission.

Le groupe silencieux descendait en file indienne vers la vois ferrée. Il faisait presque jour quand nous entreprîmes l'escalade d'une colline. Nous commençons à sentir la fatigue ainsi qu'une certaine angoisse. Nous n'avions pas la moindre idée de ce qui nous attendait.

Des questions m'assaillaient: "nous attendait-on vraiment? ...avait-on prévu le problème du ravitaillement?"

Je ne sais pas quelles étaient les préoccupations du reste du groupe, mais moi, cela me tourmentait.

"Serions-nous bien reçu par la population?"

Je marchais derrière le capitaine. Il se retourna et m'offrit la moitié d'une tablette de chocolat. Derrière moi, le groupe suivait. Quelqu'un trébucha et un juron ponctua la chute...

En traversant une forêt de pins, nous surprîmes un homme qui cueillait des champignons. C'était un employé des chemins de fer. Le capitaine lui posa quelques questions. Il était de Sants (près de Torrassa-Barcelona). Nous apprîmes qu'il faisait le trajet tous les deux jours et qu'il avait fait la guerre civile. Il n'appartenait à aucun parti. Par contre, il était adhérent à la C.N.T. Il avait fait la guerre sur le front d'Aragon et ensuite à Madrid. Il nous précisa qu'il n'avait pas de contacts avec son syndicat, mais qu'il gardait des relations avec un compagnon de la C.N.T. à qui, de temps à autres, il donnait "quelque chose" pour venir en aide aux familles des prisonniers. Et il ajouta: "de toute façon, par les temps qui courent, il nous faut être très prudent...il faut se méfier de tout le monde".

Nous lui laissâmes quelques cigarettes et nous reprîmes notre marche, non sans avoir fait un petit détour...au cas où...

Au sortir de la forêt, nous fîmes une pause. Le capitaine LABELA étala sa carte. Nous étions passés par la droite du Puigmal, en évitant les villages de Dorria, Planolas et Furnells. Cette pause nous permit de prendre notre premier repas en Espagne.

La pluie se mit à tomber avec une grande violence. Ne pouvant faire du feu (pour ne pas nous faire repérer), nous restâmes là toute une partie de la journée, trempés et transis de froid.

Quand la nuit tomba, nous reprîmes notre marche. Parvenus au sommet d'une petite colline, nous fûmes attirés par une forte clarté. Un des gars du groupe prétendit que c'était les lumières de Ripoll...quand le jour pointa, nous nous trouvâmes à découvert, c'était très dangereux.

Nous rencontrâmes un vieux berger qui nous dit être de

Capdevenol. Le troupeau ne lui appartenant pas, il refusa de nous vendre un mouton. Mais il nous permit de prendre une bête, en ajoutant "je dirai qu'elle s'est perdue"... Nous continuâmes avec la bête, tuée, et le soir même elle fut dévorée sans pain, sans sel, sans vin et ... presque crue... toujours par crainte du feu.

Nous découvrîmes une grotte, ce qui nous permit de passer une nuit plus reposante.

J'ai demandé à LABELA si nous devions continuer encore longtemps à nous enfoncer en Espagne. Les rations s'épuisaient... j'ajoutais "ne crois-tu pas que, pour notre mission, nous ne soyons pas trop nombreux? Avec cinq ou six bonhommes, cela aurait suffi!.."

LABELA me répondit: "tu vois, SANS, il faut que je te dise la vérité. Notre action n'est pas un sabotage. En réalité, nous sommes un groupe d'avant-garde. Nous devons attendre le commandant MATEO qui doit nous rejoindre avec un groupe plus important que le nôtre. Ensuite, nous formerons des petits groupes de six à huit hommes autour des villages".

Je ne sus que répondre.

José ABAD partit pour ramener MATEO et ses hommes. Dans notre groupe où la nourriture commençait à manquer, le malaise gagnait du terrain. Le capitaine LABELA donnait des signes d'énervement....

A notre droite, nous avions Pobla-de-Lillet, à notre gauche, Ribas-de-freser et là-bas au loin, Ripoll. Des sentinelles surveillaient nos arrières.

Une de celles-ci s'écria "ils arrivent, ils ont un drapeau républicain!".

Je crus d'abord à une plaisanterie. MAis très vite, je dus me détromper. C'était bien vrai. Le capitaine VASCO ouvrait la marche, drapeau déployé et immédiatement suivi par le commandant MATEO, le capitaine MADRILES, José ABAD Luis BUXEDA et toute la troupe. En tout cinquante-cinq hommes. Je m'écriais "Mais, ils sont fous!"

Ces hommes étaient bien moins équipés que ceux du premier groupe. Le retard de la liaison entre les deux groupes était dû à une erreur d'orientation d'ABAD, qui avait entraîné une marche de jour et un accrochage avec les gardes civils à hauteur de la voie ferrée: résultat, quelques blessés légers (dont un jeune qui avait une balle dans le pied) et deux hommes qui s'égarèrent (dont le vieux

"pharmacien" asthmatique)...

Pour retrouver ces deux hommes, je partis avec un jeune compagnon du premier groupe. En descendant dans la forêt, nous entendîmes parler espagnol... Je me retins de répondre juste à temps. A une trentaine de mètres en contre-bas, deux gardes civils, l'arme à la bretelle, montaient vers nous...lentement.

Nous nous postâmes pour les prendre en embuscade. Avec un feu croisé, il nous semblait que c'était du tout cuit. Mais, au même moment, j'en vis quatre autres, légèrement plus en bas, qui suivaient les deux premiers. Cela en faisait trop pour nous deux. Quand je me retournai pour faire signe au jeune qui m'accompagnait, il avait disparu. Il me fallut revenir précipitamment pour avertir les autres. Je n'eus pas le temps de parler car ALCARAZ arrivait d'un autre côté en criant et en tirant avec sa mitraillette...d'autres gardes civils arrivaient d'ailleurs.

La fusillade éclata de tous les côtés à la fois. Nous étions encerclés. Certains des nôtres, les plus expérimentés répondirent rapidement. Le premier moment de surprise passé, nous répondîmes aux tirs adverses. Nous étions pourtant tellement affolés, que pour beaucoup d'entre-nous, le simple chargement d'un chargeur vide devenait une chose très difficile à opérer.

A mes côtés, un jeune s'est sauvé en courant, abandonnant son sac et ses munitions. J'entendis la voix de Luis BUXEDA "les grenades!...les grenades!" Il les lançait avec rage mais aussi avec précision. Il se battait avec grand courage. Après la première fusillade, je me mis à chercher PEPITO et TAMBOR sans succès. Avec un jeune de la "montagne noire", nous avons récupéré des munitions dans des sacs à dos abandonnés et nous nous retranchâmes derrière un tas de gros de cailloux.

Le tir faiblissait d'un côté pour reprendre de l'autre. MATEO et LABELA n'étaient plus là! A ce moment, une ombre s'est approchée de nous, à contre-jour. J'eus du mal à reconnaître José ABAD.

Tous trois, nous reprîmes courage. "Ne vous faites pas de souci" nous dit José "je connais le terrain. Nous sortirons d'ici. Il nous faut attendre la nuit...Je crains que le commandant ne soit tombé aux mains des gardes civils. Il est descendu du mauvais côté".

La nuit tombée, nous décidâmes de descendre le ravin qui se trouvait derrière nous. Les rafales de mitrailleuse s'éloignaient. Tout laissait supposer que les nôtres s'éparpillaient. C'était la fin de l'aventure.

Nous marchâmes longtemps. De nuit, il nous était difficile de nous orienter. Ce qui pressait c'était de nous éloigner du lieu de la fusillade, où se trouvaient les gardes civils. Nous nous reposâmes à l'abri d'un bosquet mais le sommeil ne fut pas au rendez-vous. Je songeai à tout ce qui nous arrivait...

"Tu vois SANS" me dit José "je crois qu'on nous a envoyé à l'abattoir pour exploiter plus tard nos prouesses à des fins de propagande. Tu ne crois pas?"

Je me souviens lui avoir répondu: "Franchement, je ne sais plus quoi penser. Surtout après ce que LABELA m'a dit... en tout cas, il est certain qu'on nous a dupés...ou alors ceux qui nous ont envoyés ici se sont eux-mêmes trompés... quelle connerie... il n'empêche que, de ma vie, je n'ai jamais eu aussi peur".

Nous reprîmes notre marche vers le sommet qui se dressait devant nous. Presque parvenus en haut, nous vîmes la forme d'un corps assis, adossé à un chêne vert. José s'avança avec précaution, le doigt sur la détente...L'homme était mort. Il me semblait l'avoir déjà vu à Camurac. Il devait probablement faire partie du groupe des 55. Le froid l'avait surpris en dormant, il ne portait aucune blessure. José récupéra dans son sac à dos des photographies qui s'y trouvaient. Le souvenir de ce mort assis nous poursuivit très longtemps.

Sa famille saura-t-elle un jour comment il était mort? Quand nous pûmes atteindre le sommet, il nous fallu faire un détour pour trouver notre chemin. Nous eûmes à marcher des heures, avant de découvrir un petit village dans la vallée: c'était Valcebollère. Nous étions sauvés.

Pour savoir comment s'est terminée l'aventure, pour les autres guerrilleros, il suffit de se rapporter aux écrits de Francisco AGUADO SANCHEZ, colonel de la garde civile. Nous avons affaire en l'occurrence, à un "spécialiste" qui pour écrire "El maquis en España", à coup sûr, a tiré ses informations des archives de la garde civile.

Il en ressort qu'entre le 17 octobre 1944 et le 12 novembre 1944, différents accrochages entre la garde civile et

les maquisards ont tourné à l'échec pour les hommes qui étaient passés avec nous à la mi-octobre. Ils furent arrêtés isolément ou par petits groupes, quand ils ne périrent pas. Un commandant et un capitaine furent arrêtés à des moments différents. Très peu eurent la chance d'en réchapper. Si nous accordons un certain "crédit" à ce que ce colonel écrit, il y avait à ce moment-là 60.000 gardes civils, 15.000 "policia armada", 6.000 policiers (police secrète), sans compter l'armée. Avec cela, on comprend aisément quel pouvait être le résultat de notre aventure: nos chances étaient nulles.

Pour en revenir à mon récit, nous nous réfugiâmes à Valcebollère avec quelques rescapés. Une maison servait de relais aux groupes de guerrilleros qui pénétraient par cette zone.

Un lieutenant entre deux âges et un guerrillero faisaient fonction de soutien d'arrière-garde. Le lieutenant nous accusa de ne pas avoir accompli notre devoir, "notre mission" disait-il "était de former des petits groupes et de nous incruster dans les montagnes... faire des coups de mains... harceler les franquistes pendant la nuit et nous cacher le jour..."

Il était inutile d'essayer de lui faire comprendre que cela était plus facile à dire qu'à faire. Le lieutenant poursuivait son idée "comme le manuel du guerrillero l'expliquait clairement... importuner l'ennemi par petits coups de mains..." c'était un disque dur à supporter. La plupart du temps, nous évitions toute conversation avec lui.

Des fugitifs arrivaient chaque jour. Ramon du maquis de Picausset s'était perdu au cours du premier accrochage dans le groupe à MATEO. Il arriva exténué. Un jeune d'un village voisin de Carcassonne traîna avec lui un blessé qui avait une balle dans le pied.

Un matin, alors que j'étais de faction, j'entendis de légers coups à la porte. C'était Mauricio PASCUAL, coiffé d'un casque allemand, la barbe hirsute. Il désirait avant tout se restaurer.

Il m'apprit qu'il avait traîné jusqu'à la frontière le vieux pharmacien qui s'était perdu le premier jour. "Il faut aller le chercher. Je l'ai laissé dans la forêt du côté français. Il est très faible, peut-être vit-il encore".

Nous nous retrouvâmes une dizaine à attendre on ne savait trop quoi. De Valcebollère, j'appelais mes parents à la cabine de Belvianes. Je voulais leur donner de mes nouvelles. Ce que m'apprit mon père m'horrifia: Ramon MIALET et son beau-frère étaient morts ainsi que Pedro PEREZ, Miguel GONZALEZ et bien d'autres!!

Mais, enfin que s'était-il passé? Par téléphone, il ne voulut pas trop en parler mais en gros, je compris qu'ils avaient été exécutés par les guerrilleros de Quillan.

Mon père ajouta: "je t'envoie tout de suite de l'argent dans une enveloppe. Viens dès que possible, c'est tout ce que je peux te dire".

J'en informais aussitôt le groupe: PASCUAL, ABAD et RAMON. Ils n'en revenaient pas. Ca nous paraissait à tous trop ignoble, trop injuste. Je repensais à cet instant au rendez-vous que m'a donné MIALET à Camurac. Rendez-vous manqué malheureusement.

José ABAD fut le premier à voir un peu plus clair. "Le fait que les morts sont de la C.N.T. laissent présager des purges...dans nos rangs...En Aragon, j'en ai connu d'autres et je constate que ça continue ici. Il va falloir réagir".

Mauricio PASCUAL de son côté, ne trouvait qu'une chose à dire: "la seule issue, c'est...la "sortie" et c'est ce que je vais faire".

Le même jour, le commandant DELICADO est venu nous rendre visite. Après une bonne engueulade, il nous demanda de reprendre courage...nous aurions dû suivre les conseils de commandant MATEO "éviter tout contact avec l'ennemi... il ne faut pas se décourager car les camarades sont maîtres du Val d'Aran et bientôt nous reprendrons la pénétration d'un autre côté...après présent que nous avons du nouveau matériel".

Le soir, nous nous réunîmes à nouveau tous les quatre. MAuricio et José partirent vers minuit et deux heures après ce fut notre tour, Ramon et moi. Dans le train, avant d'arriver à Prades, les gendarmes nous demandèrent nos pièces d'identité. Nous n'en possédions pas. Il n'était pas non plus question de leur dire la vérité. Je leur racontais que nous venions d'Espagne. Ils nous répliquèrent que dans ce cas, "ils devaient nous remettre aux autorités espagnoles de Prades". Et ils le firent.

Les autorités espagnoles étaient installées dans l'ancienne villa de la gestapo. Après un interrogatoire assez bref, mais houleux, ils ne furent pas dupes. Ils attendaient confirmation (ou l'inverse) de nos dires.

On nous enferma dans une cellule. Là, il y avait un autre homme de 35 ans environ. Il s'appelait Edmundo et était du P.O.U.M. Selon lui, nous ne devons pas nous faire trop d'illusions. Ou bien nous serions envoyés au Val d'Aran, ou alors nous partirions pour un voyage plus expéditif...

C'était la première fois que je me sentais enfermé, avec angoisse et peur mêlées.

Pendant ce temps, dans les pièces du haut, il y avait un bal, de la musique et bien d'autres choses... En pleine nuit, un ami d'Edmundo (probablement) nous ouvrit la porte. Ils filèrent tous les deux et nous n'attendîmes pas notre reste.

Deux heures après, nous étions à Perpignan. Petite déception: l'autobus de Quillan s'arrêtait en fait à ...Maury. Mais nos jambes nous aideraient. Il faisait nuit quand nous arrivâmes à Belvianes. Mes parents débordaient de joie. La soupe était chaude...ensuite hélas, arrivèrent les nouvelles!

Ramon MIALET et son beau-frère abattus chacun d'une balle dans la nuque près d'Escouloubre. Miguel, Pedro et deux autres abattus à Montfort. Ce n'était pas tout. La veille ils étaient venus me chercher et mon père ajouta: "ils étaient quatre. Les deux qui sont rentrés ici, je ne les connais pas. Mais des deux autres qui sont restés dehors l'un était le boîteux de Quillan, en fait l'indicateur". Plus tard, bien plus tard, je devais apprendre que le couple prisonnier de Camurac n'était pas un couple "d'agents de Franco" mais le secrétaire de NEGRIN et sa compagne. Ils subirent le même sort que MIALET et les autres.

Le lendemain de bonne heure, nous partîmes à Carcassonne. Nous vîmes Jean-Louis, le commandant du maquis JEAN ROBERT. Nous lui fîmes le récit de notre odyssée en soulignant la délicate situation dans laquelle nous nous étions fourrés. "Les espagnols, vous êtes insensés. Vous ne comprenez donc pas que c'était un suicide? Comment voulez-vous, à une poignée, sans appui et en terrain hostile, vaincre toute une armée? Vous ne pouviez donc pas attendre qu'on

en ait terminé avec l'Allemagne?" nous expliqua-t-il de manière véhémement. Puis il poursuivit: "De toute façon, votre problème n'en est pas un. Je vous fait un sauf-conduit et vous allez directement rejoindre Michel et Firmin à Narbonne, pour reprendre votre place à la compagnie.

Bientôt nous nous rejoindrons tous à Castelnaudary dans le 81° R.I.A."

Le même jour, à Narbonne, Firmin me délivra une carte d'identité de F.F.I. et j'acquis au passage la nationalité française!

A la mi-novembre, je vins en permission à Belvianes. Le train avait du retard. Deux guerrilleros attendaient à la gare de Quillan. Ils me suivirent et avant de parvenir à la route nationale, en face de l'hôtel terminus, profitant de l'obscurité, ils m'accostèrent. "Tu dois nous accompagner, le capitaine veut te parler".

Je fus pris de court et ne sus que répondre. Voyant qu'on prenait une voiture, je demandais où nous allions.

"Ce n'est pas loin...juste à la Forge"

Je connaissais bien ce lieu, à mi-chemin entre Belvianes et Quillan. Un détail curieux et réconfortant: on ne m'avait pas fouillé et...j'étais armé!

Pendant le trajet, nous ne dîmes pas un mot. En arrivant au bureau il y avait deux personnes. Un jeune en uniforme avec baudrier et revolver au côté, l'autre plus âgé était en costume de ville. Le jeune, assis sur l'angle de la table me dit: "nous n'irons pas par quatre chemins. Depuis que tu t'es évadé de Valcébollère, nous te cherchons pour que tu nous expliques ta conduite en Espagne quand tu abandonnas le capitaine LABELA".

Je réondis: "je n'ai abandonné ni LABELA ni personne. On pourrait dire que c'est l'inverse qui s'est produit. Quand il y a eu l'accrochage avec la garde civile, à part un petit nombre qui s'est défendu, et j'étais de ceux-là, la plupart se sont évanouis dans la nature, les "chefs" comme les autres".

"Et ensuite, tu as abandonné ton poste à Valcebollère!"

Sentant probablement ce que j'allais répondre, il ajouta sur un ton plus vif: "Comment as-tu connu MIALET et quelle était la nature de vos relations?"

Passé le premier instant d'inquiétude, je commençais à reprendre courage et je répondis plus sûr de moi: "J'ai

connu MIALET à Puivert quand on travaillait comme bûcherons en 40-41. Puis nous avons travaillé sur d'autres chantiers. La dernière fois que je l'ai vu, c'était à Camurac".

"Savais-tu qu'il était un traître, qu'il avait refusé de combattre Franco?"

Sachant que MIALET avait été exécuté quelques semaines auparavant, la question ne me surprit pas. Je rétorquais: "Non! La seule chose que je sais, c'est que MIALET était dans la résistance. Et depuis fort longtemps. Je doute qu'il fut un traître. En plus je pense que vous êtes dans l'erreur... Je sais qu'il a trouvé la mort récemment.

Maintenant, je vais vous dire une chose. Je suis sous-officier de l'armée française. Je suis venu avec une mission, mandaté par le commandant Jean-Louis. Donc, ne perdons pas de temps. Mon absence pourrait intriguer mes supérieurs. Vous savez, du reste, qu'entre votre unité et la mienne (F.F.I.) les relations ne sont pas des plus cordiales". A ce moment-là, j'eus l'idée de sortir mon portefeuille et d'étaler sur la table ma carte F.F.I. où figurait ma nationalité "française", un ordre de mission et mon permis de port d'arme (chose curieuse pour l'époque où beaucoup était armés sans avoir de port d'arme); ils les prirent et les consultèrent. Subitement, la question fusa: "mais...tu es français?"

Un long silence suivit. Visiblement, ils ne savaient pas comment reprendre le fil de la conversation. A cet instant, le commandant CASTELLANOS (que je connaissais de vue) entra. Voyant mon uniforme, méconnaissant apparemment le motif de ma présence, il me salua, déposa les documents et repartit. Le plus âgé, qui jusque-là n'avait rien dit, sans faire allusion à tout ce dont nous avions parlé, me posa la question: "Alors, comme ça, les F.F.I. n'ont pas de sympathie pour l'U.N.E.? Qu'en pensent-ils exactement? Quelle est votre position vis à vis de l'Espagne?"

"L'homme de troupe, la base, s'en fout. Quant aux cadres, eux, ils pensent que vous n'auriez pas dû pénétrer en Espagne avant que les troupes de libération n'en aient fini avec les allemands. Raison de plus après le désastre de l'U.N.E. au Val d'Aran" fut la réponse que je fis, pour traduire ce que j'avais entendu dire.

"Et toi, qu'en penses-tu?"

"Simplement que vous vous êtes trompés sur toute la ligne. Enthousiasmés par la Libération en France, vous avez cru que là-bas, c'était du tout cuit. Hélas, ce n'était pas la même chose. Ici dans le maquis, nous avons l'appui de la population alors que là-bas, la population subit une répression des plus dures depuis plus de cinq ans".

Le jeune capitaine eut un geste et une mimique de mépris et il sortit du bureau de mauvaise humeur. Après avoir réfléchi un moment, le civil me dit: "Ecoute, mon vieux, ici ce qui se passe, c'est que nous ne sommes pas tous d'accord avec la ligne établie par nos supérieurs...tu peux t'estimer heureux que cette entrevue n'ait pas eu lieu quelques semaines auparavant. Néanmoins, je te recommande d'être prudent quand tu fais des commentaires avec tes relations à Quillan. Tu pourrais en retirer encore des désagréments. ..Maintenant, tu peux partir".

J'arrivais près de la porte quand il ajouta: "De toute façon, évite de sortir seul la nuit...c'est un conseil que je te donne".

Je me souviens qu'en sortant, une jeune sentinelle en faction me salua...Je tournais à droite en direction de Belvianes. Seul sur la route, mon coeur se mit à battre la chamade. J'avais eu très peur...Je regardais ma montre, il était 22H30.

Aujourd'hui, quarante ans ont passé. Nous disposons de preuves en nombre suffisant pour démontrer que parmi les treize exécutés de l'Aude, il n'y avait pas un seul agent de Franco. Un ou deux morts...Ce pouvait être une erreur. treize morts par erreur, cela relèverait du grotesque. Aujourd'hui, je pense aux guerrilleros victimes de la folie de quelques insensés: Jesus MONZON (alias Mariano), Luis FERNANDEZ et d'autres qui eurent l'idée de cette "invasion".

Je me souviens de GONZALEZ, VONILLA et des autres compagnons exécutés ici, pour avoir refusé de suivre les autres là-bas...

Je pense à mon ami MIALET, qui me fit découvrir GORKI, PANAIT ISRATI et Jack LONDON ... et à ce rendez-vous manqué de Camurac.

Quant à PEPITO, il fut fait prisonnier et condamné à un

an d'internement à la "Modelo" de Barcelone. Bataillon disciplinaire d'où il s'évada pour revenir en France. Je n'ai plus eu de nouvelles de TAMBOR. Luis BUXEDA fut fait prisonnier et fusillé peu après. De nos jours, certains se font une gloriole de ces "guerrillas" d'antan. Pour ce qui me concerne, je l'avoue: j'ai honte d'avoir été si naïf".

Henri MELICH

PASSAGE DE LA FRONTIERE A VALCEBOLLERE:

TAMBOR disparu lors du passage



José ABAD agent de liaison du groupe



PEPITO membre du groupe



RÉGIMENT DE L'AUDE

CORPS ou SERVICE Bataillon
Myriel

Nom MELICH
(en lettres capitales)

Prénoms HENRY (Ricardo)

Nom de Guerre Sans Robert

Né le 25 - II - 1925
à Barcelonn Dépt Espagne

de Nationalité Française

Grade Caporal

Affectation 3^e Bataillon

Matricule du maquis 73
Salvezines Aude

Signature du Titulaire :
Melich Henry

Empreintes digitales (2 Index)

SIGNALEMENT :

Taille	<u>1 m 65</u>	Nez	<u>Moyen</u>
Cheveux	<u>Châtains</u>	Forme Générale du Visage	<u>Ovale</u>
Moustache	<u>Rasée</u>	Teint	<u>Mat</u>
Yeux	<u>Marrons</u>	Signes particuliers	

Date de la délivrance : le 15 juin 1946
- 1246

SIGNATURE DU CHEF DE CORPS
[Signature]

Carte F.F.I. du caporal "SANS".

TEMOIGNAGE D'EDUARDO PONS PRADES - AUDE

"A la fin avril 1942, nous avons reçu la visite à Blomac (Aude) de José Luis FERNANDEZ ALBERT. Il venait nous proposer la création d'une organisation locale de solidarité espagnole, dont le but était d'aider nos compatriotes internés, soit dans les camps disciplinaires - comme Vernet (Ariège) - soit dans des prisons - celle de Montpellier, entre autres. Il se présenta à nous comme un militant du P.C.E., car il était envoyé par un autre compatriote de Puicheric-Minervois (VILLACAMPA), lequel savait que nous étions tous libertaires (C.N.T.).

Au village, nous étions huit familles de réfugiés espagnols et nous lui avons promis - à l'unanimité - notre collaboration. Nous avons créé une section locale de S.E. et nous avons commencé tout de suite à envoyer des colis d'un kilo, que ma mère allait poster à Douzens, d'abord une fois par quinzaine, puis chaque semaine.

Quelques mois plus tard, en novembre 1942, lors de l'occupation par les allemands de la zone libre, trois d'entre nous, Ramon SOLE, mon frère Eliseo et moi-même sont incorporés aux Groupes d'Action et Sabotage, dont le poste de commandement était au domaine de Saint-Merry, à Marsaillette (Aude). C'est d'ailleurs dans une réunion qui s'est tenue dans ce domaine que j'ai reçu les premières menaces de la part d'un militant du P.C.E. d'avant 1936. (l'un des chefs de groupe, originaire de Puente del Arzobispo, Toledo, était "El VIRUELAS").

Nous nous étions opposés à un sabotage très important contre deux douzaines de camions allemands remplis de jerricans d'essence, stationnés à Douzens (Aude). Nous, les libertaires, l'avons fait car nous étions sûrs que le dit "VIRUELAS" avait organisé cet attentat uniquement pour se faire remarquer du commandement. Notre attitude était aussi motivée par le souci d'épargner des représailles à un village de 1.500 habitants environ, représailles que les allemands n'auraient pas manqué de prendre, pour une opération sans intérêt militaire immédiat. Je passe sur les détails de notre accrochage. Il fut cependant si violent que nous envisagions de démissionner si "VIRUELAS" n'était pas démis de ses fonctions de com-

mandement du groupe. Plutôt que de renoncer à notre collaboration, ses propres camarades du P.C.E. les lui retirèrent. Cette affaire fut réglée par Tomas MARTIN qui était, comme FERNANDEZ, au P.C.E. et aussi au poste de commandement du Groupe de Travailleurs Etrangers, N° 422, 44 rue Voltaire à Carcassonne. Ces deux derniers étaient, avec Enrique OUBINA (P.C.E.) les chefs de l'Union Nacional dans l'Aude.

dans l'Aude.

En juillet 1943, à la suite d'une dénonciation, mon frère Eliseo et moi-même étions envoyés au G.T.E. 422. Je fus incorporé au poste de commandement de ce G.T.E., étant donné la bonne connaissance que j'avais de la langue française. Je devins coordinateur régional de la guerrilla, dont les unités s'étaient organisées début 43 et dont les cadres étaient d'anciens membres des Groupes d'Action et de Sabotage.

Lors de la libération de Carcassonne, le 20 août 1944, parce que j'avais des renseignements sur l'existence de groupes armés allemands dans la zone Carcassonne-Capendu-Puicheric, je fus chargé par le commandement F.F.I. (au lycée de jeunes filles de Carcassonne) de mettre sur pied un détachement volant de guerrilleros pour ratisser la zone en question. Je me suis acquitté de cette mission jusqu'au 24 août, récupérant un matériel de guerre important que je fis parvenir à la caserne LAPERRINE (F.F.I.) et aux divers groupes de guerrilleros espagnols stationnés à Carcassonne et tout particulièrement celui que commandait le commandant Pablo SALAS (P.C.E.).

Si je le signale, c'est parce que cela me donna une certaine autorité morale qui me permit d'être écouté et de pouvoir trancher dans les problèmes que nous avons eus avec les autorités françaises fin août 44.

Dès les premiers jours de septembre, des différends ont pris naissance entre ceux qui étaient disposés à suivre les consignes du P.C.E. sans sourciller, et les autres. Il faut dire que notre opposition venait du fait que les "disciplinés à outrance" étaient disposés à passer outre les accords pris à la base des guerrillas avant la Libération, accords qui - entre autres - se référaient aux infiltrations de groupes de guerrilleros en Espagne par sept, quatorze ou vingt-et-un hommes au maximum. Jamais il ne fut question d'invasion massive comme ils allaient

le faire dans le Val d'Aran en octobre-novembre 1944. Les affrontements furent très durs au cours des deux réunions qui se déroulèrent au siège de l'Union Nacional, place de la poste à Carcassonne, face au commandement militaire français, les 8 et 9 septembre 1944. Ils provoquèrent les démissions du commandant VILLAPADIERNA, du capitaine Enrique VELASCO et la mienne. Le premier était au P.S.O.E., le second à Izquierda Republicana, et moi-même C.N.T.-Partido Sindicalista.

Peu de jours après, dans le hall du théâtre municipal, lors d'une fête de Solidaridad Española, je recevais encore des menaces de la part d'un capitaine de guerrilleros (G.M.): "on règlera nos comptes quand nous serons en Espagne" me dit-il. Manuel HERNANDO SOLANA (ancien colonel de l'armée républicaine espagnole) nous informa peu après de l'existence d'une liste de représailles contre ceux qui avait "déserté" la guerrilla, et qui - en outre - en allant parler à Quillan et à Chalabre - c'était mon cas - avait fait tout leur possible pour épargner aux guerrilleros la triste aventure du Val d'Aran.

L'existence de cette liste nous a d'ailleurs été confirmée au cours de menaces dont certains furent l'objet de la part d'un certain "Alcantarilla". A Chalabre, il me dit que nous allions payer cher la trahison à la guerrilla, que tous les traîtres étaient connus et qu'aucun n'échapperait au châtement.

Mais quand les représailles ont commencé dans l'Aude, j'étais parti en Espagne, pour ma première mission clandestine, le 14 octobre 1944...

Je tiens à faire une distinction entre des hommes du P.C.E., comme FERNANDEZ, qui passera seize années à la prison de Burgos, MARTIN, classé NN en déportation à Mathausen, OUBINA, déporté à Dachau, et d'autres "fanatiques" comme "EL VIRUELAS" ou "EL CHATO", qui étaient capables de tout, comme cela s'est vu par la suite".

Eduardo PONS PRADES

TEMOIGNAGE DE JESUS GUILLEN - AUDE

"On m'a demandé un témoignage sur les événements que j'ai vécus il y a quarante-quatre ans, après être sorti d'Espagne, lors d'une longue et difficile escapade qui dura trois mois, une fois la guerre civile finie. Ce témoignage porte sur les activités que j'ai assumées volontairement une fois en France. Avec un bon nombre de copains, nous tentions de rassembler les volontés qui, malgré le dur exil, souhaitaient que le mouvement de la Confédération s'en remette. L'horizon était obscur et nous devions entreprendre une nouvelle étape afin que la grande famille libertaire surmonte la nouvelle situation créée, à savoir: notre dispersion.

Après bien des difficultés dans ce nouveau pays, je fus confiné par les autorités au 318° Groupe de Travailleurs Etrangers en destination de Bram (Aude). Plus tard, je fus affecté au 422° groupe en destination des boulangeries de cette localité. Dans ces boulangeries, on faisait le pain pour le ravitaillement militaire.

Participant à la direction des services, installés dans un vieux couvent appelé le château de Bram, il y avait un employé nommé AGAPITO, réfugié lui aussi, qui s'occupait des services administratifs et du contrôle des personnes affectées aux boulangeries. Cette personne était membre du P.C.E. et influente sur tout le secteur du département de l'Aude. AGAPITO avait les moyens nécessaires pour que, au travers de son poste, le parti communiste puisse influencer sa propre activité et tenter de contrôler les autres secteurs.

Suite à la constitution de "Union Nacional" par le parti communiste, lors de la fameuse conférence de Grenoble, il ne fut pas difficile pour ce personnage de concert avec le comité qu'ils avaient à Carcassonne de mettre en place à travers tout le département leur réseau d'information à Carcassonne, Salsigne, Bram, Chalabre, Camurac (qui plus tard servit de refuge au futur maquis), Quillan, Limoux etc soit partout où il y avait beaucoup d'exilés.

En novembre 1941, les copains qui travaillaient au barage de l'Aigle (Cantal) furent à l'initiative de l'idée de se regrouper et de se constituer en groupes (démarche classique dans le mouvement libertaire). Ils le firent et

déjà en janvier 1942, ils constituèrent la Fédération locale des groupes sur ce barrage. C'est approximativement à cette même époque que nous prenions, à Bram, la décision de nous constituer en groupes d'affinités et plus tard de nous fédérer avec la création de la Fédération Locale. D'autres localités voisines se regroupèrent aussi comme Fanjeaux, Les bordes, Villepinte, Saissac, Montréal etc.. Nous décidâmes d'étendre nos activités à Narbonne, Lézignan-Corbières, Marseillette, Mouthoumet et le département fut ainsi fédéré, avec près d'un millier de compagnons.

Il est inutile de raconter les diverses péripéties. Il y en eut beaucoup mais là n'est pas le propos. Je raconterai ce qui semble être le plus important. Nous eûmes des contacts avec le département de l'Hérault (Pont-Trencat), Montpellier et un peu plus tard, avec Béziers. Par d'autres voies, et à travers des onformations reçues, nous allions avoir des contacts avec les compagnons de la Haute-Garonne, ainsi qu'avec des goupes de l'Ariège et certains groupes de bûcherons installés entre Lavelanet, Chalabre et la Roque d'Holmes.

En tant que délégué de notre département, j'assistai à une réunion convoquée par les groupes d Toulouse, dans les caves de la Bourse du travail et à cette occasion, je rencontrai des compagnons venus de la zone occupée. Parmi eux, je reconnus ZAMORANO, MALSAND et aussi Raoul CARBALLEIRA. Ce dernier représentait les groupes de Toulouse. Il fut exécuté plus tard dans la montagne de Montjuich à Barcelone, alors qu'il s'y trouvait pour les besoins de l'organisation.

Plus tard, nous fûmes invités par les compagnons de Montpellier à une large réunion, qui eut lieu dans le département du Loiret à Rive-de-Gier. Là-bas, je rencontrai des militants fort connus comme BUENACASA, JUANEL, GERMAN, RODRIGUEZ de Hospitalet, "ZARAGATA", ANTON, Jaime PADROS et d'autres, tous mandatés par des groupes bien implantés et assez bien structurés. Tous aussi décidés et enthousiastes. Des commissions se constituèrent pour des futurs "plenum", qui se concrétisèrent en zone libre et en zone occupée: avec une réunion à Marseille, Béziers, puis de nouveau Toulouse, et plus tard à Muret. Des contacts se créaient aussi dans la résistance française, dans laquelle je participai en tant qu'agent de liaison dans la section

locale de Bram. Le responsable de ce secteur était le socialiste M. LEOTARD, conseiller du département de l'Aude. Je n'énumérerai pas plus d'activités, tout cela pour dire que lorsque "Union Nacional" lançait sa propagande, et clamait être l'unique représentant de l'exil combattant, et qu'en elle était représentés tous les organismes politiques et syndicaux, cela était en réalité, un énorme leurre. La dite conférence de Grenoble ne réunit en réalité aucun délégué d'aucun organisme de l'exil, si ce n'est le Parti communiste, et quelques individus se réclamant d'organisations qui ne les avaient pas mandatés. A la Libération donc, alors que j'étais secrétaire de la Fédération Départementale de l'Aude, nous fîmes une réunion à Carcassonne, au cours de laquelle nous décidâmes de ne plus tolérer que dans les séances publiques organisées par l'Union Nacional, apparaisse la moindre participation de la C.N.T. car cela pouvait produire une certaine confusion auprès des personnes mal informées.

Peu de temps après, dans un tract de l'U.N.E., il était annoncé un meeting à Lavelanet (Ariège) où l'on apprit que le compagnon CUBELLS interviendrait au nom de la C.N.T.

Nous nous rendîmes au meeting, et lorsque CUBELLS prit la parole, se présentant lui-même comme représentant de la C.N.T., nous lui fîmes savoir que le mouvement de la Confédération était dûment organisé et que ni lui ni personne n'était autorisé à parler au nom de la C.N.T. Ceci provoqua toute une polémique et une sacrée pagaille qui continua encore à l'extérieur du local. Je dois dire qu'à cette occasion, j'ai été menacé par certaines personnes qui défendaient les positions de l'U.N.E. En plus des menaces, je fus traité de "lâche", "peureux" etc... parce que je ne voulais pas rejoindre cette organisation qui se disait combattante.

Peu de temps après cet événement, l'U.N.E. organisa un autre meeting à Bram. Nous y fîmes également présents pour y porter la contradiction. La "farce" était si évidente que nous nous demandions jusqu'à quel point cela ne cachait pas une stratégie dont le Parti communiste est si friand. A nouveau, il y eut des insultes et des menaces. L'exaltation et le climat étaient tels qu'à cette occasion, prévoyant le pire, les compagnons vinrent préparés

en conséquence.

Malgré que les compagnons fussent bien informés, certains coururent le risque de rentrer dans les rangs de l'U.N.E. Ainsi, notre ami et compagnon MIALET de Vich (Barcelone). Je le mis pourtant en garde et lui fis même comprendre que je trouvais son attitude étrange, très étrange et qu'il se mettait directement dans la gueule du loup.

En effet, au bout d'un certain temps, alors qu'il se dirigeait à Camurac, lieu de concentration, et qu'il remit en cause certains ordres reçus, l'U.N.E. en profita pour l'accuser, sachant bien sûr que MIALET appartenait à la Confédération. Ils chargèrent "El Chato", le tueur de service, de son élimination.

Je tiens à signaler que ce compagnon courageux et très actif, eut sous sa responsabilité, avant la guerre civile dans la ville de Vich, la publication d'un hebdomadaire "El Llorador".

La conclusion de cet exposé très sommaire est que, fidèles serviteurs des consignes qui prirent leurs racines dans la propre personne de STALINE, les communistes développèrent une persécution acharnée à notre rencontre pendant toute la guerre civile en Espagne. Cette persécution se reproduisit en France, à travers l'U.N.E. et continuera malheureusement d'être présente de nos jours envers ceux qui s'opposent à la ligne".

Jesus GUILLEN

TEMOIGNAGE DE JOSE PORQUET - AUDE

"C'est un épisode dont j'ai pris connaissance après la Libération. C'était pendant l'été 1946, alors que je travaillais au village de Puivert, à vingt kilomètres de Quillan, en direction de Lavelanet.

A l'époque, je passais dans les villages pour installer des compteurs électriques dans les maisons. C'est ainsi qu'à Puivert, j'eus des contacts avec un compagnon espagnol de la C.N.T. (qui était cordonnier à son compte), et sa soeur, qui, elle, était socialiste.

Ils me dirent tous les deux: "Ici, il y avait une compagnie de l'U.N.E. qui faisait des incursions en Espagne.

Ces guerrilleros, une fois la frontière franchie, sur le territoire espagnol, liquidaient ceux de la C.N.T.

Parmi ceux qu'il y avait par ici, quatorze compagnons ont ainsi été tués".

Je n'ai pas les noms de ces malheureux mais j'affirme que c'est bien ce qu'il me fut dit, par un compagnon digne de foi".

José PORQUET

TEMOIGNAGE D'EDUARDO PARDO - AUDE

"Pendant la résistance, j'étais à Quillan responsable de la C.N.T. Un nommé FLORES est venu me trouver au nom de l'U.N.E. pour faire l'union entre la C.N.T. et l'U.N.E. J'ai bien entendu refusé. C'était avant la libération.

Puis il y a eu le drame des compagnons assassinés à Montfort, après la libération. Je me rappelle de leur enterrement. J'avais organisé une souscription à Quillan, en accord avec le maire M. BOUSQUET, pour payer la tombe. Il y avait pas mal de monde devant leur tombe. Je me souviens de MOISSET, LLADO, MELICH père, CARBELLA (de Montauban). Ce jour-là, je fis un discours pour la C.N.T.

Quelques jours après cet enterrement, l'U.N.E. est venue me chercher. J'étais au café en face de la gare, en train de jouer aux cartes. Un guerrillero me dit que le commandant CASTELLANOS voulait me voir, qu'il fallait que je vienne tout de suite, qu'il attend dehors. Je répondis: "très bien, il peut attendre encore un peu que je finisse ma partie de cartes". Le guerrillero me laissa finir la partie et se posta dans le café.

J'avais remarqué un autre garde devant l'entrée, par le reflet de la glace accrochée au mur du café. Terminer la partie, c'était un prétexte. J'en profitai pour demander à un copain d'aller vite à la maison et de

me rapporter le parabellum que j'avais dans un tiroir. Ce copain fit aussi vite qu'il put et revint avec l'arme enveloppée dans un journal. J'étais prêt à discuter.

Jouant de l'effet de surprise, je pus désarmer facilement les deux gardes de l'U.N.E. en arrivant par derrière.

Je me rends dehors où, en effet CASTELLANOS attendait. Je lui dis alors que l'épisode de Montfort restera unique. Qu'il veille bien à cela, sinon, pour un anarchiste que l'U.N.E. abattra, dix communistes tomberont.

Après cette mise au point, à Quillan, l'U.N.E. nous laissa en paix.

Quelques années plus tard, le commissaire DELMAS de Carcassonne, est venu à Quillan pour une affaire indépendante de ces faits. Mais il fut cependant question de la disparition de certains copains. Cela laisse supposer que la police savait quelque chose, mais qu'elle laissait courir".

Eduardo PARDO

TEMOIGNAGE DE LUCIO ARROYO - AUDE

"En 1932, je vivais en France à Blancmesnil. J'ai été expulsé pour mes activités de propagande. Je suis retourné en Espagne dans le village de ma femme. Là, j'ai fait de la propagande pour la C.N.T. Quand je suis arrivé au village, il n'y avait pas de cénétistes. C'est là que j'ai fait la connaissance de Victoriano VONILLA. Il est venu militer aux "Jeunesses libertaires". Ce même VONILLA qui a été assassiné par l'U.N.E. avec trois autres de ses compagnons (un de la C.N.T. et deux de l'U.G.T.). à Montfort-sur-Boulzanne le 5 novembre 1944.

En 1944, j'habitais à Saint-Michel d'Aude. Il y avait une fédération locale de la C.N.T. où militaient beaucoup de compagnons dont BERNAT (rédacteur d'"España libre"), ROVIRA et moi-même bien entendu. C'est là que nous avons appris au début novembre les dramatiques événements survenus à une famille de compagnons anarchistes espagnols de la C.N.T. dans une ferme de l'Ariège. Si mes souvenirs

sont bons, c'était la famille REBOLLO. Ce compagnon n'avait pas voulu rejoindre les rangs de l'U.N.E. Dans cette terrible affaire, plusieurs compagnons et même des enfants ont péri de la main des communistes.

En novembre 1944, les quatre compagnons ont été assassinés parce qu'eux non plus ne voulaient pas rejoindre l'U.N.E. J'ai rencontré VONILLA quelques jours avant qu'il soit liquidé. Il avait un compagnon, Luis DELGADO, de l'U.G.T., qui avait intégré l'U.N.E. Ils résidaient dans la même maison à Montfort.

Quand les assassins de l'U.N.E. ont eu terminé leur sale besogne, ils sont redescendus à La Pradelle (à côté de Montfort) dans la nuit du samedi au dimanche 5 novembre. Ils y avaient un lieu de résidence. Luis DELGADO, qui ce soir-là s'y trouvait, a été réveillé lors de leur arrivée. Il s'aperçut alors que les communistes avaient sa propre valise. Il comprit instantanément la "méprise" et fut horrifié de ce qu'elle pouvait signifier: les assassins avaient cru prendre la valise de VONILLA après l'avoir liquidé. Ils avaient en fait récupéré les affaires de DELGADO.

Tous ces renseignements m'ont été rapportés par Luis DELGADO lui-même.

Dans cette affaire, l'U.N.E. voulait supprimer SERRANO, beau-frère de Miguel GONZALEZ (lui aussi de la C.N.T., assassiné à Montfort) car SERRANO discutait et apportait souvent la contradiction aux hommes de l'U.N.E. Au moment de l'équipée meurtrière, il était absent de Montfort. Mais ça, les assassins ne pouvaient pas le prévoir.

Je ne pense pas que la police à cette époque ait fait une enquête sérieuse. Au maire de Montfort qui posait des questions, elle fit cette réponse: "c'est une affaire entre espagnols"...

Quelques années plus tard, j'habitais alors à Banyuls, le garde-champêtre est venu me chercher chez moi pour que je me rende à la mairie du village. "Tout de suite?" - "Oui, tout de suite!" A la mairie, trois inspecteurs m'ont questionné sur les événements de Montfort. Ils devaient être au courant qu'à cette époque je détenais un dossier sur l'affaire. Ce dossier avait été réalisé en grande partie avec Luis DELGADO, qui, je le répète, était à l'U.N.E. au moment des assassinats.

J'ai dû aller chercher le dossier à la maison et je leur ai ramené. Ils ont pris des notes et je ne les ai jamais revus (ce dossier fut détruit par la suite).

A peu près au même moment que l'affaire de Montfort, l'U.N.E. - en réalité CUBELLS, un cénétiste qui avait pactisé avec les communistes - envoya à Saint Michel une équipe d'agents recruteurs, avec à sa tête un certain Juan SERRANO. Cette équipe se trouvait au château de Landry, où elle avait établi ses quartiers. Ce Juan SERRANO était de ma région natale (Tolède) et à Saint Michel, beaucoup d'espagnols étaient de cette région. Quand Juan SERRANO est venu me voir, pour que je rentre à l'U.N.E., je l'ai renvoyé vertement, en l'insultant.

Dans le coin, les communistes ont réussi à récupérer des jeunes (enfants d'immigrés économiques d'avant 1936). Je me souviens de ROMERO, CUADRADO parmi eux.

Ces jeunes qui étaient recrutés étaient regroupés au château et ensuite, ils se promenaient dans les rues de Pamiers, le pistolet à la ceinture.

Ils ont tenté de récupérer Pedro VALLARIN, dont la mère était de la C.N.T. Quand son fils lui a dit "qu'il allait partir en Espagne pour libérer le pays", elle est venue m'en parler. J'ai vu Pedro et nous en avons discuté. Je lui ai dit ce que j'en pensais. "Tu vas là-bas sous la direction des communistes, alors que tu sais bien ce qui est arrivé avec eux en Espagne". Enfin, je l'ai persuadé de ne pas rentrer à l'U.N.E.

Les communistes ont su par l'intermédiaire de Juan SERRANO que j'étais, pour ce qui concernait Pedro, l'artisan de leur échec, et aussi pour bien d'autres que Pedro. Ils se sont réunis à la forge, à côté de Saint Michel. Cette réunion se tint dans la maison d'un cousin à moi, Cyrilo PASCUAL ARROYO. Il était membre de l'U.G.T et il avait intégré les rangs de l'U.N.E.

IL FUT DECIDE A CETTE REUNION QUE PEDRO VALLARIN ET MOI-MEME SERIONT LIQUIDES!

Mon cousin est venu chez moi peu de temps après. Il devait avoir un poids sur la conscience. Il tournait autour du pot. Il avait probablement peur des représailles s'il m'avouait les sombres desseins des communistes, si ces derniers apprenaient qu'il était le responsable de la fuite. Sa femme lui demanda où il s'était rendu l'après-

midi. Moi-même, j'insistai pour savoir, car je me doutais de quelque chose... Alors, Cyrilo m'a dit: "si tu me donnes ta parole de ne rien faire qui puisse éveiller les soupçons, je vais te raconter".

Après que je l'aies mis à l'aise, il me raconta dans le détail la réunion de l'après-midi.

J'avais de quoi les attendre et je lui dit: "on va laisser venir".

Quelques jours plus tard, en allant chercher le pain, j'ai rencontré un communiste de l'U.N.E., RAMON, qui avait participé à la réunion. Je lui ai dit ce que je savais de leur réunion. "Ce n'est pas vrai, camarade" m'a-t-il répondu. Je lui ai rétorqué: "il n'y a pas de camarade. Si tu veux me liquider, tout de suite, essaye donc...Mais attention, si vous me touchez, sachez bien qu'il y a du monde derrière moi! Si toi, ou d'autres, venez à toucher un cheveu de Pedro, alors on ira à votre Quartier Général à Pamiers et on rasera tout!"

A partir de ce moment-là, il n'y a plus eu de menaces, ni envers Pedro, ni envers moi-même".

Lucio ARROYO

TEMOIGNAGE DE FLORA - AUDE

"Mon frère Miguel GONZALEZ, bûcheron à Montfort-sur-Boulzanne, avait eu la visite de certains guerrilleros espagnols qui lui proposèrent des les rejoindre dans l'U.N.E. afin de libérer l'Espagne de Franco. Mon frère refusa.

Non pas qu'il n'ait pas eu envie de se battre contre Franco, mais il trouva leur position suicidaire et leur dit: "Ire a desalogar a Franco cuando tengamos con nosotros el cielo negro de aviones" (j'irai déloger Franco lorsque nous aurons avec nous le ciel noir d'avions).

De plus, il n'avait pas beaucoup de sympathie politique pour les thèses communistes: il était libertaire, militant à la C.N.T. et il avait participé à la colonne DURRUTI.

Devant son refus, les hommes de l'U.N.E. se firent très menaçants... "No quieres venir, pues ya vendremos a buscar te un día" (tu ne veux pas venir, eh bien un jour, nous viendrons te chercher).

En effet, une nuit, cinq ou bien six hommes frappèrent à la porte. Mon père était là, il leur ouvrit. Il en reconnut certains. "Nous venons pour ramasser le bois" dirent-ils. Mon père appela mon frère, qui parti avec eux. On ne devait plus le revoir vivant!

On retrouva le lendemain, quatre corps, à peine recouverts de terre, avec chacun une balle dans la tête. Parmi eux, mon frère. Les trois autres étaient les corps de Pedro PEREZ, José IBANEZ et Antonio RODRIGUEZ, dit VONILLA. Je les connaissais bien tous les trois. PEREZ et IBANEZ étaient aux Jeunesses Socialistes. Ils étaient récemment sortis de l'U.N.E. car ils étaient déçus et sceptiques sur les attitudes de certains militants de cette organisation.

Quant à Antonio RODRIGUEZ, libertaire comme mon frère, lui aussi avait refusé de rentrer dans l'U.N.E.

Les hommes de l'U.N.E., en prenant VONILLA, avaient aussi emporté une valise en pensant qu'elle était à lui. En réalité, elle appartenait à un autre copain, DELGADO.

Ce dernier devait reconnaître plus tard ses propres affaires entre les mains des guerrilleros appartenant à l'U.N.E.

Au cimetière de Montfort, une plaque de marbre porte l'inscription "Aquí reposan M.GONZALEZ, V.VONILLA, P.PEREZ, J.IBANEZ fallecieron el 5-11-44 fusillados por un piquete fascista" (ici reposent... tombés le 5-11-44 fusillés par un piquet fasciste).

La formule peut paraître ambiguë mais à ce moment-là, beaucoup étaient encore animés par l'espoir de faire un front commun contre Franco et pensaient qu'il n'était peut-être pas opportun de soulever des polémiques et des conflits".

FLORA

Nº 334

Apellidos y nombre **Gonzalez Espada, Miguel**

Domicilio **C/ Jesús, 12, Calanda (Ternuel)**

Estrado **soltero** Edad **23**

Profesion **campesino**

Organización **C. N. T.**

Carnet **22384**

Enrolado desde el **24 de julio de 1936**

Parlete 21 de diciembre de 1936

(Comandancia del Regimiento)

Batallón **473.**

Compañía **3a**

Sección

Escuadra

Grado **Capitan Mil.**

Destinos especiales



(Firma del interesado)

Miguel Gonzalez



Le cas de Monfort-sur-Boulzanne, dans l'Aude, ne devait hélas pas être unique. Dans cette Haute vallée où s'activait un grand nombre de réfugiés espagnols, les clivages politiques produisirent une série d'éliminations physiques, à sens unique.

Ce n'est qu'en 1953 que les pratiques pour le moins expéditives de l'U.N.E. furent dévoilées au grand jour. En effet, fin octobre de cette année-là, un banal fait divers conduisit à l'arrestation de sept ex-guerrilleros. Tous sont communistes, anciens membres de l'U.N.E. et assassins. Ils avoueront être à l'origine de treize meurtres commis dans l'Aude, d'octobre à décembre 1944. Ici, point de bavure, mais bien des actes prémédités, commandités, destinés à intimider, briser une autre forme de résistance que celle préconisée par Moscou.

Les sept inculpés reconnaissent les faits mais néanmoins cherchent à se disculper en prétextant l'obéissance à des ordres donnés par leur chef (José DIAZ, parti sans laisser d'adresse). Les victimes n'étaient pas choisies au hasard et toutes sont exécutées pour leur opposition à la ligne U.N.E. Leur identité et leur affiliation politique ne trompe pas :

A Monfort, Miguel GONZALEZ (C.N.T.), Victoriano Vonilla (C.N.T.), Pedro PEREZ (P.S.O.E.) et José IBANEZ (P.S.O.E.).
A Escouloubre-les-bains, Ramon FOLCH et Ramon MIALET, tous deux libertaires.

Dans la forêt de Picaussel, Henri GEORGEAKOPOPOPOS, ancien secrétaire de NEGRIN et sa compagne MARUJA.

A Camurac, Luis GARCIA MARTINEZ (C.N.T.).

A Formiguères, Alfonso SAN MIGUEL (P.O.U.M.) et son ami José PUJADAS (P.S.U.C.).

A Brenac, Avelino MARTINEZ.

En Andorre, un contrebandier surnommé "Le Petit". Tous ces assassinats furent exécutés entre octobre et novembre 1944.

Juan FERNANDEZ (El Chato) et ses complices ne purent les nier. Combien d'autres ont-ils tués? Dans les journaux de cette fin 44, les cadavres non identifiés ne manquent pas. Ainsi à Cases-de-pene, dans les Pyrénées Orientales, en octobre 44, quatre corps nus, de type espagnol sont découverts enfouis sous 50 centimètres de terre, une balle

dans la nuque. Même pratique. Mêmes exécutants???

Quarante ans après, ces quatre-là demeurent encore, comme tant d'autres, une énigme.

Il est à noter qu'"El Chato" n'en était pas à ses débuts: il avait déjà eu l'occasion de mettre en exergue sa hargne anti-libertaire, puisqu'il participa en 1937 à l'activité ravageuse de la colonne LISTER, connue pour avoir détruit les collectivités en Aragon.

Enigmes également, tous les cadavres d'espagnols découverts sous quelques centimètres de terre, à la fin 1944 et au début 1945.

Ainsi, celui d'Emanuel DEL VALLE, de MALAGA, découvert sur la route de Molitg-les-bains, à trois kilomètres de Cattlar, enterré sous cinquante centimètres de terre. Les premières constatations font ressortir un choc violent à la gorge.

Et les deux autres, découverts le lendemain, au lieu dit "le clos de la baillat", sur la route de Cattlar à Sournia. Les deux hommes furent exécutés par balles dans la nuque, enterrés sous cinquante centimètres de terre, tous deux d'origine espagnole.

Et Alfonso RUBIO, dont le cadavre fut découvert sur le territoire de la commune de CAIXAS. Il a été assassiné la nuit du 11 au 12 août 1944 de plusieurs balles de revolver dans la tête: deux individus s'étaient présentés chez lui vers vingt-deux heures sous prétexte de lui demander du travail (il était exploitant forestier). A un moment de la discussion, RUBIO reçut sept balles de 9m/m. Et IBANEZ ROCH, de Baza en Espagne, dont le cadavre est découvert à Prats-de-mollo. Il avait reçu plusieurs balles au visage. Une rapide enquête parmi les habitants permit d'apprendre que vers le mois d'août 44, trois espagnols avaient disparu et qu'on en retrouva deux dans la rivière du Tech.

Et Ernest GARCIA, assassiné à Enveitg, au lieu dit "mas frances", à soixante-dix mètres de la frontière. Trois individus surgirent de la frontière, le tuèrent et profitèrent de ce que le témoin soit parti chercher les gendarmes pour traîner le corps de l'autre côté de la frontière et disparaître.

Tous ces assassinats sont relatés dans "Le Républicain du Midi" des mois d'août et novembre 1944 et avril 1945. Les enquêtes n'ont jamais abouti. La police, prudente, parlait le plus souvent de "règlements de comptes en espagnols".

Nous remarquons que "Le travailleur catalan" - confrère communiste du "républicain" (tous deux paraissant dans le département des Pyrénées Orientales) - est resté étrangement muet sur ces affaires. Et pourtant, ses colonnes abondent en dénonciations, appel à la délation, insultes envers d'ex-collabos etc...etc...

Alors, comment expliquer que des assassinats n'aient pas retenu l'attention des communistes?

Un seul pourtant, parmi tous ceux que nous avons cités, est relaté. Dans "Le travailleur catalan" du 21 avril 1945, sous le titre "les assassins de Franco agissent", au sujet de la mort d'Ernest GARCIA, on peut lire: *"cette semaine, le "Républicain" du 16 avril 1945 annonçait qu'un assassinat avait été commis à Enveitg et le motif invoqué était: règlement de comptes. Notre confrère a certainement induit en erreur, et nous entendons mettre les choses au point"*.

Et A.MIQUEL raconte comment GARCIA fut tué par trois soldats espagnols franquistes armés. Ernest GARCIA était républicain espagnol, et membre de la C.G.T.

Pourquoi le "Travailleur catalan" éprouve-t-il le besoin de *mettre les choses au point*? Pourquoi parle-t-il de *règlements de comptes* alors que l'article incriminé n'en fait pas mention? Pourquoi les trois inconnus sont-ils devenus des *soldats espagnols franquistes*?

Qu'y avait-il donc derrière les silences du "Travailleur catalan" au sujet des autres assassinats?

Pour ce qui nous concerne, en l'absence de preuves, au regard des similitudes, nous parlerons de présomptions...



Luis GARCIA et Carmen GARCIA, peu de temps avant l'assassinat de Luis.

Juan PUJADAS.

TREIZE CRIMES COMMIS dans l'Aude au lendemain de la Libération étaient l'œuvre d'une bande de guerilleros espagnols Sept d'entre eux sont arrêtés



Juan FERNÁNDEZ
dit « El Chato »

Menant des enquêtes en vue de découvrir d'une part les auteurs du hold-up dont fut victime en juin 1943, un encasseur de la B. N. C. I. de Quillan et d'autre part les auteurs de l'agression contre le docteur Perck, au col de Tosa, près de Pugetrà, au mois de juillet dernier, les policiers de la 14e Brigade mobile de Montpellier ont été appelés à poursuivre leurs investigations dans le milieu espagnol de la région.

C'est ainsi qu'ils ont été informés du fait que certains Espagnols dont on poursuivait la trace avaient participé fin 1944, début 1945 dans des localités de la Haute-Vallée de l'Aude, à divers assassinats.

Ces informations ont motivé de la part de la brigade mobile une nouvelle enquête qui vient d'aboutir, ces jours derniers, à l'identification et à l'arrestation de 7 des assassins ou complices.

Il s'agit de Fernandez Juan, alias « El Chato », domicilié au moment de son arrestation, 37, rue Trivaille à Carcassonne ; José José et Castella Hvar-nidic, domiciliés tous deux à Châlabre, Amor Fortuato, domicilié à Graucque (Bourbes-du-Rhône) ; Soléll Ramon, domicilié à Nice ; Figueras Casimir, domicilié à Craponne (Rhône) et Reyna Antonio, domicilié à Suarigo. Au moment de sa arrestation, Fernandez travaillait comme moulin à Carcassonne. Il savait qu'il était recherché et ne faisait pas partir de lui.

CARCASSONNE. (De notre correspondant particulier) : La police mobile de Montpellier, en liaison avec la brigade de Carcassonne et M. Fabre, juge d'instruction dans cette ville, vient de découvrir une importante affaire de meurtre remontant à la période trouble qui suivit la Libération.

L'assassinat de quatre Espagnols à Montfort

Le 5 novembre 1944, aux premières heures de la matinée, quatre Espagnols : Gonzalez Michel, Rodriguez Antonio, Perez Pedro et Ibanez José, demeurant à Montfort-sur-Bouzanne, près d'Axat, étaient arrêtés par un groupe de guerilleros espagnols parmi lesquels ceux que nous venons de citer.

Chargés sur une camionnette stationnée à l'entrée du village enchâssé en face, ils étaient conduits au lieu dit « la Rivierette » à environ 200 mètres environ de la route et assassinés chacun d'une balle de pistolet dans la tête. Leurs cadavres étaient aussitôt ensevelis sur le lieu du crime.

Quelques heures plus tard, dans la matinée, des bûcherons circulant près de la Rivierette remarquèrent des traces fraîches de sang ainsi qu'un bréchet et quelques douilles.

Poursuivant leurs recherches, ils découvrirent dans une prairie à quelque distance de là, de la terre fraîché.

En creusant cette terre, ils mirent à jour deux fosses dans l'une se trouvaient trois des Espagnols et dans l'autre le cadavre de Missele Gonzalez.

Les habitants de Montfort n'ont pas tardé à identifier ces cadavres et par la suite ont signalé le fait

à la gendarmerie. L'autopsie qui fut alors pratiquée sur ces cadavres par le docteur Basile, d'Axat, permit d'établir que l'une des victimes, Perez, avait eu la montre-bracelet arrachée, preuve que les assassins avaient dérobé les objets de valeur que portaient les cadavres.

Une autre victime, Ibanez, portait des cochonnettes au cou, résultant vraisemblablement d'une tentative de strangulation.

L'affaire en resta là... Les restes de ces quatre Espagnols reposent actuellement dans le cimetière de Montfort. Sur leur tombe des inscriptions anonymes portent cette phrase : « Tué par un piquet de fascistes ».

Deux guerilleros abattus à Escouloubre-les-Bains

Le 15 avril 1946, étaient découverts deux cadavres au lieu dit « Borde del Jo » à proximité d'Escouloubre-les-Bains. L'autopsie pratiquée par le docteur Soussignan, médecin légiste à Carcassonne, avait seulement permis d'aboutir à la conclusion que ces deux cadavres portaient une balle chacun dans le crâne.

L'identification fut impossible et l'enquête d'abord ne donna aucun résultat. Ce n'est que par la suite que l'on apprit que les cadavres étaient ceux de deux guerilleros espagnols du nom de Miazet et Poch Ramon. Une nouvelle enquête

leur permit d'établir que ces deux Espagnols furent arrêtés en octobre ou novembre 1944 à Quillan au domicile d'une certaine Roussel Raymond.

Ils furent conduits à la mairie de cette ville et dans le couloir de cette mairie, un groupe de guerilleros vint les prendre et les chargea d'amener à Forçades.

En cours de route, et alors que le convoi se trouvait à Escouloubre-les-Bains, il y eut un simulacre de panne. Les deux prisonniers reçurent l'ordre de pousser la camionnette. C'est ainsi qu'ils

effectivement ce travail que l'un d'eux fut exécuté d'une balle dans la nuque par Fernandez dit « El Chato » à Louire, après et ayant essayé de prendre la fuite, fut également abattu par le même Fernandez.

Comme les Espagnols de Montfort, Miazet et Poch ont été enterrés à proximité de la route et du lieu de l'exécution.

Fernandez, qui avait avec lui Castella Vicento, dit « Ancanarria », et Amor Fortuato, dénommé comme lui à Carcassonne, s'étaient emparés auparavant de tout ce que les cadavres portaient sur eux.

La disparition d'un certain Martinez

Vers la fin octobre, un autre Espagnol, Martinez Avellino, disparaissait dans des conditions identiques.

Martinez, qui était domicilié à Rodome, était arrêté vers la fin du mois de septembre à Guillan, par deux guerrilleros, alors qu'il sortait du café Bernard Sizolet. D'abord conduit au siège de l'Union Nationale Espagnole au café de la Gare, il fut transféré à Merial et détenu en compagnie de San Miguel et Pujadas. On ne devait plus le revoir...

En 1947, dans un terrain en bordure de la route nationale, près du village de Brenac, au-dessus de Couzès, un cadavre décomposé était découvert. Ce cadavre serait-il celui de Martinez ?

On espère que Fernandez et ses camarades détiennent des renseignements par donner toute la lumière à ce sujet comme sur divers autres points demeurés encore obscurs dans cette affaire.

Triple assassinat dans la forêt de Picaussel

Un autre meurtre de cette bande sinistre est celui du docteur Georgekopoulos Henri, médecin grec, natif d'Alicante (Espagne), de sa concubine Maria et de leur ami Garcia Martinez, qui venait s'établir à Merial, près d'Axal, où l'avait rejoint peu après, sa maîtresse, Maria. On les retrouve tous deux parmi les guerrilleros de cette région du maquis, où ils étaient liés d'amitié avec un homme Garcia, qui demeurait à rue Ferrer, à Carcassonne. Ces trois Espagnols faisaient l'objet d'une surveillance particulière vers la fin octobre 1944, lorsqu'ils furent un jour arrêtés et conduits à la casemate de Camurac, vraisemblablement dans la forêt de Picaussel.

Garcia fut le premier abattu. Ce qui voyant, Georgekopoulos, affolé, essaya de s'enfuir en sautant par-dessus la clôture du camion. Bien qu'attendant d'une bulle de mitrailleuse à la jambe, il parut dans la forêt, mais fut rapidement rattrapé par Fernandez, qui l'abattit derrière un talus. Peu après, ce fut le tour de la femme Maria, dont on ne connaît pas encore l'assassin. Selon les déclarations de Fernandez, une autre équipe seules venaient le lendemain massacrer les trois victimes. Le fait est que l'on ignore pour l'instant le lieu où ils sont enterrés. Les circonstances du crime telles que nous venons de les résumer ont été confirmées par d'autres personnes. Un fait est certain également : après l'exécution des trois Espagnols, le docteur Georgekopoulos et de Maria fut perquisitionnée par les assassins qui s'emparèrent d'une somme de 20.000 francs en billets de banque, de pièces d'or et des bijoux de valeur.

Une autre visite domiciliaire fut effectuée à Montpellier, où habitaient précédemment les deux concubines. Là, un poste de T.S.F. fut volé.

Deux autres Espagnols abattus à Formiguères

Le 10 novembre 1944, deux autres Espagnols du nom de San Miguel Alfonso et Pujadas Juan étaient arrêtés, à Merial, où ils détenaient. D'abord détenus par les guerrilleros de cette localité, ils furent aperçus à Camurac, puis à Formiguères, toujours sans escorte.

Un jour, tous deux disparurent. D'après certains renseignements, ils auraient été chargés

sur un camion, conduits à Formiguères et ce serait le même Fernandez qui les aurait exécutés.

En octobre 1945, un corps a été découvert au col de la Guillane, situé à 8 km. de Formiguères. On n'a pu encore établir s'il s'agit de celui d'une des deux victimes, mais on a de fortes raisons de le supposer.

L'assassinat d'un contrebandier andorran

A l'actif de Fernandez, mentionnons un autre crime d'un genre différent. Il s'agit d'un règlement de comptes avec un contrebandier andorran du pseudonyme de « Le Feut » à qui Fernandez avait commis à la maison d'arrêt de Foix où tous deux étaient détenus en 1944.

Alors que ce contrebandier revenait d'une mission sur le territoire andorran en octobre 1944, Fernandez, selon ses propres aveux, l'abattit d'un coup de revolver et déroba sur son cadavre une montre-bracelet et un sac rempli de tabac de contrebande. Tel est le tragique bilan pour

le moment incomplet d'une série de crimes et de vols dont auront à répondre, tout ou partie, les Espagnols actuellement détenus à la maison d'arrêt de Carcassonne et en particulier, ce sinistre

En tout 13 victimes dont 4 seulement ont pu être identifiées. L'enquête de la police mobile n'en est pas à son terme. D'autres sinistres compliqués dans cette affaire courent encore. Les enquêteurs s'efforcent de rechercher si les guerrilleros détenus n'ont pas d'autres crimes sur la conscience, ce qui ne fait que peu de doute.

Responsabilité collective

Mis à part celui du contrebandier andorran, les crimes que nous venons d'énumérer sont étroitement liés l'un à l'autre. Ils impliquent une même bande de guerrilleros et il est certain que la responsabilité collective implique ainsi à l'état-major.

Au demeurant, les assassins actuellement détenus affirment avoir agi sur ordre de leurs chefs et de qui jouait leurs vraisemblables, avoir remis à ces derniers les sommes et objets volés sur les cadavres.

Quoiqu'il en soit, le parquet,

Un magnifique résultat à l'actif de la police mobile

C'est un magnifique résultat que vient d'ores et déjà inscrire à son actif la brigade mobile de Montpellier en mettant à mort sur une bande de pilliers moustiqueux qui, ayant réussi à vivre en liberté neuf ans encore après leurs sinistres forfaits, faisaient peur sur les populations de notre région, un danger permanent.

le juge d'instruction de Carcassonne et la police mobile avec les chefs de laquelle nous avons pu nous entretenir hier — le commissaire divisionnaire Wailard et le commissaire principal Sindt — paraissent résolus à pousser leurs investigations jusqu'à ce que soit faite toute la lumière sur cette ténébreuse affaire.

Ils mentionnent tous deux que dans la région seraient susceptibles d'apporter des indications utiles à l'enquête, à dire au parquet de Carcassonne ou au commissaire divisionnaire de la police judiciaire à Montpellier.

Aussi, ester avec un grand soulagement et une profonde satisfaction que la population sudoise, depuis longtemps écœurée par l'atrocité de certains préjudices espagnols, apprendra la nouvelle de cette arrestation qui ouvre une page nouvelle sur l'histoire encore obscure d'une période trouble.

André PEYRE.

Les crimes des guérilleros de l'Aude

“El Chato” et son groupe auraient agi pour des raisons politiques

CARCASSONNE : De notre correspondant particulier.

« C'est ici, il y a quelques jours, l'anniversaire de la mort du camarade Alfonso San Miguel ». Disons tout d'abord que l'arrestation des assasins à la tête de la prétendue Union National Espagnole, contrairement comme beaucoup d'autres à s'engager dans un groupe de guérilleros appartenant à une certaine 5^e brigade, de trait, membre dans le département de l'Aude, et parer qu'il voulait quitter cette unité au sein de laquelle régnait la dictature, il était détenu en compagnie d'autres camarades appartenant au parti socialiste ouvrier espagnol et à la C.N.T. de Merial (Aude).

« Voyant que le Comité de Libération du département de l'Aude désirait qu'ils fussent remis en liberté, leurs gardes-chiourme de l'Union National les transfèrent à Camurac et plus tard à Forgnieux. Les efforts du Comité de Libération et de l'Etat-Major de la région s'avèrent inutiles. Car les détenus furent violemment assassinés dans les environs de Forgnieux.

« Un témoin raconte qu'on les sortit de leur prison à minuit, qu'on les enferma dans une voiture, chargant avec eux des pioches et des pelles qui devaient compléter la tragédie braggne des assassins.

« Ainsi furent tués le camarade San Miguel, du P.O.U.M.; Garcia, du C.N.T.; Georgekopoulos, du P.S.O.E., ainsi que d'autres de diverses organisations.

« L'Union National accomplit son œuvre et lorsque le jour suivant l'Etat-Major de la région, à la demande de divers organismes espagnols, s'intéressa à eux, il leur fut déclaré qu'ils étaient partis pour l'Espagne.

« Mais nous connaissons les noms des auteurs de ce monstrueux assassinat. Et le jour même pas loin ou dans notre propre pays ils auront à répondre de leurs crimes ».

« Nous extrayons, en les traduisant, ces lignes du bulletin intérieur d'un organisme d'émigrés espagnols portant la date du 5 novembre 1945.

Les divisions politiques entre émigrés espagnols

Leur combat nous a en outre été confirmé par des émigrés espagnols.

« Ainsi donc nos lecteurs ne manqueraient pas de remarquer, les auteurs de ces crimes auraient été connus dès l'année où débuta, si nous même avions. Ainsi donc certains des crimes à l'actif d'« El Chato » et de ses compagnons auraient été connus par des émigrés du chef de l'Union National Espagnole, et pour des motifs purement politiques.

« Dans les mois qui précéderont la libération de la France, les réfugiés espagnols appartenant à une organisation extrémiste fondèrent la U. N. E. destinée, sous prétexte de lutter contre le fascisme, à rassembler tous les émigrés espagnols de France sous la direction de ce seul parti communiste. Mais les émigrés républicains appartenant à des organisations d'actions politiques différen-

tes, tel que le Parti Ouvrier Socialiste, la Gauche Républicaine, la C. N. T., l'U. O. T., et le P. O. U. M., ne tardèrent pas à comprendre le véritable but de l'U. N. E. Ils fondèrent de leur côté la Junta Española de Liberación. Ce fut alors une guerre sourde entre ces deux rassemblements. Les guérilleros dépendant de l'U. N. E. allaient jeter dans les plus petits villages des mines préfabriquées afin de mobiliser, de gré ou de force, leurs compatriotes isolés.

Comment furent exécutés les six Espagnols détenus à Merial

« Deux qui, une fois enrôlés dans les bandes de guérilleros détraqués, et morts, étaient exécutés. Ce fut, d'abord, le camarade Georges de Sa Migue (membre du P. O. U. M.), de Pujadas, son ami, et de Martinéz.

« Ce fut également le cas, ce qui ne devait pas empêcher les assassins de les voler, du docteur Georgekopoulos, qui avait été le secrétaire particulier de Negrin, ancien chef du gouvernement républicain en exil, et dirigeant du Parti Ouvrier Socialiste Espagnol, de son amie Marija et de leur ami Garcia, membre de la C. N. T.

« Ces victimes étaient enrôlés dans l'ancienne brigade des guérilleros cantonnée à Merial, ensuite à Camurac et à Forgnieux, sous le commandement du nommé José Diaz.

« Les premiers arrêtés furent San Miguel et Pujadas, le 27 septembre 1945.

« Informés de cela et redoutant le sort qui les attendait, les chrétiens de la Junta Espagnole de Sa Migue intervinrent auprès du Comité de Libération de l'Aude, les dirigeants de ce Comité leur firent savoir que la brigade à Merial et obtinrent l'assurance que l'un ne leur ferait rien contre les autres prisonniers.

« De même, le chef de l'Etat-major P. E. L. de Carcassonne fut appelé à intervenir. Peu après cette démarche des responsables de la Résistance audoise, le docteur Georgekopoulos, son ami et Garcia furent arrêtés, et exécutés par El Chato dans la forêt de Pinasseau.

« En outre, le 7 octobre, la brigade quittait Merial, pour se rendre à Camurac en marchant avec elle les trois prisonniers restant, San

Miguel, Pujadas et Martinéz.

« Le 17 octobre, la brigade et deux de ses prisonniers (Martinéz, avant temps été exécuté près de Brénac) quittèrent Camurac et allèrent s'installer à Forgnieux.

Devant le tribunal secret

« Deux jours après l'arrivée à Forgnieux, San Miguel et Pujadas étaient jugés par le tribunal secret de la brigade et condamnés à mort. Tandis qu'on les jugeait, un bal organisé par les guérilleros se déroulait tout à côté. On les vit qui traversèrent la salle de bal en pleurant. Ils étaient conduits vers le lieu de l'exécution.

« Le lendemain un officier de la 5^e brigade se rendit à Carcassonne, auprès des dirigeants de la Junta National de Libération Espagnole et déclara à ceux-ci qu'étaient par ces crimes il se retirait de la brigade des guérilleros. « Je ne veux pas être le complice des assassins », avait-il déclaré.

« De nouvelles démarches avaient été faites autre temps par les chefs de la Résistance audoise. Il leur avait été répondu que San Miguel et Pujadas se trouvaient en Espagne.

L'organisation des brigades des guérilleros

« La 5^e brigade de guérilleros dépendait de la direction de l'Union National espagnole de l'Aude, installée à Carcassonne, rivolière, à l'ancien bureau de la Compagnie des travailleurs étrangers, sous-centre de l'U. N. E., qui avait pour filiale, dans la Haute Vallée de l'Aude, le centre de direction au Café de la Gare, commandé par un certain Guillermo.

« La direction générale de l'U. N. E. était à Toulouse et avait pour siège le Café des Arcades, place du Capitoul.

« Lorsque après la libération le gouvernement français prononça la dissolution des brigades de guérilleros, celles-ci furent transformées par la U. N. E. en groupes de « travailleurs d'exploitations forestières », véritable arme clandestine, disséminée dans diverses localités pyrénéennes. Ces groupes de travailleurs forestiers étaient des centres et ils avaient même de la préparation militaire.

« El Chato et plusieurs de ses complices faisaient partie de ces équipes, qui furent démasquées par la suite lorsque le gouvernement français fit arrêter et exposer 25 de leurs chefs parmi lesquels Guillermo et Ricardo.

« El Chato vint alors se fixer à Carcassonne où il trouva à s'employer dans une entreprise de bâtiment. Il était considéré comme excellent ouvrier et dur à la tâche. Il se faisait fort peu remarquer et se rendait souvent à Toulouse où est toujours le centre clandestin de son organisation.

« En outre, dans son petit appartement de la rue Trivalle où il vivait avec un camarade, avaient lieu parfois des réunions d'émigrés espagnols, anciens guérilleros.

Distinction entre la politique et le banditisme

« Les renseignements que nous donnons ici et que nous reproduisons en toute objectivité énoncent d'émigrés espagnols dont on ne saurait suspecter la bonne foi si qu'ils furent, en 1944, en contact avec l'U. N. E. et les guérilleros de la Haute-Vallée de l'Aude.

« Leur témoignage est une preuve du fait que les crimes actuellement démasqués par la Justice française, s'ils ont eu en partie pour base des raisons politiques, sont loin de recueillir l'approbation de tous les émigrés espagnols car de même que la distinction est totale entre la vraie résistance des patriotes français et le banditisme camouflé de certains étrangers, de même les crimes et les rapines d'une seule fraction des émigrés espagnols, à l'ensemble des républicains espagnols réfugiés dans notre pays.

« Nous verrons d'ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, que divers forfaits commis par ces bandes de guérilleros étaient souvent, très loin de se rapporter à la politique, encore moins au patriotisme.

André FEYRE.

Documents

DOCUMENT CONTRE LES CRIMES DE L'UNION NATIONALE
 paru dans "Historia negra de una crisis libertaria" de Ra-
 mon ALVAREZ.

"L'Alliance démocratique Espagnole, en France, constituée par le Gauche Républicaine, l'Union Républicaine, le Parti Républicain Fédéral Démocratique, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, la Gauche Républicaine de Catalogne, le Mouvement Libertaire et les deux grandes organisations syndicales C.N.T. et U.G.T.

Attirent l'attention du gouvernement provisoire de la République Française sur les manoeuvres de la prétendue UNION NATIONALE ESPAGNOLE, laquelle, par tous les procédés imaginables, tentent d'absorber ses compatriotes réfugiés afin de disposer d'eux.

Continuellement, des précisions nous parviennent sur les brutalités commises par l'UNION NATIONALE ESPAGNOLE contre ceux qui ne veulent pas se soumettre à elle"(...) Et après une longue liste d'actes inadmissibles, perpétrés avec la connivence des communistes français, brutalités destinées à diminuer l'influence des bataillons d'espagnols non communistes, principalement libertaires, le document dit:

"Et pour continuer, nous nous permettons de vous signaler quelques cas de violences exercées contre plusieurs espagnols, non acquis à l'UNION NATIONALE, dont on pourra juger l'importance.

VIDIELLA Agustin, arrêté le 4 avril 1944 par la Gestapo à Pamiers, transféré à Foix le 7 du même mois. Après la libération de la ville par les F.F.I. et quelque formation de l'UNION NATIONALE, un dirigeant de cette dernière, après avoir soumis VIDIELLA à un interrogatoire dans la prison, et constatant que le détenu n'appartenait pas à l'UNION NATIONALE, le fit transférer à la prison de Pamiers, où il est encore détenu.

Romero GONZALEZ BLAS, volontaire à la 8^e brigade en garnison entre Lavelanet et Pamiers, ayant refusé d'adhérer à l'UNION NATIONALE, ayant reçu des menaces de mort et craignant pour sa vie, a remis au Lieutenant-radio canadien de son unité, ses objets personnels et une attestation dans laquelle il affirme avoir reçu des menaces de

mort de la part d'individus de l'UNION NATIONALE. Un groupe de l'UNION NATIONALE demeurant à Begullo-Montségur (Ariège), effectua une opération jusqu'à Montferrier dans les derniers jours de juillet. Il appréhenda un couple espagnol qui fut conduit au poste de commandement. On les exécuta le jour suivant.

A Mirepoix, deux autres réfugiés espagnols ont été exécutés: BELMONTE et MOLINA, trouvés assassinés dans la forêt de Amens.

A Decazeville (Aveyron), un autre espagnol, RODRIGUEZ, fut arrêté par un groupe de "guerilleros" d l'UNION NATIONALE et fut trouvé plus tard assassiné en pleine forêt. Les mêmes individus assassinèrent un autre espagnol nommé TRUJILLO.

José MANA (son nom dans la clandestinité était MARTIN), agent de liaison et homme de confiance de divers maquis du Lot, a été trouvé exécuté.

Francisco RODRIGUEZ BARROSO, capitaine de la compagnie cantonnée à Ille-sur-Têt, a été détenu et porté disparu. Castedo SANTIAGO se trouve actuellement détenu au camp Noé (Haute Garonne). Selon ses propres déclarations, sa détention n'est pas due aux autorités françaises. C'est une violence de plus commise par l'UNION NATIONALE.

Pedro CALZADA et beaucoup d'autres espagnols, se trouvent actuellement détenus à la prison de Bourrassol (Toulouse) prison établie par l'UNION NATIONALE.

Dans la localité de Cazaza, près de Castelnau d'Urban, dans le département de l'Ariège, le samedi 15 juillet 44, vers 22H30, plusieurs individus firent irruption, mitraillettes au poing, au domicile de l'ouvrier espagnol Ricardo ROY. Ils tirèrent à travers les fenêtres de la maison et menagèrent de brûler l'habitation si on ne leur ouvrait pas la porte. Devant cette menace, le beau-père de ROY ouvrit la porte et fut le premier à subir des violences. Quelques instants après, les agresseurs assassinèrent en groupe l'épouse de ROY, son beau-père et ses deux filles (huit et six ans) ainsi que trois espagnols amis de la famille ROY qui se trouvaient là. Des informations recueillies plus tard, et des déclarations de ROY lui-même - qui put se cacher - permettent d'avoir des précisions concernant les auteurs de cet odieux attentat. ROY affirme avoir été à plusieurs reprises l'objet de pressions pour intégrer le maquis de l'UNION

NATIONALE et malgré les menaces, il a toujours refusé.

Nous possédons (c'est toujours l'A.D.E. qui parle) aussi une importante déclaration rédigée ainsi :

la nuit du 12 septembre, vers 22H., j'ai vu passer une automobile devant ma propriété nommée CERES, direction Toulouse-Montaigut-Ile Jourdain. Quelques instants après, nous avons entendu une rafale de mitraillette et deux coups de pistolets. Le docteur de Lévignac qui se trouvait en visite dans ma propriété rendit compte des faits à la gendarmerie. Le jour suivant, nous nous sommes dirigés avec les autorités de Lévignac vers le lieu d'ou nous supposons que s'étaient produits les faits. Sur la route, nous avons constaté des mares de sang et quelques douilles vides.

Non loin de là, il y avait un barrage dans la rivière de la Save. Quelques heures plus tard, après nos recherches nous avons découvert au fond de la rivière, les cadavres de deux personnes apparemment espagnoles.

Après avoir fait un appel aux espagnols résidant à Lévignac, un des cadavres fut identifié. On avait vu la personne le dimanche précédent au meeting de l'UNION NATIONALE à la place Dupuy à Toulouse.

Les victimes furent trouvées sans aucun vêtement qui aurait aidé leur identification, les mains attachées dans le dos par un fil électrique. Au cou, on leur avait attaché une branche qui pesait environ 20 Kg.

Nous joignons la photographie de la victime qui fut reconnue. Il s'appelait Miguel BARANDIAN.

Dernièrement, et avec un émoi bien compréhensible, nous avons appris que Manuel GUIJARRO fut détenu à Toulouse Boulevard de Strasbourg par une patrouille "espagnole". Conduit au local réquisitionné par les "guerilleros" (Little Hotel), il a été soumis pendant deux jours, à plusieurs interrogatoires afin de l'obliger à donner les noms des personnes en opposition à l'UNION NATIONALE. D'après GUIJARRO, c'est le Lieutenant HERBERA du service d'information de l'UNION NATIONALE qui l'a interrogé.

Le 24 du mois dernier, vers dix heures du matin, il a été emmené, avec un français également prisonnier par le Lieutenant HERBERA et quelques "guerilleros".

Après quelques détours dans les rues de la ville, un français armé est monté dans la voiture, qui prit la direc-

tion de Lardenne. A deux kilomètres de cette localité et à gauche de la route, le français armé a fait descendre l'autre français et l'a tué. HERBERA fit descendre à son tour GUIJARRO, déchargea son pistolet à bout portant. Néanmoins, bien que blessé de trois balles, GUIJARRO réussit à s'enfuir. En marchant pendant six kilomètres, il est arrivé à l'hôpital de Toulouse, où il se trouve actuellement en convalescence. Dans ses déclarations, GUIJARRO ajoute que le Lieutenant HERBERA est de plus l'assassin de Antonio GIRO, chauffeur du chef de la résistance de l'Ariège .

l'impunité de tant de crimes, définis légèrement comme "actes politiques", fut rendue possible, nous le répêtons, parce que des gens aussi assidus dans la persécution de ses opposants, par leur silence ont cautionné des méthodes qui doivent être mises à jour par tous les athentiques idéalistes (...)" .

LETTRE DU COMITE NATIONAL DE LA C.N.T. ADRESSEE
AUX RESPONSABLES DU P.C.E. FIN NOVEMBRE 1944.
(parue dans "El comunismo totalitario" de J.M.MOLINA).

"les archives de l'organisation (C.N.T.) exilée en France doivent probablement contenir d'amples données des diverses persécutions et, parmi elles, un dossier avec les noms, dates et circonstances de plusieurs assassinats

noms, dates et circonstances de plusieurs douzaines d'assassinats commis par des membres du Parti communiste et de l'Union Nationale, contre des socialistes, des républicains et par-dessus tout, des militants de la C.N.T., qui était l'organisation la plus importante et la plus dynamique de l'immigration.

Un des crimes les plus odieux fut celui commis contre la famille SOLER. Les vieux militants se rappelleront que cette famille avait été durant plusieurs années- jusqu'au début de la guerre- concierge dans les locaux du syndicat C.N.T. de la construction de Barcelone, situés rue "Mercaderes".

Cette famille vivait réfugiée dans une "casita de campo" dans les environs d'un petit village du département de l'Ariège.

Parce que cette famille avait résisté à l'intégration dans l'U.N.E., la maison dans laquelle ils vivaient fut encerclée une nuit, par des éléments appartenant à l'organisation communiste (U.N.E.). Ils mirent le feu à la maison avec ses occupants à l'intérieur et, tirèrent sur ceux qui tentaient de sortir en flammes et en hurlant. Tous périrent brûlés, sauf l'un des fils de la famille, qui revenait à la maison et, qui caché derrière des arbustes, assista impuissant au tragique événement.

Le jour suivant, il se présentait à notre comité national (de la C.N.T.) et horrifié nous expliquait les faits. La gravité de tant de brutalités et crimes, nécessita la réunion d'un plénum national de régionales (C.N.T.), dans lequel une session fut consacrée à ce problème. Celui-ci prit la décision de transmettre un rapport au comité cen-

tral du parti communiste espagnol. (...) Nous en reproduisons les extraits suivants:

"Le mouvement libertaire espagnol -C.N.T.- en France, réuni en plénum national, représenté par douze régions, décide d'envoyer la présente lettre au comité national du P.C.E. en France:

"Nous tenons d'informations de divers départements français que le P.C.E. et l'Union Nationale pratiquent un grand nombre de violences, insultes, menaces, provocations détentions et attentats contre des adhérents de notre organisation.

Pour leur importance, nous avons sélectionné les faits suivants, parmi le grand nombre qui figure dans nos archives:

1° Détentions et assassinats arbitraires commis par des guerrilleros de l'U.N.E., contre des individus espagnols non affiliés à la dite organisation, à Pamiers, Montrejeau (Ariège), Decazeville (Aveyron), Ille-sur-Têt, Cazaza (Ariège), Montpadio (Dordogne), Toulouse etc...etc...etc... ainsi que des violences, insultes, menaces et détentions exercées contre nombre de nos compatriotes, encadrés dans les forces des guerrilleros de l'U.N.E., qui, pour être en désaccord avec les directives et finalités suivies par l'U.N.E., qui sont différentes de celles que cet organisme déclare publiquement, optèrent et optent pour leur démobilisation.

2° Coactions et menaces exercées par les guerrilleros de l'U.N.E., auprès des autorités françaises, pour désarmer et dissoudre les unités militaires espagnoles armées, non affiliées à l'U.N.E. au simple fait qu'elles ne veulent pas s'intégrer à l'U.N.E., en dépit de ce que ces unités de guerrilleros sont composées d'authentiques "maquis" qui ont lutté héroïquement, qui ont fait preuve d'une activité expérimentée dans la clandestinité, pour la Libération de la France et, qui veulent conserver leur organisation pour la reconquête de notre pays.

3° Coactions exercées par les guerrilleros de l'U.N.E., en d'annuler le meeting- qui s'est célébré en dépit de tout- à Montréjeau et ceux qui furent annulés par l'U. N.E. à Pamiers, Bordeaux et Albi.

Au vu de ces faits, le plénum national du M.L.E.-C.N.T. décide:

1° Selon notre organisation antifasciste et révolutionnaire, ces faits que nous dénonçons vont à l'encontre des aspirations de la classe ouvrière en général, puisque ces procédés favorisent les forces réactionnaires,

2° Ces faits sans précédent n'amèneront pas l'entente qui doit exister entre les secteurs antifascistes en exil, ne rallieront pas l'opinion de ceux qui souffrent dans notre pays face à l'infâmant régime fasciste et qui espèrent tant de nous.

3° Nous voyons avec douleur que le P.C.E., unique organisation de l'U.N.E., inspire et tolère ces actes inqualifiables qui favorisent si peu la cause antifasciste.

4° En conséquence de ces actes, il y aura entre les réfugiés espagnols, un antagonisme à outrance, d'incalculables conséquences. Nous en serons tous victimes et, en premier lieu, le peuple espagnol.

5° A partir de cette communication, la C.N.T. n'est plus disposée à tolérer ni une brutalité ni un attentat de plus. Elle rend directement responsable la direction du P.C.E., en la personne de ses dirigeants, de ce qui pourra arriver."

Ce rapport, rédigé sous forme d'ultimatum, donna des résultats favorables car les attentats cessèrent, bien que les violences continuèrent, et le Parti, une fois ses manœuvres et brutalités découvertes, ne trouva d'autre remède que dissoudre l'Union Nationale, qui avait fait tant de mal dans l'émigration espagnole".

ARTICLE DE "C.N.T." DU 28-10-44

DESPUES DEL CRIMEN - EMOCIONANTE ENTIERRO DEL
CAMARADA AUXILIANO BENITO

"El martes, a las cuatro de la tarde fué enterrado el camarada Auxiliano BENITO, miembro del Comité Local Socialista Obrero Español, vilmente asesinado en los arrabales de Toulouse por determinados elementos españoles, que, por fortuna, todos conocemos.

La manifestacion del duelo fué organizada en la Bolsa del Trabajo, hogar social de nuestros compañeros de la C.G.T. francesa.

A hombros de los camaradas del P.S.O.E. fué trasladado el cadaver del malogrado BENITO desde la place St Sernin al cementario de Terra Cabada.

La manifestacion imponente, asistieron mas de seis mil personas, fué presidida por la Ejecutiva del Partido Socialista Obrero Español, por los Comités Nacional, Regional y Local de la Confederacion Nacional del Trabajo y del Movimiento Libertario, por las juntas de la C.G.T., Partido Socialista Francés, Juventudes Socialistas Francesas y españolas, Izquierda Republicana, Agrupacion Militar de la Republica, Union Republicana, Partido Republicano Federal, Esquerra Republicana de Catalunya, Partido Sindicalista, Accion Catalana Republicana, Estat Catala y Antifascistas Vascos.

El duelo se despidio en el cementerio, donde pronunciaron emocionantes palabras los miembros de la Ejecutiva del P.S.O.E. camaradas GIMENO, Pascual TOMAS y Enrique de FRANCISCO; nuestro compañero CHUEGA, por el comité nacional de la C.N.T. y el diputado a cortes Don Ricardo GASSET por los partidos republicanos, quedandose el infortunado camarada cubierto de flores, ofrenda de todos los auténticos antifascistas residentes en Toulouse.

"C.N.T." con su propio dolor al expresado por los parientes, amigos y camaradas del finado, y hace constar su protesta, ante el proletario universal, por tan canálesco crimen".

C. N. T.

U. H. P.

ESPAÑOLES

La imperiosa alianza de las dos centrales sindicales cuyos anagramas encabezan este manifiesto, se ha convertido en tangible realidad en nuestra región.

Evidentemente, esto representa un gran paso en la intrincada senda de la unión, pero no es suficiente. Nuestra alianza debe ser ampliada, vigorizada con la participación leal de todos los partidos antifascistas españoles carentes de afanes exclusivistas.

Por aglutinar en nuestras filas lo más vital y valioso del obrerismo español en su expresión cualitativa y cuantitativa, estamos convencidos de que en el futuro de España no se podrá construir nada sin nuestro concurso, pero no olvidamos que la política social y la economía son la vida de un país. Por ello hemos de procurar sincronizar ambos y dar a todos los partidos políticos antifascistas y sinceros la ocasión de cooperar al resurgir de nuestro infortunado pueblo.

En el plano nacional, esta alianza antifascista española, ya ha sido creada, ella comprende: LA CONFEDERACION NACIONAL DEL TRABAJO, LA UNION GENERAL DE TRABAJADORES, EL PARTIDO SOCIALISTA, IZQUIERDA REPUBLICANA, EZQUERRA DE CATALUNYA, PARTIDO DEMOCRATICO FEDERAL, MOVIMIENTO LIBERTARIO y JUVENTUDES SOCIALISTAS. La voz de las dos centrales sindicales se ha dejado sentir ante un auditorio de más de tres mil españoles que vibraban de emoción, en una tarde memorable para el antifascismo español.

Uno de los objetivos fundamentales de esta alianza que abarca un amplio programa de reivindicaciones sociales, es el de organizar la lucha para derribar el régimen franquista, en estrecha relación con España, restableciendo las conquistas revolucionarias conseguidas hasta el año 1,939.

La importancia del programa a seguir es enorme y abre un amplio ventanal de esperanza a los españoles. Para llevarlo a cabo, es preciso la unión. El movimiento asturico del 34, fué provechosa lección que nos enseñó lo que puede conseguirse con ella.

Nosotros, militantes obreros desde tierna edad, conscientes de esta necesidad urgente, convencidos de la suicida de retrospectivas actitudes, deseosos de que no resurjan aquellas disputas que nos restaban energías y esterilizaban nuestro esfuerzo en pro de la común emancipación, no hemos requejado esfuerzos para conseguirla en nuestra lucha clandestina y en los heroicos "maquis", hemos luchado codo a codo y fundido nuestra sangre, españoles de todas las tendencias.

Hoy, a medida que los acontecimientos van perfilándose y los destrozados ejércitos teutónicos se refugian allende las fronteras en vergonzosa huida, nos es posible romper este silencio de más de cuatro años, impuesto por el más despiadado salvajismo; diriginos al pueblo español de la región, enviándole desde estas columnas el testimonio de nuestra más calurosa salutación y enterarle de nuestra obra, al propio tiempo que le invitamos a cooperar con nosotros al derrumbamiento del régimen de terror que encarna Franco y en su lugar implantar otro, lleno de realidades sociales, de justicia y que garantice el pan de nuestros hijos.

¡ OBREROS, ESPAÑOLES TODOS ! Buscad urgentemente el contacto con vuestras organizaciones o partidos respectivos, **organizaos si no lo estais**. La liberación de España lo exige.

! VIVA LA ALIANZA DEMOCRATA ANTIFASCISTA ESPAÑOLA !

! VIVA ESPAÑA, LIBRE DEL FASCISMO !

Comité Regional de enlace C.N.T.-U.G.T.

Advertencia: Vienen circulando unas hojitas en las que se informa al público que hacemos parte de la Unión Nacional, Hemos de aclarar que somos completamente ajenos a dicho organismo.

MOVIMIENTO LIBERTARIO ESPAÑOL EN FRANCIA

C. N. T.

F. A. I.

JJ. LL.

A TODOS LOS ESPAÑOLES

Definiciones básicas

Del conjunto militante antifascista de los refugiados españoles, se definen y delimitan con una absoluta claridad, dos tendencias fundamentales que reúnen, cada una por su lado, a los partidos y organizaciones que conjugan su actuación en torno a dos interpretaciones generales del problema español.

En torno a Unión Nacional se agrupa un conjunto de fracciones de «partidos», de la más negra estampa y de reconocida e inviduable historia, en los anales de la reacción feróz y cavernaria. Son estos Cedistas, Requetés, Monárquicos Alfonsinos, Lerrouxistas y Falangistas arrependidos. Contribuyó a la formación de este «armónico» conjunto, el Partido Comunista Español, único representante, del grupo expulsado, que haya tenido una participación efectiva en la lucha contra Franco.

Y como corolario de este conjunto, y sello efectivo del contubernio monstruoso, remate magnífico de este multicolor edificio, tienen como Presidente al Señor Gil Robles, al que construyó las fortificaciones de Salamanca, que más tarde habría de servir a las mesnadas franquistas en su destrucción de España.

Se levanta la Bandera Democrática en África, México, Londres y Francia, y tiene una coincidencia efectiva en los militantes del izquierdismo revolucionario, que en España actúan en plena clandestinidad. En torno a ella se agrupan las fuerzas Republicanas, Federales, Socialistas, Marxistas y Libertarias, conjunto unido en cuanto a interpretación general del problema español, en lo que respecta a la aniquilación de Franco y a la eliminación de toda rémora del pasado negro y odioso de nuestra querida España.

Nuestra Determinación y nuestra conducta

Ante las dos definiciones que se presentan a resolver el problema Español, nuestra determinación, sin cálculos ambiguos ni posiciones equívocas, es clara y sincera. Acudimos a formar el Bloque democrático (C. A. R. E. en Burdeos), única garantía de realizaciones básicas que puedan beneficiar, por sus actuaciones, a una solución liberal y justiciera de la situación de España. Y al entrar a formar parte de ella, con la sinceridad que nos caracteriza, expusimos razones y premisas, condiciones previas, que garanticen de una manera responsable, la libertad efectiva para el pueblo español. Vale decir, que sin olvido de nuestra finalidad anarquista, buscamos puntos de concordancia y de transición, en aras de la liberación de un pueblo heroico y generoso, que vertió su sangre por la paz y por la libertad del mundo.

Declaraciones y acuerdos del Movimiento Libertario

Ante la actuación irresponsable, difamante y confusionista, que individuos carentes de historia social, y faltos de moral revolucionaria, realizan con el apoyo incondicional de la bandera dudosamente revolucionaria de Unión Nacional, el Movimiento Libertario Español en Francia, reunido en magno Pleno (Toulouse del 8 al 13 de Octubre del 1944), declara pública y abiertamente:

1° Que el Movimiento Libertario no tiene representación alguna en Unión Nacional, y que la llamada «representación cenetista» es apócrifa, insidiosa y falta de responsabilidad orgánica y de moral revolucionaria.

2° Que la titulada «Solidaridad Obrera» que edita ese «grupo Cenetista» como expresión representativa del contubernio de Grenoble, es igualmente apócrifa e insidiosa, y no corresponde al Movimiento Libertario.

El Pleno Nacional, previo estudio del caso determina:

«Se acuerda que se haga público, que a partir de la fecha, y por determinación del Pleno Nacional de Regionales del Movimiento Libertario, se desautoriza a todos los miembros de la C. N. T. que declaren públicamente que representan a la organización en Unión Nacional.

«Todo el que contravenga estos acuerdos, quedará ipso-facto expulsado del Movimiento Libertario, e incurrirá en sanciones superiores.»

Lo que ponemos en conocimiento de los Españoles todos a los efectos consiguientes.

MOVIMIENTO LIBERTARIO ESPAÑOL EN FRANCIA

REGIONAL N° 7

Burdeos, 26 de Octubre del 1944

Mouvement Libertaire Espagnol en France

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE ESPAGNOL en France, comprenant la glorieuse C.N.T. (Confédération Nationale du Travail), F.A.I. (Fédération Anarchiste IBERICA) et les J.L. (Jeunesse Libertaire représentant les aspirations à la liberté de la jeunesse), organisations qui ont toujours été à l'avant-garde de la lutte contre la réaction, la misère et le capitalisme, germes du fascisme et de guerre, qui pendant cinq ans de répression ont vécu dans l'illégalité, s'adresse aujourd'hui à tous les Espagnols pour que ceux-ci se joignent au M.L.E. afin de continuer la grande action commencée le 19 juillet 1936 contre toutes les forces ennemies du peuple et de la liberté.

L'armée allemande, incarnation du fascisme, est en déroute après une guerre gigantesque, inhumaine.

Nous, ESPAGNOLS, qui avons affronté une lutte titanesque et inégale pendant trois ans contre les hordes de FRANCO et toute la réaction espagnole, qui avons été vaincus par la coalition du capitalisme et du fascisme italo-allemand, nous ne pouvons rester impassibles.

Nous devons être aux côtés des ouvriers français en nous groupant avec eux au sein du Mouvement syndical ouvrier, nous leur apporterons ainsi les sentiments et l'action de notre invincible C.N.T.

Nous qui sommes le Mouvement Espagnol organisé le plus puissant, nous sommes toujours les mêmes, prêts à la lutte pour le bien des peuples et leur émancipation.

Le MOUVEMENT CONFÉDÉRAL LIBERTAIRE exprime ce qu'un peuple a de plus noble, il représente les désirs populaires, il aspire à un régime de liberté jamais atteint et répudie les régimes d'intolérance et d'autocratie.

Evitons de retomber dans certaines erreurs par des actions mal préparées. Notre mission, sacrée pour tous les Espagnols, est de lutter pour la liberté où que nous soyons.

Pour la Liberté, contre tous les régimes de force et de dictature,

Pour une véritable émancipation des peuples contre le capitalisme,

Groupez-vous autour de notre Mouvement

2 septembre 1944.

Fédération de Lyon et environs.

Un acuerdo del Pleno Nacional de Regionales

Entendiendo que ha transcurrido tiempo suficiente para no prolongar esa torquedad interesada que vienen manteniendo los intitulados dirigentes de los cenetistas de «Unión Nacional», el Comité Nacional del Movimiento Libertario en Francia hace público que, cumpliendo acuerdos del Pleno Nacional de Regionales, se consideran elementos desafectos a nuestra Organización confederal todos los que, reclamándose hombres de la C.N.T., han hecho ostentaciones y actuado de conjunto en actos públicos y cargos de responsabilidad en beneficio exclusivo de Unión Nacional».

Sirva la presente nota de conocimiento y constancia de nuestra actitud y de satisfacción a nuestros afiliados.—*El Comité Nacional.*

Informaciones depart

CNT du 5/10/1944

PAMIERS

Suspensión del mitin que había sido anunciado

El domingo próximo pasado se había de celebrar un mitin en Pamiers, organizado por «Alianza Democrática», Causas Ajenas a la decisión de los organizadores, motivaron la suspensión. No obstante, los diputados socialista y republicano, señores Pradal y Gasset, y nuestro compañero Carréon, que eran los designados, acudieron a Pamiers para saludar a los adheridos a nuestro gran bloque antifascista. La concurrencia de españoles era tal que amolaba extraordinariamente el aforo normal de la citada villa.

Los Sres. Pradal y Gasset, y nuestro compañero Carréon, visitaron a las autoridades locales para solicitar la autorización necesaria para celebrar el acto proyectado en fecha próxima, aprovechando la ocasión para informar a dichas autoridades de los propósitos de nuestra propaganda, que son los siguientes: recomendar a los afiliados a la C.N.T., I.G.T. y a los partidos Socialista y republicanos, que únicamente obedezcan las instrucciones de sus organismos sindicales y políticos; absoluto apartamiento de cuanto pueda reflejar ingerencia en los asuntos de la política interior francesa; vuelta a las actividades que cada uno desarrollaba antes de la liberación,

en fábricas y talleres, y señalar los puntos de coincidencia para formar un programa que garantice el restablecimiento de la República española sobre bases esencialmente democráticas, con contenido social inspirado en normas absolutas de Justicia y Libertad capaces de producir la convivencia nacional y lograr el debido respeto de los Estados que preparan la gran obra de la Paz.

Durante las horas que permanecieron en Pamiers los representantes de «Alianza Democrática», se exteriorizó una compenetración inponderable con sus cada día más numerosos partidarios, y se hizo patente con neto e inconfundibles, la confianza que todos tienen en el triunfo de sus más puros ideales.

Rogamos a los informadores departamentales procuren hacer llegar los originales antes del lunes de cada semana.

FUERZAS DEMOCRATICAS ESPAÑOLAS

A tous les Espagnols

Les organisations politiques et syndicales qui, dans les Hautes-Pyrénées, se sont jointes à l'Assemblée espagnole de la Libération, existant en France, ont organisé, pour le 5 de ce mois, une réunion publique à Tarbes.

C'était le fervent désir, souvent exprimé, de tous les espagnols, réfugiés ou résidant dans les Hautes-Pyrénées, affiliés ou sympathisants avec nos groupes respectifs, ou, simplement, avec notre position envers la dictature totalitaire de Franco et de sa Phalange.

Vous avez été convoqués à cette réunion pour ratifier, sceller par votre présence, l'union la plus étendue et la plus efficace des authentiques forces démocrates et antifascistes de ce Département, qui, par leur unité et leurs procédures conjointes, purent réaliser par l'Armée souveraine du Suffrage universel, la République du 14 avril 1931.

Ils luttèrent pendant trois ans héroïquement sous ses drapeaux glorieux, contre le Totalitarisme intrinsèque, oppresseur et tyrannique, qui, par la complicité de Judas lâches et rusés et de traîtres nés sur presque tous les sols des Nations européennes, prétendit subjuguier le monde annulant ce qui est la base même de la déclaration des *droits de l'homme* et ce qui constitue le sens même de la civilisation.

En temps voulu on rendit visite aux autorités françaises de Tarbes, afin de les informer de l'intention et du but de la réunion projetée en même temps pour obtenir d'elles l'autorisation nécessaire, que nous requîmes par écrit, du Comité de la Libération, en peu de jours. En vertu de cette autorisation, on fit la propagande nécessaire, exprimant clairement le désir de contribuer de la manière la plus efficace au rétablissement de la légalité Républicaine en Espagne. En dernière heure nous sûmes l'existence de machinations troubles réalisées par la dite « Union Nacional » pour que notre réunion annoncée soit interdite et suspendue, ce seul fait accuse d'antilibéralisme et d'antidémocratie ceux qui, fanatiques de l'intranséquence, camouflent leurs ténébreux desseins sous les drapeaux républicains d'une République qu'ils ne désirent, ni ne respectent, ni ne reconnaissent. Ils se servent de tels procédés pour éviter que le peuple et les autorités françaises puissent prouver avec l'éloquence irréfutable du fait accompli qu'ils sont les plus purs, les plus légitimes et les plus nombreux représentants du sentiment antifasciste du peuple espagnol qui se débat sous la botte et le pistolet de la phalange espagnole traditionaliste et de J. O. N. S.

Ce comité départemental de l'Assemblée espagnole de Libération eut l'honneur d'être reçu par Monsieur le Préfet du département, le matin du 3 courant. Il nous a exposé, les difficultés qui se sont opposées à la célébration du meeting déjà autorisé et auquel devait prendre part comme vous le savez : trois représentants autorisés de la légitime République espagnole. Dans l'après-midi du même jour d'après ce qui nous fut annoncé par M. le Préfet le Comité Départemental de Libération se réunirait et prendrait des mesures au sujet de notre réunion publique. L'organisme mentionné revint sur son accord antérieur déplorant que l'Union de tous les espagnols ne soit pas encore un fait, interdit le meeting.

Les motifs de cette attitude et l'évidente différence de traitement que nous requîmes en comparaison des autres partis espagnols ? Nous voulons les ignorer. Nos compatriotes sauront nous accorder la justification d'un silence correct. Pour notre part, conscients de notre formation démocratique et de notre responsabilité, connaissant les devoirs et aussi les droits, que, comme étrangers et exilés, nous confèrent les sentiments habituel et les traités internationaux en vigueur entre nos deux nations sœurs, nous respectons les mandats émanés des autorités légitimes de la IV^e République Française, même quand ils nous semblent contradictoires comme dans ce cas. Mais nous n'ignorons pas que, dans le régime actuel de liberté, égalité, fraternité que les nations unies sont en train de cimenter pour tous les hommes et pour tous les peuples aimant la paix, il existe des difficultés circonstancielles et transitoires qui ne peuvent être appréciées que par leurs représentants autorisés.

Mais nous ne voulons pas, ni ne pouvons laisser passer cette occasion, sans exprimer notre protestation la plus énergique contre ceux qui s'attribuent à tort des représentations d'organisations politiques et syndicales. Ils se livrent avec un enthousiasme sectaire, sans d'autres appuis plus solides que ceux de la fausseté, du désir de semer des rivalités et d'approfondir des discordes entre les compatriotes, prétendant exclure tous, ceux, qui, avec pleine responsabilité, personnalité et solvabilité politiques ne se sont pas prêtés et ne se prêteront pas à faire leur double jeu bien connu.

Nos corrégionnaires et amis de tous et de chacun des partis qui intègrent et représentent les forces majoritaires de la République, sauront comprendre quel est le jeu préparé sous la protection des « conturbornios » avec des partis espagnols, qui, dès le premier instant se sont unis à Franco et à d'autres traitres pour ruiner et asservir physiquement, politiquement et intellectuellement notre malheureux pays.

Et ces mêmes compatriotes se plaindront que la passion absorbante et dissolvante de la confusion soit appuyée par ceux qui, peut-être, préoccupés par des affaires personnelles plus importantes et transcendantes ne savent pas tout ce que le monde voit et tout ce que le monde sait.

Pour cela et pour d'autres motifs accumulés dont le moment de les rapporter et encore moins de les analyser est pas encore venu nos partis et organisations syndicales ne comprennent pas comment on peut parler d'une unité nationale qui prend comme base un programme dans lequel ne figure pas le rétablissement de la République, ni ne préconise la légalité constitutionnelle, ou on ne tient pas compte de... ses institutions, mais en revanche se meutent autour d'un organisme suprême, un organisme fantôme, dont les composants étant complètement inconnus, ne peuvent prétendre à aucun droit d'être reconnus comme ayant la moindre autorité politique.

Avant de terminer il ne convient pas d'oublier, que les meilleures batailles, ne sont pas gagnées par l'épée de l'iniquité, mais par la vérité, qui est le principe de la liberté, de la justice et de la raison. C'est ainsi que le comprenait l'Inamuno braquant contre le fascisme et la militarisme sa phrase fameuse : « Vous vaincrez, mais vous ne convaincrez pas ». C'est votre triomphe obtenu par vos mauvais jeux habituels, qui est circonstanciel, passager et éphémère, car l'épée de l'iniquité ne blesse pas ceux contre qui elle est dirigée, mais ceux qui l'emploient.

Les entités qui souscrivent le présent manifeste profitent de cette occasion, pour exprimer leur sincère satisfaction Pour le fait que le peuple français ait reconquis sa liberté et restauré son régime légal. Nous, Espagnols, nous en voyons le signe précurseur de ce qui se passera dans notre Pays et sommes convaincus que les pays démocratiques faisant honneur à leurs promesses et à leurs signatures apposées sur la Charte de l'Atlantique, ne tenteront pas d'imposer à l'Espagne un autre régime que celui qu'elle s'est donnée elle-même à la date mémorable et glorieuse.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

VIVE LA LIBERTÉ !

Les groupes départementaux du Parti Socialiste ouvrier espagnol,
Union Républicaine, Mouvement Libértaire, Gauche Républicaine de Catalogne,
Union Générale des Travailleurs et Confédération Nationale du Travail.

VIVE LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE

Nous reproduisons du "Populaire" de Montpellier, le suivant article. La situation espagnole s'y trouve exposée avec une très grande exactitude. C'est pour cela que nous nous sommes décidés à la faire connaître à nos amis. Il peut contribuer à éclaircir bien des doutes.

Scrittéran à la propagande du P.S.O.E.

« A l'heure où la France est au point de réaliser sa libération totale, où l'Italie fasciste n'a plus qu'à l'Allemagne, nous, à son tour, nous ferons savoir à l'Europe, et de toutes parts s'étendant les frontières, les dimensions de tous les pays se demandant quel va être le sort de l'Espagne. »

« A cette garde avec Franco cet infâme régime de esclavage et de délation existe depuis mes yeux connus depuis et lors après. A cette époque nous allons essayer de vous éclaircir. »

« La situation politique espagnole a rapidement évolué ces temps derniers. Pour bien comprendre, il faut se rappeler d'abord quels furent et quels sont actuellement les soutiens de Franco. »

« Dans l'ensemble de la nation, ce sont l'armée, l'Eglise, les grands propriétaires fonciers. »

« Parmi les parties, créées d'abord les Phalangistes qui sont les plus actifs, les mieux organisés, les plus fiers. Leur programme et se pose sur ceux d'Hitler et de Mussolini anti-communiste, l'antisémitisme, le mépris de la démocratie, mais se gardant bien de tout le monde, mais un capitalisme, corporatisme national, politique extérieure agressive contre les autres nations. N'ont d'un autre mille forme et bien armés, ils ont été l'organe des maîtres du pays. Franco, dans la cage de l'Aut, leur donna la prépondérance sur l'Espagne de la toute puissance de Franco. Sans l'Espagne de l'occupation de l'Autriche, l'Espagne de la Japon bleue, cette armée de volontaires désignées d'officiers, qui en envoya se faire dans les neiges norvégiennes. »

« Puis les événements prirent une tournure nouvelle le Caudillo appuya de plus en plus sur les Régimes. Les Régimes sont des « mouvements antilibéraux » et totalitaires qui ne dépassent pas une collection pseudo-socialisme. Ce sont d'anciens catholiques qui ont été de prétendant et qui ont dû à accéder aux monarchies alpines. Ces vieux alpins ont des notions de l'antiquité religieuse, adversaires déterminés de tous progrès social, partisans lamentables de l'obscurité, ils représentent une espèce atavique d'une période révolue. »

« Les Régimes ne sont pas numériquement une grande force, mais ils ont de nombreux partisans dans l'armée et surtout dans l'Etat-Major. »

« Avec leur aide, Franco renvoya Sener puis procéda à la dissolution de la milice phalangiste, puis prétendit qu'elle avait voté des résolutions fébrilement et ambiguës. Signe des temps ! »

« D'ailleurs tout en procédant à ces opérations et au fur et à mesure que s'accumulent les défaites hitléro-fascistes, Franco recherche de nouveaux appuis, encourage de nouvelles fractions. »

« Il se tourne du côté des monarchistes dont le prétendant est l'Infant Don Juan, fils d'Alphonse XIII. Don Juan, qui appartient à la famille royale anglaise, est officier de la marine britannique. Il a des partisans

en Angleterre, il en a aussi d'influents en Espagne. En février 1943, on signale quelques manifestations en sa faveur : déclaration de 27 députés des Cortès, lettres adressées à Franco par 7 lieutenant-généraux, voyage en Angleterre d'autocrates espagnols. Jusqu'à présent, les pourparlers engagés entre Franco et l'Infant n'ont jamais pu aboutir, parce que le premier veut bien continuer le second, mais à condition de garder le pouvoir. Or, Don Juan ne tient pas du tout à être auprès de Franco le rôle du roi réticent de Savoie auprès de Hitler. Les choses en sont là, et il ne paraît guère possible qu'un accord puisse se réaliser. »

« Mais il y a en Espagne autre chose que des curés, des marquis et des généraux chamarrés, il y a aussi classe que des maux, des pièces de moussé et des courtoisies. »

« Il y a le peuple espagnol, le peuple espagnol qui n'est battu inconsciemment pour défendre sa liberté, le peuple espagnol qui souffre rageusement en silence et s'attend qu'une occasion pour reprendre les armes contre ses bourreaux franquistes, le peuple espagnol qui, lui, n'a pas démenté. »

« Les partis républicains sont toujours vivants et leurs chefs, pour la plupart exilés, continuent à mener la lutte. »

« Actuellement, il existe deux mouvements antifranquistes : l'Union Nationale et le rassemblement des Partis antifranquistes. »

« L'Union Nationale constituée sur l'initiative du Parti communiste veut réunir des éléments venant de tous les horizons politiques. On y a écarté aussi bien les communistes, que les représentants de la C. E. D. A., de Gil Rodiles, ou des monarchistes, anciens conjugués de Franco qui maintenant se retournent contre lui, mais à l'exception des communistes, les éléments antifranquistes qui y sont groupés ne représentent qu'expressions, car leurs partis respectifs, quoiqu'ils dans la Fédération Nationale leur ont interdit d'y militer. »

« Le rassemblement des partis antifranquistes s'est réalisé un jour dernier. Citons, la Junta Espagnole de Libération, constituée à Mexico et qui a lancé le 23 décembre 1943 un manifeste signé de Martínez Barrios pour l'Union Républicaine, de Añiberto pour la Gauche Républicaine, de Sert pour la Gauche Républicaine de Catalogne, de Prieto pour le Parti Socialiste et U.G.T.T. »

« En France s'est formé le Comité de Relations des Forces Démocratiques qui comprend : Gauche républicaine, Union républicaine, Parti républicain démocratique fédéral, Gauche républicaine de Catalogne, Parti socialiste ouvrier espagnol, Mouvement libertaire, C.N.T., U.G.T., Parti ouvrier

démocratique chrétien. Le Parti Communiste s'efforce à n'y pas vouloir y entrer ; il ne veut pas abandonner Gil Rodiles. En effet, la Junta de Libération et le Comité des Forces démocratiques se séparent de l'Union Nationale et des Communistes sur la question de l'induction du rassemblement national. Ils veulent que ce rassemblement ne limite aux seuls républicains. Ils ne veulent à aucun prix d'une alliance avec des groupes comme les monarchistes ou comme Gil Rodiles et la C. E. D. A., qui ont aidé Franco à renverser la République espagnole et qui, à ce titre, devront passer en jugement. Nous ne pouvons pour notre part, qu'être d'accord avec cette attitude et avec cette volonté éclaircie, que pour établir la République il est préférable de faire appel au Républicanisme. »

« En tous cas, ces deux mouvements travaillent activement et par des moyens différents à renverser Franco et nous sommes persuadés que ce dernier ne survivra pas à la chute de l'Hitlerisme. Il ne lui survivra pas parce qu'il a tout le Peuple contre lui, parce qu'il a baloté sur la victoire allemande et parce que tout en ne faisant pas la guerre, il n'a pas su réserver à l'Espagne les avantages de la neutralité. »

« Comment se fera l'opération ? Sera-t-elle désorganisée ou s'accomplira-t-elle au contraire dans le calme et la tranquillité ? Il est difficile de le prévoir. »

« La France de la résistance, la France libérée est toute entière pour la République espagnole et nous espérons bien que le Gouvernement de Gaulle, dans ce domaine, comme dans tous les autres, ne restera pas inactif. St. Roosevelt, Staline et Churchill en sont également partisans, le sort de Franco est immédiatement réglé ; il n'a plus qu'à disparaître. Mais, si comme certains le prétendent, l'Angleterre est plutôt favorable à une restauration monarchique, sous la forme parlementaire, le problème devient plus délicat et l'opération plus difficile. Dans ce cas, nous faisons confiance au peuple espagnol et à tous les millions qui, en Espagne dans la clandestinité ou à l'étranger dans l'exil, continueront la lutte sous ce drapeau. Nous savons qu'ils sont décidés, eux aussi, à conquérir leur liberté et nous sommes sûrs qu'ils sauront l'arracher quoi qu'il arrive. »

« La liberté est en marche depuis des années sur les routes d'Europe, elle prendra bientôt le chemin de Madrid. »

Vive la République espagnole !

Jacques BARSAC

A LA JUVENTUD ESPAÑOLA

Un amanecer luminoso ha logrado disipar las densas nubes que envolvían el horizonte de la Humanidad.

Después de unos años de infame opresión, un nuevo día amanece para los pueblos de la vieja Europa, y cuando aun resuenan en nuestros oídos el grave sonido de los clarines anunciando la liberación de los pueblos, Francia y Bélgica, Holanda y Noruega, alborozadas de júbilo celebran con sus cantos, y sus bestias la libre y soberana voluntad de regirse por sí mismas, el pensamiento de nosotros, españoles, vuela hacia el día en que también España, esa España hidalga, cuna de aquel « sublime loco » que recorrió las tierras pardas de la Mancha dejando tras sus pasos las huellas indelebles de una Historia escrita en letras de oro, sea un día libre, dueña, y soberana de sus destinos.

Hoy, como ayer en los campos de batalla de Madrid y Guadalajara, de Aragón y Cataluña, la sangre generosa de los hijos de esa tierra cervantina, contribuye en todos los frentes de esta gigantesca lucha mundial a golpear rudamente la ya quebrantada máquina guerrera de la Alemania nazi.

Y hoy, como ayer, una Idea limpia, un fuego potente, inmortal, una táctica, un programa, una teoría filosófica, un ideal inmutable, permanente nos marca el camino de la humanidad : EL SOCIALISMO.

Hoy como ayer, la Federación Nacional de Juventudes Socialistas de España hace llegar su voz fuerte y gallarda hasta el último rincón de la tierra libre de Francia. Las Juventudes Socialistas de España hoy como ayer en los días turbios de la dominación germana, se encuentra Presente y dispuesta para lograr los anhelos, las aspiraciones de la clase trabajadora de España.

¿ Quiénes, somos ? ¿ Que descamos ? Cuarenta años han pasado desde que nuestro Maestro Tomás MERRI fundó en Bilbao las Juventudes Socialistas de España. Cuarenta años de lucha y sacrificio, de vida revolucionaria no necesitan explicar a nadie que es lo que somos y que descamos. La generación pasada como la presente y la venidera sabe el porqué de nuestra existencia y no ignora la capacidad de organización, de sacria revolución ; el sentido de responsabilidad que nuestra Federación juvenil ofrece a la juventud española.

Estamos hoy en la lucha, para conseguir el primer objetivo de ella, lograr para nuestro pueblo, un regimen que por voluntad popular se impuso el 11 de abril de 1931 y revalidó con más fuerza, con más entusiasmo el 16 de febrero de 1936 : LA REPUBLICA.

Y lográremos para nuestra España, la República, porque solo ella es el camino que mas tarde hará posible que la llama sublime del Socialismo sea una esplendida realidad.

Somos hoy como ayer los mismos. Si un día fuimos vanguardia del Partido Socialista Obrero Español, hoy continuamos la misma senda que nos marcó el ejemplo de nuestros mártires socialistas. No venimos contagiados por la repugnante carroña que ha contaminado a otros, no pretendemos engañar porque no es la nuestra, escuela de perfidias, queda esto, para los que en su corta existencia como organización, solo han sabido dar al proletariado español, traiciones, deslealtades, manejos innobles y calumnias sin fin.

Somos los que siempre fuimos, una organización fuerte, pujante, dinámica, nervio y acción, y ni los cantos de sirena ni las amenazas de los vocingleros de siempre podrán conseguir un cambio o una debilidad en nuestra conducta y en nuestra forma de ser y obrar.

Rota la unidad a la que fuimos con absoluta lealtad y con plena honradez, nosotros lo buscaremos sino porque a la unidad en la que fuimos, nosotros lo buscaremos con entusiasmo.

La Federación Nacional de Juventudes Socialistas de España inicia la lucha que no ha cesado desde Julio de 1936, al lado del glorioso P.S.O.E. conjuntamente con nuestros hermanos de lucha, las Juventudes Libertarias, al lado del formidable movimiento C.N.T. F.A.I. con las Juventudes Republicanas, con todos aquellos que desde hace largos años tienen una Historia y una Escuela dentro del movimiento revolucionario español.

Jovenes Socialistas, la Federación de Juventudes Socialistas de B-du-Rh. os dirige este llamamiento para que en las filas que nunca han podido romper los enemigos mas irreductibles, marchemos a cumplir los deberes que nos imponen los momentos históricos que vivimos.

! Juventud española, por el triunfo, hacia el Socialismo !

Marsella, octubre 1944.

Por las Juventudes Socialistas

EL COMITE DEPARTAMENTAL
(F.N.I.S. - I.J.S.)

Domicilio oficial : 53, Rue Grignan (S.F.I.O.)

¡ ESPAÑOLES !

Reunidos en Grenoble (Francia) el 7 de Noviembre de 1942
dirigentes españoles de todas las tendencias políticas y sindicales acordaron por
unanimidad definir en los siguientes términos la

DOCTRINA, PROGRAMA Y ACCION DE LA UNION NACIONAL DE TODOS LOS ESPAÑOLES

En tierras gloriosas de España sonaron los primeros disparos de la matanza que hoy asola al mundo y cayeron los primeros mártires de la lucha mundial que hoy se desarrolla en defensa de la independencia de los pueblos, de su libertad y de su honor, mancillados y pisoteados por el bárbaro fascismo alemán. Cercado por unos y atacado directamente por otros, nuestro pueblo, pese a las ayudas eficaces y generosas que recibiera que jamás podrán borrarse de ningún corazón español, se cambió derrochando heroísmo, manteniendo en alto sus profundos deseos de unidad nacional. Solo al romperse ésta con la traición más abyecta, nuestro Madrid invicto, cuyas históricas puertas no habían podido franquear hasta entonces las hordas extranjeras, se vió cobarde y vilmente entregado Rota la unidad del pueblo y traicionado Madrid, alemanes e italianos pudieron pasear libremente su fanfarronería de invasores por las ciudades y aldeas de nuestra querida patria e instaurar, como garantía de la hegemonía extranjera sobre nuestro país, su Gobierno de Marionetas de Franco y Falange.

Con lamentable precisión se han visto cumplidas más tarde las advertencias que hace tres años gritó al mundo entero nuestro pueblo unido. Otro pueblos han caído en sus carnes el hierro cruel e inflamante de la invasión fascista que amenaza al mundo a la conflagración actual. En ésta están de un lado, en España las autoridades del Gobierno y el pueblo de la Unión Soviética, así como el Gobierno que pueda conducirnos y con hechos su sincera amistad, y los países democráticos. El Ejército español de proclamar su solidaridad hacia la lucha del pueblo. La fuerza de la División Azul que jamás se ha constituido en la historia de los patriotas castiguen, de la Unión Soviética, Inglaterra, Estados Unidos, China, de obreros para arrancarlos de sus hogares y todas las Naciones Unidas, defendiendo por Hitler; que los industriales y los campesinos, la independencia de todos los la producción y destruir, si es preciso, la Alemania bárbara del nazismo llevando que los campesinos, propietarios y asalariados, de Europa entre los que patriotas que hacen hambre en lugar de que disfrute de una cuadrilla de bandoleros incendiándolas, si es necesario, antes que tal suceda; que la solidaridad racial teutona, solo un, ni un solo camión puedan salir de España para los nazis y su felicidad que España produce y necesita para sí; que las mujeres españolas imperialistas de indignadas por las calles contra la triste situación de sus maridos e hijos, alimentos y vayan a tomarlos de viva fuerza en las despensas bien surtidas alemanas, italianos y falangistas; que todos los españoles, en todos los escalones de la sociedad puedan tener el honor el día de mañana de decir con verdad que participaron activamente en la heroica lucha contra el invasor alemán y sus lacayos, por la derrota de Franco que es la victoria de España entera.

*

Lanzamos públicamente este llamamiento porque al hacerlo entendemos cumplir el más primordial e imperioso de nuestros deberes. Estamos seguros de que los patriotas españoles de toda condición donde quiera que se encuentren cumplirán igualmente con los suyos. Sobre quienes no acuden a la llamada angustiosa de la Patria en peligro caerá fulminantemente, con la ira incontenible de nuestro pueblo, la maldición y el ludibrio de la historia. Porque nada ni nadie podrá contener la marcha arrebatadora y triunfante de todos los españoles unidos que llenos de ímpetu y coraje acuden a defender y recuperar el honor y la independencia de su idolatrada madre España al grito airado y recio de

VIVA LA UNION NACIONAL DE TODOS LOS ESPAÑOLES
VIVA ESPAÑA CON HONRA

Grenoble (Francia), 7 de Noviembre de 1942.

El Comité de Unión Nacional.

EDITADO POR

« RECONQUISTA DE ESPAÑA »

Órgano de Unión Nacional de todos los Españoles

UNION NACIONAL ESPANOLA

24 Division - Guerrilleros Espanoles

BORDEAUX



GRAN MITIN MONSTRUO

que se celebrará el proximo domingo
dia 8 a las 9 y media de la manana en el
CINE CAPUCINS, en el que tomaràn
parte los miembros de U. N. de Toulouse,
única voz autorizada de los espanoles
en Francia.

General RIQUELME

Coronel PAZ

de la Agrupacion de Guerrilleros

ARNAU

de Aliança Catalana

JULIA ALVAREZ

por el Partido Socialista

CUBELLS

por la C. N. T.

MARTINEZ

por el Partido Comunista

HERMOSA

de la Juventud Combatiente

Viva la Junta Suprema de Union Nacional f

14^e Corps d'Armée de GUERRILLEROS ESPAGNOLS

16^e Division

Brigade A



Peuple de France,

La Libération de votre pays tire à sa fin et dans cette lutte sanglante, qui depuis des années se poursuit âprement. les camarades espagnols ont été unis avec vous avec une seule pensée, celle de libérer votre pays.

FRANÇAIS, FRANÇAISES ! vous qui avez vécu avec nous les heures graves et qui avez partagé les luttes sanglantes de la Haute-Savoie, de la Corrèze et de la Creuse, avec vos camarades espagnols, vous étiez pourchassés, martyrisés et massacrés par les collaborateurs et les valets du Fascisme Mondial qu'étaient les Hitlériens et les Vichystes. Vos camarades espagnols ont coopéré à votre juste victoire.

LE MOMENT EST VENU POUR NOUS DE LIBÉRER NOTRE PAYS, c'est avec douleur que nous quittons nos frères de combat. Nous allons continuer notre grande tâche pour extirper le fascisme de notre pays qui depuis cinq ans lui aussi est écrasé sous la botte du fascisme de FRANCO.

L'ESPAGNE NOUS APPELLE ! Nous allons partir vers le combat. Nous laissons nos familles chez vous.

LE COMITÉ D'UNION NATIONALE ESPAGNOL fait appel à tous vos sentiments de solidarité et à votre esprit de fraternité en faveur de toutes ces familles que nous laissons sous votre sauvegarde.

LE COMITÉ D'UNION NATIONALE ESPAGNOL fait appel à tous les partis et organismes politiques pour que nos familles soient traitées comme méritent de l'être les familles de ceux qui ont versé leur sang pour la cause de votre libération.

Nous déclarons que honte soit faite à tous les Espagnols qui, cachés, n'ont participé et ne veulent participer à la libération de leur pays, mais voudraient ramasser tout le fruit de notre sacrifice.

Tout Espagnol qui ne sera pas désigné par nous pour une mission déterminée en France fera l'objet des mesures prises par les Autorités Françaises et Espagnoles.

LE COMITÉ D'UNION NATIONALE ESPAGNOL.

Reconquista de España

Organo de Union Nacional de todos los Espanoles

COMUNICADO ESPECIAL

26 de Agosto de 1944

Las fuerzas armadas de U. N., nuestros guerrilleros, han sido los primeros en entrar a Rodez. La entusiasta acogida que la población dispensó a nuestros bravos combatientes, prueba el valor de nuestra aportación a la lucha de liberación del pueblo francés y el que justamente merece ante este, la unidad política que representa nuestra Unión Nacional en la liberación del nuestro e iniciación de nuestra democracia. El pueblo francés comprende que sabemos lo que queremos y a donde vamos. El comprendió a su tiempo que le era indispensable un mínimo también de unidad nacional para la lucha contra el invasor, la realizó. Nosotros la necesitamos más que ellos, por diversas razones, también la realizamos en nuestra U.N. Dejemos a los adversarios de ella, a unos negar su necesidad, a otros hasta negar su existencia (?). Nosotros seguiremos adelante con ella, resueltos y seguros llamándolos siempre, pero no parándonos a esperarlos porque el tiempo apremia y las discusiones cansan.

Como vamos a discutir si nuestra Unión Nacional existe o no, cuando sus fuerzas solo en el Aveyron, han llegado a parar columnas alemanas y han podido ocupar una ciudad como la Capital del Departamento?. Si; existe a pesar de los ciegos y sordos voluntarios. La prueba está en que la bandera tricolor de la República Española, luce ya en el antiguo Vice-Consulado falangista de Rodez.

Basta que una representación de U. N. E. hiciera el requerimiento adecuado a las autoridades militares y civiles de la ciudad para que a las dos horas estuviese en nuestras manos, la comunicación siguiente que traducimos del francés;

Rodez 10 de Agosto de 1944

Las autoridades de Resistencia, en testimonio de solidaridad en relación con sus camaradas españoles de la U. N. E. que combate en el Ejército Francés de la Liberación, han decidido que el actual Consul de España en Rodez

no sera autorizado a continuar en el ejercicio de sus funciones. En consecuencia las oficinas del Consulado de España son puestas a la disposición de la U. N. E

*El Presidente del Comité Departamental
MOISSET*

*Le Chef Regional F. F. I.
Coronel CARROL*

Y ahora repetimos: la Unión Nacional, es no solo necesaria, sino indispensable para la liberación de nuestro país. Su cometido sera limitado, pero fundamental. Habra de derribar el régimen de Franco y su base falangista. Habra de constituir un gobierno constitucional representativo de todas sus fuerzas. Habra de realizar unas elecciones generales para reunir unas Cortes Constituyentes que establezcan la carta fundamental del País, y dejar libre la vida política que la voluntad popular haya manifestado. ¿Está esto claro? ¿Hay acaso otro camino para llegar a éste fin? ¿Porque los adversarios de ésta U. N. no han utilizado una parte de la energía empleada para combatirla, durante más de cuatro años, en elaborarnos un medio mejor, en lugar de hacer el perro del hortelano.?

La vía que ella tienda es justa y no tenemos a mano otra mejor.

A ella los que aspiren liberar nuestro suelo, y acabemos el triste dialogo de si son galgos o son podencos.

A las palabras, palabras y palabras de los enemigos de la Unión Nacional, nosotros responderemos con hechos, hechos y hechos y veremos a ver quien salvara a España del fascismo.

*El Comité Départemental
de
Union Nacional Española*

Joan FARRE, militant du P.O.U.M. de Lerida en Espagne, fut détenu et condamné en qualité de résistant sous l'occupation nazie. Libéré, il voulut rejoindre sa femme qui résidait dans le Roussillon. Découvert par un groupe de guerrilleros de l'U.N.E., il fut exécuté séance tenante.

Cette information est tirée de Julian GORKIN, "Les procès de Moscou à Barcelone" et de Daniel GUERIN, "Front populaire, révolution manquée".

DANS "JOURS DE GLOIRE, JOURS DE HONTE" DE DAVID PIKE

Il est cité le cas de l'assassinat de CORDOBA, page 80: "...A Perpignan aussi, le meurtre du socialiste J.LOPEZ CORDOBA attira particulièrement l'attention des autorités françaises".

DANS "HISTORIA DEL MAQUIS" de Carlos J.KAISER, au sujet des maquis en Espagne après la Libération de la France:

"En 1948, l'"Agrupacion" avait considérablement faibli. En dépit de cela, la lutte continuait de manière violente. "Pedro" y avait introduit un nouvel esprit de discipline pour empêcher les désertions. Il arguait que démoraliser les hommes étaient un des plus grands délits que pouvait commettre un guerrillero. Ainsi se produisirent de nombreux "jugements" de guerrilleros qui furent liquidés selon les tactiques staliniennes bien connues. Comme toujours, les anarchistes souffrirent plus que tous de l'application de ces mesures: plus de vingt membres de la Liga "Espartaco" furent éliminés "pour" et "avec" ces raisons. D'autre part, des faits similaires, pas toujours dirigés contre les anarchistes se réalisèrent dans beaucoup de zones guerrilleras".

Pedro s'appelait Francisco BAS AGUADO. Il avait commandé un fort détachement de maquisards espagnols dans le midi de la France pendant l'occupation. Il est nommé en 1947 secrétaire général du P.C.E. en pays valencien et Aragonais.

L'opération la plus spectaculaire, pour le mois de mars, est à mettre à l'actif des G.F.-M.U.R. des Bouches-du-Rhône commandés par Jean Comte (*Levis*). C'est l'évasion, organisée et réalisée par les G.F. dans la nuit du 22 au 23 mars, de 12 résistants détenus à Marseille même à la prison Chave*.

C'est Rudy**, écrit Madeleine Baudoin, qui, le premier, conçut le projet d'évasion. Les chances de succès paraissent maigres. La prison est bien gardée, les murs d'enceinte sont très hauts, les cellules des détenus solidement verrouillées. Une douzaine de policiers occupent le poste de garde situé à l'entrée de la prison donnant sur le Boulevard Chave N° 193. Toute la nuit d'autres policiers font la ronde autour de la prison. Il leur faut environ 1/4 d'heure pour en faire le tour complet.

L'affaire est finalement décidée lorsque *Rudy*, dont le beau-frère est incarcéré à la prison Chave, réussit à s'assurer la complicité d'un des gardiens, Augustin Raffaëli. Y participent 5 G.F.-M.U.R. dont les principaux chefs Jean Garcin (*Bayard*), chef régional G.F. de R.2, Jean Comte et Jacques Meker (*Pons*) qui est venu avec 5 hommes du groupe autonome qu'il a créé et qui opère en liaison avec les M.U.R. sans leur être subordonné.

Raffaëli, après avoir drogué le café des autres gardiens, a ouvert les cellules des « politiques ». Leur a fait franchir le

* L'entrée de la prison se trouve côte Sud, 193 Bd Chave. Les murs de la prison donnent à l'ouest sur la rue George et au nord sur la rue de Verdun, face au mur de l'Assistance Publique.

** André Dumont alias *Budu* et *Casanova*.

premier mur intérieur et les a amenés jusqu'au mur d'enceinte. Le groupe des G.F.-M.U.R. est de l'autre côté, tandis que Meker et ses hommes les couvrent, prêts à intervenir. Deux échelles de corde sont lancées. Les barreaux de la première cèdent. La deuxième tient. Elle permettra aux 12 détenus et au gardien Raffaëli de franchir le mur d'enceinte (9 mètres de hauteur, côté prison, 7 mètres côté extérieur).

Les douze détenus, nous dit Madeleine Baudoin, sont dans la rue de Verdun. Ils ont franchi le mur dans un ordre fixé à l'avance : d'abord le plus jeune, puis les condamnés à mort, puis les communistes, puis les G.F. Si l'évasion échoue en partie, les détenus en danger de mort seront sauvés.

Les douze détenus libérés sont : Camille Cresta, qui n'a que 17 ans ; le Polonais Laurent Kiska, communiste, membre de la M.O.L., qui devait se tirer une balle dans la tête en juin plutôt que de tomber dans les mains des Allemands ; René Serre des G.F., qui est le seul détenu armé*. Kiska et Serre étaient condamnés à mort. Puis les communistes : Charles Poli, Robert Michel, Edouard Lambert, Henri Faurite ; Serge Vivaldi qui a été « interrogé » si brutalement par les policiers de la 9^e brigade qu'il en est resté sourd ; Henri Teissier, G.F., Constant Drouet, qui devait être fusillé en mai par la Gestapo ; Guy Arnaud, G.F., Roger Cabras. Ces trois derniers avaient été arrêtés le 10 janvier 1944 après avoir tenté d'abattre le chef de la Milice de Marseille. Deux des évadés avaient été incarcérés à Chave la veille à 17 heures. Ils furent stupéfaits lorsqu'en pleine nuit Serre, revolver à la main, leur proposa « la belle ». Un troisième détenu, destiné à être interné à Chave, s'était évadé la veille du troisième étage de la 9^e brigade mobile.

Le récit de cette évasion parfaitement réussie pourrait s'arrêter là : la suite — planque des évadés, fourniture de faux papiers et de vêtements, barrages de police, patrouilles, perquisitifs monstres effectués par 400 policiers — n'est que de la routine, à côté de l'opération elle-même.

Il y a, malheureusement, un « détail » complémentaire que nous donne, en historienne scrupuleuse, Madeleine Baudoin — qui, rappelons-le, participait sous le nom de *Marianne Bardini*, aux activités des G.F. de Marseille ;

**Extrait du
livre d'Henri
NOGUERES**

**Histoire de la
Résistance en**

France

(T IV)

p. 502 à 505

La prison Chave n'avait pas rendu tous ses détenus politiques. Deux anarchistes restèrent enfermés jusqu'à la Libération. Dans son témoignage du 28 juin 1960 ci-dessous reproduit, l'un des évadés, Charles Poli, éclaire cette malheureuse affaire.

Madeleine Baudoin. — Pourquoi les deux anarchistes internés ne se sont-ils pas évadés?

Charles Poli. — C'est moi qui ai refusé de leur ouvrir leur cellule

* C'est le gardien Raffaëli qui lui a remis le pistolet d'un de ses collègues endormi, pour qu'ils s'évadaient avec nous. C'était pas des patriotes. Mais ils voulaient s'évader.

M.B. — Étaient-ils résistants?

C.P. — Ils servaient la Résistance aussi. Ils avaient fabriqué de faux tampons. Mais c'était pas des patriotes. Quand, à la prison, pour la fête nationale, on mettait, nous communistes, la cocarde tricolore, eux ils mettaient l'insigne noir. C'était pas des patriotes : c'est pour cela que j'ai refusé qu'ils s'évadaient avec nous. A un royaliste, j'aurais ouvert la porte, mais pas à un anarchiste (...).

Quant au chef des G.F. de Marseille, Jean Comte, responsable de l'opération, voici ce qu'il écrira * à Madeleine Baudoin lorsque celle-ci lui communiquera le texte de l'effarante déclaration de Poli (dont nous n'avons reproduit que le passage essentiel) :

C'est avec beaucoup d'amertume et d'indignation que j'apprends, seize ans après, la vérité. Car le gardien Raffaëli et les évadés nous ont dit dès leur sortie et ont par la suite maintenu cette version, que les deux anarchistes n'avaient pas voulu s'évader.

.....
Il ne pouvait y avoir aucune hésitation de ma part, l'idée de laisser en prison ces deux anarchistes ne m'aurait pas effleuré un seul instant. Il n'était pour nous nullement question d'idéologie, sinon pourquoi n'aurions-nous pas abandonné également les communistes? Nous luttions contre un système d'oppression et d'injustice et celui qui était contre lui était avec nous, celui qui en était la victime était notre ami, qu'il ait été « celui qui croyait au ciel, ou celui qui n'y croyait pas », comme l'a dit Aragon.

Ainsi des gens comme Poli en étaient restés, six ans après la fin de la guerre d'Espagne, à cet aveuglement impitoyable qui leur avait fait persécuter les anarchistes de Barcelone et qui avait contribué sans doute à conduire l'Espagne républicaine là où l'on sait.

DANS "C.F.D.T. : HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER ET DES CENTRALES SYNDICALES EN FRANCE"

"... Dans toutes les entreprises dès que les derniers soldats allemands ont été chassés, immédiatement les communistes lancent les syndicats, constituent les bureaux provisoires. Très vite, ils seront les maîtres effectifs de la C.G.T. La question a même été posée de savoir dans quelles mesures certaines exécutions sommaires de militants syndicalistes, certains plus ou moins compromis dans l'application de la Charte du Travail, d'autres pas du tout, n'ont pas aidé à cette prise en mains?"



*Les motivations des
staliniens*

Les différents faits et témoignages exposés précédemment pourraient être interprétés comme des actes isolés, sans liens réels entre eux. L'atmosphère trouble qui a caractérisé la période de la libération tendrait à plaider en faveur d'une telle hypothèse.

Pourtant, la personnalité des disparus ou celle des gens menacés, leur participation à des actes de résistance pour la plupart d'entre-eux, leur appartenance au mouvement ouvrier et au camp anti-fasciste espagnol, sont autant d'éléments qui écartent a priori l'idée que ces assassinats ou menaces puissent être rangés dans une relation de faits à caractère crapuleux ou de simples "règlements de comptes".

La filiation directe de ces événements à ceux qui les ont précédés dans l'histoire, nous conduit plus sérieusement à accrédi-ter la thèse d'une politique délibérée de liquidation de l'opposition aux menées staliniennes, les assassinats étant perpétrés par les tenants de cette politique.

En 1944 et par la suite, ces pratiques vont être conduites de manière rationnelle avec toute la froideur bureaucratique propre aux militants coulés dans le moule du stalinisme ambiant.

Les menaces, les chantages divers, les assassinats qui se produisent sur le sol français, représentent pour les com-

munistes autant de moyens efficaces pour tenter de faire taire la contestation qui s'oppose à leur soif d'hégémonie.

Si l'analyse des événements de l'époque nous conduit à trouver des explications d'ordre conjoncturel, elle nous laisse entrevoir par-dessus tout les raisons fondamentales, essentielles qui ont guidé ces actes de barbarie politique.

LES RAISONS D'ORDRE CONJONCTUREL

Nombreuses et diversifiées, elles paraissent avoir été importantes dans la période qui a suivi la Libération. Il est bon de souligner que les zones géographiques qui sont le théâtre de la plupart des exactions, se situent quasiment toutes dans le sud-ouest de la France. A cela, deux raisons: les départements concernés se trouvent près de la frontière espagnole, on y rencontre donc une forte concentration de réfugiés de la guerre civile. D'autre part, ces départements ont été le cadre pendant la résistance, d'une intense activité des divers maquis. Qu'ils soient F.I.P.F., A.S., F.N. ou indépendants, ils ont participé de manière active à la libération du sud-ouest. Dans ces maquis, les réfugiés espagnols ont pris une part prépondérante aux actions communes engagées. En groupes autonomes, en détachements de "guerilleros" ou sous couvert de la M.O.I., ils ont répondu "présents" et ont continué le combat engagé quelques années auparavant contre le fascisme.

C'est aussi dans cette zone que le Parti communiste a assis son influence sinon son hégémonie. Les cadres de ce mouvement ont presque tous régné en maîtres, aidés en cela par les diverses organisations de masses qu'ils ont noyautées à loisir: F.I.P.F., F.N., U.F.F., F.U.J.P., milices patriotiques, C.G.T. etc... et de ce fait, le plus souvent les comités de libération locaux ou départementaux.

Il est vrai par ailleurs que l'attitude des communistes à partir de 1941, après l'entrée en guerre de l'U.R.S.S., assaillie par l'Allemagne nazie, a gagné un certain nombre de sympathies dans les milieux de la résistance, quand ce n'était pas...des adhésions pures et simples.

La propagande aidant, le Parti communiste devint le "premier parti résistant", le "parti des 75.000 fusillés" et toute critique à l'égard de sa politique entraînait de manière mécaniste le rejet de la personne ou du groupe qui l'avait formulée.

Beaucoup se firent traités de "collabos", de "vendus à Vichy", "à PETAIN", de "Doriotistes" ou "d'hitléro-franquistes" tout simplement parce qu'ils ne suivaient pas les consignes stalinienne!

L'administration dans certains cas aux mains des communistes, ou suffisamment influencée par le P.C.F., pouvait légitimer, justifier même, certaines attitudes par ailleurs - et en d'autres temps - condamnables, d'un simple point de vue éthique.

C'est dans ce climat, à l'intérieur de ce cadre, que la lutte d'influence engagée pendant la guerre d'Espagne - les journées de mai 37 à Barcelone - trouve à nouveau de zélés maîtres d'oeuvre. Les anarchistes espagnols de la C.N.T. et de la F.A.I., les marxistes révolutionnaires du P.O.U.M., s'ils avaient à l'époque réussi à repousser avec succès les tentatives contre-révolutionnaires des agents de STALINE, vont devoir cette fois compter à forte partie.

Non pas tant par l'importance numérique du mouvement communiste espagnol, mais bien plus par le soutien logistique - moyens matériels et humains, propagande et armes - fourni sans réserve par le parti frère, en l'occurrence le P.C.F. Sur le sol français, tout ce qui touche de près ou de loin à l'activité communiste doit recevoir l'assentiment du P.C. national, sinon de STALINE. Les facilités que rencontre l'U.N.E. auprès des autorités et le fait qu'elle revendique - avec un certain succès - le monopole de la représentation de l'exil espagnol, sont essentiellement dues au travail acharné et patient du P.C.F. La mal nommée Union Nationale Espagnole, même si elle ne regroupe pas les 20% de l'exil républicain et même si par ailleurs elle ne rassemble que des forces de la droite conservatrice et le P.C.E., à l'exclusion de toutes les organisations ouvrières et anti-fascistes authentiques, recueille malgré tout les fruits de l'action collective des réfugiés et ce, de manière quasi-exclusive. La J.E.L., quant à elle, formée de la C.N.T., du M.L.E., de l'U.G.T., du P.S.O.E., des partis républicains de gauche,

des partis autonomistes etc...et qui regroupe 80% des réfugiés espagnols de ce côté des Pyrénées, rencontre souvent les pires difficultés auprès des autorités administratives locales. Dans leur grande majorité, les comités de libération et les préfets mis en place dans le sud ouest à la Libération, gênent - quand ils ne s'opposent pas - l'action de la J.E.L.

L'opposition entre la J.E.L. et l'U.N.E. n'est pas une simple affaire de sigle ou d'organisation. C'est avant tout le rejet par les militants ouvriers qui composent la première des pratiques usurpatrices, liquidatrices et du caractère démagogique de la seconde.

Les diverses incursions en territoire espagnol vers la fin octobre 1944 (Puigcerda, Val d'Aran...), si elles attirent bon nombre de militants libertaires, fourvoyés dans l'aventure, ne répondent en fait qu'à une de leurs motivations: l'envie de retourner en Espagne pour y chasser Franco et son régime de dictature...Très rapidement pourtant, il s'avère que ces opérations ont été très mal ou pas préparées, qu'elles ne servent en fait qu'à la propagande du P.C.E. et qu'elles ne sont qu'une occupation publicitaire de la scène politique.

c'est à peu de frais pour le P.C.E. que beaucoup y laissent leur vie. Quant à ceux qui ont la chance de pouvoir regagner la France, ils ramènent avec eux une idée enfin juste de la propagandemensongère des communistes. Ils deviennent alors d'accord avec les critiques émises par les autres secteurs - majoritaires - de l'immigration espagnole et notamment les libertaires, qui ont continué de lutter les armes à la main de l'extérieur et à l'intérieur de l'Espagne, contre la dictature sanguinaire de Franco. A aucun moment dans cette période, le débat d'idées entre les diverse composantes de l'exil ne pourra se dérouler de manière démocratique.

Fort de l'impact considérable du P.C.F. et de son soutien inconditionnel, l'U.N.E. - le P.C.E. en réalité - fait très vite régner la terreur bureaucratique et contre-révolutionnaire. Sept années après Barcelone, les staliniens rééditent leurs mauvais coups. Mais ici, répétons-le, le travail leur est facilité.

Des camarades de la C.N.T., de l'U.G.T., des libertaires, des socialistes, des militants du P.O.U.M., et même des

militants de l'U.N.E. ou du P.S.U.C., dont les désaccords commencent à poindre, ont été liquidés froidement, systématiquement. Ces crimes sont souvent commis dans la plus totale impunité. Les enquêtes n'aboutissent pas et il semble qu'en certains hauts lieux, la vie d'un républicain espagnol, anarchiste qui plus est, ne pèse pas lourd en comparaison du poids politique de l'appareil stalinien que les communistes n'auraient pas manqué de faire jouer si les assassins avaient été appréhendés.

Dans cet océan d'ingratitude et d'hostilités, les libertaires espagnols et les anti-fascistes en général ont pu trouver des soutiens précieux même s'ils furent peu nombreux. Une solidarité qui aida ces compagnons dans les périodes de friction avec les hommes du Parti. C'est toutefois dans le but opposé que s'est exercé à la Libération le sens "critique" de la presse en général et celui de la presse communiste en particulier. Sentant bon le sectarisme, frisant bien souvent l'hystérie, des articles volontiers démagogiques, rédigés par des militants pratiquant l'autosatisfaction, fleurissaient dans l'information libérée.

On pouvait lire sous la plume de dangereux zéloteurs des appels à peine voilés à la mise en quarantaine, quand ce n'était pas plus simplement des appels à la disparition (liquidation), des militants anti-fascistes espagnols qui ne s'intégraient pas dans l'U.N.E.

Erigeant l'amalgame, la délation, la calomnie en armes politiques, des militants communistes ont - afin de faire taire toute opposition révolutionnaire - marqué d'une pierre rouge les relations entre les divers courants du monde ouvrier, en même temps qu'ils trahissaient sciemment les espoirs de la classe prolétarienne.

Une campagne de dénigrement et de provocations qui se poursuit de manière épisodique, qui trouve encore quarante ans après des instigateurs dans les rangs du parti stalinien. Ce n'est qu'en 1953 que certaines affaires de la libération refirent surface. La presse s'en fit l'écho d'une manière "spectaculaire" pour y tirer du "sensational".

Mais neuf années après, les véritables motivations de ces assassinats ne furent que très partiellement révélées au grand public, voire même quasiment passées sous silence.

La presse communiste trouva là-encore matière à pratiquer l'assimilation outrancière et travestit la réalité. Elle traita ceux qui reparlaient de ces "histoires", les libertaires, les socialistes etc...de fascistes.

Rien de moins!

LES RAISONS FONDAMENTALES

Afin d'explicitier ces raisons fondamentales et exploiter au maximum le contenu de celles-ci, il nous a paru judicieux de procéder à l'étude de certains textes et écrits concernant l'anarchisme (l'Idée) ou les anarchistes (les hommes), rédigés par des "penseurs" communistes-autoritaires: MARX, LENINE, STALINE, TROTSKI, DUCLOS.

Ces raisons ont trouvé leurs racines et leur justification au sein même de la première internationale. Elles opposèrent les marxistes aux proudhoniens et aux bakounistes. Deux conceptions non réconciliables d'un socialisme initial, car elles recouvrent deux philosophies, deux révolutions radicalement différentes, sinon antagoniques. Souvenons-nous que PROUDHON écrivait à MARX dès 1844 (soit cent ans avant la période qui nous intéresse): *"votre pensée me fait peur pour la liberté des hommes"*.

Dans la pensée marxiste, l'homme naturel est un *"individu générique et social"*. La propriété l'aliène et le détruit. Seule la révolution collectiviste peut le rendre à lui-même, le "recréer".

Dans un tel socialisme, toute faute, toute erreur volontaire ou non, réelle ou supposée, ne peut être le fait que d'un être inexplicablement et monstrueusement dénaturé. Le pardon n'existe pas, puisque le péché n'existe plus. Le seul péché qui ait essentiellement existé, ayant été le capitalisme. Tout cela est infus à la pensée marxiste et probablement même, socialiste (social-démocrate). C'est le mensonge d'où tous les autres mensonges et crimes dérivent...

MARX a eu la volonté politique et philosophique de ré-

duire "l'homme-individu" à "l'homme collectif". Cette réduction de l'individu à son environnement et à ses composantes socio-économiques établit les bases-mêmes du marxisme. MARX de ce fait agit en idéologue autoritaire. Des historiens aussi différents que Daniel GUERIN: "que devient en effet la liberté humaine d'une perspective où il ne reste à l'individu qu'à prendre conscience de la nécessité historique où il est entraîné, où le "haïssable Moi" bête noire de PASCAL, HEGEL et MARX, compte peu devant l'histoire..." et Henri LEFEBVRE: "MARX laissera délibérément de côté la question de l'individu. Les rapports sociaux entre les hommes (...) sont présentés comme "nécessaires" et "indépendants" de leur volonté" portent un même jugement sur l'erreur essentielle que MARX a introduit dans sa pensée politique et qu'il a développée tout au long de son oeuvre et tout au long de sa vie. Dès le départ, le postulat marxiste est faux: l'homme n'est absolument pas réductible à ses seuls besoins matériels. son corps, son cerveau, son coeur, son sexe sont autant de domaines qui ne relèvent pas de la seule lutte des classes. Jean MONOD écrit dans "De l'ethnocide": "la lutte des classes culmine dans un socialisme qui ne remet en question aucune des options fondamentales par lesquelles la civilisation industrielle affirme son incompatibilité avec toute autre forme de civilisation. Cette lutte n'est que le masque progressiste d'une entreprise d'extension et de négation menée par une civilisation particulière au détriment des autres. Ce masque progressiste, c'est le projet révolutionnaire inspiré du marxisme dont le caractère non scientifique (...) procède par généralisation ethnocentrique et qu'il faut considérer comme (...) une mascarade et un piège au terme desquels le Tiers-monde, privé de lui-même, ne peut échapper à l'oppression capitaliste qu'en "rivalisant" de modernisme avec la civilisation occidentale" et plus loin: "la tenaille est si bien maniée qu'on peut se demander si le projet n'est pas concerté, surtout lorsque l'on constate que des "conseillers marxistes" des gouvernements sud-américains ont été formés dans des universités nord-américaines. Gigantesque récupération d'une révolution possible à l'échelon d'un continent, la révolution "socialiste" n'a-t-elle pour but que de préserver l'Occident?"

Efficace coupe-feu à l'embrassement redouté? Ce qu'il y a de fâcheux dans le marxisme des intellectuels bourgeois dogmatisant en Europe sur le dos des ouvriers se double ici de ce que ces intellectuels formés et tournés vers l'Europe ou les Etats-Unis, dogmatisent sur le dos des populations dont ils ignorent la civilisation ou bien ils nient qu'elles en aient une, quand ils ne s'acharnent pas à la détruire".

Evidemment MARX a essayé de défendre ses idées contre l'anarchisme et notamment sa composante individualiste. Mais à l'opposé de BAKOUNINE et des ouvriers anti-autoritaires de son époque, qui connaissaient bien le marxisme, MARX Lui-même, ENGELS et la plupart de ses partisans ont le plus souvent condamné en bloc les théories anarchistes sans se donner la peine d les étudier sérieusement, encore moins de les discuter. Malgré qu'elles le gênaient pourtant bien dans ses tentatives de diriger seul la 1ère Internationale, MARX n'a pas essayé vraiment d'analyser les théories anarchistes. A partir de ses propres opinions, il a fait le reproche, que les socialistes par la suite n'ont jamais cessé de faire aux anarchistes, selon lequel la doctrine libertaire (an-archiste) repose sur l'an-historicité et, partant de ce raisonnement, n'a aucun devenir historique.

A la lumière des événements qui ont secoué l'histoire, le marxisme qui se prétendait instrument scientifique a failli lamentablement tant dans ses prévisions que dans ses propositions.

La disparition des classes moyennes, l'augmentation du nombre de prolétaires, la disparition des antagonismes nationaux, le dépérissement de l'Etat, la libération de l'aliénation en régime communiste...AUTANT D'ERREURS HISTORIQUES A METTRE SUR LE COMPTE D'UNE IDEOLOGIE QUI SE PRETENDAIT PORTEUSE DE SCIENCE ET DE VERITE.

Quant à l'anarchisme an-historique, l'aspiration à la liberté (notamment dans les pays de dictature de l'Est et de l'Ouest), à la responsabilité de l'individu, à l'auto-gestion forment un ensemble de bonnes et justes idées libertaires qui revivent à nouveau dans les rues et dans les usines.

Le marxisme est en fait une adaptation du monde de son siècle et non un refus de ce monde. Le développement du capitalisme devait entraîner de manière mécaniste l'au-

thentificaton et la démonstration des thèses marxistes. L'anarchisme lui, est de tous les temps et de tous les pays. Son universalité puise se sources dans la lutte constante de l'individu et des groupes, pour parvenir à l'émancipation totale, sociale, économique et culturelle, hors de tout pouvoir, de toute tutelle.

Avec STALINE, nous entrons dans le vingtième siècle, dans l'ère des applicateurs géniaux de la pensée du Maître. Dans un de ses articles intitulé "Anarchisme ou socialisme", daté de décembre 1906, il nous révèle quelles sont du point de vue du marxisme, et du sien propre, les "insuffisances" de l'anarchisme. *"Insuffisances ou tares"* qui, selon STALINE, conduisent l'anarchisme à être un mouvement contre lequel il est nécessaire de lutter... STALINE nous affirme avec beaucoup d'aplomb: *"là où les classes n'existent pas, là où il n'y a ni riches ni pauvres, l'Etat devient inutile, et inutile le pouvoir politique qui opprime les pauvres et défend les riches. Par conséquent: la société socialiste n'aura pas besoin de maintenir le pouvoir politique"*. Pour donner plus de force à son affirmation, il cite à la rescousse la bible marxiste, qui disait en 1846, dans "Misère de la philosophie": *"la classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit..."* Mais très rapidement, STALINE montre le bout de l'oreille bureaucratique. Il ajoute que la société socialiste aura besoin d'un bureau central de statistique, que tant que les forces productives ne seront pas suffisamment développées, et qu'il existera un travail "dur" et un travail "facile", l'application du principe "à chacun selon ses besoins" sera sans doute très difficile!

Ceci conduit STALINE à écrire que seuls les anarchistes et les idéologues petit-bourgeois peuvent penser que *"dès l'instant où le capitalisme se décompose, on peut instaurer le socialisme"*. Et il conclut que le programme marxiste est un programme à deux tiroirs: un programme minimum qui se propose d'ouvrir la voie vers le socialisme par une république démocratique et un programme maximum qui a pour but le socialisme.

Pour parvenir à bâtir son programme, STALINE, et en cela il est un fidèle lecteur et un digne représentant de MARX nous définit le contenu de la lutte des classes. Selon lui, celle-ci regroupe les grèves partielles ou générales, le boycottage, le sabotage et ... la participation aux institutions représentatives, qu'il s'agisse de parlements nationaux ou d'organes administratifs locaux.

Pour parfaire le panorama, STALINE ajoute plus loin: *"la dictature socialiste du prolétariat lui est nécessaire pour qu'il puisse, par ce moyen, exproprier la bourgeoisie, lui confisquer la terre, les forêts (...) l'expropriation de la bourgeoisie, voilà ce que doit amener la révolution socialiste"*.

Mais STALINE, et les marxistes en général, procèdent par la méthode de simplification et d'assimilation. Après avoir disserté sur les moments, les moyens et les programmes, il nous assène une vérité définitive, intangible: *"...et la révolution socialiste doit commencer par la dictature du prolétariat, c'est à dire que le prolétariat doit s'emparer du pouvoir politique et s'en servir pour exproprier la bourgeoisie"*.

Dans le prolongement de cette logique, l'éminent marxiste décrète que les organisations syndicales et les coopératives ne peuvent suffire à elles seules aux besoins d'organisation du prolétariat. Qu'à cela ne tienne, une autre organisation est nécessaire. STALINE la désigne comme regroupant les éléments conscients (...) et s'assignant comme but principal la destruction du régime capitaliste, la préparation de la révolution socialiste: *"cette organisation est le Parti social-démocrate du prolétariat"*. Puis STALINE nous édifie sur le fonctionnement qui devra être appliqué dans les organisations du prolétariat. Le centralisme, en opposition à "l'éparpillement fédéraliste" sera appliqué dans le Parti, les syndicats, les coopératives. Enfin, sur les rapports entre les syndicats et les coopératives d'un côté, et le Parti de l'autre, STALINE pense qu'ils se développent d'autant mieux qu'ils entretiennent des rapports d'amitié plus étroits avec le Parti socialiste du prolétariat.

Il persiste et signe: *"...cela parce que ces deux organisations "économiques", si elles ne sont pas proches d'un parti socialiste fort, dégèrent souvent, oublient les intérêts généraux de classe au profit des intérêts étroi-*

tement corporatifs et portent par là un grand préjudice au prolétariat. Aussi est-il nécessaire dans tous les cas d'assurer l'influence politique et idéologique du Parti sur les syndicats et les coopératives..."

Le futur "petit père des peuples" cite à la fin de son exposé relativement indigeste, certaines des critiques des anarchistes formulées par KROPOTKINE, BATON etc..., critiques qu'il s'empresse de tourner en dérision. Il nous a semblé bon de les transcrire ici, pour que le lecteur puisse s'en faire une idée. (59)

"...nous (les anarchistes) allons jusqu'au communisme libertaire, alors que la plupart des socialistes (lisez: y compris les social-démocrates) vont jusqu'au capitalisme d'Etat et au collectivisme.

Dans leurs projets(...)les collectivistes commettent(...) une double erreur. Ils veulent supprimer le régime capitaliste et ils gardent en même temps deux institutions qui sont la base de ce régime: le gouvernement représentatif et le travail salarié.

(...) le collectivisme, on le sait, conserve le travail salarié. Seulement(...)le gouvernement représentatif(...) se met à la place du patron(...) (les représentants de ce gouvernement) se réservent le droit d'employer dans l'intérêt de tous la plus-value tirée de la production. En outre, dans ce système, on établit une distinction (...) entre le travail de l'ouvrier et celui de l'homme qui a fait des études: le travail du manoeuvre, aux yeux du collectiviste, est un travail simple, tandis que l'artisan l'ingénieur, le savant etc...s'occupent de ce que MARX appelle un travail complexe et ils ont droit à un travail supérieur".

Plus loin, nous pouvons lire, tiré du *Nobati* N°5, sous la signature de M. BATON: "Qu'est-ce que le collectivisme des social-démocrates? Le collectivisme ou plus exactement, le capitalisme d'Etat, est fondé sur le principe suivant: chacun doit travailler autant qu'il le veut, ou autant que l'Etat l'aura déterminé, en recevant à titre de récompense la valeur de son travail en marchandises (...) et donc (...) il faut une assemblée législative (...) il faut

également un pouvoir exécutif, c'est-à-dire des ministres toutes sortes d'administrateurs, de gendarmes et d'espions peut-être aussi une armée, s'il y a trop de mécontents".

Comme on peut le constater, les anarchistes, contrairement à ce que tendait à insinuer STALINE, connaissaient parfaitement les écrits du Maître MARX et mieux même, ils en ont déduit, à la suite de BAKOUNINE et PROUDHON, des analyses justes, efficaces, et malheureusement validées par les faits, confirmées à la lumière des événements historiques.

Et quand les anarchistes de l'époque déclaraient que les social-démocrates "n'admettent pas seulement la dictature révolutionnaire. Ils sont partisans de la dictature sur le prolétariat (...) les ouvriers ne les intéressent que dans la mesure où ils forment une armée disciplinée entre leurs mains (...) la social-démocratie veut se servir du prolétariat pour prendre possession de l'appareil d'état" N'était-ce pas avec quelques années d'avance, la vision affinée avec beaucoup de rigueur, des événements qui, à partir de 1917, vont permettre à LENINE, TROTSKI, puis MAO CASTRO et avec eux tous les marxistes staliniens de la planète d'asseoir une dictature sans faille sur le prolétariat, au moyen des prisons, des armées et des polices qu'ils ont non seulement maintenues mais développées?

Ceci explique les propos de LENINE qui, en 1917, polémique avec les anarchistes au travers de son livre "l'Etat et la révolution". Sa façon de poser le problème le conduit inexorablement à dénaturer les thèses qu'il est sensé combattre. En effet, il ne remet pas en cause les thèses avancées par les anarchistes, mais des idées fumeuses qu'il affuble de l'étiquette anarchiste, pour les besoins de "SA" cause!

"Mais les anti-autoritaires demandent que l'Etat politique soit aboli d'un coup, avant même qu'on ait détruit les conditions sociales qu'il ont fait naître. Ils demandent que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité. Ont-ils jamais vu une révolution, ces Messieurs! Une révolution est certainement la chose LA PLUS AUTORITAIRE qui soit" Et LENINE conclut en écrivant que "les anti-autoritaires (il faut lire ici les

anarchistes) (...) où ils ne savent pas ce qu'ils écrivent et ils sèment la confusion (...) où ils savent et ils trahissent le mouvement prolétarien (...) Dans un cas comme dans l'autre, ils servent la réaction".

Belle engeance de l'intelligensia-révolutionnaire-marxiste que ce LENINE! Où a-t-il été cherché que les anarchistes demandaient que l'Etat soit aboli?

Et pourquoi faire croire que les anarchistes se sont adressés à lui et à ses amis? ...avant même qu'ON ait détruit...?

La voilà bien la sève falsificatrice qui a nourri MARX, STALINE, LENINE et tous leurs épigones.

Que LENINE n'ait pas été d'accord avec les anarchistes et qu'il ait ressenti le besoin de l'écrire en 1917, soit... Mais qu'il ait travesti les idées et les propositions de ses adversaires politiques, voilà bien le K.G.B. et les goulags qui pointent à l'horizon.

Les anarchistes ont défendu (et défendent encore) la thèse selon la quelle la révolution sociale doit se faire simultanément contre les situations d'inégalité et d'injustice qui ont cours dans tous les régimes d'exploitation et contre toutes les structures qui les secrètent et les pérénisent.

Les anarchistes luttent contre toute idée de période transitoire, de dictature politique "du" prolétariat, de Parti de pouvoir ... toutes ces définitions, ces paravents cachent une même réalité: LE MAINTIEN D'UNE CASTE AU POUVOIR, UNE CASTE D'EXPLOITEURS QUI DEVOIE A SON PROFIT L'ELAN REVOLUTIONNAIRE ORIGINEL.

67 ans après les écrits de LENINE, les enseignements de l'histoire nous conduisent à penser que les anarchistes avaient non seulement raison, mais que la politique secondaire de tous les marxistes (à commencer par MARX lui-même) a mené la classe ouvrière dans l'impasse aux quatre coins de la planète, à commencer par la Russie des goulags.

Trotsky, lui, écrit en 1920 des textes qui nous éclairent sur la véritable nature de ses positions et des ses propositions.(60)

(60) dans "Terrorisme et révolution" - Léon TROTSKI:

La militarisation du travail, qui entraîne une obligation du travail, organise celle-ci autour d'un bureau central au service d'un Etat, qui échappe à tout contrôle des travailleurs. Cela devient alors un instrument d'exploitation autrement plus perfectionné que tous ceux que la bourgeoisie a pu inventer.

"l'obligation du travail serait impossible sans l'application - dans certaine mesure - des méthodes de militarisation du travail.

Sans les formes de coercition gouvernementale qui constituent le fondement de la militarisation du travail, le remplacement de l'économie capitaliste par l'économie socialiste ne serait qu'un mot creux.

Aucune organisation sociale, exceptée l'armée, ne s'est vue le droit de se subordonner complètement les citoyens de les dominer aussi totalement par sa volonté, que ne le fait le gouvernement de la dictature prolétarienne. Le gouvernement ouvrier se considère en droit d'envoyer tout travailleur là où son travail est nécessaire".

Si des circonstances dramatiques peuvent dans certains cas imposer des solutions fermes, il n'en reste pas moins vrai que les méthodes préconisées par TROTSKI sont incompatibles avec le maintien d'une révolution prolétarienne. Dans ces conditions, elles nous ramènent loin en arrière dans l'Histoire, au temps des serfs d'Etat sous Catherine II, voire les fellahs de l'Egypte ancienne et les paysans du Perou incaïque.

TROTSKI attribue aux syndicats le rôle d'éducateurs afin qu'ils fassent pénétrer plus profondément dans les masses prolétariennes les thèses qu'il défend.

"Sans droit de donner des ordres et d'exiger leur exécution, les syndicats perdent leur substance car ils sont nécessaires à l'Etat socialiste en édification, non afin de lutter pour de meilleures conditions de travail - c'est la tâche de l'ensemble de l'organisation sociale gouvernementale - mais afin d'organiser la classe ouvrière pour la production, afin de la discipliner, de la répartir, de l'éduquer, de fixer certaines catégories (...) afin en un mot, d'incorporer autoritairement, en plein accord avec le pouvoir, les travailleurs dans les cadres du plan économique unique"

Non, vous ne rêvez pas. Ce programme que TROTSKI enten-

dait défendre en 1920, c'est STALINE qui le reprendra à son compte. Et JARUZELSKI de nos jours ne fait rien d'autre que de l'appliquer aux travailleurs polonais! Il est nécessaire de voir par ailleurs, que TROTSKI avec ses jugements à l'emporte-pièce, ne faisait qu'exprimer ce que beaucoup de bolcheviks pensaient .

En 1920, TROTSKI déclara: "*ils ont mis en avant des mots d'ordre dangereux...ont placé le droit des ouvriers de faire élir leurs représentants au-dessus du Parti. Comme si le Parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature était en conflit temporaire avec les humeurs changeantes de la démocratie ouvrière*". A cette époque, il dénonçait l'opposition ouvrière qui luttait déjà contre la bureaucratie envahissante et pour le pouvoir économique aux travailleurs organisés dans leurs syndicats.

Plus tard, en exil, TROTSKI reformulera ses propositions relatives aux syndicats, sans toutefois en changer fondamentalement le contenu: "*le Parti communiste est l'arme fondamentale de l'action révolutionnaire du prolétariat, l'organisation de combat de son avant-garde, qui doit s'élever au rang de guide de la classe ouvrière partout où elle combat et par conséquent aussi dans le mouvement syndical*."

Après la guerre, le syndicalisme français trouva dans le communisme à la fois sa réfutation, son dépassement et son achèvement: tenter de faire revivre aujourd'hui le syndicalisme révolutionnaire serait tourner le dos à l'histoire. Pour le mouvement ouvrier, une telle tentative ne pourrait avoir qu'un sens réactionnaire (...). Parler d'indépendance syndicale (...) cela signifie la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans la masse arriérée que sont les syndicats, c'est "flatter" le prolétariat, c'est en faire autre chose que ce qu'il est et ne peut qu'être sous le capitalisme, qui condamne les masses travailleuses à l'ignorance".

TROTSKI n'étant plus au pouvoir, il lui est difficile de rééditer ses exploits révolutionnaires et de les placer sous la loi martiale, comme il l'a fait pour les cheminots lorsqu'il était responsable du commissariat aux transports. Il ne pouvait exclure les responsables élus du syndicat et en nommer d'autres prêts à suivre la volonté

du Parti, comme pour le syndicat des cheminots en 1920. Pour les éventuels sceptiques, citons un autre fait révélateur: en 1922 eut lieu une nouvelle conférence des syndicats de la métallurgie soviétique. La politique du syndicat fut déterminée par la fraction nommée par la direction du Parti, dont les réunions profitèrent de la présence de métallurgistes distingués tels que LENINE, KAMENEV, ZINOVIEV, MOLOTOV, STALINE, CACHIN et Clara ZETKIN...

On trouve dans les écrits de MARX, LENINE, STALINE et TROTSKI, dont nous avons reproduit un condensé, toutes les justifications idéologiques des liquidations et des assassinats dont nous avons précédemment parlé. Ces justifications ont malheureusement conduit par la suite à des comportements semblables, qui se perpétuent de nos jours.

Avec Jacques DUCLOS, nous voilà dans l'histoire récente. Cet homme d'appareil, bureaucrate par excellence, nous a légué quelques morceaux d'anthologie. Sa haine viscérale de l'anarchisme a souvent trouvé matière à s'employer. Il ne cessa pas de falsifier l'Histoire, d'énoncer des contre-vérités, de lancer des anathèmes...aux anarchistes vous vous en seriez doutés! (61)

Il ne s'embarasse pas de scrupules: sous sa plume, BAKOUNINE est chargé de toutes les tares. Il est un "provocateur professionnel" tenu en mains par la police. MAKNO fit une guerre de "brigandage" et "fit le jeu de la contre-révolution".

"En 1922, MAKNO, qui avait été battu avec ses troupes par la cavalerie de BOUDIENY était passé en Pologne. Ainsi donc, ce chef anarchiste, après avoir combattu le pouvoir soviétique, trouvait asile dans la Pologne réactionnaire, ce qui était dans l'ordre des choses".

Pas un mot des luttes héroïques de la Maknovchtina contre les armées blanches de DENEKINE et WRANGEL.

Pas un mot non plus de Maurice THOREZ, qui fit ses valises pour rejoindre la Sainte Russie alors qu'elle venait de pactiser avec la plus que réactionnaire Allemagne nazie. Cela était pourtant dans l'ordre des choses, non?

(61) dans "BAKOUNINE et MARX, ombre et lumière" - Jacques DUCLOS - Edition Plon.

Puis DUCLOS règle le compte des anarchistes espagnols: "Ils faisaient la preuve par leurs actes, d'une méconnaissance totale es problèmes économiques; par exemple, la nationalisation des petites boutiques, des salons de coiffure, constituait pour eux une mesure révolutionnaire de première grandeur, alors que cette stupidité avait pour résultat d'isoler la classe ouvrière face aux franquistes (...) Quant à leur comportement, il était nuisible à l'unité et à l'efficacité de l'action militaire de la République contre la rébellion franquiste".

Pas un mot sur les réalisations révolutionnaires de nos compagnons de la C.N.T. et de la F.A.I. en Catalogne et en Aragon, en Andalousie et dans le Levant etc...

Il est vrai que pour M.DUCLOS, bureaucrate invétéré, les 3.000 adhérents du Parti communiste espagnol en 1936 représentaient la véritable classe ouvrière, alors que les millions de travailleurs espagnols qui se reconnaissaient dans les organisations révolutionnaires du prolétariat (C.N.T., F.A.I., F.I.J.L. et le P.O.U.M. et l'U.G.T. pour certains secteurs) ne pouvaient qu'être, pour ce stalinien que de dangereux provocateurs prêts à remettre en cause l'ordre établi.

Ce qui est constant chez DUCLOS, mais ici il n'est que le porte-parole officiel des *apparatchiks* du P.C.F., c'est la dénonciation de l'infiltration policière dans les milieux anarchistes et par extension, gauchistes.

Est-ce chez ce personnage, une seconde nature, ou bien sa véritable nature?

Lui qui a si souvent mené des "procès policiers" dans son propre parti...

Et GUITTON, qu'il a cotoyé au bureau politique du Parti communiste, n'avait-il pas l'aval de THOREZ ainsi que le sien, en même temps que la bénédiction de la Préfecture de police?(62)

(62) Le 12 septembre 1939, DUCLOS apprend à TILLON que GUITTON, ou GITTON, se nommait en réalité GIROUX et qu'il était un complice de la police. Il occupait dans le P.C.F un poste de haute responsabilité au secrétariat: il détenait toutes les adresses des cadres et celles des planques! En bref, tous les secrets du Parti...

MARTY, qui fut un temps, considéré comme le "phare du stalinisme" par l'appareil du P.C.F. finit par être exclu comme un malpropre, non sans avoir au préalable été traité de "flic" par le zélateur DUCLOS. (63)

Quant aux événements de mai 68, analysés à travers le prisme déformant d'un DUCLOS, inquisiteur de service, ils ne représentent qu'"une vaste conspiration du pouvoir pour masquer le bilan de faillite de sa politique et pour mener des campagnes anti-communistes forcenées.

A tout cela, il faut ajouter que les groupes gauchistes de mai-juin 68, tout comme ceux qui les avaient précédés étaient pénétrés par des agents provocateurs de la police. Ces agents pouvaient agir bien plus facilement dans de tels groupes d'où tout élément d'organisation était banni, que dans un parti structuré.

Il y a beaucoup de points encore obscurs dans les dessous de l'activité des groupes gauchistes qui disposaient de fonds importants venus on ne sait d'où (...) mais ce que l'on peut dire sans crainte de se tromper, c'est que chaque fois qu'il y avait des manifestations organisées par les groupes gauchistes, ou influencées par eux, les agents provocateurs de la police y jouaient un rôle d'animateurs.

Les barricades, les voitures incendiées, de même que la présence de drapeaux noirs sur les bâtiments publics, permettaient au gouvernement de masquer le bilan de faillite de sa politique.

Lorsque, par exemple, en 1968, le gouvernement donna la télévision pendant une heure à l'anarchiste COHN-BENDIT, et à deux autres comparses, il favorisait leur action de division et s'en servait (...)

En ce qui concerne les grèves, il est hors de doute que si le gouvernement avait fait, pour ce qui était directement de son ressort, rapidement droit aux revendications des travailleurs, le patronat aurait été obligé de suivre; mais la poursuite des grèves faisait aussi partie du plan gouvernemental.

Mais la fermeté dont fit preuve le Parti communiste français, au cours de événements de mai-juin 68, donna à réfléchir à beaucoup de jeunes, étudiants et autres, qui

[63] MARTY fut "numéro 3" dans le Parti.

ont compris depuis que, grâce au Parti communiste, le gouvernement ne put avoir l'affrontement auquel il pensait".

On sait depuis lors le rôle du P.C.F. pendant ces événements: il fut celui du gendarme de la classe ouvrière, il fut en réalité un des plus sûrs piliers de l'Etat, attaqué par les forces montantes de la contestation.

Après les accords de Grenelle, Georges SEGUY, demandant la reprise du travail, fut hué par les ouvriers de Renault et il serait malencontreux de penser qu'ils étaient manipulés ... par le gouvernement.

le Travailleur Catalan

HEBDOMADAIRE DU PEUPLE CATALAN EDITE PAR LA FEDERATION COMMUNISTE DES PYRENEES-ORIENTALES

Directeur :
André **TOURNE**, Député des Pyrénées-Orientales
Rédacteur en chef : Roger **BERTRAND**

PRIX
5
Francs

SAMEDI
29 novembre
1947

Directeur adjoint : Léon **BORRAT**
14-16, Rue de l'Argentierie — PERPIGNAN
Tél. 20.54, 48.19 — C.C.P. 389-61 Montpellier

12^e année
Nouvel
année
N° 10
18

Pendant que les travailleurs luttent pour leur droit à la vie

**Les hommes de main
espagnols et français de
MERCADER, CONTE et du
R.P.F. occupent en armes des
édifices publics**

Le Travailleur Catalan - Pyrénées Orientales - 2-12-44. Organe
du Parti communiste.

Le Travailleur Catalan

Organe hebdomadaire du Peuple Catalan édité par la Région Communiste des Pyr.-Or.

Le Numéro : 2 francs
Année 16 n° 11 an. 46 fr.
Ch. postal : 3389. Montpellier

REDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue Louis-Blanc — PERRIGNAN (Pyrénées Orientales)

9^e Année — Nouvelle C.E. — N° 12
SAMEDI 2 DECEMBRE 1944



HITLER ET FRANCO !

Unis dans le pillage et la destruction de l'Europe
ils doivent subir le même châtiement

Unis dans le pillage et la destruction de l'Europe
ils doivent subir le même châtiement

A. MIQUEL

Franco et sa phalange hitlérienne et dirigés par les Stoups ont pu en Espagne et au Portugal, ont un caractère permanent pour la France. Grâce au pouvoir grâce à la politique non interventionniste de Franco n'a jamais représenté autre chose en Espagne que les intérêts de Hitler et Mussolini au détriment du peuple espagnol.

Il est donc inconcevable que l'on puisse un tant soit peu, prêter une grande attention aux agents de l'ennemi qui prétendent extorquer l'assassinat de l'Espagne comme un ami de notre pays, car on ne peut publier sans trahir les intérêts de la France, le rôle joué de tous temps par Franco.

Faut-il rappeler les paroles prononcées par le dictateur espagnol, lors de son entrevue avec Hitler, « je dispose d'un million de hommes prêts pour défendre Berlin si le salait ». Avant la libération de notre patrie, Franco envoya encore des hommes renforcer la division bleue, des matières premières ont été constamment fournies à l'Allemagne, en même temps que des armes, augmentant ainsi la famine et la misère du peuple espagnol, dans le courant de l'année 1943 plus de deux mille entreprises boches se sont installées en Espagne et au moment où tous les patriotes, unis dans notre dessein de lutter pour chasser l'occupateur, deux trains d'un total de 71 wagons, chargés de Wolfram et de laine, ont traversé la frontière par la Tour-de-Carol. Citons aussi les services rendus pour le transport des capitaines hitlériens en Argentine.

En ce moment avec les débris des armées hitlériennes, FRANCO CONCENTRE DES TROUPES TOUT LE LONG DE LA FRONTIERE FRANÇAISE sous la surveillance attentive de la Gestapo.

Ceux qui, à l'intérieur de notre pays, se font les porte-paroles de Franco sont donc des ennemis de la France et, considérés comme tels doivent immédiatement être mis hors d'état de nuire.

Tous les Français qui ont à cœur de défendre les intérêts de notre patrie sont unanimes, à reconnaître que les véritables représentants le plus du peuple espagnol sont la JUNTE SUPREME D'UNION NATIONALE qui est l'organe clandestin dirigeant, à Madrid, la libéra-

tion de l'Espagne, l'UNION NATIONALE FRANÇAISE EN ESPAGNE LIBRE, et le mouvement de libération nationale.

L'Espagne Franco est reconnue comme ennemie par toutes les puissances démocratiques et fait donc partie pour toutes les nations unies dans l'Europe, la France ne pourra être libre et indépendante que si elle s'entendement libère de Franco et de son phalange hitlérienne. Nous sommes convaincus que les AGENTS FRANCOIS qui ont tenté de nous faire croire que nous sommes pour la libération de l'Espagne, le Gouvernement français et la République n'ont dans l'intérieur de la France un représentant qui n'est autre qu'un espion, pour persécuter les patriotes, il est urgent de supprimer totalement les organismes qui, dans notre pays et notre département en particulier, agissent en dehors du contrôle de l'organisation officiellement reconnue, car ils ne sont, en fait, que les AGENTS FRANCOIS. **TOUTES TRAVAILLANT POUR LE COMPTE DE LA V^e COLONNE.**

Franco agent de Hitler, Franco qui, dans l'Espagne meurtrie, organise et concentre ses troupes avec les débris hitlériens, est l'ENNERMI GER POUR NOTRE FRONTIERE. Il faut agir vite et fort; terminer plus longtemps est contraire aux intérêts de la démocratie et de notre population catalane.

Dans les divers points de l'Espagne, les guerilleros ont enlevé le combat dans les montagnes, dans les villes la lutte est ouverte pour la reconquête de l'Espagne libre. La grandeur et l'indépendance de la France sont liées à l'action intrépidement par les glorieux guerilleros, sous la conduite de la Junte suprême et de l'Union Nationale Espagnole.

L'Union Soviétique a depuis longtemps déclaré sa position vis-à-vis de Franco. En Angleterre, sur l'état des lieux, partout, les peuples libres condamnent l'occupateur. Les hommes des démocraties. Quant au peuple français, il est déjà, depuis longtemps et il exige, pour la sécurité de la France, la constitution d'une Espagne libre et indépendante.

Devant cette provocation inouïe, le Peuple exige des actes de M. le Préfet

DANS la nuit du mardi 25 au mercredi 26 novembre, près d'une centaine d'hommes de main de factieux et du parti américain, armés de fusils et de pistolets, ont occupé la mairie de Perpignan.

Ils étaient armés de pistolets, de mitrailles et de mitrailleuses. Nous sommes en mesure de donner sur ce point :

Des groupes ont pénétré dans les locaux de la mairie et se sont installés dans les bureaux et dans les locaux de la mairie et du parti américain.

Parmi les hommes de main figuraient quelques agents de police en civil qui se sont révélés lors des dernières élections les plus

Nous savons que, dans la police, nous disposés à poursuivre n'importe quelle aventure.

Figuraient également dans les équipes de choc des agents français espagnols dont nous avons dénoncé l'activité et qui sont en liaison directe avec certains membres du parti socialiste et le R. P. F.

Ces hommes, la plupart membres du C. O. U. M., furent à l'époque les meilleurs et pistoleros de Franco et demeurent toujours au service du fascisme international.

On comprend maintenant pourquoi, dans la motion du mercredi 26 novembre, le Conseil fédéral socialiste des Pyrénées-Orientales a demandé au Secrétaire d'agir avec énergie contre les communistes espagnols.

Il s'agit là d'une véritable canaillerie et d'une insulte à la résistance française qui groupait dans ses rangs de nombreux communistes espagnols.

Faut-il rappeler que le glorieux commandant Jaime Garcia sous un rôle de premier plan dans la libération du Languedoc-Roussillon, avant d'être, il y a deux ans, fusillé par Franco? Au contraire, la plupart des anarchistes espagnols émigrés aujourd'hui dans les équipes de choc du R. P. F. de Comte-Mercader servaient. Il n'y a pas si longtemps, la criminelle police de Pétain menait sa chasse contre les anarchistes indochinois de la Gestapo.

Voilà donc les hommes qui installent aujourd'hui les factieux de main bleue pour occuper la mairie de Perpignan.

Mais ce n'est pas tout. Pendant que l'intérieur de la mairie était occupé par les équipes de choc de l'Armée-Catole, les groupes du R. P. F., armés de mitrailles, circulaient dans les rues avoisinantes et autour de la Préfecture.

Trois gangsters, traquant de marché noir, dans la rue Louis-Blanc, il y a deux ans, figuraient en tête de ces groupes armés.

C'EST MERCADER QUI A OUVERT LA MAIRIE AUX GROUPES DE NERVIS

La Mairie n'a pu être occupée qu'avec la complicité de Mercader et du Secrétaire général.

Qui donc a pu remettre la clé de la porte de la rue de la Barre aux factieux afin qu'ils puissent occuper les locaux, puis qu'ils aient trace d'effraction n'a pu être relevé.

Pendant que Mercader et le Bureau fédéral socialiste s'ébattaient à vouloir assumer les preuves reconvenues légitimement des travailleurs comme un prélu-

de cette répétition d'un complot contre la République les détails suivants :

local de la Mairie dont un complice leur avait remis les clés. Ils effectuèrent des patrouilles durant toute la nuit.

Il y avait aussi les membres de l'Armée-Catole, commandant de l'Armée secrète. Ces équipes de choc effectuèrent quelques agents de police en civil qui se sont révélés lors des dernières élections les plus actifs agents électoraux de Mercader.

Ils figurent un très grand nombre d'éléments républicains ; aussi avec les brebis galeuses qui se sont glissées dans leurs rangs et qui à un imaginaire coup de force, lui-même, devenu aujourd'hui doit d'intervenir énergiquement pour que de telles provocations ne se reproduisent plus. Il n'y a pas d'ailleurs que le peuple catalan, nous faisons qu'un bon pour le délégué R. P. F. prépare ouvertement, sans des libertés républicaines, est-il vraiment résolu. Lui apporter

caus et M. Gaspard, premier adjoint, approuvent de telles méthodes criminelles ou si cette occupation armée et illégale s'est opérée en dehors d'eux ?

D'OÙ VIENNENT LES ARMES ?

Il y a déjà longtemps que le R. P. F. qui tentent d'assassiner la République, se livrent à une répétition d'un coup de force que le R. P. F. prépare ouvertement, sans des libertés républicaines, est-il vraiment résolu. Lui apporter

caus et M. Gaspard, premier adjoint, approuvent de telles méthodes criminelles ou si cette occupation armée et illégale s'est opérée en dehors d'eux ?

Il y a déjà longtemps que le R. P. F. qui tentent d'assassiner la République, se livrent à une répétition d'un coup de force que le R. P. F. prépare ouvertement, sans des libertés républicaines, est-il vraiment résolu. Lui apporter

caus et M. Gaspard, premier adjoint, approuvent de telles méthodes criminelles ou si cette occupation armée et illégale s'est opérée en dehors d'eux ?

Il y a déjà longtemps que le R. P. F. qui tentent d'assassiner la République, se livrent à une répétition d'un coup de force que le R. P. F. prépare ouvertement, sans des libertés républicaines, est-il vraiment résolu. Lui apporter

caus et M. Gaspard, premier adjoint, approuvent de telles méthodes criminelles ou si cette occupation armée et illégale s'est opérée en dehors d'eux ?

Il y a déjà longtemps que le R. P. F. qui tentent d'assassiner la République, se livrent à une répétition d'un coup de force que le R. P. F. prépare ouvertement, sans des libertés républicaines, est-il vraiment résolu. Lui apporter

caus et M. Gaspard, premier adjoint, approuvent de telles méthodes criminelles ou si cette occupation armée et illégale s'est opérée en dehors d'eux ?

Il y a déjà longtemps que le R. P. F. qui tentent d'assassiner la République, se livrent à une répétition d'un coup de force que le R. P. F. prépare ouvertement, sans des libertés républicaines, est-il vraiment résolu. Lui apporter

caus et M. Gaspard, premier adjoint, approuvent de telles méthodes criminelles ou si cette occupation armée et illégale s'est opérée en dehors d'eux ?

Il y a déjà longtemps que le R. P. F. qui tentent d'assassiner la République, se livrent à une répétition d'un coup de force que le R. P. F. prépare ouvertement, sans des libertés républicaines, est-il vraiment résolu. Lui apporter

caus et M. Gaspard, premier adjoint, approuvent de telles méthodes criminelles ou si cette occupation armée et illégale s'est opérée en dehors d'eux ?

Il y a déjà longtemps que le R. P. F. qui tentent d'assassiner la République, se livrent à une répétition d'un coup de force que le R. P. F. prépare ouvertement, sans des libertés républicaines, est-il vraiment résolu. Lui apporter

caus et M. Gaspard, premier adjoint, approuvent de telles méthodes criminelles ou si cette occupation armée et illégale s'est opérée en dehors d'eux ?

Il y a déjà longtemps que le R. P. F. qui tentent d'assassiner la République, se livrent à une répétition d'un coup de force que le R. P. F. prépare ouvertement, sans des libertés républicaines, est-il vraiment résolu. Lui apporter

caus et M. Gaspard, premier adjoint, approuvent de telles méthodes criminelles ou si cette occupation armée et illégale s'est opérée en dehors d'eux ?

LUMIÈRES SUR LA CONSPIRATION ET CHATIMENT DES COUPABLES

Ennuyés et justement irrités par un tel scandale, les populations républicaines exigent que toute la lumière soit faite sur cette criminelle affaire, et que les responsables soient immédiatement arrêtés et déférés à la justice. Il est en particulier odieux de constater que des Espagnols, agents de Franco, de la solde du R. P. F. et de certains dirigeants socialistes, se livrent à de telles provocations d'une telle envergure sur le sol national.

Pût-il que de les renvoyer à leur maître Franco, qui ne manquerait pas de nous les récupérer à nouveau, qu'on les mette donc hors d'état de nuire en les emprisonnant.

MERCADER EST BIEN L'HOMME DU R.P.F.

Mercader, homme du R. P. F., s'est montré sous son véritable visage. Il doit être immédiatement révoqué. D'ailleurs la groupe communale au Conseil municipal se propose, dès la première réunion, de l'interpeller au sujet de cette affaire.

À l'heure où les travailleurs luttent de toute leur force pour arracher leur droit à la vie, il est intolérable de constater que des factieux se livrent à une répétition d'un coup de force dont les premières victimes seraient les travailleurs eux-mêmes.

Sousent sa ligne de conduite pour la défense de la République, le R. P. F. C'est à nous de continuer à dénoncer les coupables de pareilles provocations. Que tous les républicains se groupent au sein des Comités de défense de la République.

Enfin, de toutes les Franquies et de tous les Français fermement attachés à la cause de la République et à celle de l'indépendance nationale ont plus que jamais indispensable pour sauver nos institutions démocratiques.

Comment le Préfet peut-il tolérer que les groupes que nous avons dénoncés circulent la nuit, librement et en armes, autour de la Préfecture ?

Comment le Préfet peut-il tolérer que les groupes que nous avons dénoncés circulent la nuit, librement et en armes, autour de la Préfecture ?

Comment le Préfet peut-il tolérer que les groupes que nous avons dénoncés circulent la nuit, librement et en armes, autour de la Préfecture ?

Comment le Préfet peut-il tolérer que les groupes que nous avons dénoncés circulent la nuit, librement et en armes, autour de la Préfecture ?

Comment le Préfet peut-il tolérer que les groupes que nous avons dénoncés circulent la nuit, librement et en armes, autour de la Préfecture ?

Comment le Préfet peut-il tolérer que les groupes que nous avons dénoncés circulent la nuit, librement et en armes, autour de la Préfecture ?

Comment le Préfet peut-il tolérer que les groupes que nous avons dénoncés circulent la nuit, librement et en armes, autour de la Préfecture ?

Comment le Préfet peut-il tolérer que les groupes que nous avons dénoncés circulent la nuit, librement et en armes, autour de la Préfecture ?

Comment le Préfet peut-il tolérer que les groupes que nous avons dénoncés circulent la nuit, librement et en armes, autour de la Préfecture ?

Comment le Préfet peut-il tolérer que les groupes que nous avons dénoncés circulent la nuit, librement et en armes, autour de la Préfecture ?

Epilogue

"Pourquoi remuer ces vieilles histoires?" nous a-t-on demandé pendant que nous élaborions ce dossier. Comme si nous manifestions quelque rancune perverse en exhumant des crimes oubliés, comme s'il s'agissait "d'accidents" imputables à une époque troublée, comme si les staliniens s'étaient repris après leurs "égarements" d'autrefois, comme si les leçons de l'Histoire, avec un grand H se liaient sur un registre plus noble.

Eh oui, l'assassinat du "Gallifet de Cronstadt", TROTSKI, mérite la une tandis que la liquidation de plusieurs militants libertaires, c'est juste bon pour les poubelles de la dite Histoire.

Alors, pardonnez-nous d'avoir fouillé ces poubelles, de vous en avoir parlé avec passion, mais les cadavres qui y pourrissaient étaient ceux de nos compagnons.

Les circonstances ont changé, les staliniens en ont-ils fait autant? Nous ne le pensons pas, même si leur impudence finit par intoxiquer ceux qu'ils liquideraient à l'occasion. Pour évoquer un exemple proche de nous, rappelons la situation des anarchistes cubains après 1960: victimes de la répression castriste, ils témoignent de la réalité du régime dans une méfiance quasi-générale. On verra même des anarchistes (individus et organisations), succomber aux charmes du divin barbu et jeter le discrédit.

dit sur le Mouvement libertaire cubain en Exil(M.C.L.E.). Comble d'ironie, Daniel COHN-BENDIT, vedette du mai parisien accusera au congrès de Carrare le M.C.L.E. d'être financé par la C.I.A. Il nous aurait pourtant paru bien placé pour apprécier la "dialectique stalinienne". Pourtant, à Cuba, *par centaines et par milliers, les révolutionnaires de toutes tendances, adversaires de la main mise communiste sur la révolution, ont été déplacés, évincés, arrêtés, ou fusillés. C'est aussi par milliers que d'autres ont pris le chemin de l'exil".*(64)

Citons trois cas parmi d'autres: Luis Miguel LINSUAIN, José ACENA et Sandalio TORRES, qui furent emprisonnés, torturés pour la seule raison qu'ils manifestaient leur désaccord avec le régime. Tous trois militants libertaires, ils avaient pris une part active au mouvement social mais se rendirent vite à l'évidence que les travailleurs avaient été bernés par cette soi-disant révolution.

Des histoires de ce style, nous pourrions en évoquer des dizaines: les mêmes situations se retrouvent avec une monotonie invraisemblable. Sans cesse, les communistes se refont une virginité grâce à leur propagande incantatoire. Bien avant les publicitaires, ils ont compris la toute puissance du verbe: pourquoi argumenter ou raisonner alors qu'il est tellement plus efficace d'invectiver et d'asséner des vérités intangibles!

Voilà maintenant près de trois-quarts de siècle que les staliniens ont détourné les velléités révolutionnaires ouvrières à leur profit, trois-quarts de siècle qu'ils s'acharnent sur tout ce qui menace leur règne. C'est une bien longue escroquerie et, depuis 1968, la façade se lézarde: derrière les images d'Epinal, la jeunesse découvre un P.C.F. qui pactise avec la droite (mai 68) parce qu'il craint autant qu'elle, la contestation. Elle voit des "démocraties populaires" où l'on matraque et assassine les travailleurs, où l'on ne recule même pas devant le génocide...

(64) Peu de documents existent sur le cas de Cuba. Nous citerons la brochure "CUBA - révolution et contre-révolution. Témoignages, textes officiels et documents" - Edition de la Commission Internationale de Liaison Ouvrière.

De nos jours, les velléités d'hégémonie du Parti stalinien sur l'ensemble du mouvement ouvrier se traduisent par un discours qui veut marginaliser les tendances révolutionnaires qui peuvent çà et là se manifester. Les revers électoraux successifs depuis les années 80, ont ramené l'influence du P.C.F. à la portion congrue. Ceci ne doit pourtant pas nous faire oublier qu'à divers moments, les responsables du Parti et les dirigeants communistes de la C.G.I. ont opposé la force à des éléments qu'ils ont qualifiés *d'aventuristes* ou *d'irresponsables*. La volonté d'apparaître, aujourd'hui comme hier, comme le seul parti ouvrier, comme le seul représentant authentique de la classe ouvrière, conduit inexorablement le P.C. à envisager, voire à mettre en oeuvre, des moyens en relation avec sa politique. Du dénigrement actuel aux accusations et menaces éventuelles contre le mouvement révolutionnaire, il n'y a qu'un pas.

Les travailleurs immigrés qui ont, à une époque, eu à subir dans les municipalités communistes, les assauts bulldozerisés des staliniens savent que ce pas peut être franchi facilement, très facilement.

Puisse ce dossier dessiller quelques yeux supplémentaires

INDEX DES SIGLES

- ADE: Alliance Démocratique Espagnole
 AGE: Agrupacion des Guerrilleros Españoles
 AIT: Association Internationale des Travailleurs
 AS: Armée Secrète
 BEIPI: Bulletin de l'association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales
 CDL: Comité Départemental de Libération
 CEDA: Confédération espagnole des Droites Autonomes
 CFTD: Confédération Française Démocratique du Travail
 CGT: Confédération Générale du Travail
 CGTSR: Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire
 CGTU: Confédération Générale du Travail Unitaire
 CNT: Confederacion Nacional del Trabajo
 FAI: Fédération Anarchiste Ibérique
 FFI: Forces Françaises de l'Intérieur
 FN: Front National
 FTP: Francs Tireurs et Partisans
 GF: Groupes Francs
 GOP: Groupe Ouvrier et Paysan
 GTE: Groupe de Travailleurs Etrangers
 IC: Internationale Communiste
 ISR: Internationale Syndicale Rouge
 JEL: Junta Española de Liberacion
 JJLL: Juventud Libertarias
 MLE: Movimiento Libertario Español
 MOI: Main d'Oeuvre Immigrée
 MUR: Mouvement Unifié de Résistance
 OS: Organisation Spéciale
 PCF: Parti Communiste Français
 PCE: Partido comunista Español
 POUM: Partido Obrero de Unificacion Marxista
 PSOE: Partido Socialista Obrero Español
 PSUC: Partit Socialist Unificat de Catalunya
 SE: Solidaridad Española
 SFIC: Section Française de l'Internationale Communiste
 SFIO: Section Française de l'Internationale Ouvrière
 SIA: Solidarité Internationale Antifasciste
 STO: Service du Travail Obligatoire
 SUB: Syndicat Unifié du Bâtiment
 UGT: Union General de los Trabajadores
 UNE: Union Nacional Española

BIBLIOGRAPHIE

ESPAGNE

- "DURRUTI, le peuple en armes" - Abel PAZ - Edition La Tête de feuille.
- "L'Espagne libertaire 1936-1939" - Gaston LEVAL - Edition du Monde Libertaire.
- "Historia de la C.N.T. en la revolucion" - José PEIRATS - Edition C.N.T.
- "Guerre de classe en Espagne" - Camillo BERNERI - Edition Spartacus.
- "Realizaciones revolucionarias y estructuras" - C.N.T.-A.I.T. Edition Cultura y Accion.
- "Espagne, les fossoyeurs de la révolution sociale" - K.LANDAU et M.OLLIVIER - Edition Spartacus.
- "A travers les révolutions espagnoles" - L.NICOLAS - Edition Belfond.
- "Révolution et contre-révolution en Catalogne" - Carlos SEMPRUN-MAURA - Edition MAME.
- "La España de los maquis" - Alberto FERNANDEZ
- "Años 40:les maquis du P.C.E." - Daniel ARASA - Edition Argos Vergara.
- "La guerrilla anti-franquista" - Carlos J.KAISER - Edition 99
- "Les procès de Moscou à Barcelone" - Julian GORKIN - Edition Ayma.

ESPAGNOLS EN EXIL

- "Pasion y muerte" - Federica MONTSENY - Edition Espoir.
- "Contribucion a la historia de la C.N.T." - José BERRUEZO - Edition Mexicanos Unidos.
- "Políticas de los exilados españoles" - José BORRAS - Edition Ruedo Iberico.
- "Historia Negra de una crisis libertaria" - Ramon Alvarez - Edition Mexicanos Unidos.
- "Republicanos españoles en la segunda guerra mundial" - Eduardo PONS PRADES.
- "Par-delà l'exil et la mort" - Louis STEIN - Edition mazarine
- "Jours de gloire, jours de honte" - David PIKE -Edition Sedes

GUERRE ET RESISTANCE

"Histoire de la résistance" - Henri NOGUERES - Edition Robert LAFFONT.

"Libération du Languedoc méditerranéen" - Roger BOURDERON - Collection la libération de la France (Henri MICHEL).

"La France de la quatrième république, l'ardeur et la nécessité" - Jean-Pierre RIOUX - Edition du Seuil.

REVOLUTION RUSSE

"La révolution inconnue" - VOLINE - Edition Belfond.

"La commune de Cronstadt" - Ida METT - Edition Spartacus.

PARTI COMMUNISTE

"De LENINE au panzer-communisme" - TERUEL-MANIA - Edition Maspero.

"La stratégie du mensonge" - Auguste LECOEUR - Edition Ramsay.

"On chantait rouge" - Charles TILLON - Edition LAFFONT.

"Les hérétiques du P.C.F." - Pierre DAIX - Edition LAFFONT

"Deux ans d'alliance germano-soviétique" - A.ROSSI - Edition Fayard.

"L'histoire intérieure du P.C." - Philippe ROBRIEUX.

"Sur le Parti, 1939-1940" - Jacques ESTAGER et Francis CREMIEUX - Edition Temps Actuels.

STALINISME

"Socialisme et bochevisme en France" - Charles ALLIGIER - Edition Spartacus.

"El comunismo totalitario" - Juan Manuel MOLINA - Edition Mexicanos Unidos.

"Les staliniens, une expérience politique. 1944-1956" - Dominique DESANTI - Edition Marabout.

ANARCHISME

"Histoire de l'anarchie" - Max NETTLAU - Edition du cercle.

"La science moderne et l'anarchisme" - KROPOTKINE.

"La revanche de BAKOUNINE ou de l'anarchisme" - Pierre OYHAMBURU - Edition Entente.

INTERET GENERAL

"Le croque-rave libertaire" - Eugène HUG et Pierre Rigoulot -
Edition Presses d'aujourd'hui.

"De prison en prison" - Louis LECOIN.

"Le cours d'une vie" - Louis LECOIN.

"Front populaire, révolution manquée" - Daniel GUERIN -
Edition Maspero.

"Histoire du mouvement ouvrier" - M.GONIN - Edition MON-
THOLON service.

"Dictionnaire du mouvement ouvrier" - André NATAF - Edi-
tion Universitaire.

"Benoit BROUTCHOUX - PHIL et CALLENS - Edition le der-
nier terrain vague.

"May la réfractaire" - May PICQUERAY - Atelier Marcel
JULLIAN.

"Le mouvement ouvrier à Lyon" - Fernand RUDE - Edition
"éderop.

"Cuba: révolution et contre-révolution" - témoignages et do-
cuments -Ed. Commission internationale de liaison ouvrière.

A LIRE MALGRE TOUT

"Du communisme au fascisme" - Victor BARTHELEMY -
Edition Albin MICHEL.

"BAKOUNINE et MARX, l'ombre et la lumière" - Jacques
DJUCLOS - Edition Plon.

"Principaux écrits avant la révolution d'octobre" - STALINE -
Edition La taupe.

"L'Etat et la révolution" - LENINE - Edition de Pekin 76.

"Terrorisme et révolution" - TROTSKY -

SOMMAIRE

PREFACE	3
* LES AVERTISSEMENTS DE L'HISTOIRE.....	5
Cronstadt - Makno - La Grange-aux-Belles - Barcelone mai 37 - Collectivités en Aragon-	
* LES ACCORDS DE MUNICH.....	27
Avant la guerre - Pacte HITLER-STALINE - Entrée en guerre de l'U.R.S.S. - Réactions -	
* LES AFFAIRES DANS LE PARTI.....	58
Résistance - Contribution des libertaires -	
* TEMOIGNAGES ET DOCUMENTS contre les menaces et les crimes staliniens.....	87
* LES MOTIVATIONS DES STALINIENS.....	202
Raisons conjoncturelles - raisons fondamentales -	
* EPILOGUE.....	227
* INDEX DES SIGLES	232
* BIBLIOGRAPHIE	233

Appendice

La réalisation de ce livre a nécessité un travail tout particulier au niveau de la recherche des témoignages.

Bien souvent, les mémoires ne s'ouvraient pas tout de suite et il fallait revenir longuement sur des événements déjà lointains. De plus, nous pensons que la lecture de ces pages suscitera chez les personnes ayant vécu cette époque, des "remises à jour" de leurs souvenirs et, pourquoi pas, de nouveaux témoignages. C'est pourquoi nous pensons un jour publier une "suite".

Alors que nous mettions sous presse, un dernier témoignage nous est parvenu. Il ne nous a pas été techniquement possible de le publier intégralement, à la place qui lui revenait dans ce livre, c'est-à-dire au milieu des autres témoignages. Compte-tenu de son importance, nous avons cependant tenu à ce qu'une partie au moins figure dans ces pages. Lorsqu'il y aura matière à constituer une "suite", nous ne manquerons pas d'en publier l'intégralité.

TEMOIGNAGE D'ANGEL MARIN - PYRENEES ORIENTALES

(...) *"Ursuliano BENITO, militant socialiste et secrétaire de la section socialiste de Toulouse. Il fut assassiné par un groupe armé de "Union Nacional" au quartier de St Cyprien à Toulouse. Ses assassins surveillèrent trois heures durant l'arrivée de BENITO à son domicile: c'est là, lorsqu'il s'apprêta à ouvrir la porte, qu'il fut criblé de balles. Motif: avoir été socialiste et ne pas ap-*

partenir à "Union Nacional".

Une nouvelle victime fut un jeune militant de la C.N.T., résidant à Perpignan. Il se nommait José RAMIREZ, et fréquentait un des cafés les plus connus de la ville: "les deux mondes". D'après son frère, résidant à Toulouse et militant lui aussi de la C.N.T., qui fut le premier à nous communiquer la triste nouvelle, cela s'est passé comme suit: dans ses deux dernières lettres, José laissait entrevoir à son frère que, lors de débats qu'il avait eu avec des éléments d'"Union Nacional", ceux-ci se montrèrent extrêmement agressifs. Peu de temps après, un compagnon de la C.N.T. de Perpignan nous apprenait la réalité des faits: un soir, alors qu'ils discutaient au café, ses agresseurs se montrèrent généreux jusqu'à l'enivrer, pour mieux pouvoir disposer de lui. Ils l'emmenèrent en banlieue et commirent impunément ce crime froidement prémédité. Le motif est toujours le même: non-appartenance à "Union Nacional".

Après RAMIREZ, un autre jeune fut assassiné par deux fanatiques, toujours du même organisme: "Union Nacional". Vicente FERNANDEZ, militant de la C.N.T. qui assurait la liaison des fractions C.N.T. entre l'Espagne et la France. Ce fervent résistant de l'antifascisme, alors qu'il revenait d'Espagne où il avait accompli une mission, fut surpris aux alentours d'Osseja (Pyrénées Orientales) par un groupe de guerrilleros aux ordres du commandant ROYO, chef "suprême" à l'époque de tout le département de l'Ariège.

Après un procès sommaire, RAMIREZ fut exécuté sur la route entre Osseja et Bourg-Madame, tard dans la nuit. Toujours pour le même motif: non-appartenance à "Union Nacional".

Restons actifs et vigilants face aux fausses informations divulguées par ces irresponsables qui, aujourd'hui encore défendent ce qui fut une conduite de brigands. Nos compagnons, au même titre que les autres antifascistes, victimes de ces fous au coeur de pierre, sont les témoins permanents de ces atrocités. Ils nous incitent, nous qui fûmes leurs compagnons de vie et de lutte, à toujours les défendre contre tous ceux qui (peu importe sous quel prétexte) se permettent de les déshonorer et de porter atteinte à leur mémoire après leur mort."

Angel MARIN

Supplément à
"Infos et Analyses Libertaires" N°13
Edité par le Cercle d'Etudes Sociales
Directeur de la publication: Edward Sarboni
Rédaction et administration: C.E.S.
B.P. 233 66002 Perpignan Cedex.

Achevé d'imprimer le 2 juillet 1984
sur les presses de l'imprimerie Sacco
à Toulouse (France).
Dépôt légal 3^o Trimestre 1984.

REMERCIEMENTS

A toutes les compagnes et tous les compagnons qui nous ont apporté leurs témoignage et documents.

A la C.N.T.-A.I.T. de Perpignan, Toulouse et Quillan ainsi que celle de l'Hérault pour les facilités dans nos recherches.

A CENIT qui nous a offert ses colonnes.

A Lucas SANCHEZ qui nous a permis de consulter ses archives et d'en tirer profit.

Au C.R.S.A. de Toulouse pour ses archives.

Aux compagnons de l'imprimerie SACCO de Toulouse et de l'atelier de façonnage M.D.P. de Toulouse pour leur aide technique et la solidarité qu'ils nous ont témoignées, nous permettant ainsi de réaliser cet ouvrage dans les meilleures conditions.

Pour tous renseignements complémentaires, informations, témoignages nouveaux et demandes de documents, s'adresser à la Boîte Postale.

ERRATUM:

Une erreur s'est glissée dans la numérotation des pages qui fait sauter directement de la page 170 à la page 180. Que le lecteur ne s'inquiète pas: le texte du livre est complet.

Le sommaire a été conçu en fonction de l'erreur de numérotation.

AVERTISSEMENT A NOS LECTEURS

Hormis quelques fautes de frappe, des erreurs pouvant nuire à la bonne compréhension du texte n'ont pu être évitées. Nous en reproduisons ci-dessous la liste. Se reporter à la page correspondante.

PAGE 8:

Toutefois, quand en février 1921, les ouvriers de Petrograd se soulevèrent, avant d'être réprimés militairement, Cronstadt réagit et adopta une résolution votée par la majorité de la garnison, et approuvée par un meeting de 16.000 citoyens. En voici le texte:

PAGE 22:

Sous la photographie des corps, lire MAI 1937 au lieu de MAI 1947.

PAGE 46:

Lire: tous nos concitoyens, à la place de: tous nos citoyens.

PAGE 67:

Lire: véritable discussion. Et TERUEL-MANIA..., à la place de: véritable discus- Et TERUEL-MANIA...

PAGE 112:

Lire: en tant que traîtres à la cause anti-fasciste, au lieu de: en tant que traîtres à la cause fasciste.

PAGES 123 et 124:

Inversion au montage: l'ordre de lecture est le suivant: page 122, page 124 et page 123.

PAGE 209:

Lire: PROUDHON écrivait à MARX, dès 1844..., au lieu de: PROUDHON écrivait à MARX, dès 1944...

PAGES 224 et 225:

Inversion des documents entre la page 224 et la page 225: le titre "les hommes de main espagnols..." doit figurer page 225, il annonce le texte de la page 226.

BIBLIOGRAPHIE:

Dans la seconde page de la bibliographie, lire "Socialisme, bolchevisme et France", au lieu de "Socialisme et bochevisme en France".

APPENDICE:

Dans la seconde page, lire: après un procès sommaire, FERNANDEZ fut exécuté..., à la place de: après un procès sommaire, RAMIREZ fut exécuté.

La France venait juste de se libérer, quand à la faveur des troubles de l'époque, les staliniens, guidés par leur volonté d'hégémonie, s'attaquèrent à des antifascistes qui ne pensaient ni n'agissaient comme eux.

Par dizaines, des militants révolutionnaires, libertaires anarchosindicalistes de la C.N.T., ainsi que des militants du P.S.O.E., de l'U.G.T. ou du P.O.U.M., furent liquidés froidement par des «communistes» de l'Union Nationale Espagnole.

Tout cela se passa dans une relative impunité. Des meetings antifascistes espagnols furent interdits, sur simples pressions des communistes espagnols et français sur les autorités locales et les comités de Libération.

Sur le sol français en 1944, l'œuvre destructrice commencée sept années auparavant par les staliniens, dans les rues de Barcelone, trouvait en cet automne de la Libération, le cadre parfait à son prolongement...

Analysées à la lumière des grands événements du XX^e siècle qui ont comme principaux acteurs –souvent meurtriers, toujours autoritaires– les staliniens, les menaces, coactions et liquidations physiques de 1944 représentent «une étape dans la longue marche du fascisme rouge» confronté par intermittence aux aspirations Révolutionnaires et Libertaires de la classe ouvrière.